

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
ANNEXES	121



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT ANNUEL

2023



SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

LISTE DE SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Actifs Extérieurs Nets	CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
AFD	Agence Française de Développement	CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
AFI	Alliance for Financial Inclusion / Alliance pour l'Inclusion Financière	CEMSTRAT	Certificat Executive Management Stratégique Bancaire
AFIS	Africa Financial Industry Summit / Plateforme de l'Industrie Financière Africaine	CER	Communauté Economique Régionale
AFIPI	African Financial Inclusion Policy Initiative / Initiative Africaine sur les Politiques d'Inclusion Financière	CERDI	Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International
AFES	Africa Meeting of the Econometric Society / Conférence Africaine de la Société d'Econométrie	CGAP	Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres
AFREXIMBANK	African Export-Import Bank / Banque africaine d'Import-export	CIC	Capital Image Chèque (plateforme de numérisation de chèques)
AICFM	Association Internationale des Chercheurs Francophones en Microfinance	CIFIA	Compagnie Indépendante de la Finance Islamique en Afrique
AJUR	Application dédiée à la gestion des affaires juridiques	CIRES	Centre Ivoirien de Recherche Economique et Sociale
AMF-UMOA	Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine	CISAE	Comité d'Identification des Structures d'Appui et d'Encadrement
API	Application Programming Interface / Interface de Programmation d'Applications	CIWA	Creditinfo West Africa
APUC	Administration Publique Centrale	CLAB	Comité de Liaison Anti-Blanchiment
ASE	African School of Economics / Ecole Africaine d'Economie	CMFI	Comité Monétaire et Financier International
ASS	Afrique Subsaharienne	CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
ATTF	Agence de Transfert de Technologie Financière	CNSMO	Comités Nationaux de Suivi de la Mise en Oeuvre
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique	COFEB	Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires
BC/FT/FP	Blanchiment des Capitaux, Financement du Terrorisme et de la Prolifération des armes de destruction massive	CPC	Comité de Politique Climat
BCC	Banque Centrale du Congo	CPM	Comité de Politique Monétaire
BCE	Banque Centrale Européenne	CRAEF-UMOA	Cadre de Reporting Automatisé des Etats Financiers des Etablissements de Crédit et des Compagnies Financières de l'UMOA
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest	CREA	Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée	CSF-UMOA	Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA
BCSF-UMOA	Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech dans l'UMOA	CTI	Centre de Traitement Informatique
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale	CTS	Comité Technique Spécialisé
BIC	Bureau d'Information sur le Crédit	DC/BR	Dépositaire Central/Banque de Règlement
BM	Banque Mondiale	DER	Documents d'Etudes et de Recherche
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement	DGEM	Direction Générale de l'Economie et de la Monnaie
BoE	Bank of England / Banque d'Angleterre	DIA	Direction de l'Inspection et des Audits
BoG	Bank of Ghana / Banque du Ghana	DOM	Direction des Opérations de Marché
BoJ	Bank of Japan / Banque du Japon	DSI	Direction des Systèmes d'Information
BPCI	Banque Populaire de la Côte d'Ivoire	DSPR	Direction de la Surveillance et de la Prévention des Risques
BRI	Banque des Règlements Internationaux	DTS	Droit de Tirage Spécial
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières	ECO	Monnaie unique de la CEDEAO
BSR	Bons de Soutien et de Résilience	EME	Etablissement de Monnaie Electronique
CAP	Cadre d'Actions Prioritaires	ENSEA	Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan
CAPEC	Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES	ERMA	Association Internationale pour les Etudes et Recherches Macroéconomiques et Monétaires en Afrique
CBN	Central Bank of Nigeria / Banque Centrale du Nigeria	FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
CDP	Cassa Depositi e Prestiti / Caisse d'épargne et de prévoyance	FCI	Factors Chain International / Réseau Mondial des Sociétés d'Affacturage
		FCR	Facilité de Crédit Rapide

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

FEC	Facilité Elargie de Crédit
FED	Federal Reserve System / Réserve Fédérale des Etats-Unis
FERDI	Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International
FMI	Fonds Monétaire International
FRD	Facilité pour la Résilience et la Durabilité
GAB	Guichet Automatique de Banque
GAFI	Groupe d'Action Financière
GE	Grandes Entreprises
GIABA	Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
GIM-UEMOA	Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA
GPE	Gestion de la Politique Economique
HEC	Ecole des Hautes Etudes Commerciales
IBFI	Institut Bancaire et Financier International
IDM	Instant Decision Module
IDE	Investissements Directs Etrangers
IFI	Institut de Finance Islamique
IFRS	International Financial Reporting Standards / Normes Internationales d'Information Financière
IMA	Institut Monétaire Africain
IMF	Infrastructures de Marchés Financiers
INTERMON	Interface Monétique
IROCO	Système d'Information et de Reporting Comptables
LBC/FT	Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme
LBC/FT/FP	Lutte contre le Blanchiment des Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des armes de destruction massive
LEO	Laboratoire d'Economie d'Orléans
MDBC	Monnaie Digitale de Banque Centrale
MEDC	Mécanisme Elargi de Crédit
ODD	Objectifs de Développement Durable
OdR	Obligations de Relance
PAFLA	Programme Accélééré de Formation en Langue Anglaise
PBoC	People's Bank of China / Banque Populaire de Chine
PCA	Plan de Continuité d'Activité
PCI/DSS	Payment Card Industry / Data Security Standard / Norme de sécurité des données de l'industrie des cartes de paiement
PCO	Plan de Continuité des Opérations
PCS	Poste Central de Surveillance
PCS	Prélèvement Communautaire de Solidarité
Pdb	Point de base
Pdp	Point de pourcentage
PEF	Programme Economique et Financier

PIB	Produit Intérieur Brut
PIMF	Principes pour les Infrastructures de Marchés Financiers
PKI	Public Key Infrastructure / Infrastructure à clé publique
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PRDEN	Programme Régional de Développement de l'Economie Numérique
PSAV	Prestataires de Services d'Actifs Virtuels
RBI	Reserve Bank of India / Banque Centrale d'Inde
RDC	République Démocratique du Congo
REM	Revue Economique et Monétaire
RMP	Rendement Moyen Pondéré
RO	Réserves Obligatoires
RSSI	Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information
SFD	Système Financier Décentralisé
SFI	Société Financière Internationale
SGCB-UMOA	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
SIGI	Société de Gestion et d'Intermédiation
SGPME	Société de Garantie des Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises
SIB	Système d'Information Bancaire
SICA-UEMOA	Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA
SIGMA	Système Intégré de planification et de Management des Activités
SMQ	Système de Management de la Qualité
SMS	Structure Ministérielle de Suivi
SNIF	Stratégie Nationale d'Inclusion Financière
SOC	Service Opérationnel de Cybersécurité
SPAME	Services de Paiement Adossés à la Monnaie Electronique
SRIF	Stratégie Régionale d'Inclusion Financière
STAR-UEMOA	Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA
SWIFT	Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication / Société pour les télécommunications financières interbancaires mondiales
TCN	Titres de Créances Négociables
TMoney	« Trésor Money » / Porte-monnaie électronique du Trésor
TMP	Taux Moyen Pondéré
TPN	Trésors Publics Nationaux
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UNCDF	United Nations Capital Development Fund / Fonds d'équipement des Nations Unies
VSAT	Very Small Aperture Terminal / Terminal à très petite ouverture
ZLECAF	Zone de Libre-Echange Continentale Africaine

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

LISTE DES GRAPHIQUES

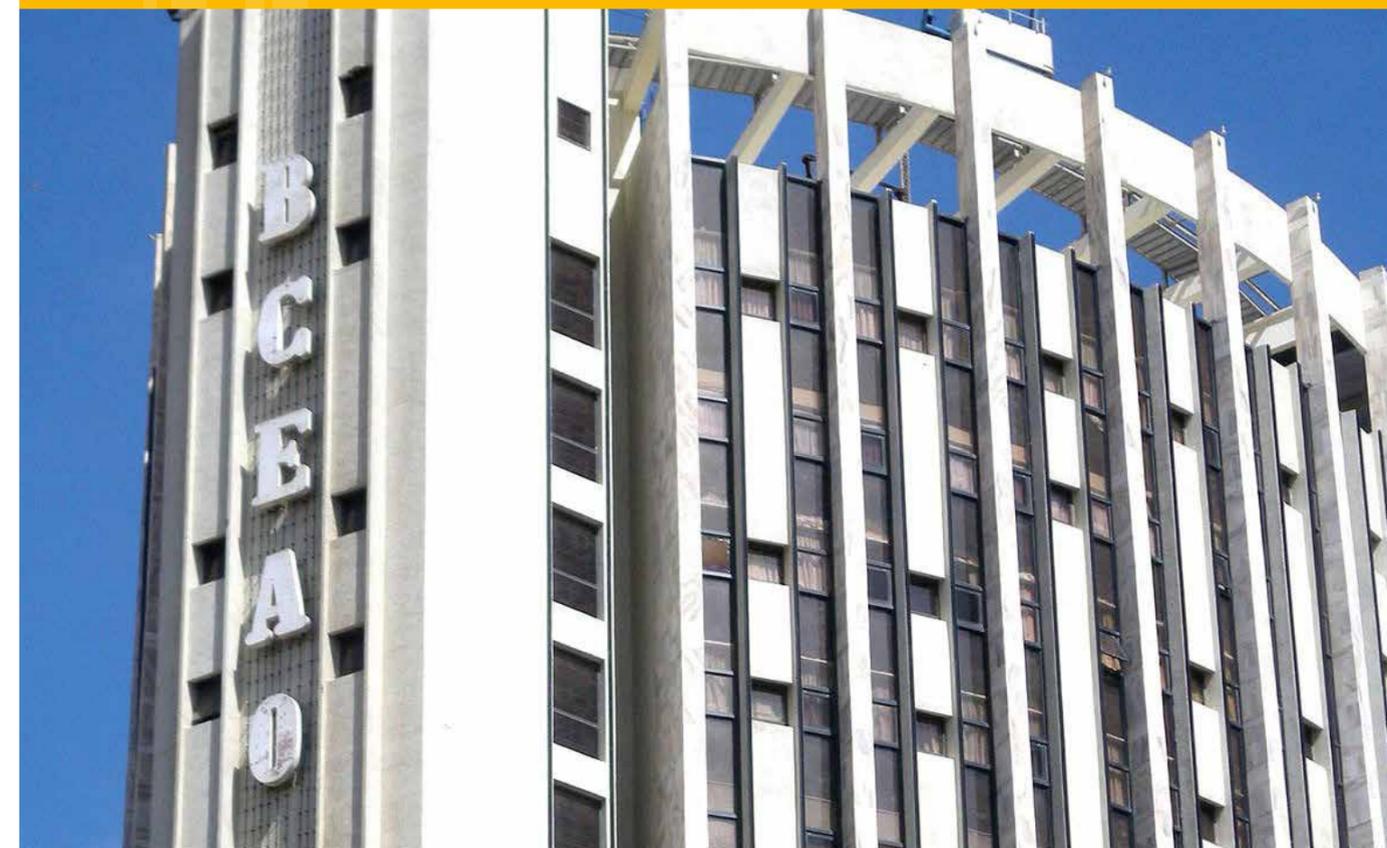
Graphique 1 : Croissance de l'activité économique dans le monde.....	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (NYMEX).....	6
Graphique 3 : Evolution des cours du cacao.....	6
Graphique 4 : Evolution des cours du café.....	7
Graphique 5 : Evolution des cours du coton.....	7
Graphique 6 : Evolution des cours du caoutchouc.....	8
Graphique 7 : Evolution des cours du phosphate.....	8
Graphique 8 : Evolution des cours de l'uranium.....	9
Graphique 9 : Evolution du taux d'inflation (moyenne annuelle en %).....	10
Graphique 10 : Evolution des taux directeurs de la BCEAO (en %).....	29
Graphique 11 : Croissance annuelle du crédit bancaire (en points de pourcentage).....	34
Graphique 12 : Croissance annuelle de la masse monétaire (en %).....	35
Graphique 13 : Evolution des taux débiteurs dans l'Union (en %).....	36
Graphique 14 : Niveaux de concentration des risques bancaires par secteur d'activité (en %).....	42
Graphique 15 : Evolution de la circulation fiduciaire de 2014 à 2023.....	69
Graphique 16 : Evolution en nombre des participants à STAR-UEMOA et SICA-UEMOA de 2019 à 2023.....	71
Graphique 17 : Evolution en volume des échanges inter-pays de 2018 à 2023.....	72
Graphique 18 : Evolution en valeur des échanges inter-pays de 2018 à 2023.....	72
Graphique 19 : Evolution des effectifs de la BCEAO de 2019 à 2023.....	103

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de change moyens annuels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA).....	13
Tableau 2 : Evolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA).....	13
Tableau 3 : Evolution des contributions à la croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA (en points de pourcentage).....	15
Tableau 4 : Variation des prix à la consommation en 2022 et 2023 (en %).....	20
Tableau 5 : Situation des finances publiques en 2022 et 2023 (en milliards de FCFA).....	22
Tableau 6 : Ratios d'endettement extérieur en 2022 et 2023 (en % du PIB).....	23
Tableau 7 : Evolution de la balance des paiements sur la période 2021-2023 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire).....	24
Tableau 8 : Coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques (en %).....	30
Tableau 9 : Evolution des taux interbancaires en 2023 (moyenne pondérée en pourcentage).....	31
Tableau 10 : Evolution des prêts interbancaires dans l'UMOA en 2023 (en millions de FCFA).....	32
Tableau 11 : Créances nettes des institutions de dépôt sur l'APUC (en milliards de FCFA).....	33
Tableau 12 : Emissions brutes par adjudication et syndication sur le marché régional des titres publics (en milliards de FCFA).....	47
Tableau 13 : Taux d'intérêt et rendements moyens des bons et obligations du Trésor (en %).....	48
Tableau 14 : Encours des titres publics à fin décembre 2023 sur le marché financier régional (en milliards de FCFA).....	49
Tableau 15 : Prélèvement de billets et pièces de monnaie en 2023 (en milliards de FCFA).....	68
Tableau 16 : Versement de billets et pièces de monnaie en 2023 (en milliards de FCFA).....	69

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Rapatriement des recettes d'exportation.....	37
Encadré 2 : Notation des entreprises non financières.....	43
Encadré 3 : Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière.....	61



Le rapport annuel de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest peut être consulté sur le site Web de la Banque, à l'adresse :

<https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-annuel-de-la-bceao-2022>

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter la Direction de la Documentation, des Publications et des Archives :

Siège de la BCEAO : Avenue Abdoulaye Fadiga - BP 3108 - Dakar, SENEGAL

Tél. : (+221) 33 839 05 00 • Fax : (+221) 33 823 93 35

E-mail : courrier.bceao@bceao.int • Site web : www.bceao.int

ISBN : 978-2-9161-4030-8

ISSN : 08505519

© Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

MESSAGE DU GOUVERNEUR



L'année 2023 a été caractérisée par une décélération de l'activité économique mondiale induite par la persistance des tensions inflationnistes engendrées par les conséquences des tensions géopolitiques et de la crise russo-ukrainienne.

Dans ce contexte, les banques centrales ont adopté un durcissement de leur politique monétaire, entraînant des effets récessifs sur l'activité économique mondiale. La croissance économique mondiale a enregistré un léger ralentissement, son taux passant de 3,5 % en 2022 à 3,2 % en 2023. L'inflation mondiale a fléchi, avec un taux ressorti en moyenne annuelle à 6,8 % en 2023 après 8,7 % en 2022.

Au sein de l'UEMOA, eu égard à la bonne performance de la campagne agricole 2022/2023 et à la baisse des cours internationaux des principaux produits importés, le taux d'inflation en moyenne annuelle de l'Union est ressorti à 3,7 % en 2023 contre 7,4 % un an plus tôt. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a augmenté de 5,3 % en 2023 après 5,5 % en 2022, grâce essentiellement aux bonnes performances du secteur tertiaire.

Face aux craintes d'un retour des tensions inflationnistes, en lien avec la montée des incertitudes tant au niveau international que régional, la BCEAO a poursuivi la normalisation progressive de sa politique monétaire, entamée le 22 juin 2022. Elle a ainsi relevé son taux directeur de 25 pdb à trois reprises en 2023.

Après avoir pratiqué des adjudications de liquidité à taux fixe motivées par la crise sanitaire du Covid-19, la BCEAO a décidé, depuis le 10 février 2023, conformément aux orientations de son Comité de Politique Monétaire, de revenir à un fonctionnement normal de ses guichets de refinancement hebdomadaire et mensuel avec des taux variables sur des montants annoncés à l'avance dans l'avis d'appel d'offres.

Dans un environnement international marqué par le durcissement des conditions de financement sur les marchés financiers, la Banque Centrale a maintenu le guichet spécial de refinancement des obligations de relance ainsi que le guichet des Bons de Soutien et de Résilience afin de permettre aux Etats membres de l'Union de lever des ressources, à des conditions de taux favorables, pour couvrir leurs besoins de financement.

Par ailleurs, les concours du système bancaire aux Etats se sont accrus face notamment aux faibles entrées de capitaux étrangers en vue de financer leur déficit budgétaire. Les créances nettes de l'ensemble des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales ont augmenté de 3.370,0 milliards en 2023, soit 16,5 %. Les crédits accordés aux entreprises privées ont progressé de 10,1 % et ceux accordés aux ménages et aux institutions sans but lucratif sont en hausse de 7,6 %.

L'activité d'intermédiation financière des institutions de microfinance s'est consolidée avec l'évolution de l'encours des dépôts et des crédits. Les dépôts collectés sont ressortis à 2.263,8 milliards à fin décembre 2023 contre 2.023,7 milliards un an plus tôt, soit un accroissement de 11,9 %.

Au plan réglementaire, la BCEAO a initié des réformes majeures qui ont abouti, au cours de l'année 2023, à l'adoption par le Conseil des Ministres de l'Union de la Convention régissant la Commission Bancaire, de la Loi portant réglementation bancaire révisée, de la nouvelle Loi portant réglementation de la microfinance et de la Loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive dans les Etats membres de l'UMOA.

Enfin, l'Institut d'émission a poursuivi en 2023 la mise en oeuvre des mesures prévues dans la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière.

Les actions menées par la BCEAO procèdent de la dynamique de préservation et de consolidation de la stabilité monétaire et financière dans l'Union ainsi que de l'inclusion financière des populations. Conformément à ses missions, la Banque Centrale continuera d'œuvrer pour la création de conditions propices au développement d'un environnement financier innovant, au maintien de la stabilité des prix et à la réalisation d'une croissance forte et durable.

Jean-Claude Kassi BROU
Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR..... IX

**COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO..... XIII**

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023..... XXI

VUE D'ENSEMBLE..... XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA..... 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE..... 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES..... 39

IV STABILITE FINANCIERE..... 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE..... 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT..... 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO..... 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT..... 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO..... 117

ANNEXES..... 121

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA
ET DE LA BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

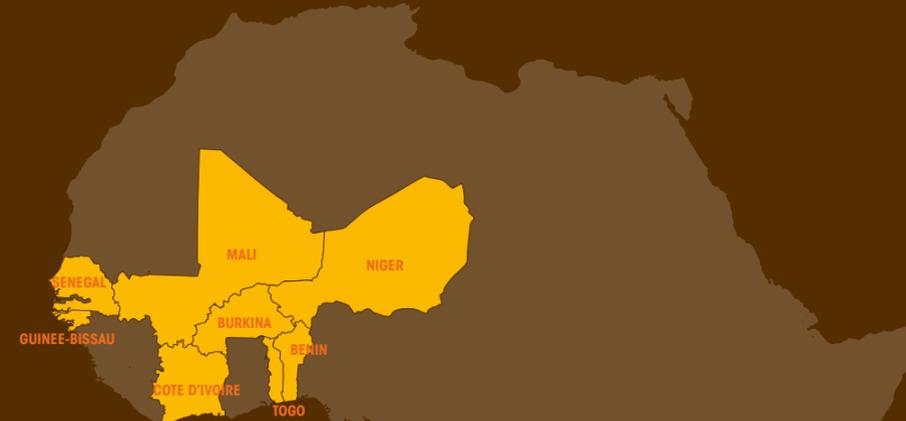
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

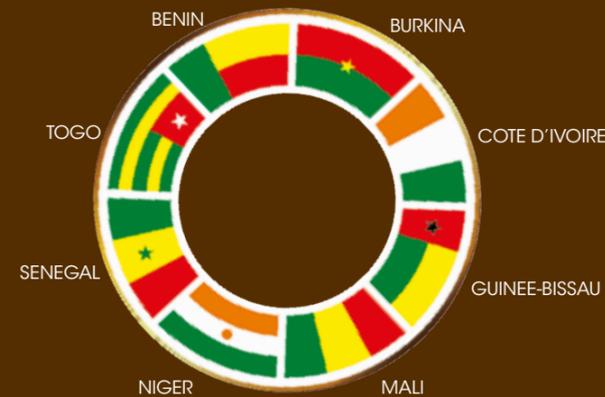
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)



L'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) regroupe les huit Etats membres suivants :



L'Union Monétaire constituée entre les Etats susmentionnés se caractérise par la reconnaissance d'une même unité monétaire dont l'émission est confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Institut d'émission commun des Etats membres de l'UMOA, la BCEAO est chargée notamment d'assurer la gestion de leur monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA), ainsi que de leurs réserves de change et de mettre en œuvre la politique monétaire commune.

N.B. : En l'absence de toute autre précision, les valeurs indiquées dans ce rapport sont exprimées en FCFA.

CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA

PRESIDENT : Son Excellence Monsieur **Alassane OUATTARA**,
Président de la République de Côte d'Ivoire

Son Excellence Monsieur **Patrice Guillaume Athanase TALON**,
Président de la République du Bénin

Son Excellence le Capitaine **Ibrahim TRAORE**,
Président de la Transition du Burkina Faso, Chef de l'Etat

Son Excellence Monsieur **Umaro Sissoco EMBALO**,
Président de la République de Guinée-Bissau

Son Excellence le Colonel **Assimi GOÏTA**,
Président de la Transition du Mali, Chef de l'Etat

Son Excellence le Général **Abdourahamane TIANI**,
Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie du Niger, Chef de l'Etat

Son Excellence Monsieur **Macky SALL**,
Président de la République du Sénégal

Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**,
Président de la République Togolaise

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

CONSEIL DES MINISTRES DE L'UMOA

REPUBLIQUE DU BENIN

- **M. Romuald WADAGNI**,
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des
Finances, en charge de la coopération ;
- **M. Olushégun ADJADI BAKARI**,
Ministre des Affaires Etrangères.

BURKINA FASO

- **M. Aboubakar NACANABO**,
Ministre de l'Economie, des Finances
et de la Prospective ;
- **M. Karamoko Jean Marie TRAORE**,
Ministre des Affaires Etrangères, de la
Coopération Régionale et des Burkinabè
de l'Extérieur.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

- **M. Adama COULIBALY**,
Ministre des Finances et du Budget,
Président du Conseil des Ministres ;
- **M^{me} Nialé KABA**,
Ministre de l'Economie, du Plan et du
Développement.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

- **M. Ildio VIERA TE**,
Ministre des Finances.

REPUBLIQUE DU MALI

- **M. Alousséni SANOU**,
Ministre de l'Economie et des Finances ;
- **M. Moussa Alassane DIALLO**,
Ministre de l'Industrie et du Commerce.

REPUBLIQUE DU NIGER

- **M. Ali Mahaman LAMINE ZEINE**,
Premier Ministre, Ministre de l'Economie
et des Finances ;
- **M. Moumouni Boubacar SAIDOU**,
Ministre Délégué auprès du Premier Ministre,
chargé des Finances.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

- **M. Mamadou Moustapha BA**,
Ministre des Finances et du Budget ;
- **M. Doudou KA**,
Ministre de l'Economie, du Plan
et de la Coopération.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

- **M. Sani YAYA**,
Ministre de l'Economie et des Finances ;
- **M. Simféitchéou PRE**,
Ministre, Conseiller du Président
de la République.

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO

M. Jean-Claude Kassi BROU,
Gouverneur de la BCEAO
Président du Comité.

M. Norbert TOE,
Vice-Gouverneur

M. Mamadou DIOP,
Vice-Gouverneur

MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS

REPUBLIQUE DU BENIN

M. Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA,
Directeur des Affaires Monétaires et Financières.

BURKINA FASO

M. Tertius ZONGO,
Directeur de la Chaire Sahel de la Fondation
pour les Etudes et Recherches sur le
Développement International (FERDI).

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Mama OUATTARA,
Professeur à l'Université Félix Houphouët-Boigny de
Cocody, Directeur du programme de formation
en Gestion de la Politique Economique (GPE).

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. Jeremias António DA CRUZ PEREIRA,
Coordinateur du Cabinet Technique du Ministre
des Finances de la Guinée-Bissau.

REPUBLIQUE DU MALI

M. Sidiki TRAORE,
Inspecteur du Trésor.

REPUBLIQUE DU NIGER

M. Ibrahim MAHAMANE DAN SOUNSOU,
Consultant à la Maison de l'Entreprise
Coach Lauréat CPA - Administrateur à SAHFI
Tanyo, établissement financier de garantie.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

M. Cheikh Tidiane DIOP,
Directeur Général de la Comptabilité Publique
et du Trésor.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Mohamed TAKPARA-KHOURA,
Enseignant-Chercheur à la retraite.

MEMBRES NOMMES INTUITU PERSONAE

• **M. Lansina BAKARY**, Président du Conseil
de Surveillance de la Caisse des Dépôts
et Consignations (République
de Côte d'Ivoire) ;

• **M. Abdoulaye SOUMANA**, Président du Conseil
d'Administration de l'Université des Sciences et
Technologies du Niger (République du Niger) ;

• **M. Adama DIAW**, Professeur Titulaire de Sciences
Economiques, Directeur de l'Ecole Doctorale
des Sciences de l'Homme et de la Société
à l'Université Gaston Berger, Saint-Louis
(République du Sénégal) ;

• **M. Kodzo Mawuena DOSSA**, Economiste, Lomé
(République Togolaise) ;

• **M. Michel LAZARE**, Economiste, Chevy Chase (USA).

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

M. Jean-Claude Kassi BROU,
Gouverneur de la BCEAO
Président du Conseil.

REPUBLIQUE DU BENIN

M. Oumara KARIMOU ASSOUMA,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité
Publique.

BURKINA FASO

M. Bruno Raymond BAMOUNI,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité
Publique.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Arthur AHOUSI,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. Faustino DE PINA RODRIGUES,
Trésorier Général.

REPUBLIQUE DU MALI

M. Abdoulaye TRAORE,
Secrétaire Général du Ministère de l'Economie
et des Finances.

REPUBLIQUE DU NIGER

M. Alio DAOUA,
Secrétaire Général du Ministère de l'Economie
et des Finances.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

M. Abdoulaye FALL,
Trésorier Général de la Direction Générale
de la Comptabilité Publique et du Trésor.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Ekpao ADJABO,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

COMITE D'AUDIT DE LA BCEAO

BURKINA FASO

M. Bruno Raymond BAMOUNI,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité
Publique.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

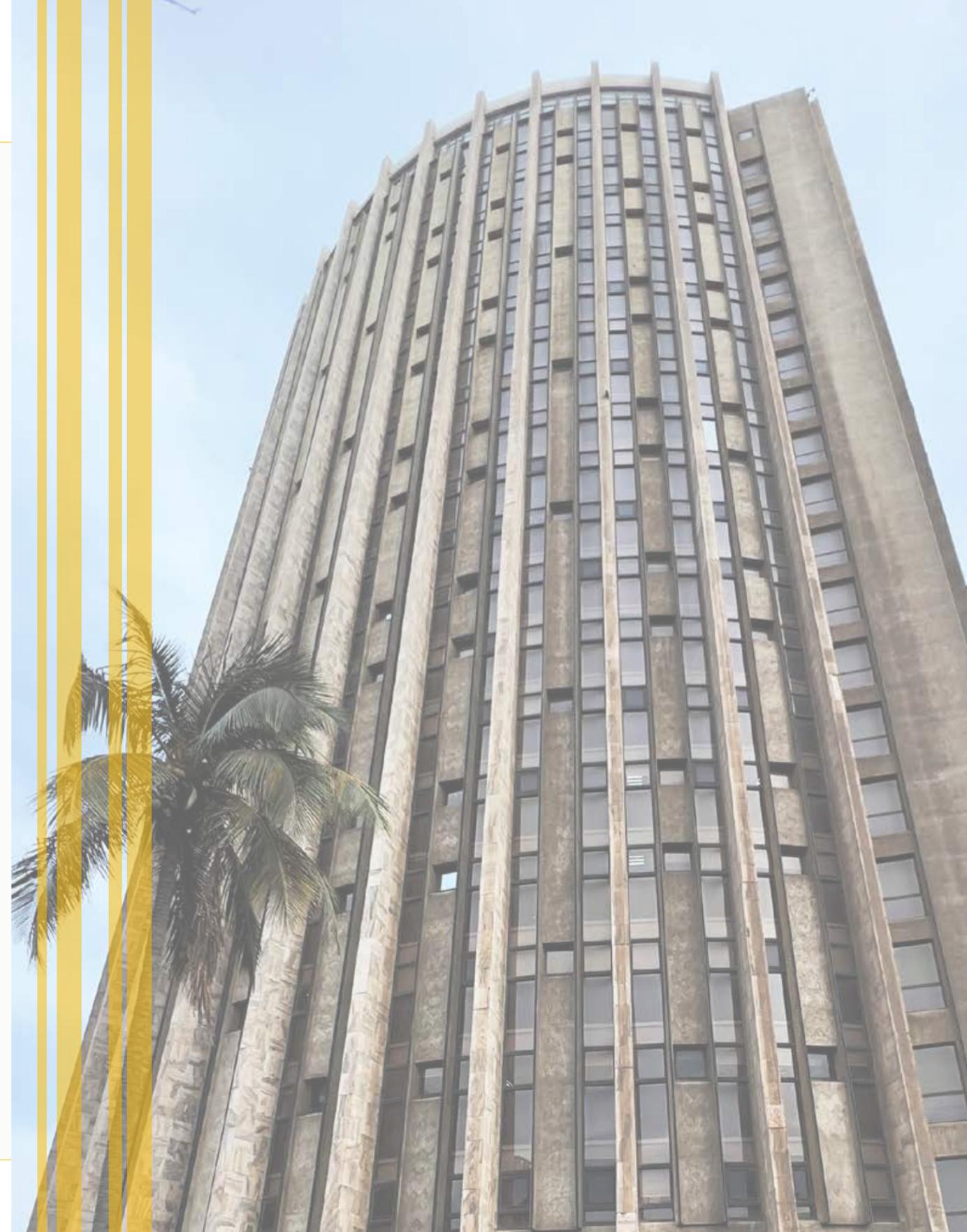
M. Arthur AHOUSI,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique,
Président du Comité d'Audit.

REPUBLIQUE DU MALI

M. Abdoulaye TRAORE,
Secrétaire Général du Ministère de l'Economie
et des Finances.

REPUBLIQUE DU NIGER

M. Alio DAOUA,
Secrétaire Général du Ministère de l'Economie
et des Finances.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR..... IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO..... XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023..... XXI

VUE D'ENSEMBLE..... XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA..... 1

II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE..... 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES..... 39

IV STABILITE FINANCIERE..... 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE..... 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT..... 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO..... 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT..... 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO..... 117

ANNEXES..... 121



Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA tenue le 21 décembre 2023 à l'Agence Principale de la BCEAO à Cotonou

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

EVENEMENTS MARQUANTS

13 janvier 2023

Le nouveau Bureau de la FAPBEF-UEMOA rencontre le Gouverneur de la BCEAO

Le 13 janvier 2023, le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a reçu en audience la nouvelle équipe dirigeante de la Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l'UEMOA (FAPBEF-UEMOA).

La rencontre a permis à la présidente sortante, Madame Nana Aïssa ANGO, Président de l'APBEF du Niger, de faire le bilan de son mandat, après deux années passées à la tête de la Fédération, et de présenter au Gouverneur de la BCEAO la nouvelle équipe du Bureau de la FAPBEF-UEMOA, dirigée par Monsieur Mamadou Bocar SY, Président de l'APBEF du Sénégal.

Du 27 février au 2 mars 2023

Concertation régionale sur la Politique Générale des Infrastructures de Marchés Financiers (IMF), des moyens et des services de paiement dans l'UEMOA 2023-2027 au Siège de la BCEAO

La BCEAO a organisé, du 27 février au 2 mars 2023, une concertation régionale sur la Politique Générale des Infrastructures de Marchés Financiers (IMF), des moyens et des services de paiement de l'UEMOA sur la période 2023-2027, afin de prendre en compte les préoccupations de tous les acteurs internes et externes de l'écosystème sous régional des paiements.

La rencontre a regroupé une centaine de participants dont des acteurs du marché (banques, systèmes financiers décentralisés, établissements de monnaie électronique, FinTech, etc.), des Trésors Publics Nationaux, des partenaires techniques et financiers, de l'AFI, de l'UNCDF et du CGAP.

9 mars 2023

Réunion ordinaire du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) au Siège de la BCEAO

Réunion ordinaire du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) tenue à Dakar, le 9 mars 2023

Le Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) a tenu sa réunion ordinaire, le 9 mars 2023, à Dakar, au Siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

La rencontre, qui a enregistré la participation de douze (12) Banques Centrales membres du Bureau et de la Commission de l'Union Africaine (CUA), a été présidée par Monsieur Buah SAIDY, Président de l'ABCA, Gouverneur de la Central Bank of The Gambia.



Vue du podium des Assemblées Annuelles 2023 des Institutions de Bretton Woods, tenues du 9 au 15 octobre 2023 à Marrakech

La réunion du Bureau a examiné, entre autres, la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil des Gouverneurs lors de sa 44^e réunion ordinaire, tenue le 5 août 2022, à Banjul, en Gambie.

Du 10 au 16 avril 2023
et du 9 au 15 octobre 2023**Réunions de Printemps et Assemblées Annuelles 2023 des Institutions de Bretton Woods**

Une délégation de la BCEAO conduite par Monsieur le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a pris part aux réunions de printemps et aux assemblées annuelles des institutions de Bretton Woods. Ces assises se sont déroulées respectivement du 10 au 16 avril 2023 à Washington et du 9 au 15 octobre 2023 à Marrakech. Elles ont été marquées notamment par les sessions semestrielles du Comité Monétaire et Financier International (CMFI), du Comité du Développement (CD) et du Groupe Afrique II. Ces rassemblements représentent des forums de discussion exceptionnels sur l'élaboration des politiques économiques et offrent l'opportunité de tenir des rencontres bilatérales entre la BCEAO et des Banques Centrales ou d'autres Institutions sur des sujets d'intérêt commun.



Vue des participants aux Assemblées Annuelles 2023 des Institutions de Bretton Woods, tenues du 9 au 15 octobre 2023 à Marrakech

A l'occasion de ces réunions, le Gouverneur a rencontré Madame Kristalina GEORGIEVA, Directrice Générale du FMI et Monsieur François Villeroy De GALHAU, Gouverneur de la Banque de France. Lors de la rencontre avec le FMI, le Gouverneur a dressé un bilan de la situation économique de l'Union et des défis qui se profilent. Il a, sur cette base, fait un plaidoyer pour une mobilisation accrue des ressources financières en faveur des Etats de l'UEMOA. Monsieur le Gouverneur a également souhaité que le FMI examine la possibilité de faire bénéficier aux Etats des mécanismes de décaissement avancé (front-loaded access) qui leur permettront, dès le début de la mise en œuvre des programmes économiques et financiers, de faire face aux défis à court terme. Ces propositions ont été favorablement accueillies par la Directrice Générale qui a instruit ses Services de les prendre en charge. La rencontre avec la Banque de France a permis d'aborder des questions stratégiques d'intérêt commun pour les deux Instituts d'émission, notamment l'approbation du programme d'action conjoint 2023-2024 et la réforme de l'architecture institutionnelle du Comité de Liaison Anti-Blanchiment (CLAB).

Au cours des assemblées annuelles 2023, le Gouverneur de la BCEAO a rencontré Monsieur

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Ousmane DIAGANA, Vice-Président de la Banque Mondiale, ainsi que Messieurs Andrew BAILEY et Abdellatif JOUAHRI respectivement Gouverneur de Bank of England et Gouverneur de Bank Al-Maghrib. L'entretien avec Monsieur DIAGANA avait pour objet d'échanger sur les questions d'ordre stratégique liées aux financements des Etats et les perspectives de coopération entre les deux institutions. Lors des échanges avec son homologue de Bank of England, Monsieur Andrew BAILEY, les deux Gouverneurs se sont réjouis de l'opportunité que leur offre ce cadre multilatéral de concertation pour se rencontrer pour la première fois et échanger ainsi de vive voix sur les perspectives de coopération. Le Gouverneur BROU a insisté sur trois axes sur lesquels les actions futures de coopération pourraient s'appesantir à savoir la politique monétaire, la finance verte et l'éducation financière. La rencontre avec le Gouverneur de Bank Al-Maghrib a permis de faire le point de la coopération fructueuse entre les deux banques centrales. Monsieur le Gouverneur a, par ailleurs, reçu en audience des dirigeants de Groupes bancaires en vue d'échanger sur la situation et les perspectives du secteur dans l'UEMOA.

5 juin 2023

Conférence internationale sur le thème : « La numérisation financière : un outil de développement durable pour l'Afrique ? »

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a conduit une délégation de la BCEAO lors de la conférence internationale intitulée : « La numérisation financière : un outil de développement durable pour l'Afrique ? », organisée à Paris le 5 juin 2023 par la Banque de France, la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement international (FERDI) et l'Agence française de développement (AFD). L'objectif de la



De la gauche vers la droite : Madame Kristalina GEORGIEVA, Directrice Générale du FMI, Monsieur Abdellatif JOUAHRI, Gouverneur de Bank Al-Maghrib et Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO, lors de la Table ronde de haut niveau sur les monnaies numériques de banques centrales organisée le 19 juin 2023 à Rabat

conférence était d'explorer l'impact de la numérisation financière sur le développement durable en Afrique, en mettant l'accent sur l'analyse de sa contribution au développement des systèmes financiers, la compréhension de son potentiel pour favoriser le développement durable, ainsi que la mise en lumière des risques associés et des régulations nécessaires. Le Gouverneur est intervenu lors de la table ronde finale sur les opportunités et les risques liés à la numérisation et à la concurrence des monnaies, en particulier les monnaies numériques pour l'Afrique.

19 juin 2023

Table ronde de haut niveau sur les monnaies numériques de banques centrales

Une délégation de la Banque Centrale conduite par le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a participé à la table ronde de haut niveau sur les monnaies numériques de banques centrales sur le thème : « Rôle du secteur public dans la monnaie et les paiements - une nouvelle vision », organisée par le FMI et Bank Al-Maghrib, le 19 juin 2023 à Rabat. La rencontre visait à examiner les

implications des monnaies numériques de banques centrales pour la politique monétaire, la stabilité financière, l'inclusion financière et les paiements internationaux. Elle a offert, par ailleurs, l'opportunité de présenter une nouvelle perspective sur le rôle du secteur public dans les services de monnaie numérique, en exploitant l'efficacité accrue de l'innovation financière tout en gérant les risques associés à l'avènement des monnaies numériques. L'intervention du Gouverneur BROU lors du débat stratégique de haut niveau sur le thème : « Où en sommes-nous et où allons-nous ? » a mis en exergue les bénéfices notables que l'introduction des monnaies numériques de banques centrales apporterait notamment aux pays de l'UEMOA quant au renforcement de l'inclusion financière, et la réduction de la circulation des billets et pièces ainsi qu'à la facilitation des transactions transfrontalières, tout en stimulant les échanges inter-pays.

24 et 25 juin 2023

93^e Assemblée Générale Annuelle de la BRI et Table ronde 2023 des Gouverneurs des banques centrales africaines

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a participé à la 93^e Assemblée Générale Annuelle de la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et à la Table ronde 2023 des Gouverneurs des banques centrales africaines organisées à Bâle, les 24 et 25 juin 2023. Ces rencontres ont réuni les premiers responsables des banques centrales de la plupart des régions du monde.

Lors de cette Assemblée Générale, les dirigeants des instituts d'émission ont abordé les principaux défis que pose l'environnement actuel, caractérisé par la persistance des tensions inflationnistes et le renforcement des

vulnérabilités financières, avec des niveaux records d'endettement des secteurs publics et privés. A ces défis s'ajoutent ceux liés aux turbulences observées dans le secteur bancaire, dans la finance décentralisée et dans les crypto-actifs. Pour sa part, le Gouverneur BROU a partagé les perspectives macroéconomiques de l'UEMOA et mis en exergue les préoccupations induites par le renchérissement des conditions financières internationales, notamment les difficultés de mobilisation de ressources extérieures pour le financement des déficits publics et leur corollaire en termes de pression sur les réserves de change de l'Union. En outre, le Gouverneur BROU a eu des entretiens avec certains de ses homologues et une séance de travail avec le Directeur Général Adjoint de la BRI, Monsieur Luiz Awazu PEREIRA DA SILVA, sur le renforcement de la coopération entre son Institution et la BCEAO.

La Table ronde 2023 des Gouverneurs de banques centrales africaines a été l'occasion pour les premiers responsables des instituts d'émission du continent d'échanger sur les perspectives de croissance et d'inflation de la région ainsi que sur l'efficacité des politiques monétaires mises en œuvre, pour juguler les tensions inflationnistes, l'impact de la dégradation de la situation des finances publiques sur la politique monétaire et les effets de l'orientation de la politique monétaire sur la viabilité de la dette publique.

3 juillet 2023

Réunion du Conseil de Convergence de la CEDEAO

Le Gouverneur de la Banque Centrale a pris part, le 3 juillet 2023, par visioconférence, à la réunion du Conseil de Convergence de la CEDEAO organisée dans le cadre de la mise

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

en œuvre des activités du Programme de la monnaie unique de la Communauté. Au cours de la réunion, divers points ont été abordés, notamment le rapport de convergence macroéconomique de la CEDEAO pour l'année 2022 et l'état d'avancement de la mise en œuvre dudit Programme.

14 septembre 2023

62^e réunion ordinaire du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des Etats membres de la CEDEAO



62^e réunion ordinaire du Comité des Gouverneurs des banques centrales membres de la CEDEAO, tenue sous la présidence du Gouverneur BROU, à Accra, le 14 septembre 2023, lors des rencontres statutaires mi-annuelles de l'AMAO.



Le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, a présidé la 62^e réunion ordinaire du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des Etats membres (BCEM) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le 14 septembre 2023 à Accra, au Ghana.

Cette rencontre, qui a clôturé les réunions statutaires mi-annuelles de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO), a permis d'échanger sur des questions d'importance stratégique et de prendre des décisions pour faire avancer les chantiers de la future union monétaire.

Le Comité des Gouverneurs a examiné les rapports du Comité Technique et du Comité d'Audit de l'AMAO. Au cours de cette réunion, les intervenants ont salué la qualité du travail accompli par les institutions régionales en matière d'intégration monétaire, tout en recommandant un renforcement de leur coopération pour la mise en œuvre effective des activités prévues dans la feuille de route pour le lancement de l'ECO.

25 septembre 2023

Distinction de la BCEAO au 13^e Forum mondial de l'Alliance pour l'Inclusion Financière sur les politiques d'inclusion financière pour ses progrès dans la mise en œuvre de la Déclaration de Maya

Une délégation de la BCEAO, conduite par le Vice-Gouverneur Norbert TOE, a pris part, du 12 au 15 septembre 2023 à Manille, aux Philippines, au 13^e Forum mondial sur les politiques d'inclusion financière, organisé par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), en collaboration avec la Banque Centrale des Philippines sur le thème "Stabilité, durabilité et inclusivité pour une prospérité partagée".

Cette rencontre, la plus importante à l'échelle internationale sur la problématique de l'inclusion financière, a rassemblé plus de 700 participants comprenant des régulateurs, des décideurs politiques ainsi que divers organismes internationaux, publics et privés,



Intervention de M. le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU, lors du Panel de Haut niveau sur la réforme du système monétaire international dans le cadre de la 16^e édition mondiale du Forum des Marchés Emergents

intervenant dans la promotion de l'inclusion financière.

Au cours de ce Forum, cinq (5) distinctions ont été décernées dans le cadre d'une cérémonie de reconnaissance dénommée *AFI Global Financial Inclusion Awards* qui visent à récompenser les efforts fournis par les institutions membres de l'Alliance dans la mise en œuvre de politiques et de stratégies innovantes favorables à l'inclusion financière.

A cette occasion, la BCEAO a été primée, pour la seconde fois, dans la catégorie de la Déclaration de Maya, au regard de ses efforts pour la promotion de l'inclusion financière ainsi que les récents progrès enregistrés dans l'Union.

La Déclaration de Maya constitue un ensemble d'engagements mesurables, adoptés par les membres de l'AFI, en 2011, au Mexique, dans le but de promouvoir l'inclusion financière et de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), à travers la

recherche de solutions appropriées pour aider les personnes non bancarisées dans le monde.

Il est rappelé que la BCEAO avait été récompensée, dans la même catégorie, lors du 10^e Forum mondial sur les politiques d'inclusion financière, organisé en 2018 à Sotchi, en Russie.

11 octobre 2023

16^e édition mondiale du Forum des Marchés Emergents

En marge des Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM), le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a participé à un panel de réflexions de haut niveau sur la réforme du système monétaire international dans le cadre de la 16^e édition mondiale du Forum des marchés émergents qui s'est tenue le 11 octobre 2023, à Marrakech. Les différentes thématiques du panel sont : « Les perspectives économiques mondiales : perspectives pour les économies de marché émergentes », « La finance du changement climatique »,

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

« la lutte contre les inégalités socio-économiques »,
« La promotion de la gouvernance dans
les économies de marché émergentes »,
« La réforme du système multilatéral » et la
« fragmentation mondiale ».

Dans son intervention, le Gouverneur a
rappelé les multiples chocs auxquels font
face les pays africains, en particulier les Etats
membres de l'UEMOA, fortement affectés
par les effets de la crise sanitaire, mais aussi
sécuritaire avec les activités terroristes dans le
Sahel, les tensions inflationnistes et l'impact du
changement climatique.

Dans un contexte où les 100 pays les plus
pauvres ne bénéficient que de 3 % des réserves
internationales, le Gouverneur BROU a plaidé
pour un système monétaire plus équitable qui
permettrait aux pays africains d'avoir accès à
des ressources à la hauteur de leurs besoins.

Le Gouverneur de la BCEAO a également
salué la proposition de la Directrice
Générale du FMI de créer un troisième poste
d'Administrateur pour les pays d'Afrique Sub-
saharienne au Fonds Monétaire International,
en vue d'accroître leur représentativité dans les
instances de décision du système monétaire
international.

12 octobre 2023

Rencontre entre le Département Afrique du FMI et le Conseil des Ministres de l'UEMOA à Marrakech

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a pris
part, le 12 octobre 2023 à Marrakech, à une
réunion, initiée par le Département Afrique

du Fonds Monétaire International (FMI), avec
les membres du Conseil des Ministres de
l'UEMOA et le Président de la Commission
de l'UEMOA sur le thème « Maintenir la
stabilité macroéconomique pour préserver
la dynamique de croissance dans l'UEMOA ». La
rencontre a permis de faire le point de
l'évolution de l'économie au sein de l'Union
et d'identifier les différents leviers permettant
de maintenir une bonne stabilité économique
et financière.

20 octobre 2023

4^e session extraordinaire du Comité Technique Spécialisé (CTS) sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration

Monsieur Jean Claude Kassi BROU a conduit
une délégation de la Banque Centrale lors
de la réunion ministérielle virtuelle organisée
par la Commission de l'Union Africaine le 20
octobre 2023. Les objectifs de cette rencontre
étaient les suivants : examiner et approuver le
projet de statuts révisés de l'Institut monétaire
africain (IMA), veiller à ce que le projet soit

soumis à un examen approfondi et à une
approbation par le CTS sur la justice et les
affaires juridiques avant d'être présenté à la
prochaine session ordinaire de l'Assemblée de
l'Union pour adoption par le Conseil exécutif
et fournir une mise à jour sur l'activation
du mécanisme d'évaluation par les pairs
pour suivre la mise en œuvre des critères de
convergence macroéconomique.

30 octobre 2023

Audience accordée à l'APBEF-Bénin par Monsieur le Gouverneur de la BCEAO

Le lundi 30 octobre 2023, Monsieur Jean-
Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO,
en visite de travail au Bénin, a reçu en
audience une délégation de représentants
de l'Association Professionnelle des Banques
et Etablissements Financiers du Bénin
(APBEF-Bénin) conduite par Monsieur Lazare
NOULEKOU, Président de l'Association.

La rencontre, qui s'est déroulée dans les locaux
de l'Agence Principale de la BCEAO à Cotonou,
a permis à Monsieur le Gouverneur d'échanger
avec les dirigeants d'établissements de crédit
de la place sur les spécificités du marché
béninois et les points de préoccupation de
la profession bancaire au niveau national.

15 et 16 novembre 2023

Africa Financial Industry Summit (AFIS 2023)

Le Gouverneur BROU a pris part à la troisième
édition de l'Africa Financial Industry Summit
(AFIS), organisée conjointement par Jeune
Afrique Media Group et la Société Financière
Internationale (SFI), les 15 et 16 novembre
2023 à Lomé. Cette rencontre, rassemblant des
leaders du secteur financier, des régulateurs
et des décideurs publics, a offert à la BCEAO
l'opportunité de présenter ses initiatives et de
partager sa perspective sur les enjeux cruciaux
liés au système bancaire et financier. Les
discussions ont abordé diverses thématiques,

notamment : placer l'industrie des services
financiers au cœur de la réussite du projet de la
Zone de libre-échange continentale africaine
(ZLECAf), renforcer l'inclusion financière,
garantir un financement durable des
économies, faire entendre la voix de l'industrie
financière africaine dans les discussions sur
la régulation internationale et contribuer au
développement d'un secteur financier africain
de calibre mondial.

Le Gouverneur de la BCEAO est intervenu
lors du panel de clôture des Gouverneurs
de banques centrales sur le thème : « Unions
monétaires : l'avenir de l'Afrique est-il en train
de se jouer ? ». Sa contribution a porté sur les
avantages potentiels d'une union monétaire
ainsi que sur les défis à surmonter, tels que la
convergence macroéconomique, la discipline
budgétaire et la coopération régionale.

17 novembre 2023

Audience accordée à l'APBEF-Togo par Monsieur le Gouverneur de la BCEAO

En marge de sa participation à l'Africa Financial
Industry Summit (AFIS) à Lomé, le Gouverneur de
la BCEAO, Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, a
tenu une séance de travail avec l'Association
Professionnelle des Banques et Etablissements
Financiers du Togo (APBEF-Togo), le 17 novembre
2023.

Cette rencontre qui s'est tenue dans les locaux
de l'Agence Principale de la BCEAO a permis
d'échanger sur diverses problématiques
intéressant la profession bancaire.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121



Vue partielle de l'assistance à l'Africa Financial Industry Summit (AFIS 2023) tenu à Lomé du 16 au 17 novembre 2023



Intervention du Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU, lors du panel des Gouverneurs de banques centrales à l'Africa Financial Industry Summit (AFIS 2023)

21 novembre 2023

Réunion virtuelle des Gouverneurs
et Gouverneurs suppléants sur la
constitution de la troisième chaise
africaine au FMI

Le 21 novembre 2023, une délégation de la Banque Centrale conduite par le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a participé à une réunion en visioconférence dans le cadre de la création d'une troisième chaise pour l'Afrique Subsaharienne (ASS) au Conseil d'Administration du FMI. Co-présidée par les Gouverneurs du FMI respectivement pour la République Démocratique du Congo (RDC) et la Namibie, la rencontre avait pour objet d'examiner les propositions formulées par le Comité de pilotage ministériel mis en place, en vue de convenir d'une configuration des trois chaises. Les critères qui ont guidé l'élaboration de trois configurations possibles ont été déclinés en trois options mettant en lumière les avantages et les inconvénients de chaque

option. Ces principes-clés ont trait à la prise en compte notamment des communautés économiques régionales (CER) existantes, la proximité géographique entre les pays membres du groupe, la taille des groupes, la charge de travail et l'équilibre dans le pouvoir de vote.

Le Gouverneur de la BCEAO a insisté sur l'importance de la solidarité comme principe directeur dans les discussions pour déterminer la configuration finale des trois chaises. Il a plaidé en faveur du maintien du principe de rotation pour assurer une gouvernance équilibrée au sein des trois circonscriptions à créer. Il a également souligné la nécessité de prendre en compte la taille des groupes afin de répartir équitablement la charge de travail, en tenant compte notamment du nombre de pays en programme avec le FMI et de l'équilibre du pouvoir de vote entre les trois circonscriptions. A l'issue des échanges, une tendance générale s'est dégagée en faveur de l'option 1, qui privilégie le regroupement régional. Les Gouverneurs ont tous convenu de l'importance cruciale pour le FMI de fournir des ressources humaines et financières substantielles aux trois groupes d'Afrique Subsaharienne.

A la fin des délibérations, le Co-président au titre de la RDC a reconnu, en accord avec ses pairs, que la solidarité revêt une importance supérieure à celle des quotas et a retenu une consultation uniquement sur l'option 1, choisie par la majorité.

22 novembre 2023

Echanges entre le Gouverneur
Jean-Claude Kassi BROU et une
délégation de l'APBEF de la
Guinée-Bissau

Dans le cadre d'une visite de travail effectuée en Guinée-Bissau, le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a rencontré une délégation de

l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF), dans la journée du 22 novembre 2023.

Les échanges ont porté essentiellement sur les spécificités du marché bissau-guinéen et les préoccupations non évoquées dans les rencontres périodiques entre les Directeurs Nationaux et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA.

24 novembre 2023

Réunion du Comité de haut niveau
sur le Chantier Paix et Sécurité dans
l'espace UEMOA

Le Gouverneur de la BCEAO a participé à la réunion du Comité de haut niveau sur le Chantier Paix et Sécurité dans l'espace UEMOA, organisée par la Commission de l'UEMOA le 24 novembre 2023 à Dakar.

Cette rencontre, présidée par Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, a examiné plusieurs points, notamment l'avancement de la mise en œuvre des mesures de la 5^e réunion du Comité de haut niveau sur le chantier paix et sécurité, la situation sécuritaire dans les Etats membres de l'UEMOA, le rapport d'étape sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre de coopération en matière de sécurité et de renseignement entre les Etats membres de l'UEMOA ainsi que les conclusions de la troisième édition des concertations sur la paix, la sécurité et le développement dans les zones frontalières, qui s'est déroulée à Ouagadougou en septembre 2023.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR..... IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO..... XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023..... XXI

VUE D'ENSEMBLE..... XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA..... 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE..... 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES..... 39

IV STABILITE FINANCIERE..... 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE..... 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT..... 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO..... 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT..... 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO..... 117

ANNEXES..... 121

Siège de la Commission
Bancaire de l'UMOA à Abidjan

24 et 28 novembre 2023

Rencontres annuelles entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les dirigeants des établissements des secteurs bancaire et de la microfinance

Le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Président de la Commission Bancaire, a procédé, les 24 et 28 novembre 2023, à l'ouverture des 3^e et 8^e éditions des rencontres annuelles du Secrétariat Général



de la Commission Bancaire de l'UMOA avec les principaux dirigeants des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) de grande taille, d'une part, et les Directeurs Généraux des établissements de crédit et des compagnies financières, de l'autre, organisées par visioconférence, à la suite de la concertation avec les Structures Ministérielles de Suivi (SMS) des SFD, le 21 novembre 2023.

Monsieur BROU a adressé un message à l'industrie bancaire et aux acteurs de la microfinance sur les dispositions à prendre pour une meilleure gestion des risques et un renforcement de la solidité des assujettis. Il a également souligné la nécessité de remédier de manière pérenne aux insuffisances relevées dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) et de celles afférentes aux relations financières extérieures.

La réunion avec les premiers responsables des SFD de grande taille a permis de passer en revue l'évolution de leur activité, les principaux risques portés par ces entités ainsi que leur niveau de conformité aux réglementations qui leur sont applicables.

Quant à la rencontre avec la communauté bancaire, elle a permis d'échanger sur la situation du secteur, les principales problématiques issues des contrôles sur pièces et sur place ainsi que les attentes du superviseur. Les discussions ont également porté sur l'application des dispositions du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union ainsi que sur l'appropriation du cadre réglementaire relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

27 novembre 2023

Réunion du Comité de Haut Niveau pour le lancement de la monnaie unique de la CEDEAO (l'ECO)

Le 27 novembre 2023, le Gouverneur de la BCEAO a pris part à la réunion du Comité de Haut Niveau pour le lancement de l'ECO, organisée par visioconférence par la Commission de la CEDEAO. L'objectif de cette réunion était de discuter des détails pratiques du lancement de l'ECO, la monnaie unique de la CEDEAO, conformément aux directives de la 63^e Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO. Au cours de cette réunion, les participants ont examiné le rapport du sous-comité technique sur les propositions relatives aux termes de référence du Comité de Haut Niveau. L'objectif était de formuler les modalités pratiques pour le lancement de l'ECO et d'étudier le mémorandum sur la création de cette monnaie.

10 décembre 2023

64^e Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a pris part, le 10 décembre 2023 à Abuja, à la 64^e Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO. La réunion a permis notamment d'examiner les performances économiques des pays de la CEDEAO pour l'année 2023, affectées par les conditions économiques mondiales et l'inflation. Elle a également été l'occasion de prendre connaissance du rapport provisoire du Comité de haut niveau, chargé des dispositions pratiques pour le lancement de l'ECO et a encouragé le Comité à continuer ses travaux et à présenter un rapport détaillé lors de la 65^e session de la Conférence.

13 décembre 2023

Audience accordée à l'APBEF-Mali par Monsieur le Gouverneur de la BCEAO

Le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU, lors d'une visite de travail à Bamako, a accordé une audience aux membres du bureau de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Mali (APBEF-Mali), le 13 décembre 2023. La délégation de l'Association était conduite par sa Présidente, Madame SIDIBE Aïssata KONÉ.

Les échanges, qui ont porté notamment sur les questions de financement du système bancaire et les projets structurants de la BCEAO en cours, ont permis de faire un état des lieux des contraintes auxquelles les banques sont confrontées ainsi que les perspectives.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121



VUE D'ENSEMBLE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

3,2 % (2023)
3,5 % (2022)

Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établi à 3,2 % en 2023 après 3,5 % en 2022.

5,3 % (2023)
5,5 % (2022)

Dans l'UEMOA, le PIB a augmenté de 5,3 % en 2023 après 5,5 % en 2022.

3,7 % (2023)
7,4 % (2022)

Le taux d'inflation annuel de l'Union est ressorti à 3,7 % en 2023 contre 7,4 % un an plus tôt.

5,2 % (2023)
6,9 % (2022)

Le déficit global, base engagements dons compris, représente 5,2 % du PIB en 2023 contre 6,9 % en 2022.

Conjoncture internationale

L'année 2023 a été marquée par un ralentissement de l'activité économique mondiale par rapport à l'année 2022, induit par la persistance des effets des crises sanitaire, géopolitique et le conflit russo-ukrainien. Les tensions inflationnistes qui en ont résulté ont conduit les banques centrales à un durcissement de la politique monétaire qui a également eu des effets récessifs sur l'activité économique mondiale. Selon les estimations publiées en avril 2024 par le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,2 % en 2023 après la progression de 3,5 % en 2022.

Bien que l'inflation globale ait baissé au cours de l'année 2023, elle demeure supérieure à l'objectif de la quasi-totalité des pays qui ont adopté le ciblage de l'inflation. Le taux d'inflation mondial est ressorti en moyenne annuelle à 6,8 % en 2023 après 8,7 % en 2022. Le ralentissement de l'inflation en 2023 est lié au resserrement de la politique monétaire des banques centrales et à la baisse des cours internationaux des produits de base.

Reflétant le ralentissement de l'activité économique et les tensions géopolitiques, les flux commerciaux à l'échelle mondiale ont affiché un faible accroissement de 0,4 % en 2023 contre une expansion de 5,2 % l'année précédente.

Activité économique et inflation dans l'UEMOA

En dépit du ralentissement économique à l'échelle mondiale et de la fragilité du climat sociopolitique et sécuritaire dans la sous-région Ouest-africaine, l'activité économique dans l'UEMOA est demeurée globalement dynamique en 2023. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a augmenté de 5,3 % en 2023, après une performance de 5,5 % en 2022, grâce essentiellement au dynamisme du secteur tertiaire, en lien avec la bonne tenue des activités commerciales et des services.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 3,7 % en 2023 contre une réalisation de 7,4 % un an plus tôt. La décélération du niveau des prix en 2023 s'explique essentiellement par la baisse des tensions sur les prix des produits alimentaires, en raison de la bonne performance de la campagne agricole 2022/2023 (hausse de 16,9 % de la production céréalière) et, dans une moindre mesure, du léger repli observé au niveau de la fonction « Logement », ainsi que de la baisse des cours internationaux des principaux produits importés par les pays de l'UEMOA.

Opérations financières des Etats

L'exécution budgétaire dans les pays membres de l'UEMOA en 2023 s'est traduite par une amélioration du déficit budgétaire, en raison d'une augmentation plus rapide des recettes budgétaires et dons comparativement aux dépenses publiques.

Les recettes budgétaires se sont accrues de 2.188,6 milliards, par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 20.111,3 milliards à fin décembre 2023. Cette progression est principalement liée à la hausse des recettes fiscales (12,7 %, en valeur nominale pour s'établir à 17.144,4 milliards). Concernant les dons, ils ont baissé de 121,2 milliards (-8,9 %) pour ressortir à 1.239,4 milliards à fin décembre 2023. En conséquence, les recettes budgétaires et dons des Etats membres de l'Union se sont inscrits en hausse de 10,7 % pour atteindre 21.350,7 milliards ou 17,7 % du PIB.

Les dépenses et prêts nets se sont élevés à 27.578,8 milliards, soit une augmentation de 662,6 milliards (2,5 %) par rapport à décembre 2022, due à la hausse des dépenses courantes atténuée par le repli des dépenses d'investissement.

Dans ces conditions, le déficit global (base engagements, dons compris) s'est atténué de

1.404,8 milliards pour s'établir à 6.228,1 milliards à fin décembre 2023, soit 5,2 % du PIB contre 7.632,9 milliards ou 6,9 % du PIB en 2022.

Politique monétaire : taux directeurs et refinancement de la BCEAO

L'année 2023 s'est déroulée dans un contexte où les risques d'un retour des tensions inflationnistes étaient en hausse, en lien avec la montée des incertitudes tant au niveau international que régional. Le Comité de Politique Monétaire (CPM) a donc poursuivi la hausse progressive des taux directeurs entamée à partir de juin 2022. Le principal taux directeur qui était de 2,0 % en juin 2022 a été progressivement relevé à 3,5 % en décembre 2023 après six hausses de 25 points de base (pdb) chacune.

En cohérence avec l'orientation donnée par le CPM, la BCEAO a décidé de revenir au fonctionnement normal de ses guichets depuis le 10 février 2023. Ainsi, sur les guichets hebdomadaire et mensuel, les adjudications sont depuis lors conduites à taux variables et les montants offerts sont annoncés à l'avance dans l'avis d'appel d'offres, comme cela était la pratique avant la pandémie.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

-3.530,4 milliards de FCFA (2023)
-3.343,1 milliards de FCFA (2022)

Le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 3.530,4 milliards de FCFA contre un déficit de 3.343,1 milliards en 2022.

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant injecté a atteint un volume de 6.200,0 milliards en décembre 2023 contre 6.558,4 milliards un an plus tôt. Sur le guichet mensuel des appels d'offres, le montant injecté par la Banque Centrale est passé de 2.157,4 milliards à fin décembre 2022 à 675,0 milliards une année plus tard. Sur le guichet spécial dédié aux obligations de relance (OdR), les volumes mis en adjudication sont ressortis en moyenne à 723,3 milliards en 2023 contre 438,8 milliards en 2022. Le guichet de Bons de Soutien et de Résilience (BSR) s'est, quant à lui, clôturé depuis le 29 août 2023 avec l'arrivée à échéance des BSR.

L'encours global du refinancement a régressé de 915,1 milliards en un an pour se situer à 8.440,8 milliards à fin décembre 2023. En intégrant l'opération de rachat de titres publics sur le marché secondaire, les injections de liquidité de la Banque Centrale ont progressé de 1.023,6 milliards.

Opérations sur le marché interbancaire

Sur le marché interbancaire de l'UMOA, les échanges de liquidités ont progressé en volume. En outre, il a été noté une hausse du taux d'intérêt moyen pondéré des opérations à une semaine. Les taux ont évolué sous l'effet

11.669,4 milliards de FCFA (2023)
11.428,0 milliards de FCFA (2022)

Au 31 décembre 2023, le montant global de billets et pièces mis en circulation s'est établi à 11.669,4 milliards de FCFA contre 11.428,0 milliards de FCFA un an auparavant.

du relèvement progressif des taux de prêt marginal et minimum de soumission par la BCEAO. Le volume moyen des transactions toutes maturités confondues s'est élevé à 704 milliards de FCFA en 2023 contre 595 milliards de FCFA en 2022, soit une progression de 18 %. S'agissant du coût des ressources, le compartiment à une semaine a enregistré une augmentation du taux d'intérêt moyen pondéré qui est passé de 2,87 % en 2022 à 5,37 % en 2023.

Balance des paiements

Les échanges extérieurs se sont traduits en 2023 par une détérioration du solde global sous l'effet du repli des entrées de capitaux de l'ordre de 41,3 %, modéré par l'atténuation du déficit du compte courant qui est ressorti à 7,5 % du PIB en amélioration de 2,4 points, par rapport à 2022. Le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 3.530,4 milliards contre un déficit de 3.343,1 milliards en 2022.

Situation monétaire

Au titre de la situation monétaire, et en liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 1.616,3 milliards ou 3,5 % d'une année à l'autre, pour

ressortir à 47.778,4 milliards à fin décembre 2023. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par le raffermissement des dépôts de 1.280,8 milliards ou 3,6 % et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 335,5 milliards ou 3,2 % pour s'établir à 10.673,8 milliards.

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une baisse de 3.308,8 milliards pour ressortir à 1.149,2 milliards, à fin décembre 2023. Le taux de couverture de l'émission monétaire s'est établi à 56,3 % et 3,5 mois d'importations de biens et services en 2023 contre 63,4 % et 4,3 mois l'année précédente.

L'encours des créances intérieures a augmenté de 6.309,6 milliards ou 12,2 %, par rapport à son niveau de fin décembre 2022, pour se situer à 58.069,6 milliards, à fin décembre 2023. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) et des crédits aux autres secteurs résidents des économies de l'Union.

Les créances nettes des banques sur les administrations publiques centrales se sont consolidées de 28,8 milliards, soit une hausse de 0,2 %. En particulier, l'encours de leur portefeuille de titres publics s'est accru de 1,0 % en 2023, passant de 17.637,7 milliards à 17.819,1 milliards. Au niveau de la BCEAO, les créances nettes ont enregistré une augmentation de 3.341,2 milliards (+106,8 %), en lien notamment avec les acquisitions de titres publics (1.938,7 milliards) effectuées lors de l'opération spéciale de rachat d'effets publics sur le marché secondaire et les mises en place des concours du FMI en faveur des Etats (+936,8 milliards).

En outre, le rythme de progression des créances des institutions de dépôt sur les secteurs résidents de l'économie, autres que l'administration centrale, a enregistré un ralentissement pour se situer à 9,4 % en 2023 après 14,4 % en 2022. Cette évolution est associée à la poursuite du dynamisme de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA, en dépit des mesures de politiques monétaires prises pour lutter contre les tensions inflationnistes.

Gestion des signes monétaires

Au titre de la gestion des signes monétaires, les mouvements aux guichets de la BCEAO ont atteint 49.143,0 milliards de FCFA de billets et pièces de monnaie en 2023. Les prélèvements de billets se sont élevés à 24.678,0 milliards de FCFA tandis que les versements de billets auxdits guichets sont ressortis à 24.449,2 milliards de FCFA en 2023. Au cours de la même année, les sorties aux guichets de pièces de monnaie sont ressorties à 14,2 milliards de FCFA tandis que les entrées aux guichets de pièces se sont établies à 1,6 milliard de FCFA. A fin décembre 2023, le montant global de billets et pièces mis en circulation s'est établi à 11.669,4 milliards de FCFA contre 11.428,0 milliards de FCFA un an auparavant.

Relations des Etats avec le FMI

Les opérations effectuées par la BCEAO avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées au cours de l'année 2023, par des entrées nettes de ressources de 1.085,44 millions de DTS (878,78 milliards de FCFA) contre 388,04 millions de DTS (328,82 milliards de FCFA) un an plus tôt. Cette augmentation est liée à la forte

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES
STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL, EVOLUTION
ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1II POLITIQUE MONETAIRE,
RESERVES DE CHANGE 27III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE,
FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION
MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

hausse du volume des tirages, ressortant à 1.546,96 millions de DTS (1.251,28 milliards de FCFA) contre 586,78 millions de DTS (486,51 milliards de FCFA) l'année précédente. Les remboursements ont progressé de 205,51 millions de DTS, passant de 183,96 millions de DTS (145,74 milliards de FCFA) à 389,46 millions de DTS (314,43 milliards de FCFA). En 2023, aucun pays de l'Union n'a bénéficié d'allègement de dette.

Coopération monétaire au sein de la CEDEAO

Dans le domaine de l'intégration régionale, l'évaluation, en 2023, des performances macroéconomiques des Etats membres, conformément aux dispositions du Pacte de convergence de la CEDEAO adopté en juin 2021, révèle qu'aucun Etat membre n'a rempli l'ensemble des critères de convergence macroéconomique de premier rang, en raison notamment de la persistance de déficits budgétaires élevés, de l'accélération de l'inflation et de l'amenuisement des réserves de change dans la plupart des pays de la région.

Cependant, au titre des progrès importants enregistrés au cours de l'année 2023 dans le cadre du Programme de la monnaie unique de la CEDEAO, il convient de mentionner l'accélération de la mise en œuvre des activités identifiées dans la feuille de route pour le lancement de l'Eco, adoptée le 19 juin 2021 à Accra, au Ghana. A cet égard, la BCEAO a présidé les sessions ordinaires du Comité des gouverneurs des Banques centrales des Etats

membres de la CEDEAO, lors desquelles il a été procédé à l'adoption des propositions ci-après : les critères relatifs à la mise en place de l'infrastructure sur le Système de Paiement et de Règlement de la CEDEAO, la répartition du montant du capital initial de la future Banque Centrale de l'Afrique de l'Ouest entre les Etats membres concernés, les réserves de change à mettre en commun pour la future union monétaire de la région et leur répartition, ainsi que la dotation du Fonds communautaire de Solidarité et de Stabilisation.

Fonctionnement de la Banque Centrale

Au cours de l'exercice 2023, les Organes de la BCEAO et de l'Union ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du Traité du 20 janvier 2007 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine et aux Statuts de la BCEAO. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a tenu, au cours de l'année 2023, deux sessions extraordinaires. Le Conseil des Ministres de l'Union a tenu quatre sessions ordinaires. Le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu quatre réunions ordinaires. Le Conseil d'Administration de la BCEAO a tenu deux sessions ordinaires.

Au 31 décembre 2023, l'effectif global du personnel de la BCEAO s'est établi à 3.414 agents contre 3.401 agents au 31 décembre 2022. Cet effectif est constitué de 3.348 agents en activité sur l'ensemble des sites de la BCEAO et de 66 agents en position de détachement ou de disponibilité. Le personnel féminin représente 38,5 % de l'effectif global.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UEMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	2
1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés	3
1.1.2 - Pays émergents et en développement	4
1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières	5
1.1.4 - Emploi et inflation	9
1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes	10
1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA	14
1.2.1 - Produit intérieur brut	14
1.2.1.1 - Production agricole	15
1.2.1.2 - Production minière	17
1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires	18
1.2.2 - Evolution des prix à la consommation	19
1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure	20
1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats	20
1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure	22
1.2.4 - Balance des paiements	23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES

IV STABILITE FINANCIERE

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

ANNEXES



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

**1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS
MEMBRES DE L'UEMOA** 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

ECONOMIE MONDIALE

3,2 % (2023)
3,5 % (2022)

3,2 % de croissance en 2023 contre 3,5 %
en 2022

ECONOMIES AVANCEES

1,6 % (2023)
2,6 % (2022)

1,6 % de croissance en 2023 contre 2,6 %
en 2022

ZONE EURO

0,4 % (2023)
3,4 % (2022)

0,4 % de croissance en 2023 contre 3,4 %
en 2022

PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

4,3 % (2023)
4,1 % (2022)

4,3 % de croissance en 2023 contre 4,1 %
en 2022

CHINE

5,2 % (2023)
3,0 % (2022)

5,2 % de croissance en 2023 contre 3,0 %
en 2022

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

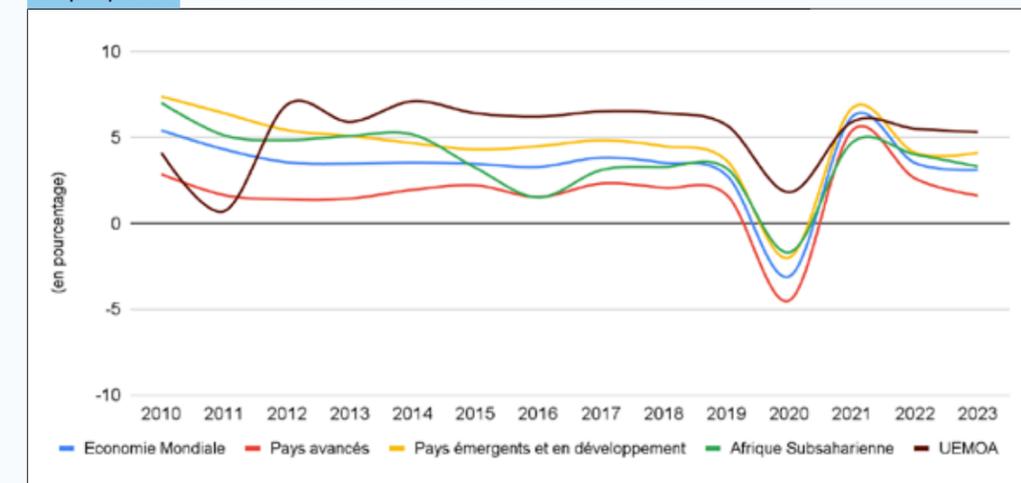
3,4 % (2023)
4,0 % (2022)

3,4 % de croissance en 2023 contre 4,0 %
en 2022

L'environnement économique et financier international a été marqué par un ralentissement de la production mondiale. La baisse du rythme de progression de l'activité économique, en 2023, est liée à de nombreux chocs : resserrement des politiques monétaires pour endiguer l'inflation qui a induit un durcissement des conditions de financement,

chocs géopolitiques, tels que les conflits au Moyen-Orient et en Ukraine, et événements climatiques extrêmes. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI)¹, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,2 % en 2023, après la hausse de 3,5 % enregistrée en 2022.

Graphique 1 : CROISSANCE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE



Sources : Banque Mondiale, FMI, OCDE

1.1.1 - CROISSANCE DANS LES PAYS INDUSTRIALISES

Année	ETATS-UNIS	ZONE EURO	ROYAUME-UNI	JAPON
2023	2,5 %	0,4 %	0,1 %	1,9 %
2022	1,9 %	3,4 %	4,3 %	1,0 %

Source : FMI

Au niveau des économies avancées, la croissance est ressortie à 1,6 % en 2023 contre 2,6 % en 2022. Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est renforcée de 2,5 % en 2023 après une réalisation de 1,9 % en 2022. L'amélioration de

l'activité dans ce pays s'explique par les hausses salariales induites par les tensions sur le marché du travail qui ont soutenu les dépenses de consommation, ainsi que le rebondissement des exportations et des dépenses publiques.

1 : Janvier 2024

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE AU SEIN DE L'UEMOA

En Zone euro, la croissance du produit intérieur brut (PIB) est passée de 3,4 % en 2022 à 0,4 % en 2023, reflétant une exposition relativement élevée à la guerre en Ukraine,

ainsi que le durcissement des conditions financières qui ont pesé sur l'investissement et la consommation des entreprises et des ménages.

1.1.2 - PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Année	PAYS EMERGENTS			
	CHINE	INDE	BRESIL	RUSSIE
2023	5,2 %	7,8 %	2,9 %	3,6 %
2022	3,0 %	7,2 %	3,0 %	-1,2 %

Année	AFRIQUE SUBSAHARIENNE			
	NIGERIA	AFRIQUE DU SUD	GHANA	CEMAC
2023	2,9 %	0,6 %	2,3 %	2,5 %
2022	3,3 %	1,9 %	3,1 %	2,8 %

Sources : FMI, Banque Mondiale, BEAC

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 4,3 % en 2023 contre 4,1 % en 2022. En Chine, la croissance a accéléré, passant de 3,0 % en 2022 à 5,2 % en 2023, en lien avec le dynamisme interne de l'économie chinoise ainsi que l'augmentation des dépenses publiques pour le renforcement des capacités de lutte contre les catastrophes naturelles. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 7,8 % en 2023 contre 7,2 % en 2022. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à 2,9 % en 2023, après une réalisation de 3,0 % en 2022. En Russie, l'activité économique a été soutenue par les dépenses militaires élevées et la consommation privée, portée par la croissance des salaires sur un marché du travail tendu. Le pays a ainsi enregistré une progression de 3,6 % de son PIB en 2023, après une contraction de 1,2 % en 2022.

En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB est ressortie à 3,4% en 2023 après une évolution de +4,0% en 2022. Cette croissance relativement soutenue, traduit la résilience des économies de l'Afrique subsaharien en dépit des conflits, des effets néfastes du changement climatique et de la persistance de l'incertitude économique mondiale. Le Nigeria a enregistré un ralentissement du rythme de progression de sa production, qui passe de 3,3 % en 2022 à 2,9 % en 2023, en raison notamment des difficultés rencontrées dans son secteur pétrolier. En Afrique du Sud, l'économie a connu une progression plus faible de son PIB, avec un taux de croissance de 0,6 % en 2023, après un accroissement de 1,9 % en 2022. Le ralentissement de la croissance en Afrique du Sud est lié à l'aggravation des pénuries d'électricité et au renforcement des politiques de rigueur pour juguler l'inflation, en sus de la baisse des prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

Reflétant le ralentissement de l'activité économique, les flux commerciaux à l'échelle mondiale ont affiché une hausse limitée à 0,3 % en 2023, après une expansion de 5,2 % l'année précédente. La baisse du rythme de

progression du commerce s'est généralisée aux pays émergents et en développement (+0,6 % en 2023 contre +3,7 % en 2022) et aux économies avancées (+0,3 % en 2023, après +6,1 % en 2022).

1.1.3 - MARCHES FINANCIERS ET MATIERES PREMIERES

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la hausse, en raison de la performance solide de l'économie américaine et de l'anticipation de la fin du cycle de resserrement des politiques monétaires des banques centrales des pays avancés.

a enregistré un accroissement de 25,5 %, s'établissant à 60.931,0 points en 2023. L'indice GSE du Ghana a progressé de 10,0 % en 2023 par rapport à sa valeur moyenne de 2022. L'indice FTSE de l'Afrique du Sud s'est accru de 2,2 % pour s'établir à 3.880,3 points en 2023.

En moyenne, l'indice MSCI World s'est amélioré de 4,3 % en comparaison avec sa valeur moyenne de 2022, pour s'établir à 2.874,4 points. Aux Etats-Unis, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est renforcé de 3,8 % en 2023 par rapport à l'année précédente. De son côté, le Nasdaq, indice des valeurs technologiques, a connu une progression de 6,0 %. Dans la zone euro, l'EuroStoxx 50 a augmenté de 13,6 % par rapport à son niveau moyen de 2022, s'établissant à 4.275,7 points en 2023.

Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 s'est accru de 3,5 % pour s'établir à 7.619,9 points en 2023. De même, au Japon, l'indice NIKKEI 225 a progressé de 12,4 % pour se situer à un niveau moyen de 30.646,7 points en 2023.

Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont connu des évolutions à la hausse au cours de l'année 2023, à l'exception des indices MASI du Maroc et BRVM composite de la Zone UEMOA qui se sont repliés de 8,0 % et 1,2 % sur un an. L'indice NSE du Nigeria

S'agissant des matières premières exportées par les pays de l'Union, les cours ont poursuivi leur rebond, en ligne avec la baisse de l'offre due aux effets néfastes du phénomène climatique El Niño. Les prix des produits alimentaires de base importés ont, quant à eux, connu un repli impulsé par une amélioration de la disponibilité. L'indice des principaux produits exportés, calculé par les services de la BCEAO, affiche une légère hausse de 0,9 % en 2023, après +11,5 % en 2022. Pour sa part, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés a connu une baisse (-7,6 % en 2023, après +35,9 % en 2022).

La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est localisée au niveau des produits non énergétiques, comme le cacao (+37,5 %), l'uranium (+19,9 %), les phosphates (+17,6 %), le café (+15,6 %), le zinc (+7,9 %) et l'or (+7,9 %). En revanche, les cours des huiles végétales (-30,3 %), du coton (-23,2 %), du caoutchouc (-22,6 %), de la noix de cajou (-21,5 %) et des produits énergétiques, avec notamment le gaz

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES

IV STABILITE FINANCIERE

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

ANNEXES

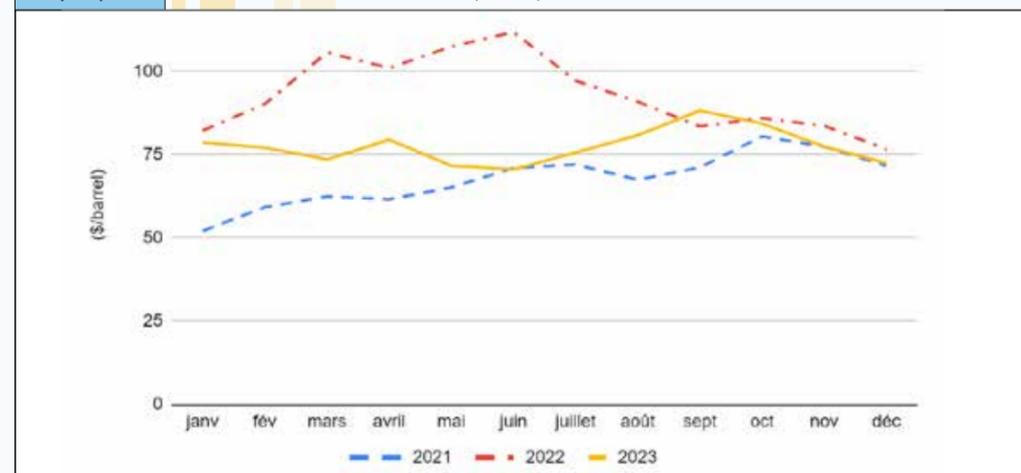
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE AU SEIN DE L'UEMOA

(-57,3 %) et le pétrole (-15,5 %), se sont affaiblis durant la période.

Le repli des prix constaté au niveau des produits de base importés concerne l'ensemble de

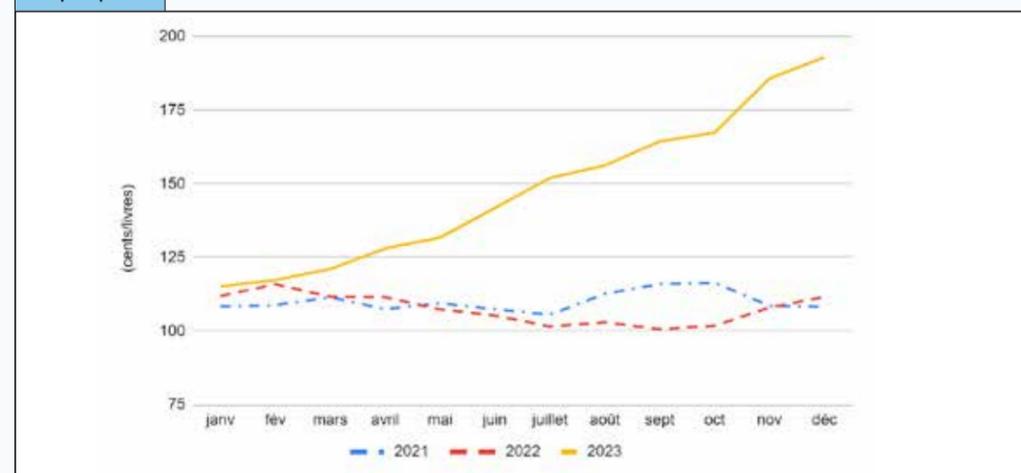
des denrées, hormis le sucre (+15,0 %) et le riz (+2,3 %). Les plus fortes contractions sont notées au niveau du blé (-28,2 %), du lait (-22,2 %) et de l'huile de soja (-18,9 %).

Graphique 2 EVOLUTION DES COURS DU PETROLE (NYMEX)



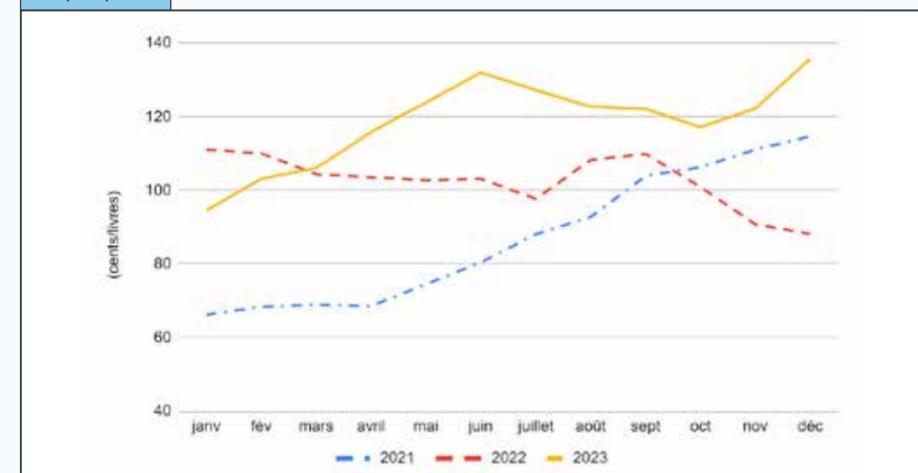
Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 3 EVOLUTION DES COURS DU CACAO



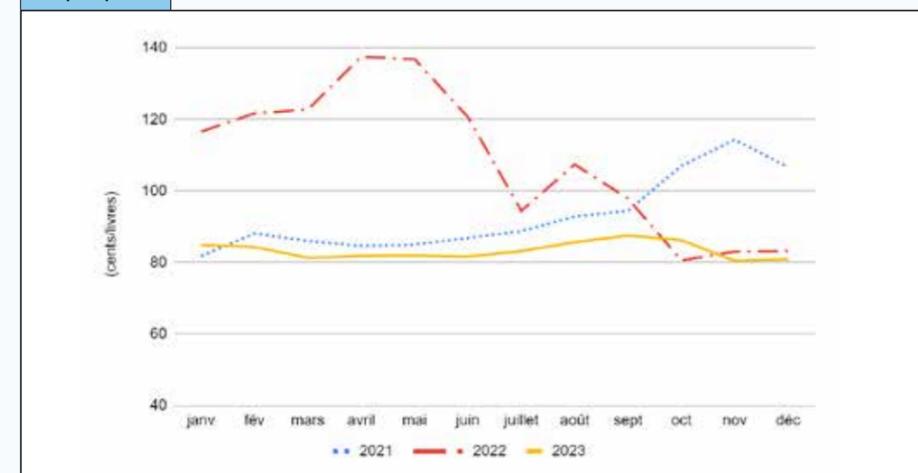
Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 4 EVOLUTION DES COURS DU CAFE



Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 5 EVOLUTION DES COURS DU COTON



Sources : Reuters, BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES

IV STABILITE FINANCIERE

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT

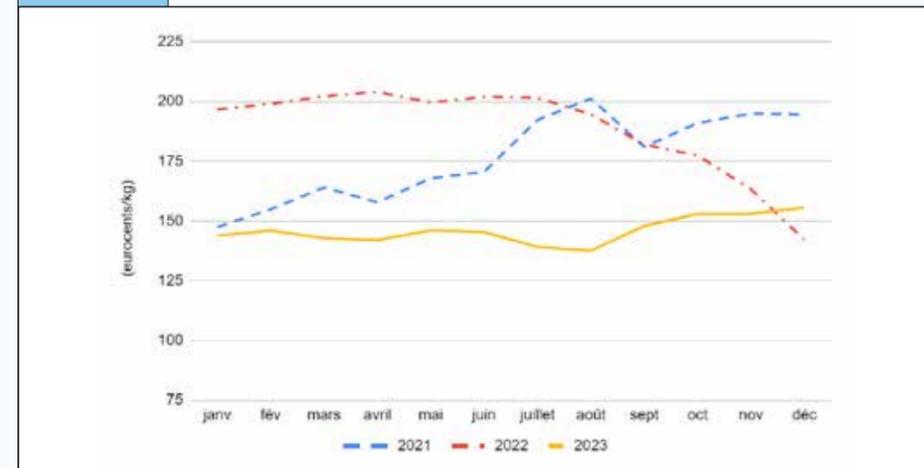
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

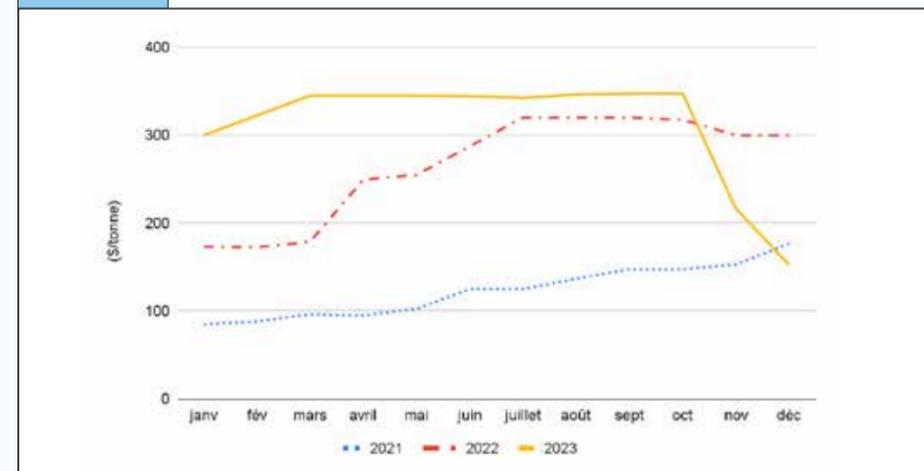
ANNEXES

Graphique 6 EVOLUTION DES COURS DU CAOUTCHOUC



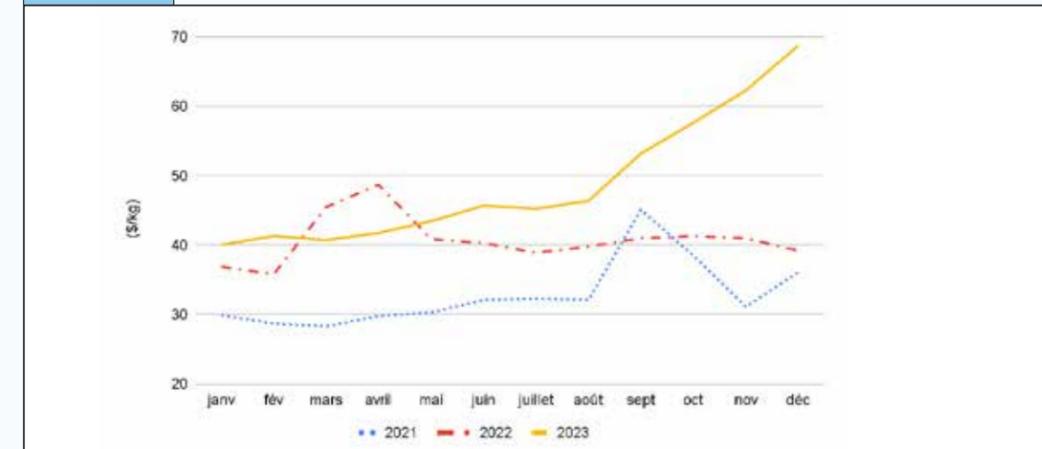
Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 7 EVOLUTION DES COURS DU PHOSPHATE



Sources : Reuters, BCEAO

Graphique 8 EVOLUTION DES COURS DE L'URANIUM



Sources : Reuters, BCEAO

1.1.4 - EMPLOI ET INFLATION



➔ BAISSÉ DE L'INFLATION, INDUITE PAR LA BAISSÉ DES COURS INTERNATIONAUX DES PRODUITS DE BASE ET L'IMPACT DES MESURES DE RESSERREMENT DES POLITIQUES MONETAIRES.



➔ EVOLUTION CONTRASTÉE DU TAUX DE CHÔMAGE DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS.

➔ INFLATION GLOBALE DE 6,8 % EN 2023 CONTRE 8,7 % EN 2022.

➔ BAISSÉ DU TAUX MOYEN D'INFLATION DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT (+8,4 % EN 2023 CONTRE +9,8 % EN 2022).

➔ TAUX D'INFLATION DÈMEURE ÉLEVÉ À 15,8 % EN 2023, APRÈS 14,5 % EN 2022, EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.

En 2023, le taux de chômage a connu des évolutions contrastées dans la plupart des grands pays industrialisés. Aux États-Unis, le taux de chômage est passé de 3,5 % en décembre 2022 à 3,7 % en décembre 2023, soit une hausse de 0,2 point de pourcentage. Dans la zone euro, le taux de chômage a reculé de 0,2 point de pourcentage pour se situer à 6,4 % en décembre 2023, correspondant à un plus bas niveau historique.

L'inflation globale a reculé au cours de l'année 2023, tout en restant supérieure à l'objectif dans pratiquement tous les pays qui ont adopté le ciblage de l'inflation. La désinflation en 2023 reflète la baisse des cours internationaux des produits de base induite par les mesures visant à résoudre les problèmes liés à l'offre, ainsi que l'impact des mesures de resserrement des politiques monétaires.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 4,6 % en 2023 contre 7,3 % en 2022, se situant au-dessus des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il est ressorti en moyenne à 8,4 % en 2023 après 9,8 % en 2022, en lien avec les mesures visant à résoudre les problèmes liés à l'offre et l'impact des mesures de resserrement des politiques

monétaires. En Afrique subsaharienne, l'inflation se situerait à 15,8 % en 2023, essentiellement imputable au Ghana et au Nigeria. Les pressions inflationnistes en Afrique sont principalement liées à des facteurs tels que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les tensions géopolitiques, la perte de réserves de change, l'appréciation du dollar et les sorties de capitaux.

Les politiques monétaires au niveau des principales banques centrales dans le monde ont été globalement restrictives au cours de l'année 2023. Les banques centrales des économies avancées, à l'exception de la Banque du Japon, ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux élevés, en vue de juguler la hausse de l'inflation qui est restée au-dessus des cibles de la plupart des banques centrales. Dans les économies émergentes et celles en développement, les banques centrales ont également poursuivi le resserrement de leur politique monétaire face à la persistance des pressions inflationnistes.

souligné la nécessité probable d'une période prolongée de politique monétaire restrictive pour freiner l'inflation, ainsi que la possibilité d'un resserrement supplémentaire si les pressions inflationnistes persistent. Sur l'ensemble de l'année 2023, la BoE a augmenté son taux directeur de 175 pnb qui passe de 3,50 % en décembre 2022 à 5,25 % en décembre 2023.

La Banque du Japon (BoJ) a, lors de sa réunion du 19 décembre 2023, maintenu son taux d'intérêt à court terme à -0,10 %. La Banque autorise également les rendements à 10 ans, à évoluer dans une fourchette de -1,0 % à 1,0 %, dans le cadre de sa politique de contrôle de la courbe des rendements (YCC).

Cette décision intervient alors que la BoJ peine à maintenir un équilibre entre le soutien à l'économie japonaise, la réduction de la faiblesse du yen et la lutte contre des niveaux d'inflation plus élevés.

Au niveau des pays émergents, les principales banques centrales ont poursuivi le resserrement de leur politique monétaire en maintenant les taux à des niveaux élevés, à l'exception de la Chine et du Brésil.

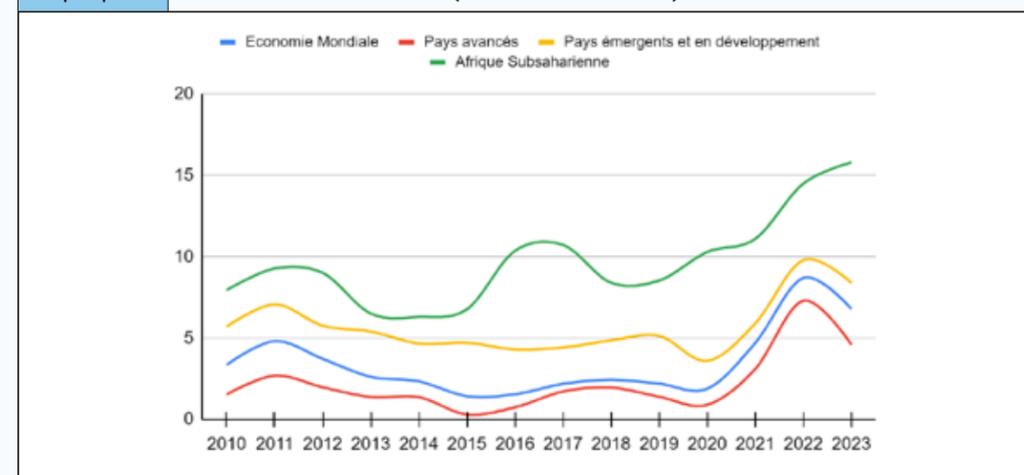
La Reserve Bank of India (RBI) a prolongé la normalisation de sa politique monétaire au cours de l'année 2023. Toutefois, la RBI a augmenté son taux directeur une seule fois dans l'année de 25 pnb pour le porter à 6,50 %. Lors de sa réunion du 8 décembre 2023, l'institution a maintenu inchangé son taux directeur à 6,50 % pour la cinquième fois consécutive en raison d'une hausse de l'inflation annuelle qui est ressortie à 5,7 % en décembre 2023. La Banque populaire de Chine (PBoC) a maintenu inchangé son principal taux d'intérêt lors de ses deux dernières réunions de 2023, alors qu'elle poursuivait ses efforts pour soutenir la reprise

La Réserve Fédérale des Etats-Unis (FED) a, sur l'ensemble de l'année 2023, relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 100 points de base (pnb) pour le porter entre 5,25 % et 5,50 %, son plus haut niveau depuis 23 ans. La FED a, au cours de ses quatre dernières réunions, maintenu ses taux inchangés.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a également poursuivi la normalisation de sa politique monétaire au cours de l'année 2023, en augmentant cumulativement ses taux d'intérêt de 200 pnb. Les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement, ainsi que ceux des facilités de prêt marginal et de dépôt, s'affichent respectivement à 4,50 %, 4,75 % et 4,00 % à fin décembre 2023. Lors de sa dernière réunion de l'année tenue le 14 décembre 2023, la BCE a maintenu inchangé son principal taux directeur à 4,50 % et a annoncé la conclusion rapide de son dernier programme d'achat d'obligations, le tout dans le cadre des efforts visant à lutter contre une inflation élevée.

La Banque d'Angleterre (BoE) a, le 14 décembre 2023, maintenu son taux d'intérêt de référence à 5,25 % pour lutter contre l'inflation. La BoE a

Graphique 9 EVOLUTION DU TAUX D'INFLATION (MOYENNE ANNUELLE EN %)



Source : BCEAO

1.1.5 - MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE ET MARCHES DES CHANGES



POURSUITE DE LA NORMALISATION DE LA POLITIQUE MONETAIRE



APPRECIATION DE L'EURO FACE AUX PRINCIPALES DEVISES EN 2023



EVOLUTION A LA HAUSSE DU FRANC CFA SUR LE MARCHÉ DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE AU SEIN DE L'UEMOA

économique. Le taux préférentiel des prêts à un an (LPR), qui est la facilité de prêt à moyen terme utilisée pour les prêts aux entreprises et aux ménages, est resté inchangé à un niveau record de 3,45 %. Sur l'ensemble de l'année 2023, l'orientation de la politique monétaire de la PBoC a été accommodante, avec une baisse des taux, pour un cumul de 20 pdb, le portant à 3,45 %. La Banque Centrale du Brésil a réduit son taux directeur à quatre reprises en 2023 pour un cumul de 200 pdb pour le faire passer de 13,75 % à fin 2022 à 11,75 % à fin 2023. Elle a, par ailleurs, souligné que l'ampleur totale du cycle d'assouplissement au fil du temps dépend de facteurs tels que la dynamique inflationniste, les attentes à long terme, les projections d'inflation, l'écart de production et l'équilibre des risques. La Banque Centrale de Russie a déclenché un cycle de durcissement de sa politique monétaire, avec une augmentation cumulée de 850 pdb sur l'ensemble de l'année 2023. Le principal taux directeur est passé de 7,50 % à fin décembre 2023 à 16,00 % à fin décembre 2023. Cette évolution se justifie par des anticipations d'inflation qui ont continué d'augmenter pour les consommateurs et les entreprises, risquant une croissance insoutenable des prix. La Banque a, par ailleurs, indiqué que sa politique monétaire resterait restrictive pendant une période prolongée pour contrer les pressions inflationnistes croissantes.

Au niveau des pays partenaires commerciaux de l'UEMOA dans la sous-région ouest africaine, la Banque Centrale du Nigeria (CBN) a, au cours de l'année 2023, augmenté son taux directeur (+225 pdb) à 18,75 %, niveau en vigueur depuis le 25 juillet 2023. Au Ghana, une hausse de 200 pdb a été effectuée par la Banque du Ghana (BoG), à 30,00 % en juillet 2023, pour endiguer l'inflation qui se situe à 23,2 % en décembre 2023. Dans la Zone CEMAC,

la BEAC a, lors de la réunion de son Comité de Politique monétaire du 12 décembre 2023, maintenu inchangés ses taux directeurs. Les taux d'intérêt des appels d'offres, de la facilité de prêt marginal et de dépôt s'établissent respectivement à 5,00 %, 6,75 % et 0,00 %. Sur l'ensemble de l'année 2023, les taux ont été relevés de 50 pdb.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2023, en lien avec la diminution du différentiel de taux d'intérêt à un an avec les Etats-Unis au cours de l'année et une amélioration du commerce extérieur. L'indice du taux de change de la devise de la zone euro, calculé par la BCE, s'est renforcé de 4,8 %. Le cours de l'euro s'est raffermi de 2,6 % pour s'établir à 1,0816 dollar américain en 2023. La monnaie de la zone euro est également ressortie en hausse par rapport au yen japonais (+10,1 %), au dollar australien (+7,3 %), au dollar canadien (+6,5 %) et à la livre sterling (+2,0 %). L'euro a également pris de la valeur face aux devises des pays émergents. Il s'est apprécié de 29,3 % vis-à-vis du rouble russe, de 15,9 % par rapport au rand sud africain, de 8,2 % face au yuan chinois et de 8,0 % à l'égard de la roupie indienne. En revanche, la devise européenne s'est dépréciée face au franc suisse (-3,3 %).

Sur le marché ouest-africain, sur une année, la monnaie des pays de la zone UEMOA s'est renforcée face au naira nigérian (+55,5 %), au cedi ghanéen (+38,5 %), au leone sierra-léonais (+27,3 %), au dollar libérien (+17,3 %) et au dalasi gambien (+12,6 %). En moyenne annuelle, 1.000 FCFA se sont échangés contre 18,12 cedis ghanéens, 99,96 dalasis gambiens, 28.511,15 leones sierra-léonais, 288,25 dollars libériens, 14.030,98 francs guinéens et 1.056,81 nairas nigériens.

Tableau 1 : EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS ANNUELS (QUANTITE DE MONNAIE ETRANGERE POUR 1.000 FCFA)

Monnaie	Sigle	2022	2023	Variation (%)*
Droit de tirage spécial	DTS	1,20	1,24	3,0
Dollar des Etats-Unis	USD	1,61	1,65	2,6
Franc suisse	CHF	1,53	1,48	-3,3
Livre sterling	GBP	1,30	1,33	2,0
Yen japonais	JPY	210,39	231,63	10,1
Yuan chinois	CNY	10,79	11,68	8,2
Rouble russe	RUB	108,93	140,82	29,3
Roupie indienne	INR	126,10	136,17	8,0
Dalasi gambien	GMG	88,80	99,96	12,6
Cedi ghanéen	GHS	13,09	18,12	38,5
Franc guinéen	FGN	13 982,83	14 030,98	0,3
Dollar libérien	LRD	245,67	288,25	17,3
Naira nigérian	NGN	679,44	1 056,81	55,5
Leone sierra-léonais	SLL	22 405,50	28 511,15	27,3

Sources : AMAO, Banque de France, FMI, BCEAO
* Le signe (-) indique une dépréciation du franc CFA par rapport à la monnaie étrangère

Tableau 2 : EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS TRIMESTRIELS (QUANTITE DE MONNAIE ETRANGERE POUR 1.000 FCFA)

Monnaie	Sigle	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
		2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Droit de tirage spécial	DTS	1,23	1,22	1,20	1,24	1,17	1,25	1,19	1,24
Dollar des Etats-Unis	USD	1,71	1,64	1,62	1,66	1,54	1,66	1,56	1,64
Franc suisse	CHF	1,58	1,51	1,57	1,49	1,48	1,47	1,50	1,45
Livre sterling	GBP	1,28	1,35	1,29	1,33	1,31	1,31	1,33	1,32
Yen japonais	JPY	198,88	216,44	210,59	227,96	212,20	239,70	219,87	242,44
Yuan chinois	CNY	10,86	11,19	10,73	11,65	10,52	12,02	11,06	11,85
Rouble russe	RUB	135,16	119,72	109,92	134,97	92,33	156,35	98,33	152,23
Roupie indienne	INR	128,69	134,54	125,36	136,44	122,48	137,17	127,85	136,55
Dalasi gambien	GMG	89,86	99,58	88,61	98,67	86,26	99,32	90,48	102,27
Cedi ghanéen	GHS	11,01	17,16	11,61	18,18	12,31	18,29	17,42	18,85
Franc guinéen	FGN	15 306,09	13 954,71	14 103,52	14 127,86	13 227,79	14 110,34	13 293,90	13 930,99
Dollar libérien	LRD	260,63	258,19	246,94	279,42	235,97	307,78	239,12	307,59
Naira nigérian	NGN	711,11	749,03	674,97	812,70	646,78	1 271,43	684,90	1 394,06
Leone sierra-léonais	SLL	19 736,38	30 894,26	20 660,19	27 651,22	21 533,78	28 354,66	27 691,63	27 144,43

Sources : AMAO, Banque de France, FMI, BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA



TAUX DE CROISSANCE REEL DU PIB DE L'UEMOA

5,3 % (2023)

5,5 % (2022)

1.2.1 - PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'activité économique dans l'UEMOA est demeurée globalement dynamique en 2023, en dépit du ralentissement économique à l'échelle mondiale et de la fragilité du climat sociopolitique et sécuritaire dans la sous-région Ouest-africaine. Selon les récentes estimations disponibles, le PIB de l'Union a augmenté de 5,3 % en 2023 après 5,5 % en 2022. L'expansion économique a notamment été portée par le secteur tertiaire (3,5 points de pourcentage (pdp)), en lien avec la bonne tenue des activités commerciales et des services. L'apport du secteur secondaire à l'expansion économique est estimé à 1,3 pdp en 2023 après une réalisation de 0,8 pdp en 2022. Le regain de dynamisme de ce secteur est lié au renforcement de la production des industries extractives (0,1 pdp) et manufacturières (0,7 pdp) ainsi que de l'activité dans le sous-secteur des « Bâtiments

et Travaux Publics » (0,3 pdp). La contribution du secteur primaire a représenté 0,5 pdp, sous l'effet de la hausse de la production agricole durant la campagne 2023/2024.

Examinée sous l'angle des emplois du PIB, la croissance économique en 2023 a été principalement soutenue par la consommation finale (4,5 points) et les investissements (2,4 points). L'importance de l'apport des investissements est imputable à la réalisation de certains grands chantiers, notamment en Côte d'Ivoire, dans le cadre de la construction des infrastructures pour la Coupe d'Afrique des Nations prévue en 2024 ainsi qu'au Sénégal, en vue de l'achèvement des projets pétroliers et gaziers. La contribution du secteur extérieur est estimée à -1,6 point, en détérioration de 0,2 point, sous l'effet notamment de la baisse de l'apport des exportations, qui a évolué de 5,5 points en 2022 à -0,4 point.



CAFE : 73.045 TONNES, BAISSÉ DE 38,6 %



COTON GRAINE : 1.916.779 TONNES, BAISSÉ DE 0,6 %



Tableau 3 : EVOLUTION DES CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT DE L'UEMOA (EN POINTS DE POURCENTAGE)

	2021	2022 (1)	2023 (2)	Variation (2)-(1)
Secteur primaire	0,5	1,6	0,5	-1,1
Secteur secondaire	1,0	0,8	1,3	0,5
dont				
- Industries manufacturières	0,5	0,4	0,7	0,3
- Activités extractives	0,2	-0,1	0,1	0,2
- Bâtiments et Travaux Publics	0,2	0,4	0,3	-0,1
Secteur tertiaire	4,5	3,1	3,5	0,4
PIB réel	6,0	5,5	5,3	-0,2
Consommation finale	4,4	4,2	4,5	0,3
Investissement	2,3	2,7	2,4	-0,3
Secteur extérieur	-0,7	-1,4	-1,6	-0,2
dont				
- Exportations de biens et services	3,0	5,5	-0,4	-5,9

Sources : Services nationaux, BCEAO

1.2.1.1 - Production agricole



PRODUCTION VIVRIERE : 78.665.729 TONNES, HAUSSE DE 2,3 %

Sur la base des estimations disponibles, la production vivrière dans l'Union est ressortie à 78.665.729 tonnes durant la campagne agricole 2023/2024, en hausse de 2,3 % par rapport à la campagne précédente.

Cette évolution est imputable à l'augmentation de la production des céréales (+648.278 tonnes, soit +2,0 %) et de tubercules (+1.343.570 tonnes, soit +5,0 %). Par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, les récoltes de la campagne agricole 2023/2024 sont en augmentation de 11,5 %.

Au niveau des produits d'exportation, les récoltes ont connu des évolutions contrastées au cours de la campagne agricole 2023/2024. Les productions de cacao, de café et de coton ont baissé, alors que celles d'arachide, de noix de cajou et de caoutchouc ont augmenté.

La production de cacao a subi une baisse notable de 22,5 %, atteignant 1.839.794 tonnes. Cette diminution est principalement imputable à une chute de la production en Côte d'Ivoire, due à une pluviométrie excessive et aux mesures prises par les autorités ivoiriennes pour réguler l'offre de fèves, évitant ainsi une chute trop importante des cours mondiaux. La Côte d'Ivoire, premier producteur de cacao au sein de l'Union, a enregistré une production estimée à 1.822.320 tonnes lors de la campagne

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

**1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS
MEMBRES DE L'UEMOA** 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

2023/2024 contre 2.358.800 tonnes durant la campagne précédente (-22,7 %).

La production de café a diminué de 38,6 % par rapport à la campagne précédente, s'établissant à 73.045 tonnes. Cette réduction est imputable aux conditions météorologiques défavorables en Côte d'Ivoire, où la production a chuté de 50,6 %. Au Togo, les récoltes de café enregistrent une hausse de 8,8 %.

L'offre de coton-graine est estimée à 1.916.779 tonnes, enregistrant une baisse de 0,6 % par rapport à la campagne précédente (2022/2023), en raison notamment de la chute de 49,9 % de l'offre de la Côte d'Ivoire, du fait des attaques persistantes de jassides, ravageurs de la culture cotonnière et à la faible performance de la filière au Burkina Faso où la production n'a augmenté que de 0,7 %. Ces résultats peu satisfaisants n'ont pas pu être compensés par le regain de dynamisme dans la filière au Mali.

Les récoltes d'arachide ont connu une augmentation de 9,1 %, en s'élevant à 4.103.573 tonnes, reflétant la croissance de la production dans l'ensemble des Etats membres de l'Union, à l'exception du Niger où elle a reculé de 9,9 %.

La production de noix de cajou a augmenté de 14,5 %, atteignant 1.762.296 tonnes. Cette croissance provient de l'augmentation des récoltes enregistrées dans l'ensemble des pays producteurs, notamment en Côte d'Ivoire (+19,2 %), en Guinée-Bissau (+4,2 %) et au Bénin (+5,3 %).

L'offre régionale de caoutchouc s'est élevée à 1.624.824 tonnes, enregistrant une augmentation significative de 21,9 % par rapport à la saison agricole précédente, principalement en raison de l'augmentation du nombre d'arbres arrivés à maturité.

1.2.1.2 - Production minière

AUGMENTATION DE LA
PRODUCTION DE PETROLE

BAISSE DES PRODUCTIONS D'OR,
DES PHOSPHATES ET D'URANIUM

Les estimations disponibles sur les activités extractives au cours de l'année 2023 indiquent une hausse de la production du pétrole, tandis que celle de l'or, des phosphates et de l'uranium est en baisse.

La production d'or, estimée à 210.616,1 kg en 2023, est en légère diminution de 0,1 % par rapport à 2022. Cette évolution négative découle de la baisse des extractions au Burkina Faso, au Sénégal et au Niger, atténuée par la hausse de celles en Côte d'Ivoire et au Mali. Les quantités d'or produites sont ainsi ressorties à 72.593 kg (+0,5 %) au Mali, 67.860 kg (-0,5 %) au Burkina Faso, 50.453 kg (+4,4 %) en Côte d'Ivoire, 17.286 kg (-7,1 %) au Sénégal et 2.424 kg (-27,7 %) au Niger.

L'offre de phosphates a connu une régression de 2,5 %, atteignant 3.358.699 tonnes en 2023. Ce recul résulte de la baisse simultanée de l'offre en provenance des deux principaux pays producteurs de l'Union, à savoir le Togo et le Sénégal. En effet, ces deux pays ont enregistré respectivement une diminution de 1,6 % et 3,3 % de leur production en 2023 par rapport à l'année précédente.

S'agissant de la production d'uranium, exclusivement réalisée au Niger, elle a enregistré un repli de 44,1 % en 2023, en ressortant à 1.130 tonnes.

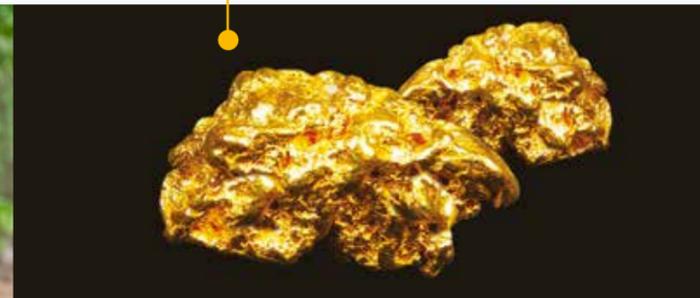
Par ailleurs, les extractions de pétrole brut se sont élevées à 17.107,5 milliers de barils en 2023, en hausse de 9,4 % par rapport à 2022, sous l'effet essentiellement de l'augmentation de 15,6 % de la production en Côte d'Ivoire.

ARACHIDE : 4.103.573 TONNES,
HAUSSE DE 9,1 %

CAOUTCHOUC : 1.624.824
TONNES, HAUSSE DE 21,9 %

OR : 210.616,1 KG, BAISS
DE 0,1 %

PHOSPHATES : 3.358.699 TONNES,
BAISSE DE 2,5 %



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

La production industrielle dans l'UEMOA a connu une progression de 3,8 % en 2023, après celle de 1,5 % enregistrée un an auparavant. Cette évolution résulte de l'accélération de la production manufacturière (+5,3 % contre +1,2 %) et énergétique (+11,7 % contre +8,5 %), atténuée par la baisse de la production extractive (-1,5 % contre -0,6 %). La dynamique de la production manufacturière est en lien avec la hausse de la production alimentaire, du raffinage du pétrole et des produits chimiques, ainsi que la production d'articles en papier et en carton. Dans le secteur de l'énergie, la production d'électricité a connu un rebond, avec un accroissement de 12,8 % en 2023 après 8,6 % en 2022. S'agissant des activités extractives, il est noté un repli de la production d'uranium et de minerais métalliques, ainsi qu'une décélération du rythme de progression de l'extraction du pétrole brut.

Le chiffre d'affaires du commerce de détail dans l'UEMOA s'est accru de 6,1 % en 2023, après une progression de 13,5 % l'année précédente. Cette dynamique qui intervient dans un

contexte de net repli de l'inflation dans l'Union, s'explique par une décélération du rythme de progression du chiffre d'affaires des ventes de produits alimentaires (+5,2 % contre +7,8 %) et pétroliers (+7,2 % contre +23,4 %), ainsi que des matériaux de construction et équipements électroménagers (+6,8 % contre +14,3 %).

L'indice du chiffre d'affaires dans les services marchands (hors services financiers) est ressorti en hausse de 5,1 % en 2023, après une progression de 8,2 % en 2022. Cette décélération s'explique principalement par la morosité des affaires dans le secteur des transports, de l'hébergement et de la restauration, particulièrement au Niger.

S'agissant de l'indice des activités dans les services financiers, il a enregistré une progression de 16,2 % au cours de la période sous revue, après une hausse de 13,8 % un an plus tôt, en lien essentiellement avec l'accroissement du volume des transactions bancaires (crédits notamment), conjuguée à une hausse des taux débiteurs.

URANIUM : 1.130 TONNES, BAISSÉ DE 44,1 %

PETROLE : 17.107.500 BARILS, HAUSSE DE 9,4 %



1.2.2 - EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

TAUX D'INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE

3,7 % en 2023
7,4 % en 2022



Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 3,7 % en 2023 contre une réalisation de 7,4 % en 2022. La décélération du niveau des prix en 2023 s'explique essentiellement par la baisse des tensions sur les prix des produits alimentaires (+3,7 % contre +12,5 % un an plus tôt) et, dans une moindre mesure, un léger repli observé au niveau de la fonction « Logement » (+4,7 % contre +4,8 %). Quant à la composante « Transport », une accélération a été notée (+6,7 % contre +5,6 %). La baisse des prix au niveau de la composante alimentaire résulte essentiellement de la bonne performance de la campagne agricole 2022/2023, avec une hausse de 17,0 % de la production céréalière. En conséquence, les prix des produits céréaliers dans l'Union ont fortement décéléré avec une progression de 1,4 % en un an contre 19,4 % en 2022. A ces facteurs, s'ajoute la baisse des cours internationaux des principaux produits importés par les pays de l'UEMOA, dont l'indice a enregistré un recul de 9,8 % au

cours de l'année 2023, après une hausse de 35,7 % un an plus tôt, ce qui a contribué à une diminution des prix des produits importés.

En ce qui concerne la légère décélération de la fonction « Logement », elle est imputable à la baisse des prix des combustibles solides (bois et charbon de bois notamment) et liquides (pétrole lampant). Quant à l'accélération relevée au niveau de la composante « Transport », elle est en lien avec la baisse des subventions des Etats sur l'énergie, notamment au Sénégal et en Côte d'Ivoire, ce qui a occasionné le relèvement des prix à la pompe des carburants (essence et gasoil) dans certains pays de l'Union. Nonobstant les évolutions susmentionnées, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable à l'Union de 4,3 points de pourcentage en 2023. En particulier, vis-à-vis du Nigeria et du Ghana, le différentiel d'inflation s'est établi respectivement à 16,8 et 25,5 points de pourcentage.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL..... 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

**1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS
MEMBRES DE L'UEMOA..... 14**

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Tableau 4 : VARIATION DES PRIX A LA CONSOMMATION EN 2022 ET 2023 (EN %)

	2022		2023	
	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre
Bénin	1,4	2,8	2,7	0,4
Burkina	14,1	9,6	0,7	1,0
Côte d'Ivoire	5,2	5,2	4,4	3,9
Guinée-Bissau	7,9	9,5	7,2	3,1
Mali	9,7	7,8	2,1	-0,5
Niger	4,2	3,1	3,7	7,2
Sénégal	9,7	12,8	5,9	0,8
Togo	7,6	7,7	5,3	3,5
UEMOA	7,4	7,1	3,7	2,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique, BCEAO

1.2.3 - FINANCES PUBLIQUES ET SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats

L'exécution budgétaire dans les pays membres de l'UEMOA en 2023 s'est traduite par une amélioration du déficit budgétaire, en raison d'une augmentation plus rapide des recettes budgétaires et dons comparativement aux dépenses publiques.

Les recettes budgétaires se sont établies à 20.111,3 milliards à fin décembre 2023, soit une hausse de 2.188,6 milliards ou 12,2 % par rapport à l'année précédente. Cette progression est principalement liée à celle des recettes fiscales qui se sont accrues de 12,7 %, en valeur nominale pour s'établir à 17.144,4

milliards. En conséquence, la pression fiscale à l'échelle communautaire affiche un niveau de 14,2 % du PIB en 2023 contre 13,7 % un an plus tôt, en liaison avec le dynamisme de l'activité économique et la poursuite des réformes de modernisation de l'administration fiscale. Concernant les dons, ils se sont repliés de 121,2 milliards ou 8,9 % pour ressortir à 1.239,4 milliards à fin décembre 2023, traduisant un recul de l'assistance financière des partenaires extérieurs en 2023. En conséquence, les recettes budgétaires et dons des Etats membres de l'Union se sont inscrits en hausse de 10,7 pour atteindre 21.350,7 milliards ou 17,7 % du PIB.

Les dépenses et prêts nets se sont élevés à 27.578,8 milliards, soit une augmentation de 662,6 milliards ou 2,5 % par rapport à décembre 2022. Cette évolution est imputable à la hausse des dépenses courantes (+4,7 %), atténuée par la baisse des dépenses d'investissement (-1,7 %). La progression des dépenses en capital reflète le recul des investissements publics dans certains Etats de l'Union, principalement au Niger en raison des sanctions économiques imposées à ce pays. En proportion du PIB, elles sont ressorties à 7,1 % en 2023 contre 7,8 % l'an précédent. Pour sa part, l'augmentation des charges courantes porte notamment l'empreinte des dépenses de personnel (+10,1 %) et des intérêts sur la dette publique (+27,7 %), atténuée par le repli des transferts et subventions (-14,7 %). L'augmentation de la masse salariale reflète, entre autres, l'effet des mesures prises par les Gouvernements pour préserver le pouvoir d'achat des populations, à travers notamment les revalorisations de salaires et indemnités dans certains Etats membres. Quant à la baisse des transferts et subventions, elle traduit la levée des subventions octroyées par les Etats, particulièrement sur les produits énergétiques.

Dans ces conditions, le déficit global (base engagements, dons compris) s'est atténué de 1.404,8 milliards pour s'établir à 6.228,1 milliards à fin décembre 2023, soit 5,2 % du PIB. Il était de 7.632,9 milliards ou 6,9 % du PIB en 2022.



RECETTES BUDGETAIRES ET DONS :

→ **21.350,7** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2023, EN HAUSSE DE **2.067,4** MILLIARDS OU **10,7 %** PAR RAPPORT A L'ANNEE PRECEDENTE.

→ TAUX DE PRESSION FISCALE : **14,2 %**, INFÉRIEUR A LA NORME COMMUNAUTAIRE DE **20 %** DU PIB.



DEPENSES ET PRETS NETS :

→ **27.578,8** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2023 EN HAUSSE DE **2,5 %** PAR RAPPORT A L'ANNEE PRECEDENTE.



DEFICIT GLOBAL, BASE ENGAGEMENTS, DONS COMPRIS :

→ **6.228,1** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2023 (**5,2 %** DU PIB) CONTRE **7.632,9** MILLIARDS (**6,9 %** DU PIB) EN 2022.



ENCOURS GLOBAL DE LA DETTE EXTERIEURE DES ETATS MEMBRES DE L'UNION :

→ EN HAUSSE DE **11,1 %** CONTRE UNE PROGRESSION DE **15,2 %** L'ANNEE PRECEDENTE, REPRESENTANT **36,6 %** DU PIB EN 2023 CONTRE **35,7 %** UN AN PLUS TOT.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS
MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Tableau 5 : SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES EN 2022 ET 2023

	Décembre 2022 (1)	Décembre 2023* (2)	Variation (2) - (1)	
			(en milliards)	(en %)
Recettes budgétaires et dons	19 283,3	21 350,7	2 067,4	10,7
<i>(en % du PIB)</i>	17,3	17,7	-	-
Recettes budgétaires	17 922,7	20 111,3	2 188,6	12,2
Recettes fiscales	15 214,2	17 144,4	1 930,2	12,7
<i>(en % du PIB)</i>	13,7	14,2	-	-
Autres recettes (y compris non fiscales)	2 708,5	2 966,9	258,4	9,5
Dons	1 360,6	1 239,4	-121,2	-8,9
Dépenses totales et prêts nets	26 916,2	27 578,8	662,6	2,5
<i>(en % du PIB)</i>	24,2	22,9	-	-
Dépenses courantes	16 772,1	17 562,2	790,1	4,7
masse salariale	6 050,9	6 661,3	610,4	10,1
transferts et subventions	5 219,7	4 453,6	-766,1	-14,7
intérêts de la dette	2 190,5	2 798,1	607,6	27,7
autres dépenses courantes	3 311,0	3 649,2	338,2	10,2
Dépenses en capital	8 647,0	8 500,5	-146,5	-1,7
<i>(en % du PIB)</i>	7,8	7,1	-	-
Autres dépenses	1 432,3	1 460,1	27,8	1,9
Prêts nets	64,8	56,0	-8,8	-13,6
Solde base engagements, dons compris	-7 632,9	-6 228,1	1 404,8	18,4
<i>(en % du PIB)</i>	-6,9	-5,2	-	-
Solde base caisse, dons compris	-7 104,5	-6 233,4	871,1	12,3
<i>(en % du PIB)</i>	-6,4	-5,2	-	-

(*) Estimations

Sources : BCEAO, Services Nationaux

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

Au cours de l'année 2023, les pays de l'Union ont mobilisé des ressources extérieures, principalement auprès de la Banque Mondiale (1.818,2 milliards).

Dans le cadre de leurs programmes économiques et financiers appuyés par le FMI, six Etats membres de l'Union à savoir le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Niger

et le Sénégal ont bénéficié de décaissements d'un montant global de 1.247,5 milliards en 2023. Sur ce total, le Bénin et la Côte d'Ivoire ont respectivement obtenu 122,8 milliards et 602,2 milliards au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC). La Guinée-Bissau et le Niger ont bénéficié de concours financiers à hauteur de 6,9 milliards et 15,9 milliards dans le cadre de la FEC. Les

décaissements en faveur du Sénégal, qui ont concerné l'accord de confirmation, les facilités de crédit de confirmation et de résilience et durabilité ainsi que le MEDC et la FEC, se sont élevés à 431,2 milliards. Enfin, le Burkina a obtenu un déboursement total de 68,5 milliards au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) et de la FEC.

A l'instar de l'année 2022, aucun Etat de l'Union n'est intervenu sur les marchés internationaux pour lever des ressources par le canal des émissions d'euro-obligations.

Concernant la dette extérieure, les données disponibles font état d'un accroissement du stock de la dette publique extérieure de 11,1 %, soit 4.386,2 milliards en 2023 contre une progression de 15,2 % l'année précédente. En pourcentage du PIB, la dette extérieure

représente 36,6 % en 2023 contre 35,7 % l'année précédente. Par pays, la situation est résumée dans le tableau ci-après :

Tableau 6 : RATIOS D'ENDETTEMENT EXTERIEUR
EN 2022 ET 2023 (EN % DU PIB)

Pays	2022	2023(*)	Variation
Bénin	37,4	38,4	1,0
Burkina	26,0	25,5	-0,5
Côte d'Ivoire	34,4	35,9	1,5
Guinée-Bissau	35,3	35,3	0,0
Mali	28,6	28,1	-0,5
Niger	32,7	31,6	-1,1
Sénégal	53,9	56,1	2,2
Togo	25,4	25,7	0,3
UEMOA	35,7	36,6	0,9

Sources : Services Nationaux, BCEAO
(*) Estimations

1.2.4 - BALANCE DES PAIEMENTS



Les échanges extérieurs se sont traduits en 2023 par une détérioration du solde global en ligne avec un net repli des entrées de capitaux au titre du compte financier, modérée toutefois par l'atténuation du déficit du compte courant. En 2023, le déficit du compte courant a diminué de 2,4 points, par rapport à 2022, pour ressortir à 7,5 % du PIB. Cette amélioration découle en grande partie de la réduction du solde déficitaire de la balance des biens et services, résultant principalement d'une diminution des importations (-7,0 %), les exportations étant demeurées quasiment stables. La vigueur des

exportations reflète un regain d'activités dans le secteur aurifère, en ligne principalement avec la mise en production d'une nouvelle mine au Burkina, ainsi que l'accroissement des ventes de cacao (+10,5%), bénéficiant de prix favorables.

En outre, le repli des importations de biens de consommation (-7,6 %) ainsi que l'allègement de la facture pétrolière en lien notamment avec la détente des prix à l'international, a eu un effet modérateur sur le déficit de la balance commerciale qui s'améliore de 40,3 %.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

1.1 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 14

1.2.1 - Produit intérieur brut 14

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 17

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 18

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 19

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 20

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 20

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 23

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE AU SEIN DE L'UEMOA

Le déficit de la balance des services s'est replié de 7,8 %, en relation notamment avec la hausse des recettes touristiques (+3,7 %) couplée à une atténuation du coût du fret (-6,6 %). Le solde déficitaire du revenu primaire s'est aggravé de 7,6 %, pour ressortir à 3.555,8 milliards en 2023, du fait notamment de la hausse des paiements des intérêts sur la dette extérieure. L'excédent du compte du revenu secondaire est ressorti en baisse de 9,9 %, en lien principalement avec le repli des aides budgétaires (-8,4 %), dont les effets ont été atténués par l'augmentation des envois de fonds des migrants (+2,2 %).

L'excédent du compte de capital ressortirait à 1.301,6 milliards contre 1.373,2 milliards un

an plus tôt, en liaison avec la baisse des dons-projets dans certains pays de l'UEMOA. Les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier sont ressorties en baisse de 41,3 %, en lien avec la diminution des investissements directs étrangers (-19,9 %), couplée au repli des tirages publics nets (-17,3 %). La baisse des IDE est en rapport avec la finalisation des travaux d'exploration minière et pétrolière en Côte d'Ivoire, au Sénégal et la construction du pipeline Niger-Bénin.

Dans ces conditions, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 3.530,4 milliards contre un déficit de 3.343,1 milliards en 2022.

Tableau 7 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS SUR LA PERIODE 2021-2023 (EN MILLIARDS DE FCFA, SAUF INDICATION CONTRAIRE)

	2021	2022	2023(*)
Balance commerciale	-1 111,4	-5 140,5	-3 071,1
Balance des services	-5 338,4	-6 565,2	-6 052,6
Solde du compte des transactions courantes	-5 973,6	-11 046,1	-9 107,7
Solde du compte des transactions courantes (en % PIB)	-5,9	-9,9	-7,5
Solde du compte des transactions courantes hors dons (en % PIB)	-6,3	-10,3	-7,8
Solde du compte de capital	1 482,7	1 373,2	1 301,6
Solde du compte financier	-5 317,5	-6 864,9	-4 028,5
Solde global	475,7	-3 343,1	-3 530,4
Réévaluations	133,5	54,0	221,6
Variation des AEN	-609,2	3 288,7	3 308,8
PIB nominal	100 705,0	111 326,6	120 682,4

(*) Estimations
Source : BCEAO



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

2.1 - POLITIQUE MONETAIRE 28

2.1.1 - Objectifs de la Politique Monétaire 28

2.1.2 - Action monétaire 28

2.1.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.1.2.2 - Réserves obligatoires 29

2.1.3 - Opérations sur le marché monétaire et conditions de financement 30

2.1.3.1 - Opérations d'open market 30

2.1.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.1.3.3 - Marché interbancaire 31

2.1.4 - Evolution des agrégats monétaires 32

2.1.4.1 - Actifs extérieurs nets 32

2.1.4.2 - Créances intérieures 33

2.1.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 33

2.1.4.2.2 - Créances sur l'économie 34

2.1.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 34

2.1.5 - Evolution des taux débiteurs 35

2.2 - RESERVES DE CHANGE 36

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

2.1 - POLITIQUE MONETAIRE 28

2.1.1 - Objectifs de la Politique Monétaire 28

2.1.2 - Action monétaire 28

2.1.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.1.2.2 - Réserves obligatoires 29

2.1.3 - Opérations sur le marché monétaire et conditions de financement 30

2.1.3.1 - Opérations d'open market 30

2.1.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.1.3.3 - Marché interbancaire 31

2.1.4 - Evolution des agrégats monétaires 32

2.1.4.1 - Actifs extérieurs nets 32

2.1.4.2 - Créances intérieures 33

2.1.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 33

2.1.4.2.2 - Créances sur l'économie 34

2.1.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 34

2.1.5 - Evolution des taux débiteurs 35

2.2 - RESERVES DE CHANGE 36

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE

2.1 POLITIQUE MONETAIRE

2.1.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

La réforme institutionnelle entrée en vigueur en avril 2010 a établi le maintien de la stabilité des prix comme objectif principal de la politique monétaire de la Banque Centrale. Sans préjudice de cet objectif, la politique monétaire vise également à soutenir les politiques économiques des Etats membres de l'UEMOA pour une croissance durable.

de 2 % avec une marge de plus ou moins 1 % sur une période de 24 mois. Pour réaliser cet objectif, la Banque Centrale appréhende les risques potentiels pour la stabilité des prix et la croissance sur la base de son analyse de l'environnement macroéconomique interne et externe effectuée chaque trimestre dans son rapport sur la politique monétaire.

De manière opérationnelle, l'objectif de stabilité des prix est défini comme un taux d'inflation

2.1.2 - ACTION MONETAIRE



LES MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE AU COURS DE L'ANNEE 2023 :

➔ Poursuite de la hausse des taux directeurs par le Comité de Politique Monétaire (CPM) entamée à partir de juin 2022. Le principal taux directeur qui était de 2,75 % fin décembre 2022 a été relevé à trois reprises en 2023 pour atteindre 3,5 % à compter du 16 décembre 2023.

➔ Retour au fonctionnement normal de ses guichets à compter du 10 février 2023. Ainsi, sur les guichets hebdomadaire et mensuel, les adjudications sont désormais conduites à taux variables et les montants offerts sont annoncés à l'avance dans l'avis d'appel d'offres, comme cela était la pratique avant la pandémie.



LES MESURES DE REGULATION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE :

➔ Maintien du guichet spécial, à maturité de six mois et à service complet, pour le refinancement des obligations de relance (OdR²). La structuration des OdR et l'ouverture d'un guichet dédié visaient à permettre aux Etats de lever des ressources longues, à des conditions de taux favorables, pour couvrir les besoins de financement liés à la crise sanitaire et à la mise en oeuvre de mesures de relance.

➔ Clôture du guichet spécial, à maturité de douze mois et à service complet, pour le refinancement des bons de soutien et de résilience (BSR) d'une maturité de douze mois. La fermeture de ce guichet s'explique par le fait que, compte tenu de ses caractéristiques, les établissements de crédit ne disposaient plus de collatéraux éligibles pour bénéficier de liquidités sur celui-ci.

² : Les Obligations de Relance ou OdR sont « des Obligations Assimilables du Trésor de maturités moyenne et longue (3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, 12 ans voire plus), qui sont émises tout au long de l'année 2021 et 2022 par voie d'adjudication ouverte sur le Marché des Titres publics de l'UEMOA ».

2.1.2.1 - Politique des taux d'intérêt

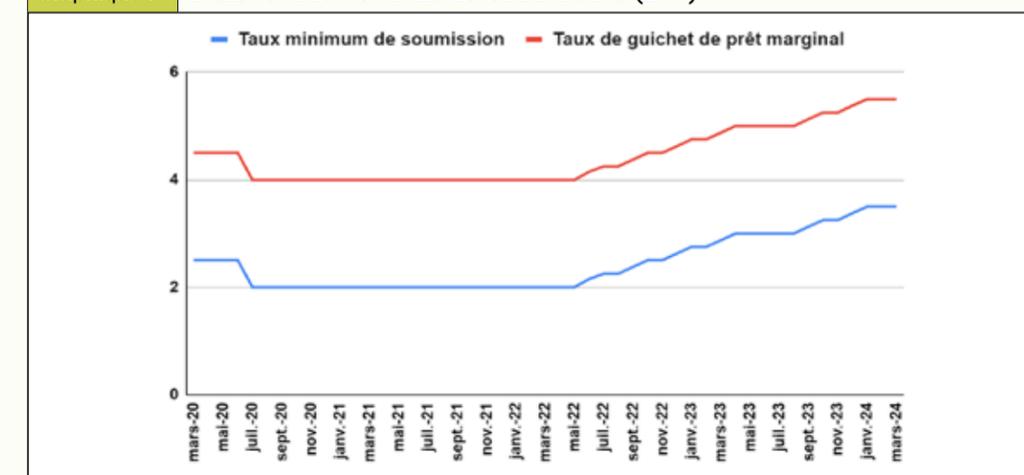
L'année 2023 s'est déroulée dans un contexte où les risques d'un retour des tensions inflationnistes étaient en hausse, en lien avec la montée des incertitudes tant au niveau international que régional.

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO a donc poursuivi la hausse progressive des taux directeurs entamée à partir de juin 2022, à un rythme modéré, afin de réduire les tensions inflationnistes auxquelles faisaient face les économies de l'UEMOA. Le principal taux directeur a été progressivement relevé de 2,00 % en juin 2022 à 3,5 % en décembre 2023 après

six hausses de 25 pdb chacune. Ces hausses tiennent également compte des tensions sur les comptes extérieurs de l'Union.

En cohérence avec l'orientation donnée par le CPM, la BCEAO a décidé de revenir au fonctionnement normal de ses guichets depuis le 10 février 2023. Ainsi, sur les guichets hebdomadaire et mensuel, les adjudications sont depuis lors conduites à taux variables et les montants offerts sont annoncés à l'avance dans l'avis d'appel d'offres, comme cela était la pratique avant la pandémie.

Graphique 10 EVOLUTION DES TAUX DIRECTEURS DE LA BCEAO (EN %)



Source : BCEAO

2.1.2.2 - Réserves obligatoires

La Banque Centrale a maintenu inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à 3,00 %. Au cours de l'année 2023, les réserves effectivement constituées par les banques de l'Union ont représenté, en moyenne, 202,87 % des réserves requises par la réglementation contre 304,25 % l'année précédente.

A titre de rappel, la Banque Centrale a opté pour un taux unique de réserves obligatoires applicable à toutes les banques de l'Union depuis le 16 décembre 2010, à l'issue de la réunion du Comité de Politique Monétaire. Le tableau ci-après présente l'historique des taux de réserves obligatoires appliqués par la Banque Centrale.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

2.1 - POLITIQUE MONETAIRE 28

2.1.1 - Objectifs de la Politique Monétaire 28

2.1.2 - Action monétaire 28

2.1.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.1.2.2 - Réserves obligatoires 29

2.1.3 - Opérations sur le marché monétaire et conditions de financement 30

2.1.3.1 - Opérations d'open market 30

2.1.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.1.3.3 - Marché interbancaire 31

2.1.4 - Evolution des agrégats monétaires 32

2.1.4.1 - Actifs extérieurs nets 32

2.1.4.2 - Créances intérieures 33

2.1.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 33

2.1.4.2.2 - Créances sur l'économie 34

2.1.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 34

2.1.5 - Evolution des taux débiteurs 35

2.2 - RESERVES DE CHANGE 36

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE

Tableau 8 : COEFFICIENTS DE RESERVES OBLIGATOIRES APPLICABLES AUX BANQUES (EN %)

	Jusqu'au 15 nov. 1998	16 nov. au 15 déc. 1998	16 déc. 1998 au 15 avril 2000	16 avr. au 15 août 2000	16 août au 15 sept. 2000	16 sept. 2000 au 15 avril 2002	16 avril 2002 au 15 mars 2004	16 mars 2004 au 15 juin 2005	16 juin 2005 au 15 juin 2009	16 juin 2009 au 15 mai 2010	16 mai au 15 déc. 2010	16 déc. 2010 au 15 mars 2012	16 mars 2012 au 15 mars 2017	depuis le 16 mars 2017
	En pourcentage (%)													
Bénin	9,0	9,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	13,0	15,0	9,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Burkina	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Côte d'Ivoire	9,0	1,5	1,5	3,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Guinée-Bissau	5,0	5,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Mali	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Niger	5,0	5,0	1,5	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Sénégal	5,0	1,5	1,5	3,0	9,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Togo	9,0	3,0	1,5	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0

Source : BCEAO

2.1.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHÉ MONETAIRE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT

2.1.3.1 - Opérations d'open market

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant injecté a atteint un volume de 6.200,0 milliards en décembre 2023 contre 6.558,4 milliards un an plus tôt. Le montant moyen des injections hebdomadaires de liquidité en 2023 est ressorti à 6.241,4 milliards, en hausse de 1.587,8 milliards par rapport à son niveau relevé en 2022. Le taux moyen annuel sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 4,01 % en 2023 contre 2,22 % en 2022.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, le montant injecté par la Banque Centrale s'est situé à 675,0 milliards à fin décembre 2023 contre 2.157,4 milliards une année plus tôt. Les demandes satisfaites, en moyenne en 2023, se

sont situées à 1.383,2 milliards contre 1.716,7 milliards en 2022. Le taux moyen annuel sur le guichet mensuel est ressorti à 4,09 % en 2023 contre 2,23 % en 2022.

Sur le guichet de relance dédié aux obligations de relance (Odr), les volumes mis en adjudication sont ressortis en moyenne à 723,3 milliards en 2023 contre 438,8 milliards en 2022. L'encours des engagements des banques sur ce guichet de six mois de maturité est passé à 575,0 milliards en fin décembre 2023, après 655,8 milliards à la même période de l'année précédente. Le guichet de Bons de Soutien et de Résilience (BSR) s'est, quant à lui, clôturé depuis le 29 août 2023 avec l'arrivée à échéance des BSR.

2.1.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement

Durant les 11 premiers mois de 2023, aucun concours n'a été sollicité au guichet de prêt marginal. Toutefois, en décembre 2023, en lien avec l'anticipation d'éventuelles pressions de la préparation des fêtes de fin d'année, les banques ont accru leurs engagements vis-à-vis de la BCEAO à travers ce guichet. En fin décembre 2023, l'encours de refinancement sur le guichet de prêt marginal s'est établi à 975,0 milliards.

S'agissant du guichet spécial de refinancement, entré en vigueur depuis janvier 2014 et sur lequel les banques peuvent lever des ressources à leur initiative pour des durées allant de trois à douze mois, au taux du guichet de prêt marginal, avec des supports dont la durée de vie résiduelle est supérieure à cinq ans, aucun engagement vis-à-vis de la BCEAO n'y a été relevé en 2023.

2.1.3.3 - Marché interbancaire

Le volume moyen des transactions toutes maturités confondues s'est élevé à 704 milliards de FCFA en 2023 contre 595 milliards de FCFA en 2022, soit une progression de 18 %. Les opérations ont couvert des maturités allant d'un jour à douze mois. Les compartiments à une semaine et à un jour ont été les plus actifs, représentant respectivement 62 % et 28 % du volume moyen des transactions contre 62 % et 16 % en 2022.

Rapporté au montant moyen des injections de liquidités, le volume des opérations interbancaires est ressorti à 8,4 % en 2023 contre 9,0 % en 2022.

S'agissant des taux d'intérêt, le compartiment à une semaine a enregistré une hausse du taux d'intérêt moyen pondéré de 2,87 % en 2022 à 5,37 % en 2023.

Tableau 9 : EVOLUTION DES TAUX INTERBANCAIRES EN 2023 (MOYENNE PONDEREE EN POURCENTAGE)

	1 jour	1 semaine	2 semaines	1 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Janvier	3.44	3.53	3.95	4.09	3.2	4.5	-	-
Février	3.88	3.71	4.36	4.39	4.85	4.29	3.55	-
Mars	5.26	5.18	5.76	5.53	4.15	4.75	-	-
Avril	5.52	5.53	5.81	5.96	-	5.55	-	5.25
Mai	5.56	5.51	5.78	5.72	5.18	5.64	-	-
Juin	5.19	5.53	5.82	5.96	4.48	5.6	-	3.00
Juillet	4.97	5.03	5.53	5.52	-	5.65	-	-
Août	4.04	4.72	5.3	5.73	5.81	-	-	-
Septembre	4.29	4.86	5.24	5.8	4.57	-	-	-
Octobre	4.39	4.8	5.53	5.12	-	5.75	-	-
Novembre	4.84	5.14	5.69	5.36	5.27	5.52	5.00	5.00
Décembre	5.42	5.74	5.48	5.75	5.5	5.6	-	3.44
Moyenne	5.32	5.37	5.68	5.72	5.29	5.48	4.37	4.93

Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

2.1 - POLITIQUE MONETAIRE 28

2.1.1 - Objectifs de la Politique Monétaire 28

2.1.2 - Action monétaire 28

2.1.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.1.2.2 - Réserves obligatoires 29

2.1.3 - Opérations sur le marché monétaire et conditions de financement 30

2.1.3.1 - Opérations d'open market 30

2.1.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.1.3.3 - Marché interbancaire 31

2.1.4 - Evolution des agrégats monétaires 32

2.1.4.1 - Actifs extérieurs nets 32

2.1.4.2 - Créances intérieures 33

2.1.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 33

2.1.4.2.2 - Créances sur l'économie 34

2.1.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 34

2.1.5 - Evolution des taux débiteurs 35

2.2 - RESERVES DE CHANGE 36

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Tableau 10 : EVOLUTION DES PRETS INTERBANCAIRES DANS L'UMOA EN 2023 (EN MILLIONS DE FCFA)

	Montants moyens		Encours moyen des prêts	Fourchettes des taux (en %)	Durées des prêts
	Total	dont UMOA			
Janvier	510 698	299 860	746 744	3.20 à 4.50	1 jour à 6 mois
Février	867 013	567 629	954 598	3.55 à 4.85	1 jour à 9 mois
Mars	925 326	648 611	809 368	4.75 à 5.76	1 jour à 12 mois
Avril	686 233	451 228	800 590	5.25 à 5.96	1 jour à 6 mois
Mai	652 750	419 241	899 844	5.18 à 5.78	1 jour à 6 mois
Juin	759 315	485 483	818 710	3.00 à 5.96	1 jour à 6 mois
Juillet	659 960	454 798	737 161	4.97 à 5.65	1 jour à 3 mois
Août	581 614	407 996	666 425	4.04 à 5.81	1 jour à 12 mois
Septembre	721 581	456 394	806 566	4.29 à 5.80	1 jour à 12 mois
Octobre	713 727	459 627	717 632	4.39 à 5.75	1 jour à 3 mois
Novembre	804 087	611 744	732 702	4.84 à 5.69	1 jour à 12 mois
Décembre	569 097	455 091	506 686	3.44 à 5.75	1 jour à 12 mois
Moyenne	704 283	476 475	766 419		

Source : BCEAO

2.1.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire de l'Union pour l'année 2023 a été marquée par une décélération de l'agrégat de monnaie au sens large dont le rythme de progression s'est établi à 3,5 %, après 11,3 % en 2022. L'évolution défavorable

des comptes extérieurs, en lien avec une plus faible mobilisation de ressources à l'étranger, et la normalisation de la politique monétaire de la BCEAO ont ralenti la dynamique de la masse monétaire.

2.1.4.1 - Actifs extérieurs nets

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une baisse de 3.308,8 milliards pour ressortir à 1.149,2 milliards, à fin décembre 2023. Cette évolution s'explique par la baisse de 2.733,8 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et une contraction de 575,0 milliards de ceux des

banques. Le niveau des réserves de change assure un taux de couverture de l'émission monétaire de 56,3 % et 3,5 mois d'importations de biens et services, à fin décembre 2023 contre 63,4 % et 4,3 mois l'année précédente.

2.1.4.2 - Créances intérieures

L'encours des créances intérieures a augmenté de 6.309,6 milliards ou 12,2 %, par rapport à son niveau de fin décembre 2022, pour se situer à 58.069,6 milliards, à fin décembre 2023. Cette évolution est induite par l'effet combiné

de la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) et des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

2.1.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC)

Au cours de l'année 2023, les Etats ont continué à solliciter le marché financier régional de la dette publique pour financer leur déficit budgétaire. Les créances nettes de l'ensemble des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales ont augmenté de 3.370,0 milliards dans l'année, soit 16,5 %. En particulier, les créances nettes des banques sur les administrations publiques centrales se sont consolidées de 28,8 milliards, soit une hausse de 0,2 %. L'encours de leur

portefeuille de titres publics s'est accru de 1,0 % en 2023, passant de 17.637,7 milliards à 17.819,1 milliards. Au niveau de la BCEAO, les créances nettes ont enregistré une augmentation de 3.341,2 milliards (+106,8 %), en lien essentiellement avec les mises en place des concours du FMI en faveur des Etats (+936,8 milliards) et les acquisitions de titres publics (1.938,7 milliards) effectuées dans le cadre de l'opération spéciale de rachat d'effets publics sur le marché secondaire.

Tableau 11 : CREANCES NETTES DES INSTITUTIONS DE DEPOT SUR L'APUC (EN MILLIARDS DE FCFA)

	Décembre 2022	Décembre 2023	Variation annuelle (%)
Créances nettes sur les APUC	20 380,0	23 750,0	16,54
Créances des institutions de dépôts	27 100,3	30 194,9	11,42
Crédits	9 446,3	10 339,2	9,45
Portefeuilles de titres publics	17 637,7	19 839,1	12,48
Autres créances	16,2	16,6	2,47
Engagements des institutions de dépôts	6 720,3	6 444,9	-4,10
Encaisses du Trésor à la Banque Centrale	30,4	30,4	0,00
Dépôts	6 541,8	6 218,3	-4,95
Autres engagements	148,1	196,1	32,41

Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

2.1 - POLITIQUE MONETAIRE 28

2.1.1 - Objectifs de la Politique Monétaire 28

2.1.2 - Action monétaire 28

2.1.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.1.2.2 - Réserves obligatoires 29

2.1.3 - Opérations sur le marché monétaire et conditions de financement 30

2.1.3.1 - Opérations d'open market 30

2.1.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.1.3.3 - Marché interbancaire 31

2.1.4 - Evolution des agrégats monétaires 32

2.1.4.1 - Actifs extérieurs nets 32

2.1.4.2 - Créances intérieures 33

2.1.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 33

2.1.4.2.2 - Créances sur l'économie 34

2.1.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 34

2.1.5 - Evolution des taux débiteurs 35

2.2 - RESERVES DE CHANGE 36

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

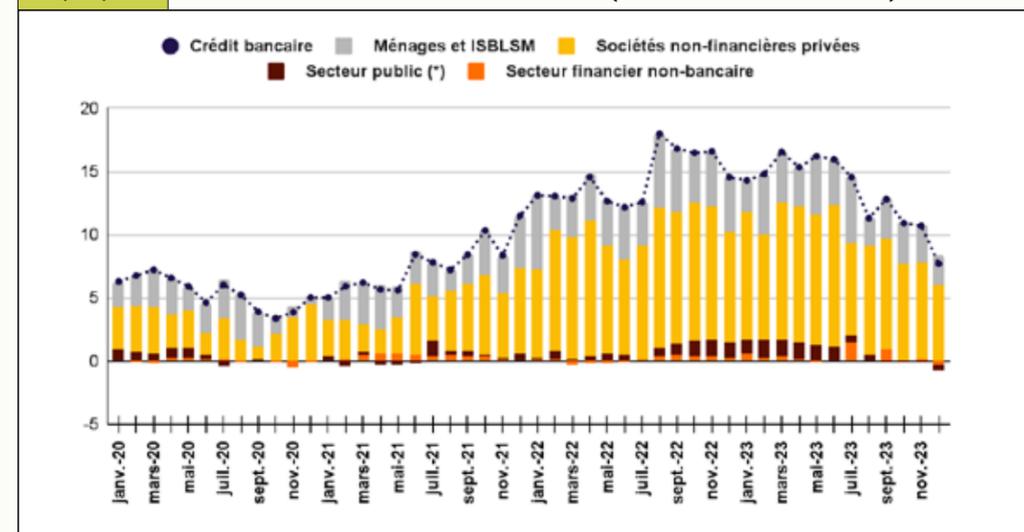
ANNEXES 121

2.1.4.2.2 - Créances sur l'économie

Le rythme de progression des créances des institutions de dépôt sur les secteurs de l'économie, autres que l'administration centrale, a enregistré une hausse de 9,4 % en 2023 après 14,4 % en 2022. Cette évolution est associée à une poursuite du dynamisme de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA, en dépit des mesures de politiques monétaires prises pour lutter contre les tensions inflationnistes.

Cette augmentation du crédit est principalement portée par l'accroissement des crédits bancaires aux entreprises et aux ménages (+2.508,6 milliards) avec une contribution à hauteur de 8,0 points de pourcentage. Les crédits accordés aux entreprises privées ont progressé de 10,1 % et ceux accordés aux ménages ont évolué de 7,6 %.

Graphique 11 CROISSANCE ANNUELLE DU CREDIT BANCAIRE (EN POINTS DE POURCENTAGE)



Source : BCEAO
(*) Administrations locales et Sociétés non-financières publiques

2.1.4.3 - Masse monétaire et base monétaire

En liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 1.616,3 milliards ou 3,5 % d'une année à l'autre, pour ressortir à 47.778,4 milliards à fin décembre 2023. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par le raffermissement des dépôts de 1.280,8 milliards ou 3,6 % et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 335,5 milliards ou 3,2 % pour s'établir à 10.673,8 milliards.

La base monétaire s'est contractée de 814,1 milliards ou 5,1 % en 2023, en se situant à 15.119,5 milliards à fin décembre 2023. Cette évolution est portée par le repli des concours aux banques et aux établissements financiers (-751,6 milliards) et des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (-2.733,8 milliards). Elle a été atténuée par la hausse des créances nettes sur les administrations publiques centrales de 3.341,2 milliards, dont 340,8 milliards de crédits à travers les concours FMI.

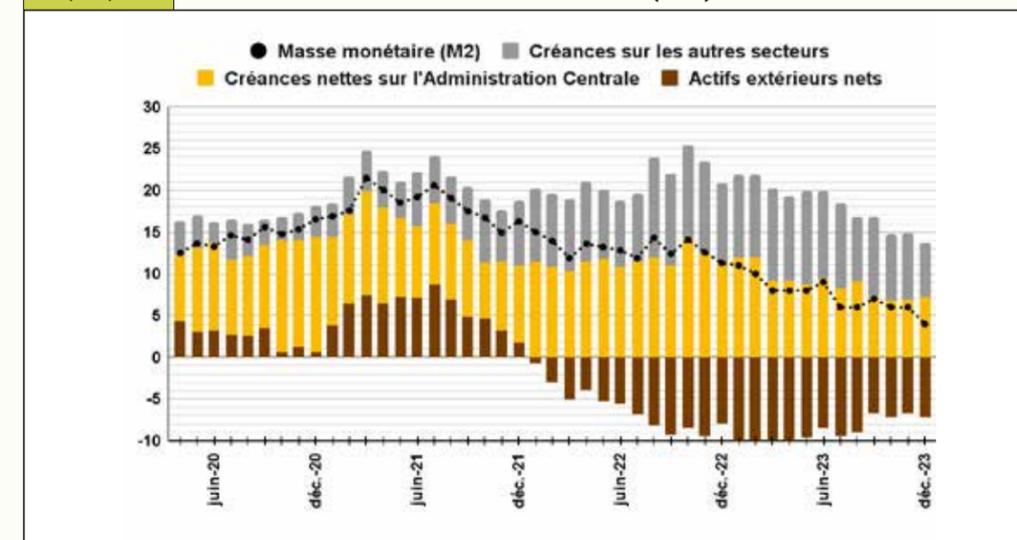
LA MASSE MONETAIRE S'EST CONSOLIDEE DE **1.616,3** MILLIARDS OU **3,5 %** D'UNE ANNEE A L'AUTRE, POUR RESSORTIR A **47.778,4** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2023



LA BASE MONETAIRE S'EST CONTRACTEE DE **814,1** MILLIARDS OU **5,1 %** EN 2023, EN SE SITUANT A **15.119,5** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2023.



Graphique 12 CROISSANCE ANNUELLE DE LA MASSE MONETAIRE (EN %)



Source : BCEAO
(*) Administrations locales et Sociétés non-financières publiques

2.1.5 - EVOLUTION DES TAUX DEBITEURS

Au titre du suivi des conditions de banque, un renchérissement du coût du crédit est observé dans la plupart des pays de l'UEMOA en 2023, intervenant dans un contexte de hausses

successives des taux directeurs de la BCEAO. En effet, le taux d'intérêt débiteur moyen dans l'Union est passé de 6,48 % en 2022 à 6,78 % en 2023, soit une hausse de 30 points de base.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

2.1 - POLITIQUE MONETAIRE 28

2.1.1 - Objectifs de la Politique Monétaire 28

2.1.2 - Action monétaire 28

2.1.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.1.2.2 - Réserves obligatoires 29

2.1.3 - Opérations sur le marché monétaire et conditions de financement 30

2.1.3.1 - Opérations d'open market 30

2.1.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.1.3.3 - Marché interbancaire 31

2.1.4 - Evolution des agrégats monétaires 32

2.1.4.1 - Actifs extérieurs nets 32

2.1.4.2 - Créances intérieures 33

2.1.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 33

2.1.4.2.2 - Créances sur l'économie 34

2.1.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 34

2.1.5 - Evolution des taux débiteurs 35

2.2 - RESERVES DE CHANGE 36

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

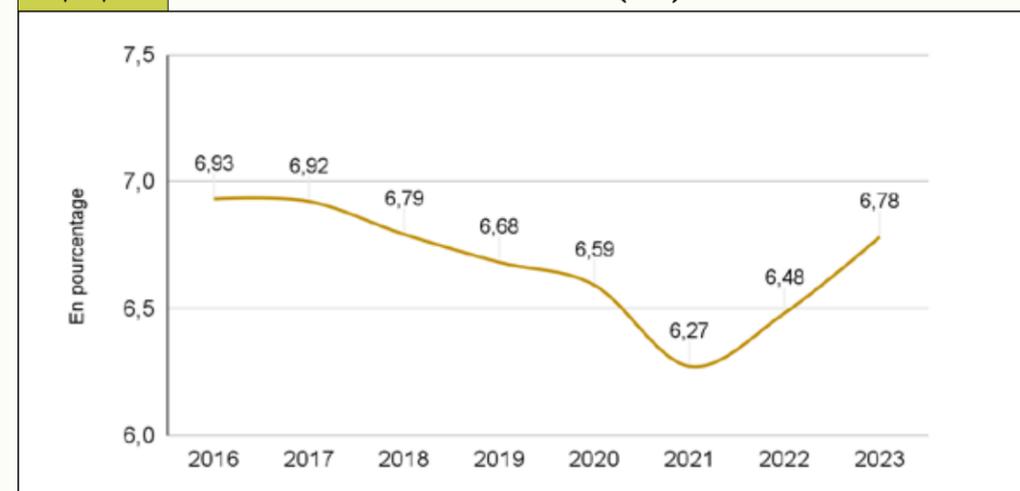
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Graphique 13 EVOLUTION DES TAUX DEBITEURS DANS L'UNION (EN %)



Source : BCEAO
(* Administrations locales et Sociétés non-financières publiques)

2.2 - RESERVES DE CHANGE

Sur l'année 2023, la gestion des réserves de change de la BCEAO a été conduite dans un environnement marqué par le maintien des pressions sur les réserves de change de l'Union, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques, nécessitant la poursuite des efforts pour leur consolidation et l'adaptation de leur gestion pour une prise en charge efficace des demandes de paiement en devises introduites aux guichets de la Banque centrale.

A cet égard, des mesures ont été prises afin de porter les avoirs de réserves à un niveau adéquat, notamment le renforcement des actions de contrôle du rapatriement des recettes d'exportation,

en vue d'un meilleur respect des dispositions de la réglementation des relations financières extérieures et la diversification des instruments de gestion permettant d'améliorer la liquidité des réserves de change et une couverture optimale des besoins de paiements extérieurs de la BCEAO.

Dans ce contexte, la BCEAO a poursuivi la politique de placement de ses avoirs en devises, dans le strict respect des principes et pratiques communément admis pour la gestion des réserves officielles de change, en particulier les Directives du FMI en la matière. A cet égard, les avoirs de réserve ont fait l'objet d'investissement dans des actifs monétaires et obligataires, en considération de leurs critères de liquidité et de sécurité.

ENCADRE 1 : RAPATRIEMENT DES RECETTES D'EXPORTATION

Les exportations de marchandises hors UEMOA sont estimées à 16.272 milliards de FCFA sur l'année 2023, en baisse de 307 milliards (-2 %) en variation annuelle. Les rapatriements de devises afférents aux ventes extérieures se sont élevés à 12.114 milliards, en hausse de 695 milliards (+6 %), comparativement aux réalisations de 11.419 milliards enregistrées en 2022.

Dans ce contexte, le taux de rapatriement est ressorti à 74 % en 2023, en augmentation par rapport au taux de 69 % enregistré un an plus tôt. Cette évolution favorable résulte de l'amélioration concomitante du taux d'encaissement des opérateurs économiques et du taux de cession des banques à la Banque Centrale.

Le taux d'encaissement des recettes d'exportation par les opérateurs économiques dans les livres des banques locales, s'est établi à 86 %, se redressant de cinq points de pourcentage (pdp), en dépit d'un taux de domiciliation en léger repli d'une année à l'autre (94 % contre 95 % en 2022).

Pour leur part, les banques de l'Union ont cédé 86 % des recettes d'exportation en devises sur l'année 2023 contre 85 % une année auparavant. L'exigence à la charge des intermédiaires agréés de céder au moins 80 % des recettes encaissées a été observée en moyenne dans tous les pays de l'Union, même si au plan individuel 23 banques présentent un taux de cession inférieur à la norme réglementaire.

Au regard des exigences communautaires, le défaut de rapatriement s'est établi à 2.260 milliards contre 3.186 milliards l'année précédente. L'atténuation du défaut de rapatriement en comparaison annuelle (-926 milliards) résulte essentiellement de l'amélioration de la conformité des opérateurs économiques (-890 milliards sur le défaut) et, dans une moindre mesure, des établissements de crédit dont le défaut est ressorti à 61 milliards, après 97 milliards un an auparavant (-36 milliards).

En définitive, le manque-à-gagner pour le pool commun de devises, imputable au non-respect des obligations à la charge des opérateurs économiques et établissements de crédit, est estimé à 14 % des exportations contre 19 % en 2022.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGÉ DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 42

3.1.3 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 44

3.1.4 - Situation financière des institutions de microfinance 45

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 46

3.3 - MARCHÉ FINANCIER 47

3.3.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 47

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 47

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 48

3.3.2 - Evolution de l'activité boursière 49

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

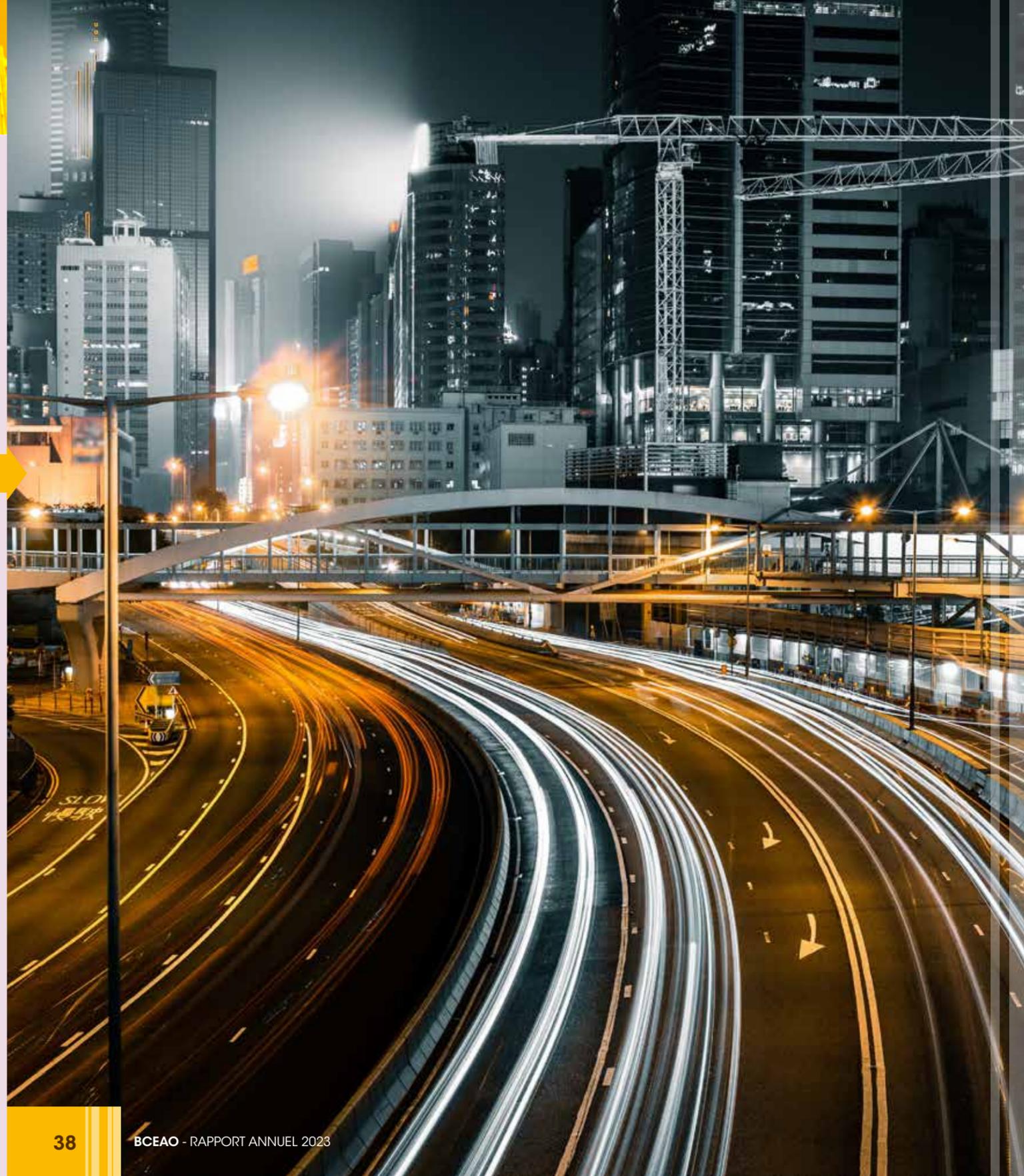
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121



III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 42

3.1.3 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 44

3.1.4 - Situation financière des institutions de microfinance 45

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 46

3.3 - MARCHÉ FINANCIER 47

3.3.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 47

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 47

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 48

3.3.2 - Evolution de l'activité boursière 49

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

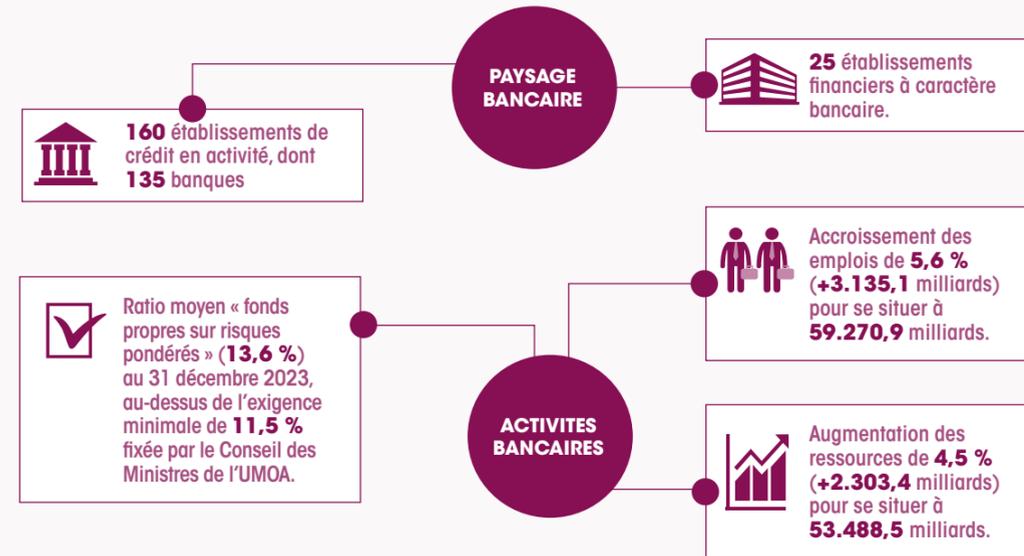
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

3.1.1 SITUATION FINANCIERE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT



Au 31 décembre 2023, le secteur bancaire de l'Union est composé de 160 établissements agréés dont 157 en activité, soit 135 banques et 25 établissements financiers à caractère bancaire. Au cours de l'année 2023, le secteur bancaire de l'UMOA a enregistré l'agrément de quatre établissements, en l'occurrence trois banques : AFG Bank Côte d'Ivoire, Algerian Bank of Sénégal, Orange Bank au Sénégal, et un établissement financier, la Société de Garantie des Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises (SGPME) en Côte d'Ivoire ainsi que le retrait d'agrément à la BPCI suite à l'apport partiel de son actif à AFG Bank CI.

Dans un contexte marqué par la normalisation et le durcissement de la politique monétaire,

l'activité des établissements de crédit a poursuivi sa croissance en 2023, mais à un rythme modéré par rapport à 2022.

Au cours de l'année 2023, les établissements de crédit de l'Union ont démontré leur volonté de poursuivre le financement de l'activité économique. Ainsi, à fin décembre 2023, les ressources et les emplois se sont consolidés respectivement de 2.303,4 milliards (+4,5 %) et de 3.135,1 milliards (+5,6 %) par rapport à fin 2022, pour ressortir à 53.488,5 milliards et 59.270,9 milliards.

La progression des ressources est tirée par l'ensemble de ses composantes, à savoir les dépôts et emprunts (+2,6 % ; +1.129,1 milliards),

les fonds propres nets (+11,2 % ; +612,0 milliards) ainsi que les diverses autres ressources (+22,5 % ; +562,3 milliards). La structure de ces ressources, qui reflète celle des banques de détail, est constituée à 82,9 % de dépôts de la clientèle, 11,4 % de fonds propres nets et 5,7 % d'autres ressources. En décembre 2022, ces ratios s'étaient établis respectivement à 84,4 %, 10,7 % et 4,9 %.

L'amélioration des emplois provient à la fois des crédits à la clientèle (+6,8 % ; +2.240,5 milliards), du portefeuille titres (+2,5 % ; +493,0 milliards) et des divers emplois (+10,7 % ; +401,6 milliards). A fin décembre 2023, les emplois bancaires sont composés à 59,0 % de crédits à la clientèle, 34,0 % de titres et 7,0 % de divers emplois. En décembre 2022, ces parts s'étaient établies respectivement à 58,3 %, 35,0 % et 6,7 %.

La trésorerie des établissements de crédit, structurellement déficitaire, s'est établie à -5.782,3 milliards après -4.950,6 milliards un an plus tôt. Le déficit observé s'est ainsi accentué de 831,7 milliards par rapport à fin décembre 2022.

Par ailleurs, la qualité du portefeuille du secteur bancaire s'est dégradée de 0,3 point de pourcentage. Il est passé de 8,4 % en décembre 2022 à 8,7 % en décembre 2023. Le taux net est passé de 2,9 % à 3,4 %.

Sur le plan prudentiel, le secteur bancaire est demeuré globalement solvable et résilient malgré un environnement international relativement instable. En effet, sur la base des déclarations des établissements de crédit à fin décembre 2023, le ratio de solvabilité total est ressorti à 13,6 %, bien au-dessus de la norme minimale de 11,5 % exigée par le dispositif prudentiel. Le taux de conformité des établissements de crédit déclarants s'est élevé à 90,2 %.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 42

3.1.3 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 44

3.1.4 - Situation financière des institutions de microfinance 45

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 46

3.3 - MARCHE FINANCIER 47

3.3.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 47

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 47

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 48

3.3.2 - Evolution de l'activité boursière 49

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Toutefois, certaines banques demeurent fragiles au regard du niveau de leurs fonds propres qui ressortent négatifs. Ces banques font l'objet d'un suivi rapproché

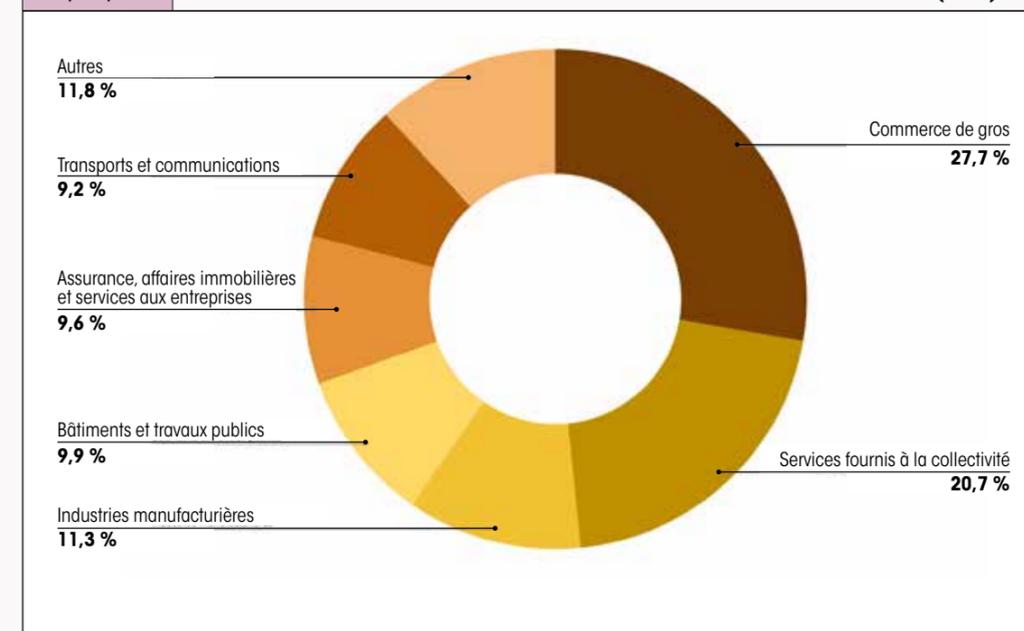
de la Commission Bancaire à travers des recommandations pour la mise en œuvre d'actions correctrices ou de mesures de redressement.

3.1.2 - CENTRALISATION DES RISQUES BANCAIRES

Au titre de la centralisation des risques bancaires, l'encours global des utilisations de crédits recensées à la Centrale des risques est estimé à 18.295,6 milliards à fin décembre 2023 contre 17.013,6 milliards au 31 décembre 2022, soit une hausse de 7,5 %. Il est constitué à hauteur de 58,9 % de crédits à court terme, correspondant à un montant de 10.778,2 milliards et de 41,1 % de crédits à moyen et long termes, équivalant à 7.517,4 milliards.

Ces risques sont essentiellement concentrés dans les secteurs « Commerce de gros » (27,7 %), « Services fournis à la collectivité » (20,7 %), « Industries manufacturières » (11,3 %), « Bâtiments et travaux publics » (9,9 %), « Assurances, affaires immobilières et services aux entreprises » (9,6 %), ainsi que « Transports et communications » (9,2 %). Ces six branches d'activité représentent plus de 88,2 % des crédits déclarés à la centrale des risques.

Graphique 14 NIVEAUX DE CONCENTRATION DES RISQUES BANCAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITE (EN %)



Source : BCEAO

ENCADRE 2 : NOTATION DES ENTREPRISES NON FINANCIERES

En vue d'accroître le volume des effets privés admissibles à ses guichets de refinancement, la BCEAO a mis en place en 2020 un dispositif de cotation. Après le démarrage dudit dispositif, des investigations ont été menées pour son extension à la notation en vue d'associer à chaque profil de risque la probabilité de défaut des entreprises non financières de l'Union. Ainsi, au cours de l'année 2021, le dispositif de cotation a migré vers un système de notation.

A partir des probabilités de défaut ainsi calculées, il a été construit cinq classes de risque, allant de A (classe exceptionnelle ayant la plus faible probabilité de défaut) à E (classe de défaillance ayant la plus forte probabilité de défaut).

Résultats de la notation des entreprises non financières disponibles à la Centrale des bilans

Sur la base des informations disponibles dans la Centrale des bilans, il ressort que 11.440 entreprises ont fait l'objet de déclaration de crédit dans les centrales d'information, pour un encours global de 13.015,1 milliards de FCFA. L'évaluation effectuée à partir du modèle de notation mis en place révèle que sur les 11.440 entreprises, 4.057 - réparties en 1.812 Grandes Entreprises et 2.245 Petites et Moyennes Entreprises - se retrouvent dans la classe A et 7.383 se répartissent entre les classes B et E. En tenant compte de la possibilité d'admissibilité au refinancement avec la garantie souveraine, le nombre d'entreprises dont les effets seraient admissibles aux guichets de la Banque Centrale s'élève à 6.337 avec des encours de crédit déclarés d'un montant de 6.568,6 milliards de FCFA.

Cadre conceptuel de la notation

Le dispositif de notation repose sur une quantification des probabilités de défaut à partir des données financières extraites de la Centrale des bilans, complétées par des informations qualitatives sur le comportement de paiement de l'entreprise, disponibles dans les autres centrales d'information. Sur la base des enseignements tirés des différents partages d'expérience, il a été procédé à une désagrégation du modèle statistique de base pour affiner la probabilité de défaut à l'horizon d'un an des entreprises non financières de l'Union selon leur taille, en termes de chiffre d'affaires annuel. Cela a permis de distinguer les Grandes Entreprises (GE) des Petites et Moyennes Entreprises (PME).



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGÉ DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS
DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 42

3.1.3 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 44

3.1.4 - Situation financière des institutions de microfinance 45

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 46

3.3 - MARCHÉ FINANCIER 47

3.3.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 47

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 47

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 48

3.3.2 - Evolution de l'activité boursière 49

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

3.1.3 - FONCTIONNEMENT DU BUREAU D'INFORMATION SUR LE CREDIT (BIC)



A la date du 31 décembre 2023, 239 établissements assujettis de l'Union sur les 262 concernés, soit **91,2 %**, participent au système de partage d'informations sur le crédit.

PROGRESSION DU NOMBRE DE CLIENTS DANS LA BASE DU BIC

30.694
A FIN FEVRIER 2016



15.164.656
AU 31 DECEMBRE 2023



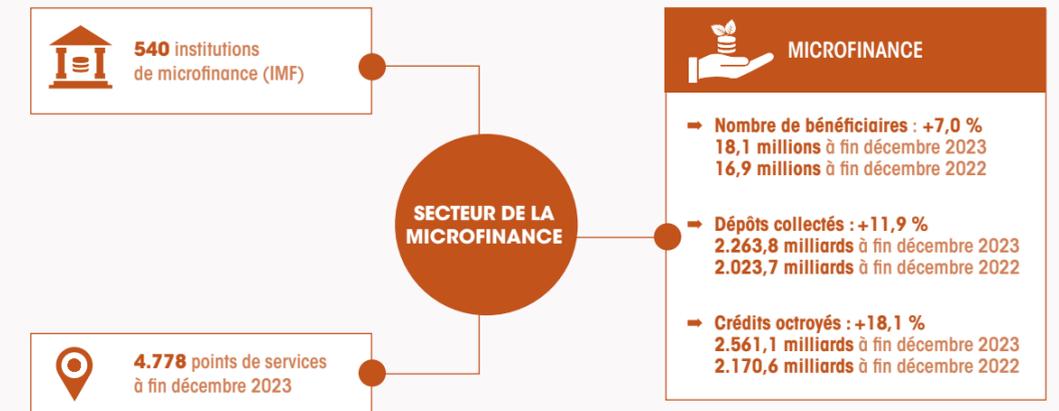
A la date du 31 décembre 2023, 239 établissements assujettis de l'Union sur les 262 concernés, soit 91,2 %, participent au système de partage d'informations sur le crédit, à la suite de tests de qualification. En outre, 21 grands facturiers, notamment les principales sociétés de fourniture d'électricité, de distribution d'eau, de téléphonie mobile et de télécommunications répartis entre le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Togo sont arrimés au dispositif de partage d'informations sur le crédit et déclarent des données au BIC de l'UMOA. Pour le Burkina et le Mali, suite à l'adoption des décrets n°2020-0726/PRES/PM/MINEFID/MDENP/MCIA du 24 août 2020 et n°2021-0778/PT-RM du 09 novembre 2021, les travaux sont en cours pour l'intégration des données des grands facturiers de ces pays à la plateforme de partage des données du BIC.

Le nombre de clients sur lesquels des informations sont disponibles dans la base du BIC est passé de 30.694 à fin février 2016, période de démarrage des activités de CREDITINFO WEST AFRICA (CIWA), à 15.164.656 au 31 décembre 2023, à raison de 338.859 personnes morales et 14.825.797 personnes physiques. Il était estimé à 13.367.638 clients

au 31 décembre 2022, composés de 314.618 personnes morales et 13.053.020 personnes physiques. Cette évolution s'explique par l'adoption de textes législatifs par l'ensemble des Etats membres de l'Union, qui dispensent les établissements assujettis de l'obligation de recueil préalable de consentement pour le partage des données des clients ayant bénéficié de prêts avant la date d'entrée en vigueur de la loi uniforme. A ces dispositions, s'ajoute l'adoption par la plupart de ces pays de textes complémentaires autorisant le traitement automatisé des données des grands facturiers à intégrer à la plateforme électronique de partage d'informations sur le crédit.

Par ailleurs, CIWA a proposé une nouvelle grille tarifaire des services d'information sur le crédit au titre de l'année 2024. La nouvelle grille, homologuée par la BCEAO en novembre 2023, demeure incitative avec la révision à la baisse de la tarification des rapports de score pour les nano-crédits afin de tenir compte de la spécificité de ce type de financement qui porte le plus souvent sur des montants relativement faibles, accordés sur de courtes durées.

3.1.4 SITUATION FINANCIERE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE



Au cours de l'année 2023, le secteur de la microfinance de l'UMOA a poursuivi sa dynamique de croissance en termes d'intermédiation et d'accès des populations aux services financiers. En effet, sur la base des informations disponibles à fin décembre 2023, le nombre de bénéficiaires des prestations des institutions de microfinance est ressorti à 18,1 millions contre 16,9 millions à fin décembre 2022, soit une progression de 7,0 %. Cette évolution traduit la poursuite de la pénétration de la finance décentralisée au sein des populations cibles. L'effectif des institutions de microfinance est ressorti à 540 à fin décembre 2023 contre 542 à fin décembre 2022, tandis que celui des points de service s'est accru en passant de 4.616 à 4.778 sur la même période.

L'activité d'intermédiation financière des SFD s'est consolidée avec l'évolution de l'encours des dépôts et des crédits. En effet, les dépôts collectés par les SFD sont ressortis à 2.263,8 milliards à fin décembre 2023 contre 2.023,7 milliards à fin décembre 2022, soit un accroissement de 11,9 %. Ils représentent 5,1 % de ceux collectés par les établissements de crédit de l'Union au cours de la période. La structure par terme des dépôts

demeure caractérisée par la prédominance des dépôts à vue (55,0 %), avec une tendance à la hausse des dépôts à terme qui représentent désormais 22,9 %. Les autres dépôts ont représenté 22,1 %. L'épargne mobilisée par les SFD a été constituée à hauteur de 43,0 % par les hommes, 22,4 % par les femmes et 34,6 % par les groupements. Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 125.092 à fin décembre 2023 contre 119.697 à fin décembre 2022, soit une hausse de 4,5 %.

L'encours des crédits octroyés par les institutions de microfinance a connu une hausse de 18,0 % en passant de 2.170,6 milliards à fin décembre 2022 à 2.561,1 milliards à fin décembre 2023. Il représente 7,3 % de l'encours des crédits accordés par les établissements de crédit de l'Union à fin décembre 2023. Par ailleurs, les crédits à court terme ont représenté 51,1 % de l'ensemble des concours accordés par les SFD. Les prêts à moyen et long termes ont constitué respectivement 30,6 % et 18,3 %. L'encours moyen des financements des SFD par membre a connu une hausse de 10,2 % pour se situer à 141.519 à fin décembre 2023 contre 128.420 à fin décembre 2022.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGÉ DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 42

3.1.3 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 44

3.1.4 - Situation financière des institutions de microfinance 45

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 46

3.3 - MARCHÉ FINANCIER 47

3.3.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 47

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 47

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 48

3.3.2 - Evolution de l'activité boursière 49

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES

La qualité du portefeuille des crédits des SFD s'est légèrement améliorée durant la période sous revue. En effet, le taux brut de dégradation du portefeuille des SFD de l'UMOA est ressorti à 6,2 % à fin décembre 2023 après 6,9 % à fin décembre 2022. Il demeure toutefois au-dessus de la norme de 3 % généralement admise dans le secteur. En ce qui concerne les actions d'assainissement du secteur, l'année 2023 a été marquée par la mise en œuvre des actions prévues dans la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF), notamment

l'appui au redressement des institutions de microfinance en difficulté dans l'UMOA. En effet, il convient de relever le démarrage des missions d'élaboration des plans de redressement pour les institutions ayant fait l'objet de diagnostic au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo. Ces missions se poursuivront au Burkina, au Mali et au Niger en 2024. En Guinée-Bissau, un plan de redressement spécifique a été élaboré à la suite d'une mission de diagnostic du secteur de la microfinance de ce pays, réalisée par la BCEAO en 2022.

3.2 PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI

DISPOSITIF PME :

De janvier à juin 2023 :

- ➔ 5.623 PME accompagnées par les SAE
- ➔ 1.238 PME bénéficiaires de crédits
- ➔ 40.662 millions de FCFA de crédits accordés

Au cours de l'exercice 2023, la BCEAO a renforcé les actions de promotion du dispositif de soutien au financement des PME/PMI (Dispositif PME), à travers notamment des interventions lors d'ateliers et de formations, le suivi de l'état d'avancement de la prise en charge par les autres acteurs dudit dispositif ainsi que la mise en œuvre des actions retenues dans le Plan d'actions pour le renforcement de l'efficacité du Dispositif PME.

Pour rappel, sur la base des résultats enregistrés par le Dispositif PME depuis son lancement en 2018, la BCEAO a proposé un plan d'action, approuvé le 17 décembre 2021 par le Conseil des Ministres de l'UMOA, afin de renforcer l'efficacité du mécanisme. Dans ce cadre, les mesures proposées visent l'amélioration du pilotage du Dispositif PME, le renforcement de l'implication des acteurs, l'harmonisation de

l'appréciation du risque porté par les banques sur les PME éligibles au Dispositif et les mesures d'accompagnement du plan d'action.

Les travaux relatifs à l'axe 1 ont été mis en œuvre. Ils portent sur la revue des attributions des Comités d'Identification des Structures d'Appui et d'Encadrement (CISAE) et l'amélioration des modalités de sélection et d'évaluation des Structures d'Appui et d'Encadrement (SAE). A ce jour, un projet de règlement intérieur du nouvel organe de pilotage, dénommé « Comité National de Pilotage du Dispositif PME (CNP-DPME) », un modèle d'Arrêté interministériel portant création de ce Comité ainsi que des critères harmonisés de sélection des SAE révisés sont en cours d'adoption par les Etats membres.

Ces efforts ont renforcé l'engouement des PME autour du Dispositif au cours des deux dernières années. En effet, le nombre de PME accompagnées par les SAE est passé de 1.237 à fin juin 2021 à 5.623 à la même période de 2023, soit une progression de plus de 454 %. Le nombre de bénéficiaires de crédits est également passé de 68 PME à 1.238 PME à fin juin 2023. Le montant total des crédits accordés se chiffre à 40.662 millions de FCFA, en hausse de plus de 641 % par rapport à juin 2021 (6.341 millions de FCFA).

3.3 - MARCHÉ FINANCIER

3.3.1 - RESSOURCES MOBILISEES PAR LES ETATS SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE

RESSOURCES LEVEES PAR LES ETATS DE L'UEMOA SUR LE MARCHÉ REGIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE 8.746,0 MILLIARDS, SOIT UNE BAISSÉ DE 60,7 MILLIARDS PAR RAPPORT A FIN DECEMBRE 2022.

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional

Les ressources levées par les Etats membres de l'UEMOA sur le marché régional de la dette publique en 2023 se sont établies à 8.746,0 milliards, soit une baisse de 60,7 milliards par rapport à fin décembre 2022. Ce repli s'explique notamment par la baisse des obligations du Trésor (-27,2 %), atténuée par l'augmentation des bons du Trésor (+105,8 %).

Sur le compartiment des bons du Trésor, les Etats membres ont mobilisé 3.613,6 milliards en 2023, soit 41,3 % des ressources levées sur le marché financier régional, contre un montant de 1.755,8 milliards un an auparavant. Les émissions de maturité 12 mois ont été les plus sollicitées, avec

une valeur globale de 1.624,7 milliards, soit 45,0 % des bons émis sur la période.

Concernant le compartiment des obligations, les Trésors publics ont levé 5.132,4 milliards en 2023 contre 7.050,9 milliards l'année précédente. Cette forte baisse s'expliquerait par la préférence des banques pour des titres de plus courte maturité au regard de leurs contraintes de liquidité. La maturité la plus sollicitée a été celle sur 3 ans (53,5 % du total), suivie des maturités 5 ans (19,6 % du total), 7 ans (18,1 % du total), 15 ans (5,0 % du total), 10 ans (2,8 % du total) et 2 ans (1,0 % du total).

Tableau 12 : EMISSIONS BRUTES PAR ADJUDICATION ET SYNDICATION SUR LE MARCHÉ REGIONAL DES TITRES PUBLICS (EN MILLIARDS DE FCFA)

	2022				Total 2022	2023				Total 2023
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
Bons	572,5	413,9	479,9	289,5	1 755,8	715,4	1 435,5	908,6	554,1	3 613,6
Obligations	1 331,2	1 889,6	2 009,6	1 820,5	7 050,9	1 159,2	1 778,8	1 762,5	431,9	5 132,4
Par adjudication	805,0	983,2	1 227,1	483,6	3 498,9	497,6	1 458,8	1 422,5	201,9	3 580,8
Par syndication(*)	526,2	906,4	782,5	1 336,9	3 552,0	661,6	320,0	340,0	230,0	1 551,6
Total	1 903,7	2 303,5	2 489,5	2 110,0	8 806,7	1 874,6	3 214,3	2 671,1	986,0	8 746,0

Sources : UMOA-Titres, AMF-UMOA
(*) situation provisoire pour la syndication

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGÉ DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Centralisation des risques bancaires 42

3.1.3 - Fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) 44

3.1.4 - Situation financière des institutions de microfinance 45

3.2 - PROMOTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU FINANCEMENT DES PME/PMI 46

3.3 - MARCHÉ FINANCIER 47

3.3.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 47

3.3.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 47

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 48

3.3.2 - Evolution de l'activité boursière 49

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES

Les conditions de financement sur le marché de la dette publique se sont globalement resserrées en 2023 par rapport à l'année précédente. En effet, le coût moyen des ressources levées par les Etats membres s'est généralement inscrit en hausse pour la plupart des maturités, tant sur le compartiment des bons que celui des obligations du Trésor. Le taux de rendement moyen pondéré sur les bons a globalement progressé de 322 points de base (254 points pour la maturité de 1 mois, 252 points pour la maturité de 3 mois, 377 points pour la maturité de 6 mois et 344 pour celle de 12 mois) en 2023. Au niveau des obligations, les taux de rendement ont également progressé sur les

maturités de 3 ans (+186 points), 5 ans (+146 points), 7 ans (+25 points), 10 ans (+58 points) et 15 ans (+22 points). Au total, le taux moyen pondéré sur les bons du Trésor et le rendement moyen pondéré des obligations se sont établis respectivement à 6,10 % et 6,87 % contre 2,88 % et 5,73 % un an auparavant.

Ces évolutions sont principalement imputables aux tensions observées sur le marché des titres publics induites par le faible appétit des banques à l'acquisition d'effets souverains et par la normalisation progressive de la politique monétaire.

Tableau 13 : TAUX D'INTERET ET RENDEMENTS MOYENS DES BONS ET OBLIGATIONS DU TRESOR (EN %)

	2022				Moyenne 2022	2023				Moyenne 2023(***)
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
1 mois	-	-	-	2,51	2,51	-	-	-	5,05	5,05
3 mois	2,41	2,60	2,81	-	2,63	3,90	5,79	5,98	6,98	5,15
6 mois	2,58	2,53	3,30	2,96	2,60	5,15	6,72	7,23	8,08	6,37
12 mois	2,84	2,89	3,32	3,40	3,15	4,14	6,95	6,86	6,58	6,59
TMP(*) sur les bons	2,63	2,71	3,09	3,28	2,88	4,38	6,71	6,57	5,99	6,10
2 ans	-	-	-	-	-	-	-	7,06	-	7,06
3 ans	4,39	4,86	5,58	5,51	5,35	6,41	7,25	7,34	7,97	7,21
5 ans	4,55	5,27	5,90	5,84	5,40	6,38	7,01	6,98	7,00	6,86
7 ans	5,33	5,89	5,95	6,06	5,92	5,88	6,22	6,40	6,31	6,17
10 ans	5,78	5,81	6,09	6,03	5,91	6,35	-	6,50	6,60	6,49
15 ans	5,77	5,90	5,75	6,00	5,85	6,07	-	-	-	6,07
RMP(**) sur les obligations	5,39	5,64	5,84	5,97	5,73	6,19	7,05	7,13	6,93	6,87

(*) TMP : taux moyen pondéré (**) RMP : rendement moyen pondéré (***) situation provisoire pour la syndication Sources : UMOA-Titres, AMF-UMOA

3.3.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional

L'encours global des titres publics est estimé à 24.686,9 milliards à fin décembre 2023 ou 20,4 % du PIB contre 21.335,5 milliards ou

19,2 % du PIB en 2022. La structure de cet encours est dominée par les obligations du Trésor, qui représentent 91,9 % du total.

Tableau 14 : ENCOURS DES TITRES PUBLICS A FIN DECEMBRE 2023 SUR LE MARCHÉ FINANCIER REGIONAL (EN MILLIARDS DE FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023(*)
Encours	9 681,0	10 036,1	11 078,0	14 407,8	17 674,2	21 335,5	24 686,9
<i>(en % du PIB)</i>	12,4	12,0	12,4	15,5	17,5	19,2	20,5
Part relative (%)							
- bons	12,5	11,0	8,0	8,0	6,9	4,3	8,1
- obligations	87,5	89,0	92,0	92,0	93,1	95,7	91,9

Sources : UMOA-Titres, AMF-UMOA (*) situation provisoire

3.3.2 - EVOLUTION DE L'ACTIVITE BOURSIERE

L'activité de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au début de l'année 2023, par l'introduction de nouveaux Compartiments sur son marché Actions, à savoir « Prestige », « Principal » et « Croissance », accompagnés de deux indices boursiers inédits, à savoir « BRVM 30 » et « BRVM Prestige ». L'indice « BRVM Prestige » regroupe l'ensemble des valeurs inscrites sur le Compartiment Prestige et son ajustement se fera annuellement conformément aux critères d'éligibilité au Compartiment Prestige. Pour sa part, l'indice « BRVM 30 » réunit les 30 valeurs les plus échangées au cours d'un trimestre. Cet indice, introduit en remplacement de l'ancien indice BRVM 10, offre une diversification accrue et tient compte de l'évolution de la liquidité du marché au fil des dernières années. Ces deux nouveaux indices ont été mis en œuvre le 2 janvier 2023 avec une base de 100.

A fin décembre 2023, le BRVM 30 s'est établi à 107,9 et le BRVM Prestige à 101,5, enregistrant ainsi des progressions respectives de 7,9 % et 1,5 % comparativement à leurs niveaux de lancement au début de l'année. L'indice BRVM composite est, quant à lui, ressorti à 203,2 points

à fin décembre 2023, en progression de 5,4 % par rapport à son niveau au 30 décembre 2022.

La capitalisation boursière a enregistré une hausse de 10,8 %, en s'élevant à 18.269,2 milliards à fin décembre 2023, en raison de la bonne tenue de l'activité tant sur le compartiment des actions que celui des obligations. En effet, la capitalisation du marché des actions a progressé de 5,4 % pour ressortir à 7.967,0 milliards au 29 décembre 2023. Sur le compartiment des obligations, la capitalisation a atteint 10.302,3 milliards à la clôture de l'année 2023, enregistrant une augmentation de 15,4 % (+1.375,8 milliards) par rapport à la fin de l'année 2022.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
4.1 - PRESERVATION DE LA STABILITE FINANCIERE	52
4.2 - RENFORCEMENT DE LA REGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIERE	53
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
ANNEXES	121

IV STABILITE FINANCIERE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
4.1 - PRESERVATION DE LA STABILITE FINANCIERE	52
4.2 - RENFORCEMENT DE LA REGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIERE	53
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
ANNEXES	121

4.1 - PRESERVATION DE LA STABILITE FINANCIERE

La BCEAO a pris part aux travaux des 23^e et 24^e sessions ordinaires du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA), tenues respectivement les 9 juin et 19 décembre 2023. Au cours de ces rencontres, le Comité a noté la poursuite de la dynamique de croissance des économies de l'Union et le maintien de la résilience du secteur financier régional face aux différents chocs externes et internes. Grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics et les Autorités de régulation et de supervision du secteur financier de l'Union, la dynamique de croissance de la zone a pu être préservée. En outre, l'inflation a amorcé une phase baissière dès le début de l'année 2023, reflétant les effets de la normalisation de la politique monétaire entamée en juin 2022.

Le Comité a toutefois relevé que la persistance des incertitudes sur l'environnement économique international et régional fait peser des risques sur la stabilité du secteur financier, en lien notamment avec :

- le resserrement de la politique monétaire dans les économies développées et émergentes, qui pourrait entraîner des pressions sur les flux de capitaux des pays en développement ;
- la dégradation des indicateurs de viabilité de la dette souveraine ;
- les incertitudes liées aux tensions géopolitiques internationales, notamment la crise russo-ukrainienne et les conflits au Moyen-Orient ;
- l'accroissement de la cybercriminalité ainsi que la sophistication des techniques de fraude et d'attaques externes ou internes ;
- les répercussions des troubles socio-politiques et des actes terroristes dans

certains Etats membres de l'Union, préjudiciables au bon déroulement des activités économiques et à la poursuite des investissements dans les secteurs porteurs de croissance ;

- la progression du risque souverain porté par les banques, conjuguée à la persistance des risques de crédit et de concentration des actifs des institutions bancaires et financières ;
- les risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive (BC/FT/FP) et leur impact sur le système bancaire et financier, notamment sur les relations de correspondance bancaire ;
- les problèmes de gouvernance et la faiblesse de la qualité du portefeuille de crédit des institutions de microfinance ;
- la hausse du niveau des arriérés de primes des assureurs et réassureurs, avec des incidences négatives sur leur trésorerie, la couverture de leurs engagements réglementés et leur solvabilité ;
- la faible diversification du portefeuille de placement de certains organismes de prévoyance sociale et sa concentration sur le secteur bancaire.

Le Comité a formulé des recommandations, notamment à l'endroit des Autorités de régulation et de supervision membres, visant à atténuer les risques identifiés qui pourraient provenir notamment du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive, de la sophistication des techniques de cybercriminalité et de l'évolution de la conjoncture internationale.

4.2 - RENFORCEMENT DE LA REGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIERE

L'année 2023 a été marquée par la finalisation et l'adoption de plusieurs textes régissant le secteur financier.

LOI PORTANT REGLEMENTATION BANCAIRE

Une nouvelle Loi portant réglementation bancaire a été adoptée par le Conseil des Ministres de l'Union lors de sa session de juin 2023. La révision de la Loi régissant le secteur bancaire dans l'UMOA a été motivée par les évolutions enregistrées dans ledit secteur aux plans interne et externe, notamment les réformes importantes menées par la BCEAO au cours de la dernière décennie. L'ambition majeure de cette relecture était également de prendre en compte les mutations de l'environnement bancaire régional, l'impact du développement des nouvelles technologies de même que les enjeux d'inclusion financière et de financement des activités économiques des Etats membres de l'UMOA.

Les principales innovations issues de cette réforme portent sur le cadre institutionnel, l'élargissement du champ d'application, le renforcement des modalités d'agrément et des conditions d'exercice de l'activité bancaire, la consolidation de la gouvernance au sein des établissements assujettis, la nouvelle catégorisation des intermédiaires mandatés, la définition du statut et des pouvoirs de l'Autorité macroprudentielle, l'encadrement du dispositif de protection des utilisateurs de services bancaires ainsi que sur la définition d'un régime de traitement des établissements en difficulté.

CONVENTION REGISSANT LA COMMISSION BANCAIRE

Au titre du contrôle des établissements assujettis, la Convention régissant la Commission Bancaire et son Annexe ont été revues afin de renforcer l'indépendance de l'Autorité de contrôle et de mieux préciser ses pouvoirs, notamment en matière de résolution des établissements du secteur bancaire. La Convention régissant la Commission Bancaire et son Annexe ont été adoptées par le Conseil des Ministres en sa session de mars 2023.

En vue de renforcer la résilience du secteur bancaire et de répondre aux besoins croissants de financement auxquels font face les pays de l'Union, le Conseil des Ministres par Décision 020 du 21 décembre 2023 a décidé du relèvement du capital social minimum des banques de 10 à 20 milliards de FCFA et de maintenir celui des établissements financiers de crédit à 3 milliards.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

4.1 - PRESERVATION DE LA STABILITE FINANCIERE 52

4.2 - RENFORCEMENT DE LA REGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIERE 53

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

LOI PORTANT REGLEMENTATION DE LA MICROFINANCE

L'Union s'est également dotée d'une nouvelle Loi portant réglementation de la microfinance qui a été adoptée par le Conseil des Ministres lors de sa session de décembre 2023. La révision de la Loi relative au secteur de la microfinance vise, d'une part, à adapter le cadre légal et réglementaire à l'évolution de l'environnement social, économique et financier ainsi qu'aux standards internationaux, en vue de corriger les faiblesses identifiées par les acteurs (régulateur, superviseur, assujettis) et, d'autre part, à renforcer la solidité des institutions de microfinance, à améliorer leurs contributions à l'inclusion financière et à répondre aux défis de mobilisation de l'épargne dans l'Union. La modification du texte régissant le secteur de la microfinance dans l'UMOA offre également l'opportunité de clarifier des dispositions de la loi en vigueur qui présentent des difficultés d'application ou d'interprétation et de doter

les Etats membres de l'Union d'un corpus juridique qui répond aux enjeux et défis de résilience, d'inclusion financière et de financement de l'économie.

Les aménagements de la nouvelle Loi portant réglementation de la microfinance portent essentiellement sur la reconfiguration du paysage de la microfinance, à travers notamment la rationalisation des formes juridiques autorisées ainsi que l'exigence d'un capital social minimum, l'élargissement des activités autorisées, le renforcement de la supervision et l'amélioration de la gouvernance de ces institutions, en particulier par des exigences de compétences minimales des membres des organes de gouvernance, la protection des coopérateurs et des clients, l'intégration de dispositions spécifiques à la finance islamique et au traitement des institutions de microfinance en difficulté.

CADRE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET DE LA PROLIFERATION DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE (LBC/FT/FP)

Afin de renforcer le cadre de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive (LBC/FT/FP) et de l'aligner sur les normes en la matière, le Conseil des Ministres, lors de sa session du 31 mars 2023, a adopté une nouvelle Loi Uniforme y relative. La révision du cadre en vigueur vise ainsi à corriger les écarts par rapport aux normes du Groupe d'Action Financière (GAFI), relevés lors des évaluations du dispositif de LBC/FT des huit Etats membres de l'Union réalisées par le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le

Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), entre 2017 et 2022.

Les principales innovations apportées au nouveau cadre réglementaire concernent notamment l'introduction de l'approche fondée sur les risques, l'instauration d'un dispositif d'évaluation régionale des risques, la mise en œuvre de mesures de vigilance relatives à la LBC/FT/FP par les prestataires de services d'actifs virtuels (PSAV) ainsi que la mise en place d'un système de déclaration des transports physiques d'espèces et d'instruments négociables au porteur intracommunautaire.

En outre, le Conseil des Ministres a adopté, lors de sa session du 21 décembre 2023, une Décision fixant les montants seuils pour la mise en œuvre de certaines dispositions de la Loi LBC/FT/FP.

Dans l'optique de renforcer la dynamique de l'usage des services financiers numériques et de prendre en compte les évolutions récentes intervenues dans l'environnement, la Banque Centrale a engagé des travaux de révision du cadre réglementaire de la monnaie électronique. Ainsi, les principaux aménagements susceptibles de renforcer la portée du cadre réglementaire concernent :

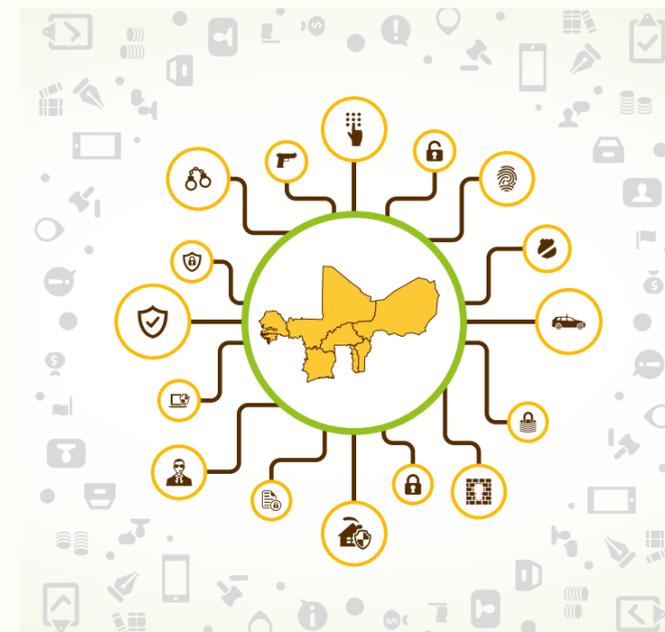
- la révision des procédures d'agrément des établissements de monnaie électronique, conformément aux dispositions de la nouvelle Loi bancaire ;
- l'encadrement des partenariats, particulièrement entre les banques et les prestataires techniques ;
- la gestion des porte-monnaies électroniques inactifs ;
- l'identification à distance des clients (e-kyc) ;
- le renforcement de la protection des utilisateurs de monnaie électronique ;
- la prise en compte, dans les paiements de masse, des cas d'usage des structures utilisant la monnaie électronique à des fins professionnelles (autres que l'acceptation ou la distribution) ou pour la collecte de fonds.

Par ailleurs, des travaux de révision de la Décision n° 31 relative aux règles régissant la compensation et le règlement des opérations monétaires réalisées dans l'UMOA sont en cours. Cette révision est motivée par l'apparition de nouveaux acteurs et l'essor de nouveaux usages de paiement, induit par les

innovations technologiques, qui imposent une adaptation du périmètre de la Décision.

Ainsi, la nouvelle Décision, tout en rappelant la pérennité du principe de la compensation et du règlement des transactions domestiques en monnaie locale, propose les aménagements réglementaires ci-après :

- l'élargissement du champ d'application à toute solution de paiement développée dans l'UEMOA et à toute opération électronique, quels que soient le compte, le support, le canal, l'émetteur ou l'acquéreur installés dans l'Union ;
- l'obligation de routage, vers les plateformes habilitées par la BCEAO, de toutes les transactions effectuées auprès des acquéreurs de l'Union.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS L'UEMOA 58

5.1.1 - Mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA 58

5.1.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 59

5.1.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 59

5.1.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 60

5.1.5 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 62

5.1.6 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 63

5.1.6.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux 63

5.1.6.2 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA 63

5.1.6.3 - Promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés (SFD) aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA 64

5.1.6.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis par voie d'adjudication 64

5.2 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE 64

5.3 - FINANCE VERTE 65

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121



V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS L'UEMOA 58

5.1.1 - Mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion
financière (SRIF) dans l'UEMOA 58

5.1.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 59

5.1.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 59

5.1.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers
numériques dans l'UEMOA 60

5.1.5 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière
(FinTech) dans l'UEMOA 62

5.1.6 - Contribution des systèmes et services de paiement
à une inclusion financière accrue 63

5.1.6.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux 63

5.1.6.2 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN)
aux systèmes de paiement de l'UEMOA 63

5.1.6.3 - Promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés
(SFD) aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA 64

5.1.6.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI)
à STAR-UEMOA pour dynamiser leur participation
au marché des titres publics émis par voie d'adjudication 64

5.2 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE 64

5.3 - FINANCE VERTE 65

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

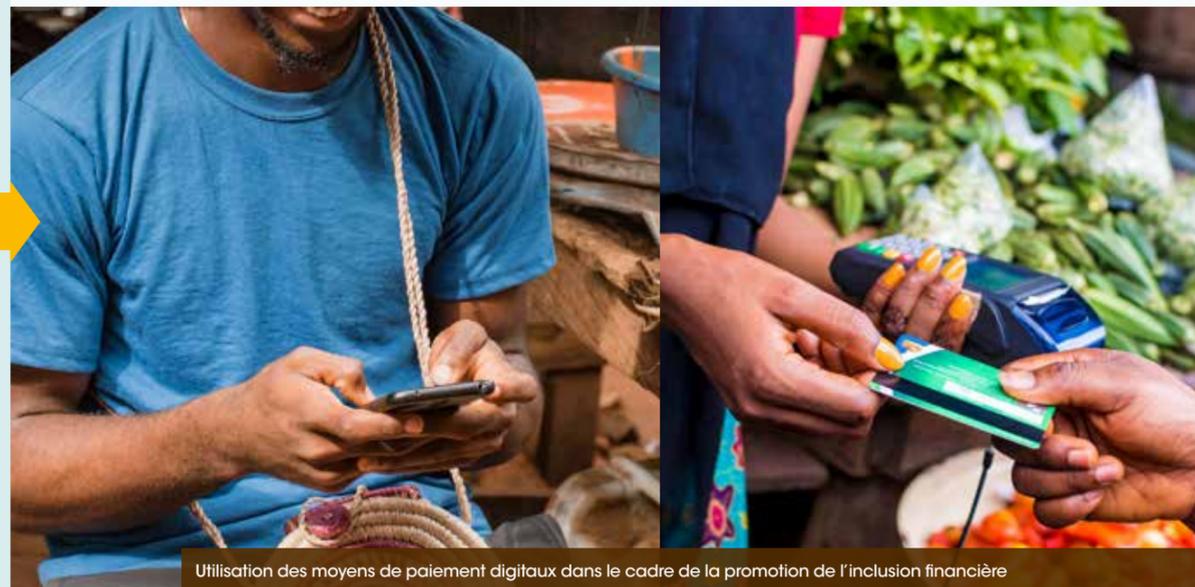
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS L'UEMOA

La BCEAO a poursuivi, au cours de l'année 2023, les initiatives régionales entreprises pour promouvoir, auprès des populations de l'UEMOA, l'inclusion et l'éducation financières. Les actions réalisées ont porté sur la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière, l'appui aux Etats dans leur processus

de digitalisation des paiements publics et le renforcement du secteur de la microfinance. Elles ont également porté sur la mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers, la participation aux rencontres internationales de l'AFI sur l'inclusion financière et la promotion et l'encadrement des FinTech.



Utilisation des moyens de paiement digitaux dans le cadre de la promotion de l'inclusion financière

5.1.1 - MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE D'INCLUSION FINANCIERE (SRIF) DANS L'UEMOA

La mise en œuvre du plan d'action de la stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA s'est poursuivie à travers la réalisation d'études visant à renforcer la disponibilité des données sur la situation de l'inclusion financière et à promouvoir un cadre fiscal incitatif pour les services financiers innovants et l'inclusion financière dans l'UEMOA, le déploiement du programme régional d'éducation financière

et l'appui aux Etats dans la définition de leurs stratégies nationales d'inclusion financière.

Au titre des actions visant à renforcer la disponibilité des données, les travaux de l'étude de faisabilité du projet de mise en place d'un système d'identification unique des usagers des services financiers dans l'UEMOA ont été finalisés. Ils ont permis de

réaliser une analyse approfondie des systèmes et programmes d'identification dans les pays de l'Union et une revue des expériences en Afrique et à l'international. Sur cette base, des scénarii de mise en œuvre ont été identifiés et devraient permettre à la Banque Centrale de retenir le choix le plus optimal pour l'identification unique des usagers des services financiers dans l'UEMOA.

En sus, une étude comparative des différents cadres fiscaux relatifs aux services financiers innovants existants dans l'UEMOA a été réalisée, en vue notamment d'identifier les réformes nécessaires pour promouvoir l'inclusion financière dans les pays de l'UEMOA.

Relativement au déploiement du programme régional d'éducation financière, les travaux ont porté sur la tenue des ateliers de restitution

des résultats des entretiens réalisés auprès des acteurs institutionnels et des populations cibles dans les Etats. En outre, l'analyse des données secondaires et l'inventaire des thématiques d'éducation financière à développer dans le cadre de l'élaboration des cours et modules du programme ont été réalisés. Par ailleurs, le projet de stratégie de communication pour l'éducation financière des populations dans l'UEMOA a été élaboré.

S'agissant de la définition des stratégies d'inclusion financière, l'année 2023 a été marquée par l'adoption des stratégies nationales d'inclusion financière au Bénin et en Guinée-Bissau. A ce jour, tous les Etats membres de l'UEMOA disposent d'une stratégie nationale pour coordonner les initiatives locales en matière d'inclusion financière.

5.1.2 - APPUI AUX ETATS DANS LA DIGITALISATION DE LEURS PAIEMENTS

Les actions de promotion et d'appui à la digitalisation des paiements publics se sont poursuivies à travers l'organisation, en avril 2023, d'un atelier régional sur la thématique. Près de 650 participants en provenance des Etats, du secteur financier, des Universités et des grandes écoles de l'UEMOA y ont pris part. Cet atelier a servi de cadre d'échanges sur l'impact de la digitalisation des paiements

sur l'inclusion financière dans l'UEMOA. Il a aussi permis à l'ensemble des acteurs de discuter des initiatives, en particulier celles entreprises par la BCEAO pour accompagner les administrations publiques, d'une part, et les systèmes financiers décentralisés, d'autre part, dans la digitalisation de leurs opérations financières, de manière à promouvoir un développement économique et social inclusif.

5.1.3 - RENFORCEMENT DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE

S'agissant de l'assainissement et du renforcement du secteur de la microfinance, l'Institut d'émission a élaboré quatre plans de redressement pour des institutions de microfinance du Sénégal. Ceux des autres Etats, au nombre de 36, sont en cours d'élaboration. En outre, la BCEAO a organisé la seconde série

de formations à l'endroit des agents des SFD de l'UEMOA sur l'amélioration de leur gouvernance et leurs dispositifs de conformité, de surveillance financière et de reporting. Au total, 913 personnes ont bénéficié de ces actions de formation, dont 445 au titre de la première série et 468 pour le compte de la seconde.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS L'UEMOA	58
5.1.1 - Mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA	58
5.1.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements	59
5.1.3 - Renforcement du secteur de la microfinance	59
5.1.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA	60
5.1.5 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA	62
5.1.6 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue	63
5.1.6.1- Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux	63
5.1.6.2- Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA	63
5.1.6.3- Promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés (SFD) aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA	64
5.1.6.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis par voie d'adjudication	64
5.2 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE	64
5.3 - FINANCE VERTE	65
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
ANNEXES	121

INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE

5.1.4 - MISE EN OEUVRE DU PROJET D'INTEROPERABILITE DES SERVICES FINANCIERS NUMERIQUES DANS L'UEMOA

La BCEAO a poursuivi les travaux visant la mise en place d'une infrastructure interopérable des paiements instantanés. Cette plateforme devrait permettre les échanges entre les différents types de compte (bancaire et non bancaire) quels que soient l'institution, les instruments et les canaux de paiement utilisés, en continu 24 heures /24 et 7 jours /7.

Les actions réalisées au titre de ce projet concernent la finalisation des travaux de développement, notamment :

- la conception et la réalisation de la plateforme de paiement et de l'Application d'Interfaçage des participants à mettre à leur disposition pour leur faciliter la connexion au système ;

- la conception et la réalisation d'un système de gestion d'une infrastructure à clés publiques (Public Key Infrastructure ou PKI) pour la signature électronique des messages et la sécurisation des connexions ;

- les spécifications du QR Code pour l'interopérabilité et de l'Application Programming Interface (API) que les participants devront mettre à

la disposition de leurs clients personnes morales pour l'automatisation de leurs opérations ;

- la conception et le déploiement d'une application mobile pour faciliter l'utilisation des services de paiement instantané ainsi que la définition des exigences minimales pour les participants. En effet, une expérience utilisateur ou un parcours client réussi (processus rapides, simples et intuitifs) constitue un élément clé de succès identifié dans la revue d'expérience des systèmes de paiement mis en place dans plusieurs juridictions. Aussi, la BCEAO a-t-elle développé et déployé une application mobile dont les codes sources sont mis gracieusement à la disposition des participants. Ces derniers peuvent l'intégrer dans leurs interfaces clients, à leur convenance.

Par ailleurs, la BCEAO a mis en place une plateforme collaborative pour l'accompagnement des participants ainsi qu'un sandbox pour les tests du bon fonctionnement de leurs systèmes.

Sur la base des résultats obtenus, une phase pilote sera organisée, parallèlement à la mise en œuvre de la campagne de communication en direction du grand public.



ENCADRE 3 : PARTICIPATION AUX ACTIVITES DE L'ALLIANCE POUR L'INCLUSION FINANCIERE

La BCEAO a pris part, le 29 juin 2023 à Victoria, aux Seychelles, à la douzième Table ronde des Leaders de l'Initiative africaine sur les Politiques d'Inclusion Financière (AfPI), sur le thème « *S'élever au-dessus de l'incertitude mondiale - les voies vers l'innovation inclusive* ».

La BCEAO a saisi ce cadre pour partager son expérience en matière d'encadrement réglementaire et opérationnel des services financiers numériques et bénéficier des expériences de ses pairs dans la mise en œuvre des stratégies d'inclusion financière.

Au cours de cette Table ronde des Leaders de l'AfPI, un nouvel accord dénommé « *Consensus de VICTORIA* » a été adopté. Cet accord vise la promotion de l'innovation responsable et inclusive, en vue du renforcement de l'inclusion financière. Il complète les engagements précédents des membres de l'AFI, notamment l'Accord de *Sotchi*, pour les FinTech, le Plan d'action de *Denarau*, pour la réduction des écarts entre les genres en matière d'inclusion financière et la *Déclaration de Kigali*, relative à l'accélération de l'inclusion financière des groupes défavorisés.

La BCEAO a également pris part, du 12 au 15 septembre 2023 à Manille, aux Philippines, au 13^e Forum mondial sur les politiques d'inclusion financière, organisé par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), en collaboration avec la Banque Centrale des Philippines, sur le thème : « *Stabilité, durabilité et inclusivité pour une prospérité partagée* ».

Cette rencontre, la plus importante à l'échelle internationale sur la problématique de l'inclusion financière, a rassemblé plus de 700 participants comprenant des régulateurs, des décideurs politiques ainsi que divers organismes internationaux, publics et privés, intervenant dans la promotion de l'inclusion financière.

Au cours de cet événement, cinq distinctions ont été décernées dans le cadre d'une cérémonie de reconnaissance dénommée *AFI Global Financial Inclusion Awards*, afin de récompenser les efforts fournis par les institutions membres de l'Alliance dans la mise en œuvre de politiques et de stratégies innovantes favorables à l'inclusion financière. La BCEAO a été primée dans la catégorie de la *Déclaration de Maya*, après l'avoir été lors du 10^e Forum mondial sur les politiques d'inclusion financière, organisé en 2018 à *Sotchi*, en Russie.

La *Déclaration de Maya* est un ensemble d'engagements mesurables, adoptés par les membres de l'AFI, en 2011, au Mexique, dans le but de promouvoir l'inclusion financière et de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), à travers la recherche de solutions appropriées pour aider les personnes non bancarisées dans le monde.

La distinction de la BCEAO récompense ses efforts pour la promotion de l'inclusion financière et les progrès enregistrés dans l'Union en la matière.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS L'UEMOA	58
5.1.1 - Mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA	58
5.1.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements	59
5.1.3 - Renforcement du secteur de la microfinance	59
5.1.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA	60
5.1.5 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA	62
5.1.6 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue	63
5.1.6.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux	63
5.1.6.2 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA	63
5.1.6.3 - Promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés (SFD) aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA	64
5.1.6.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis par voie d'adjudication	64
5.2 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE	64
5.3 - FINANCE VERTE	65
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
ANNEXES	121

INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE

5.1.5 - PROMOTION ET ENCADREMENT DES ENTREPRISES DE TECHNOLOGIE FINANCIERE (FINTECH) DANS L'UEMOA

La BCEAO a poursuivi ses travaux relatifs à l'encadrement et au suivi des FinTech dans l'Union, à travers le recensement continu des FinTech opérant dans l'Union et l'organisation d'ateliers d'échanges et de rencontres périodiques sur les innovations financières. Les enseignements tirés ont permis de finaliser un projet d'Instruction sur les services de paiement.

Ce projet d'Instruction vise à encadrer et à promouvoir les activités de services de paiement. Il devrait, d'une part, permettre de favoriser l'offre de services de paiement innovants, tels que l'acquisition d'opérations de paiement, l'initiation de paiement et les services d'agrégation de comptes et, d'autre part, permettre aux FinTech d'exercer ces activités sans recourir à des partenariats avec les établissements de crédit.

En outre, dans le cadre de la promotion des FinTech, les principales réalisations ont porté sur la poursuite des activités du Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech dans l'UMOA (BCSF-UMOA), à savoir :

- la tenue de rencontres périodiques avec les FinTech, afin d'évaluer les évolutions et les innovations en cours ;
- l'organisation d'un atelier régional d'échanges, en vue de communiquer sur les initiatives de la BCEAO en matière de digitalisation des services financiers et de recueillir les attentes des FinTech sur les volets « accompagnement » et « réglementations » ;

- la mise en ligne d'une page internet dédiée au FinTech, sur le site officiel de la Banque Centrale ;
- la mise à jour de la cartographie des FinTech et des Prestataires de services de paiement dans l'UMOA ;
- l'élaboration d'un document de Stratégie de promotion des FinTech dans l'UEMOA, dont la vision est de « Promouvoir l'innovation technologique, pour un écosystème financier efficient et stable, favorable à l'inclusion financière des populations de l'UEMOA » ;
- l'animation d'un atelier de réflexion avec les représentants des associations des FinTech de la zone.

Le recensement des FinTech effectué à fin décembre 2023 a permis de répertorier 167 FinTech au registre de la BCEAO, réparties en six catégories. Elles offrent des services de paiement, de crédit, de surveillance et de supervision, de conseils en transformation digitale et en cybersécurité.

Les FinTech opérant dans le secteur des paiements représentent 55 % des structures recensées dans l'Union. Sous ces considérations, il a été jugé urgent d'encadrer cette activité. A cet égard, il est prévu pour 2024 d'adopter un texte régissant les services de paiement dans l'UMOA et de dérouler le plan d'actions de la Stratégie de promotion des FinTech dans l'UMOA.

5.1.6 - CONTRIBUTION DES SYSTEMES ET SERVICES DE PAIEMENT A UNE INCLUSION FINANCIERE ACCRUE

Les actions de la Banque Centrale visant les aspects de l'inclusion financière relatifs aux paiements ont porté sur l'accompagnement des Trésors Publics, des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) ainsi que des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) dans les processus d'amélioration de leurs circuits de paiement.

Pour rappel, ces initiatives de la Banque Centrale s'inscrivent dans sa vision de renforcer l'automatisation des circuits de paiement des Trésors Publics et leur autonomie opérationnelle.

5.1.6.1 - Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux

Dans le cadre de l'assistance des Etats à la digitalisation des paiements publics, les Trésors Publics Nationaux de l'Union ont été autorisés à offrir des services de paiement adossés à la monnaie électronique limités aux bénéficiaires des allocations publiques de l'Etat ainsi qu'aux structures et individus ayant des obligations fiscales.

Au bénéfice de ces dispositions, le Trésor Public de Côte d'Ivoire a lancé au cours de l'année 2022, son projet d'émission de monnaie électronique « Trésor Money » (encore appelé « TMoney »). Le dispositif de surveillance des services de paiement adossés à la monnaie électronique (SPAME) offerts par les Trésors Publics Nationaux a été déployé. Il vise deux objectifs majeurs à savoir : l'efficacité des services de paiement offerts par les TPN, et la maîtrise des risques y afférents tels que l'émission de monnaie électronique à découvert et l'intégrité des fonds des porteurs.

5.1.6.2 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA

En 2023, le nombre de Trésors Publics connectés à la télécompensation s'est maintenu à son niveau de 2022, soit sept tandis que pour le système de règlement brut en temps réel, il est passé à huit.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

5.1 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS L'UEMOA 58

5.1.1 - Mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA 58

5.1.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 59

5.1.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 59

5.1.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 60

5.1.5 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 62

5.1.6 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 63

5.1.6.1- Services de paiement électronique offerts par les Trésors Publics Nationaux 63

5.1.6.2- Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA 63

5.1.6.3- Promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés (SFD) aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA 64

5.1.6.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis par voie d'adjudication 64

5.2 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE 64

5.3 - FINANCE VERTE 65

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE

5.1.6.3 - Promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés (SFD) aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA

Au titre du Projet d'appui à la promotion de l'accès des SFD au système de paiement régional de l'UEMOA, la BCEAO a apporté un soutien technique aux SFD pour leur connexion via des banques partenaires à SICA-UEMOA et l'amélioration de leurs systèmes d'information, à travers la mise en place d'un centre de traitement informatique (CTI) mutualisé en Côte d'Ivoire et au Niger.

A fin décembre 2023, les travaux réalisés ont permis l'entrée en production dans SICA-UEMOA de 13 SFD via des banques partenaires.

Des avancées significatives liées à la validation de l'architecture fonctionnelle et technique des centres de traitement, à la mise en place des instances de pilotage incluant les Structures Ministérielles de Suivi, les SFD et leurs Associations Professionnelles ainsi qu'à la création des entités juridiques des Centres de Traitement Informatiques ont été notées. Ces centres permettent de doter les SFD d'une infrastructure technique performante et sécurisée, supportant l'automatisation de leurs opérations, la production de rapports conformes à la réglementation ainsi que leur connexion aux systèmes de paiement de l'UEMOA.

5.1.6.4 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA pour dynamiser leur participation au marché des titres publics émis par voie d'adjudication

L'accompagnement des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) en vue de leur participation au dispositif permettant le règlement de leurs opérations sur le marché

des titres publics émis par voie d'adjudication, à partir des comptes de règlement de leurs banques partenaires, s'est poursuivi en 2023, avec les 14 SGI déjà configurées.

5.2 SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE

FINANCE ISLAMIQUE :

18 autorisations d'exercice octroyées pour :

- ➔ 2 banques exerçant exclusivement l'activité de finance islamique
- ➔ 7 banques disposant d'une branche islamique
- ➔ 8 IMF exclusivement islamiques et
- ➔ 1 IMF disposant d'une branche islamique.

La BCEAO a poursuivi les actions de promotion de la finance islamique au cours de l'année 2023. En vue de faciliter l'accès à ce secteur, la BCEAO a opté pour un accompagnement des initiatives de création d'Institutions de Finance Islamique (IFI). A cet égard, 9 demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité de finance islamique ont fait l'objet d'examen et les promoteurs de ces structures ont été invités à améliorer leurs dossiers. A ce jour, 18 autorisations d'exercice ont été octroyées, pour 2 banques exerçant exclusivement l'activité de finance islamique, 7 banques disposant d'une branche islamique, 8 institutions de

microfinance (IMF) exclusivement islamiques et 1 IMF disposant d'une branche islamique. Trois agréments ont été délivrés en 2023, à des institutions de microfinance islamique, installées notamment au Burkina, au Niger et au Sénégal.

En outre, les projets de guide de gouvernance charaïque et de contrats-types de la finance islamique, élaborés par la BCEAO, ont été adoptés par les Autorités de la Banque Centrale et diffusés aux IFI, en mai 2023. Ces documents avaient fait l'objet d'un atelier de restitution et de formation qui s'est tenu les 29 et 30 novembre 2022.

Par ailleurs, la Banque Centrale a organisé une session de formation en ligne sur la finance islamique au profit de ses agents du

26 au 28 juin 2023. Poursuivant les actions de vulgarisation des textes spécifiques encadrant la finance islamique, l'Institut d'émission a également pris part à l'atelier dénommé « *Islamic Finance Tour Sénégal 2023* », organisé par les cabinets « *Compagnie Indépendante de la Finance Islamique en Afrique (CIFIA)* » et « *Dexterity AFRICA* », le 11 juillet 2023 à Dakar. Cette rencontre, qui portait sur le thème « *Développer un hub régional de la finance islamique dans l'UMOA* », a permis de partager les initiatives de la BCEAO en matière de promotion et de régulation de la finance islamique dans l'UMOA ainsi que les chantiers en cours pour un développement harmonieux de cette activité en pleine expansion.

5.3 FINANCE VERTE

Consciente de l'impact d'une absence de politique structurelle de prise en compte des défis liés au changement climatique, la BCEAO a entamé des réflexions pour adapter ses actions, afin de contribuer significativement à atténuer l'effet de ces risques sur les économies de l'UMOA.

La Banque Centrale a engagé en 2023 des travaux visant la définition d'une Politique climat et de son cadre de gouvernance afin de prendre en compte, de manière adéquate, les risques et opportunités liés au changement climatique dans la conduite des missions de l'Institut d'émission.

A cet égard, il a été mis en place, en septembre 2023, un « *Comité de Politique*

Climat » (CPC), dont le rôle est de proposer, de suivre et de coordonner la mise en œuvre des actions découlant de la politique climat de la Banque Centrale. Les réflexions du CPC permettront également de définir la stratégie climat et la feuille de route de la BCEAO pour le Climat qui recenseront les travaux en cours et ceux envisagés dans la prise en compte des risques et opportunités liés au changement climatique dans l'UMOA.

Dans le cadre de ce processus, la BCEAO envisage d'organiser en février 2024 à Dakar une Conférence internationale de haut niveau sur le thème « *Le rôle des banques centrales face aux défis du changement climatique* ».

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

6.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES 68

6.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 68

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 69

6.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 70

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 71

6.2.1.1 - *Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO* 71

6.2.1.2 - *Sécurisation des systèmes de paiement* 73

6.2.1.3 - *Modernisation des systèmes et des services de paiement* 74

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121



VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI **GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67**

6.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES 68

6.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 68

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 69

6.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 70

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 71

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 71

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 73

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 74

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121



6.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES

Au cours de l'année 2023, les mouvements (prélèvements et versements) aux guichets de la BCEAO ont atteint 49.143,0 milliards de

FCFA de billets et pièces de monnaie contre 50.258,0 milliards de FCFA un an auparavant.

6.1.1 - PRELEVEMENTS ET VERSEMENTS AUX GUICHETS DES AGENCES DE LA BCEAO

Les **prélèvements de billets** se sont élevés à 24.678,0 milliards de FCFA contre 25.624,1 milliards de FCFA en 2022, soit une baisse annuelle de 3,7 %. Les prélèvements les plus importants en valeur ont été enregistrés en Côte d'Ivoire (32,6 %), au Sénégal (20,5 %) et au Burkina Faso (15,6 %).

S'agissant des retraits de pièces de monnaie, leur valeur s'est contractée de 9,5 % en passant de 15,7 milliards de FCFA en 2022 (236,3 millions d'unités) à 14,2 milliards de FCFA un an plus tard (219,3 millions d'unités).

Tableau 15 : PRELEVEMENT DE BILLETS ET PIÈCES DE MONNAIE EN 2023 (MILLIARDS DE FCFA)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total
Billets	1 891,31	3 843,08	8 038,55	322,15	2 719,24	1 029,35	5 050,71	1 783,64	24 678,02
Pièces	1,27	1,53	5,57	0,19	1,68	0,64	2,37	0,98	14,22
TOTAL	1 892,58	3 844,61	8 044,11	322,34	2 720,91	1 029,99	5 053,08	1 784,62	24 692,24

Source : BCEAO

Les **versements de billets** aux guichets de la Banque Centrale sont ressortis à 24.449,2 milliards de FCFA (3.309,9 millions d'unités) en 2023 contre 24.615,7 milliards de FCFA (3.354,4 millions d'unités) en 2022, soit une baisse en valeur de 0,7 %. Les entrées les plus importantes en valeur ont été notées en Côte d'Ivoire

(31,1 %), au Sénégal (18,6 %) et au Burkina Faso (16,3 %). En ce qui concerne les entrées aux guichets de pièces de monnaie, elles se sont repliées de 2,5 milliards de FCFA (11,8 millions d'unités) en 2022 à 1,6 milliard de FCFA en 2023 (7,8 millions d'unités), soit un recul de 37,9 %.

Tableau 16 : VERSEMENT DE BILLETS ET PIÈCES DE MONNAIE EN 2023 (MILLIARDS DE FCFA)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total
Billets	2 171,36	3 983,34	7 599,95	300,48	2 719,20	821,66	4 549,69	2 303,52	24 449,19
Pièces	0,09	0,11	0,35	0,01	0,65	0,21	0,06	0,07	1,55
TOTAL	2 171,45	3 983,45	7 600,30	300,49	2 719,85	821,87	4 549,75	2 303,58	24 450,74

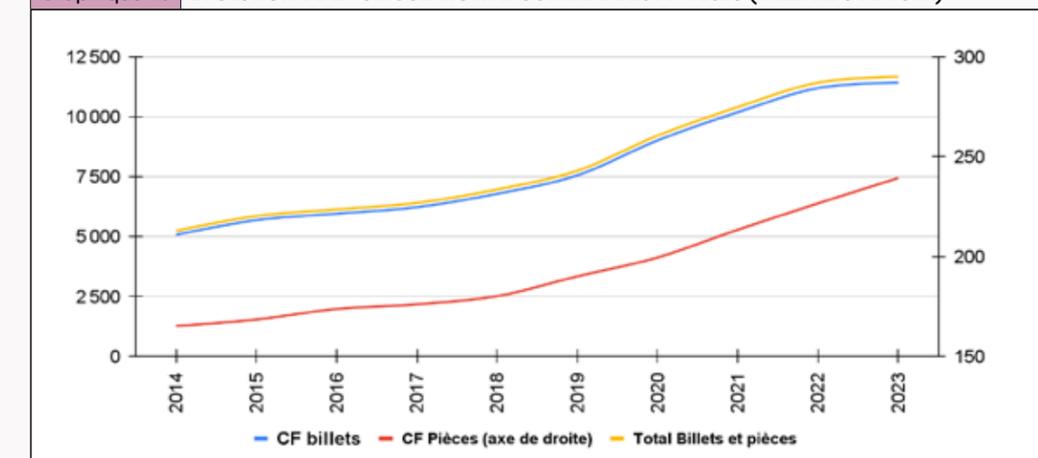
Source : BCEAO

6.1.2 - COMPOSITION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

A fin décembre 2023, la circulation fiduciaire s'est établie à 11.669,4 milliards de FCFA contre 11.428,0 milliards de FCFA un an auparavant, soit une hausse de 241,4 milliards de FCFA (+2,1 %). Les grosses coupures représentent 92,2 % de la valeur des billets en circulation,

comme en 2022. Les parts relatives des billets et des pièces de monnaie en valeur dans la circulation fiduciaire sont ressorties respectivement à 97,9 % et 2,1 % en 2023 contre 98,0 % et 2,0 % respectivement en 2022.

Graphique 15 : EVOLUTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE DE 2014 A 2023 (MILLIARDS DE FCFA)



Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI **GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67**

6.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES 68

6.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 68

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 69

6.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 70

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 71

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 71

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 73

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 74

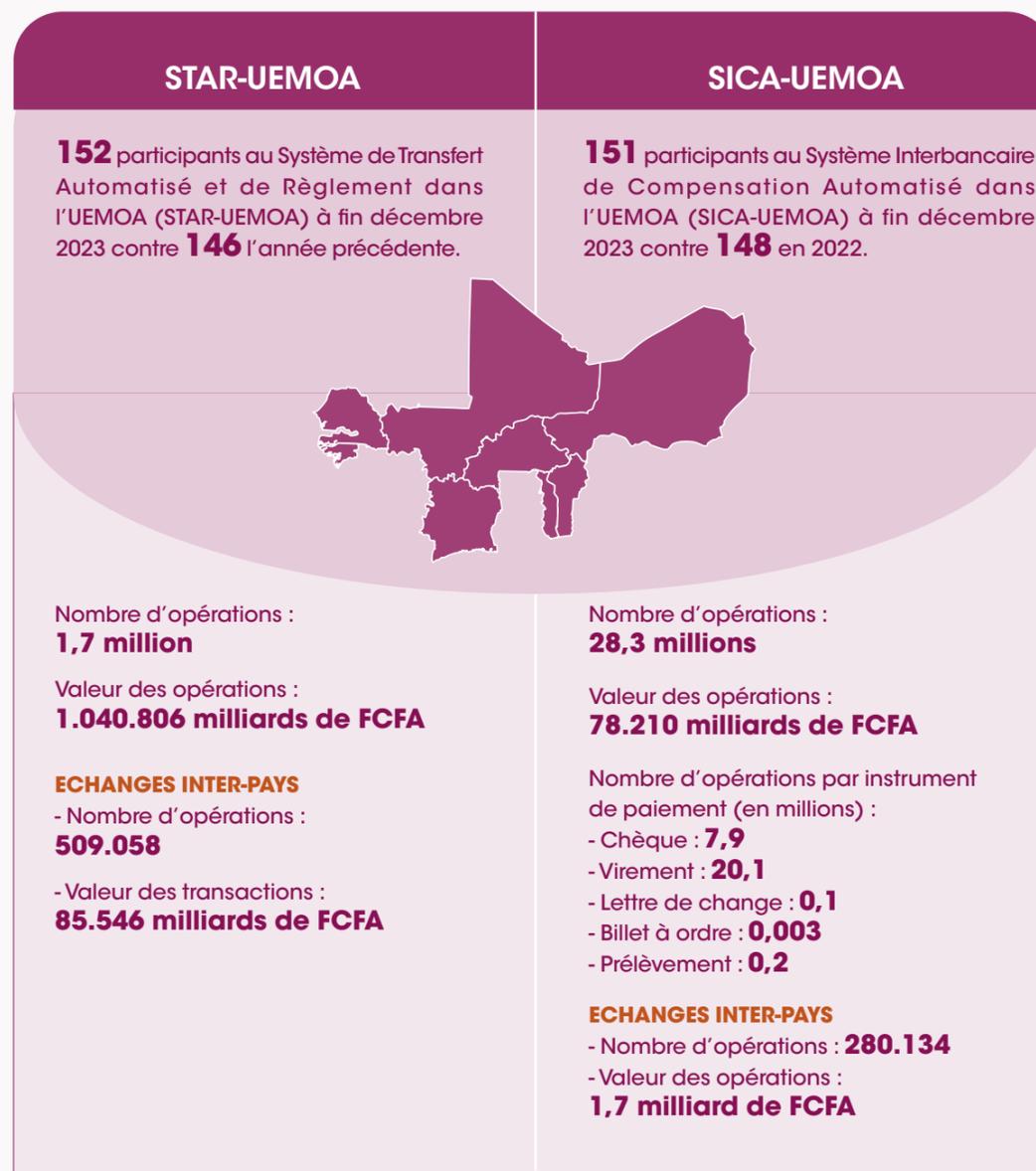
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

6.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA



Au 31 décembre 2023, le fonctionnement des systèmes de paiement de l'UEMOA a été marqué

par une évolution à la hausse des principaux indicateurs d'activités.

6.2.1 - SYSTEMES DE PAIEMENT REGIONAUX

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO

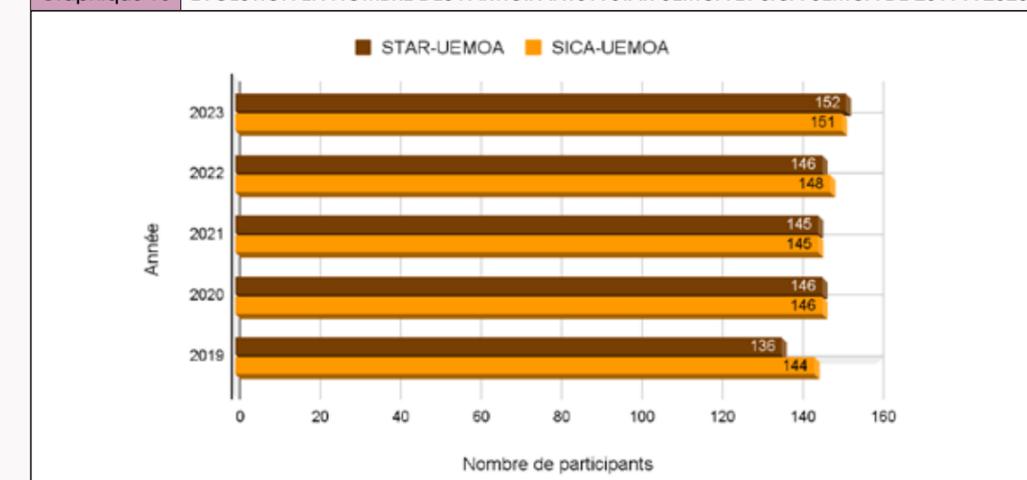
Le Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA (STAR-UEMOA) compte, à fin décembre 2023, 152 participants contre 146 en 2022. Les nouveaux adhérents au système sont : le Trésor Public de Guinée-Bissau, CORIS BANK Guinée-Bissau, la Banque de Développement du Mali - Succursale du Togo, la Banque Postale du Burkina Faso (BPBF), UMOA-Titres et AFG Bank Côte d'Ivoire.

Le nombre d'opérations réglées dans STAR-UEMOA est passé de 1.637.468 pour une valeur de 842.363 milliards de FCFA en 2022 à 1.682.185 pour une valeur de 1.040.806 milliards de FCFA en 2023, soit des hausses annuelles de 2,73 % et 23,56 % respectivement en volume et en valeur.

Le Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) compte 151 participants à fin décembre 2023 contre 148 en 2022, parmi lesquels figurent les banques, la BCEAO et les Trésors Publics du Bénin, du Burkina, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger et du Sénégal.

Au cours de la période sous revue, le volume des échanges dans SICA-UEMOA s'est établi à 28.339.223 opérations pour un montant total de 78.210 milliards de FCFA. Par rapport à 2022, l'activité enregistrée dans SICA-UEMOA a augmenté de 4,30 % en volume et de 9,74 % en valeur des paiements compensés (le volume et la valeur des opérations échangées en 2022 étaient respectivement de 27.171.381 et 71.267 milliards de FCFA).

Graphique 16 EVOLUTION EN NOMBRE DES PARTICIPANTS A STAR-UEMOA ET SICA-UEMOA DE 2019 A 2023



Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI **GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT** **67**

6.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES 68

6.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 68

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 69

6.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 70

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 71

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 71

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 73

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 74

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

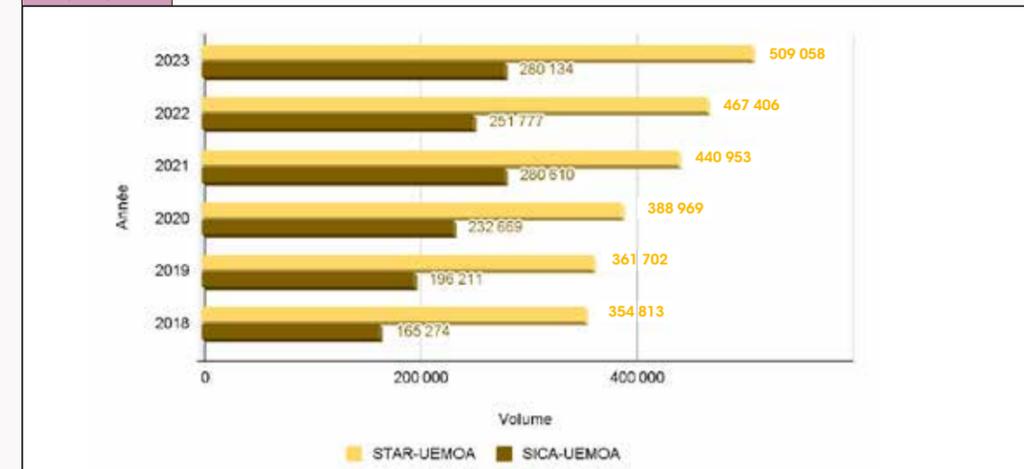
ANNEXES 121

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT

Les échanges inter-pays au sein de l'UEMOA ont connu une hausse de 9,9 % en s'établissant en 2023 à 85.546 milliards de FCFA contre 77.807 milliards de FCFA en 2022. La part relative de la valeur des transactions inter-pays ressort ainsi à 8,2 % de la valeur globale des opérations traitées dans STAR-UEMOA. Comparativement à

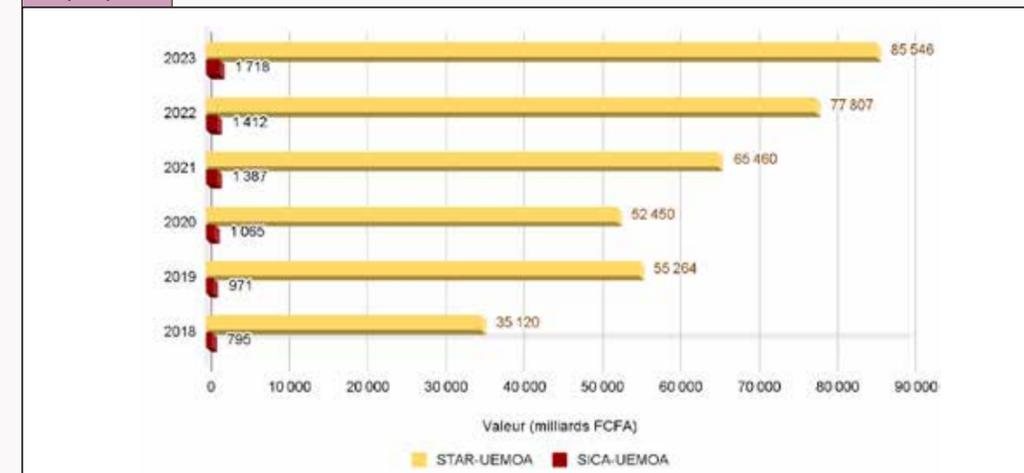
l'année précédente, où la valeur des échanges inter-pays représentait 9,0 % de la valeur globale des opérations, il est noté une légère baisse de la part des échanges inter-pays. Cette situation pourrait s'expliquer par l'impact des restrictions sur les transactions émises et reçues par la place du Niger.

Graphique 17 EVOLUTION EN VOLUME DES ECHANGES INTER-PAYS DE 2018 A 2023

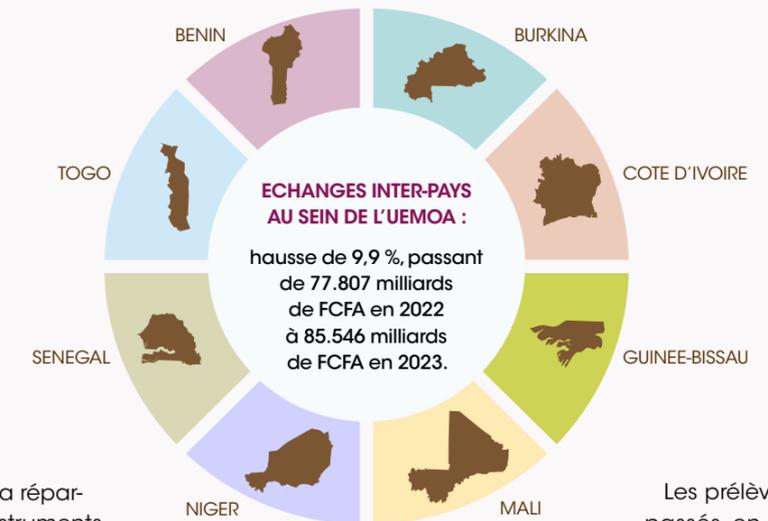


Source : BCEAO

Graphique 18 EVOLUTION EN VALEUR DES ECHANGES INTER-PAYS DE 2018 A 2023



Source : BCEAO



Au titre de la répartition par instruments de paiement traités dans le système de télécompensation, en 2023, la part relative en volume des virements est ressortie à 70,98 % contre 69,32 % l'année précédente. L'utilisation du chèque concerne 27,84 % du volume des échanges contre 29,5 % en 2022. En valeur, les transactions par chèque constituent 72,57 % des échanges en 2023, en légère baisse par rapport à 2022 où elles se sont établies à 73,30 %.

On note ainsi qu'au cours de l'année 2023, la préférence des utilisateurs pour le virement s'est confirmée, parallèlement à la légère baisse de l'utilisation du chèque par rapport à l'année précédente.

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement

Au titre de la sécurisation des systèmes de paiement, les actions de sensibilisation visant le respect des exigences et des règles minimales de sécurité applicables aux plateformes de raccordement des participants, se sont poursuivies. Concernant les IMF d'importance systémique non

Les prélèvements sont passés, en part relative du volume des paiements, de 0,7 % en 2022 à 0,8 % en 2023. En termes de valeur, ils se sont établis à 2,9 % comme l'année précédente.

Relativement aux effets de commerce (lettre de change et billet à ordre), une baisse en volume de 15,28 % et une hausse de 7,25 % en valeur, sont notées entre 2022 et 2023. Cette évolution traduit l'utilisation de ces instruments de paiement pour des transactions de gros montants.

La BCEAO a mené au cours de l'année 2023, des actions visant à renforcer la sécurisation, la modernisation et l'impact inclusif des systèmes, des moyens et des services de paiement de l'UEMOA.

gérées par la BCEAO, il convient de signaler la poursuite des travaux visant l'opérationnalisation de la surveillance du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR), en relation avec l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA).

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI **GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT** **67**

6.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES 68

6.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 68

6.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 69

6.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 70

6.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 71

6.2.1.1 - Fonctionnement des systèmes de paiement gérés par la BCEAO 71

6.2.1.2 - Sécurisation des systèmes de paiement 73

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement 74

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT

6.2.1.3 - Modernisation des systèmes et des services de paiement

Dans le cadre de la modernisation de l'infrastructure sous-régionale de paiement, l'action de la BCEAO a porté durant l'année 2023 sur la rénovation de la politique générale des infrastructures de marchés financiers, des moyens et services de paiement dans l'UEMOA, la mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA et la veille sur l'émission de monnaies digitales de banque centrale (MDBC).

- **Rénovation de la politique générale des infrastructures de marchés financiers, des moyens et services de paiement dans l'UEMOA**

La BCEAO a adopté et mis en œuvre sur la période 2013-2022, une Politique Générale qui visait à « Doter l'UEMOA de systèmes de paiement sûrs, efficaces et accessibles sur la base de critères transparents et mettre à la disposition des agents économiques des moyens de paiement modernes et de faibles coûts ».

Le bilan de la mise en œuvre de cette politique révèle la concrétisation de la vision à l'horizon 2022 de la Banque Centrale. En effet, le taux de réalisation du plan d'action est ressorti à 90 %, le taux de satisfaction des participants a été supérieur à 90 % et le volume des opérations adossées à la monnaie électronique est passé de 109 millions pour une valeur de 2.251 milliards de FCFA en 2013 à 5,13 milliards de transactions d'une valeur de 63.716 milliards de FCFA en 2021. Par ailleurs, les systèmes de paiement ont enregistré la participation des Trésors Publics Nationaux (TPN), des Institutions Communautaires de Financement et d'autres institutions financières non bancaires.

En outre, le diagnostic des IMF, des moyens et des services de paiement de l'Union conduit par les services de la Banque Centrale a permis d'identifier les enjeux, la vision, les axes, les objectifs stratégiques d'une nouvelle Politique des infrastructures de marchés financiers, des moyens et services de paiement. Ce diagnostic a notamment mis en évidence des forces en lien avec la conformité globale des systèmes de paiement aux Principes pour les Infrastructures de Marchés Financiers (PIMF) et l'impact inclusif de l'infrastructure régionale de paiement, au regard de l'importance de la contribution de la monnaie électronique au taux global d'inclusion financière. Cependant, des faiblesses ont été identifiées en rapport avec le besoin d'actualisation de la réglementation des paiements dans un contexte d'émergence de nouvelles activités et de nouveaux acteurs, la forte dépendance de la Banque Centrale vis-à-vis des fournisseurs de technologies, ainsi que l'inexistence d'un dispositif permanent d'études et de veille dans le domaine des paiements.

L'analyse a mis également en exergue les profondes mutations de l'écosystème des paiements à l'origine d'opportunités telles que l'arrivée dans l'écosystème de nouveaux acteurs non teneurs de comptes, en l'occurrence les FinTech, la mise en œuvre de plusieurs projets d'intégration de systèmes de paiement et de règlement aux plans régional et continental, ainsi que le foisonnement de nouvelles technologies affectant l'efficacité des IMF. Par ailleurs, d'autres problématiques demeurent, à savoir la faiblesse de l'acceptation des paiements, la démultiplication des initiatives visant la mise en place de plateformes interopérables publiques et privées au sein de l'UEMOA, la recrudescence de la cybercriminalité et le développement des crypto-actifs.

Une concertation régionale organisée du 27 février au 2 mars 2023, a également permis d'identifier de nouveaux enjeux ainsi que les préoccupations des acteurs de l'écosystème des paiements de l'UMOA.

Les actions à mettre en œuvre après la finalisation de la Politique Générale 2023-2027 consistent d'une part, au déploiement d'un plan de communication vis-à-vis des parties prenantes et, d'autre part, à la mise en œuvre d'un pilotage adéquat des actions prévues.

- **Veille sur l'émission de monnaies digitales de banque centrale (MDBC)**

Au regard des opportunités et des défis liés à la monnaie digitale de banque centrale (MDBC), notamment pour l'inclusion financière, la politique monétaire, la stabilité financière, les paiements transfrontaliers et les activités fiduciaires, la BCEAO a entrepris, sous l'égide de son Comité FinTech créé en 2020, des travaux de recherche visant à établir l'intérêt de l'émission de cette nouvelle forme de monnaie au sein de l'UMOA.

Les premières conclusions de ces études ont conduit les Autorités de la Banque à réaffirmer

la pertinence du projet et à mettre en place, en juillet 2023, un Groupe de Projet pour poursuivre les réflexions. Ce Groupe de Projet a pour missions :

- **d'identifier les objectifs, les défis et les risques liés à l'émission de MDBC au sein de l'UMOA ;**
- **d'effectuer une étude de faisabilité couvrant l'identification des cas d'utilisation, les prérequis, les facteurs clés de succès, les dispositifs de maîtrise des risques identifiés ainsi que les choix de conception de la MDBC ;**
- **d'analyser les impacts possibles de la MDBC sur les missions et les activités de la BCEAO ;**
- **d'examiner les impacts potentiels sur les établissements de crédit, les institutions de microfinance, les autres acteurs de l'écosystème financier et l'inclusion financière.**

Les résultats des travaux du Groupe de Projet devraient aboutir à la formulation de propositions d'orientations à l'attention des Autorités de la Banque pour la suite des travaux liés à la MDBC dans l'Union.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES	78
7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA	78
7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union	78
7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO	86
7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO	90
7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO	91
7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO	94
7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO au 31 décembre 2023	94
7.2.2 - Gestion des ressources humaines	98
7.2.3 - Patrimoine immobilier	99
7.2.4 - Systèmes d'information	100
7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle	101
7.2.6. Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO	103
7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO	103
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
ANNEXES	121

Tour du Siège de la BCEAO



VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES	78
7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA	78
7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union	78
7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO	86
7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO	90
7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO	91
7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO	94
7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO au 31 décembre 2023	94
7.2.2 - Gestion des ressources humaines	98
7.2.3 - Patrimoine immobilier	99
7.2.4 - Systèmes d'information	100
7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle	101
7.2.6 - Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO	103
7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO	103
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
ANNEXES	121

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES

Au cours de l'exercice 2023, les Organes de la Banque Centrale et de l'Union ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du

Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine du 20 janvier 2007 et des Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

7.1.1 - CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a tenu, au cours de l'année 2023, deux sessions extraordinaires

respectivement, le 8 juillet 2023 à Bissau en Guinée-Bissau, et le 30 juillet 2023 à Abuja, au Nigéria.

7.1.2 - CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION



Session ordinaire du Conseil des Ministres tenue le 21 décembre 2023 à l'Agence Principale de la BCEAO à Cotonou

Au cours de l'exercice 2023, la composition du Conseil des Ministres de l'Union a connu les changements ci-après :

Au titre de la République du Bénin, Monsieur Olushegun Adjadi BAKARI, Ministre des Affaires Etrangères, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 16 juin 2023, en remplacement de Monsieur Hamet AGUEMON.

Au titre de la République de Guinée-Bissau,

- Monsieur Suleimane SEIDI, a été nommé Ministre de l'Economie et des Finances le 16 août 2023, en remplacement de Monsieur Ilidio Vieira TE ;

- A la suite de la dissolution du Parlement le 4 décembre 2023, le Premier Ministre, Monsieur Geraldo João MARTINS a assuré les fonctions de Ministre de l'Economie et des Finances jusqu'au 19 décembre 2023, en remplacement de Monsieur Suleimane SEIDI ;

- Monsieur Ilidio Vieira TE, a été nommé Ministre des Finances en remplacement de Monsieur Geraldo João MARTINS, le 20 décembre 2023.

Au titre de la République du Mali,

- Monsieur Alousséni SANOU, Ministre de l'Economie et des Finances a réintégré le Conseil après le retour du Mali dans les instances de l'Union, suite à la décision de la Conférence des Chefs d'Etat de l'UEMOA, tenue le 8 juillet 2023, en République de Guinée-Bissau ;

- Monsieur Moussa Alassane DIALLO, Ministre de l'Industrie et du Commerce, est désigné second Représentant, en remplacement de Monsieur Lamine Seydou TRAORE.

Au titre de la République du Sénégal,

- Monsieur Doudou KA, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération est désigné second Représentant, en remplacement de Madame Oulimata SARR.

Au 31 décembre 2023, le Conseil des Ministres a tenu quatre sessions ordinaires, le 31 mars au Siège de la Banque Centrale à Dakar, le 16 juin à l'Agence Principale de la BCEAO à Niamey, le 22 septembre à l'Agence Principale d'Abidjan, le 21 décembre à l'Agence Principale de Cotonou, ainsi qu'une session extraordinaire le 26 juin, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Adama COULIBALY, Ministre des Finances et du Budget de la République de Côte d'Ivoire, son Président statutaire.

Au cours de sa session ordinaire du 31 mars 2023, tenue dans les locaux du Siège de la Banque Centrale à Dakar, au Sénégal, examinant l'évolution récente des économies de l'Union, le Conseil des Ministres s'est félicité de la poursuite de la reprise de l'activité économique au cours de l'année

2022, en dépit de la conjoncture internationale défavorable. Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel est ressorti à 5,6 % en 2022 contre 6,1 % en 2021, porté par la bonne tenue de l'activité dans l'ensemble des secteurs de production et une demande intérieure soutenue.

Les Ministres ont relevé une légère atténuation du taux d'inflation dans l'Union, à l'instar des autres régions du monde qui est ressorti à 7,8 % au quatrième trimestre 2022 contre 8,4 % un trimestre plus tôt. Cette décélération du niveau général des prix provient essentiellement de la hausse de la production vivrière issue de la campagne agricole 2022/2023 et de la normalisation progressive de la politique monétaire. Sur l'ensemble de l'année 2022, le taux d'inflation s'est établi à 7,4 % contre 3,6 % en 2021. Selon les prévisions, l'inflation devrait continuer sa tendance baissière en 2023 pour ressortir à 5,6 %.

Examinant la situation budgétaire, le Conseil des Ministres a noté une dégradation du déficit budgétaire, base engagements, dons compris, qui se situe à 6,8 % du PIB à fin décembre 2022 contre 5,4 % un an plus tôt. Cette évolution résulte notamment d'une augmentation des dépenses des Etats, en liaison avec les mesures de lutte contre la vie chère et la poursuite des programmes d'investissement.

Au titre du financement des budgets, les Etats ont mobilisé 8.476,9 milliards de FCFA en 2022 sur le marché des titres publics et 2.022,9 milliards au premier trimestre 2023. Au regard de l'évolution récente, le Conseil a échangé sur les actions en vue de dynamiser le marché des titres publics dans l'UEMOA.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO
au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6 - Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO

Le Conseil a souligné que les perspectives économiques de l'Union demeurent globalement favorables, malgré la persistance de certains facteurs de risque. Le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 6,5 % en 2023 et à 7,0 % en 2024 en liaison avec le renforcement de l'activité dans les secteurs tertiaire et secondaire, notamment la réalisation de plusieurs projets d'envergure pétroliers et gaziers.

Les Ministres ont, en outre, examiné et approuvé le Rapport sur la situation économique et monétaire de l'UEMOA au 31 décembre 2022 et ont procédé à l'approbation des comptes de la BCEAO pour l'exercice 2022 ainsi qu'à l'affectation du résultat financier.

Par ailleurs, le Conseil a adopté le Projet de Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA et son Annexe ainsi que la Directive relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération des armes de destruction massive et le Projet de Loi uniforme relatif au même objet.

Enfin, le Conseil a approuvé la nomination de représentants des Etats membres au sein du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA).

Au titre de la BOAD

Le Conseil des Ministres a adopté les perspectives financières actualisées révisées 2023-2027, le Rapport annuel 2022 ainsi que les comptes annuels de la BOAD pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Les Ministres ont également approuvé la modification des Statuts de cette Institution suite à la décision d'augmentation du capital intervenue à la fin décembre 2022.

Au titre de la Commission de l'UEMOA

Le Conseil des Ministres a examiné et approuvé le Projet d'Acte additionnel portant renouvellement de mandat et nomination des Conseillers à la Cour des Comptes de l'UEMOA.

Les Ministres ont, par ailleurs, examiné et adopté la Décision portant adoption du Programme Régional de Développement de l'Economie Numérique (PRDEN) de l'UEMOA et celle portant modalités de sa mise en œuvre. Le PRDEN qui sera mis en œuvre sur la période 2023-2027, vise à contribuer à l'amélioration des performances des entreprises de l'Union et à faciliter les relations entre les citoyens et les Etats membres. Il contribue à l'accroissement de l'utilisation des services numériques dans les activités économiques et sociales au sein de l'espace UEMOA.

L'adoption de ces deux textes permettra d'opérationnaliser ce Programme par la mise en place des dispositifs institutionnels de sa gouvernance et de son financement.

Au titre de l'AMF-UMOA

Le Conseil des Ministres a donné mandat au Président de l'AMF-UMOA pour mettre en place un Comité de Réforme Institutionnelle et Organisationnelle, en vue de lui soumettre, avant la fin de l'année 2023, des propositions de refondation de cet Organe et des réaménagements subséquents des textes de base régissant son fonctionnement, après plus de vingt-cinq (25) ans d'existence.

Au cours de sa session ordinaire du 16 juin 2023, tenue dans les locaux de l'Agence Principale de la Banque Centrale à Niamey, les conclusions et recommandations ci-après ont été approuvées par le Conseil des Ministres, au terme des échanges :

Au titre de la Commission de l'UEMOA

Le Conseil a examiné et adopté le Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de juin 2023 élaboré au titre du premier semestre de l'année 2023, qui procède à l'évaluation des performances économiques et financières des Etats membres de l'Union pour l'année 2022 et les perspectives 2023. La croissance économique de l'Union s'est située à 5,9 % en 2022 après 6,1 % en 2021. En 2023, le taux de croissance économique serait de 7 %. Il a également adopté la Recommandation relative aux orientations de politique économique au titre de l'année 2024. Les Etats membres sont invités à mettre en œuvre des actions structurantes visant à intensifier la production agricole. Dans ce cadre, le Conseil a engagé la Commission de l'UEMOA, à initier toutes actions en vue d'accroître la production agricole afin de favoriser l'autonomie alimentaire.

Le Conseil a adopté le Règlement portant code minier communautaire de l'UEMOA. Ce Règlement vise à doter l'Union d'un cadre juridique harmonisé favorable au développement économique durable et qui assure un équilibre entre la nécessité de mettre en place des mesures incitatives pour attirer les investisseurs et celle de protéger la base du revenu et les ressources des Etats membres.

Les Ministres ont également adopté la Directive relative à la Protection du Consommateur dans l'UEMOA qui vise à mettre en place un cadre juridique et réglementaire harmonisé de la protection du consommateur dans les Etats membres en vue de contribuer au renforcement du marché commun.

Le Conseil a adopté la Directive relative à la dématérialisation des procédures et des formalités douanières et du commerce

extérieur au sein de l'UEMOA. Cette Directive a pour but de donner une base juridique au processus de dématérialisation des procédures et des formalités douanières et du commerce extérieur, afin de mieux accompagner les Etats membres dans la promotion du commerce électronique transfrontalier.

Le Conseil a adopté la Directive portant cadre de coordination et de partage des fréquences radioélectriques pour les services de terre de 87,5 MHz à 30 GHz dans les zones frontalières et maritimes des Etats membres de l'UEMOA qui a pour objectif de définir les règles de gestion des fréquences radioélectriques dans les zones frontalières des Etats membres de l'UEMOA, en vue de prévenir les brouillages préjudiciables aux communications.

Il a aussi adopté la Directive portant harmonisation du cadre réglementaire relatif à l'homologation des équipements terminaux et équipements radioélectriques dans l'espace UEMOA qui a pour objectif de définir les règles communes relatives à l'homologation desdits équipements terminaux et équipements radioélectriques dans l'espace UEMOA tels que les stations de base, les téléphones portables, les bornes WiFi ou les émetteurs radio.

Le Conseil a entériné le premier collectif au budget de l'Union et adopté le second collectif au titre de l'exercice 2023. Il a également pris connaissance du compte rendu des transferts de crédits effectués entre le 11 septembre 2022 et le 30 mai 2023.

Au titre de la Cour des Comptes

Le Conseil a examiné et adopté les rapports définitifs de contrôle des comptes des Organes de l'UEMOA au titre des exercices 2019 et 2020.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6. Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO

A ce titre, il a adopté les Règlements portant approbation des comptes financiers des Organes de l'Union ainsi que les Décisions donnant décharge de gestion à l'Ordonnateur Principal du Budget de l'Union et au Comptable Principal des Organes de l'Union au titre des exercices 2019 et 2020. Il a aussi adopté des décisions donnant quitus de gestion aux comptables principaux sortants.

Au titre de l'AMF-UMOA

Le Conseil des Ministres de l'Union a procédé au renouvellement du mandat du représentant de la Guinée-Bissau au sein de l'AMF-UMOA, pour une durée de trois (3) ans, avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2023.

Le Conseil a également approuvé les comptes annuels de l'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA au titre de l'exercice 2022, et décidé de l'affectation du résultat bénéficiaire qui en découle.

Au titre de la BCEAO

Le Conseil des Ministres a adopté le projet de Loi uniforme portant réglementation bancaire dans les Etats membres de l'UMOA. Par ailleurs, le Conseil a procédé à l'application des articles 67 et suivants des Statuts de la BCEAO, en vue du remplacement de deux membres du Comité de Politique Monétaire.

Au cours de sa session extraordinaire du 26 juin 2023, tenue par visioconférence, le Conseil a essentiellement procédé à l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 8 juillet 2023.

Au cours de sa session ordinaire du 22 septembre 2023, tenue dans les locaux de

l'Agence Principale de la BCEAO à Abidjan, les conclusions et recommandations ci-après ont été approuvées par le Conseil des Ministres, au terme des échanges :

Au titre de la Commission de l'UEMOA

Le Conseil a examiné et adopté, dans le domaine de l'économie numérique, la Directive relative à l'usage de masse du numérique qui énonce les principes et conditions auxquels les Etats membres sont invités à se conformer dans le cadre de la promotion des usages numériques. Cette Directive établit, en outre, une liste de 20 services publics que les Etats membres doivent digitaliser dans un délai de 12 à 18 mois.

Le Conseil des Ministres a également adopté la Décision portant création du Comité des régulateurs nationaux du numérique des Etats membres de l'UEMOA. Cette Décision vise à créer un cadre plus large de concertation entre les Autorités de Régulation du Numérique des Etats membres auprès de la Commission, pour améliorer la gouvernance dans le secteur de l'Economie numérique.

Le Conseil s'est également penché sur le Règlement relatif au contrôle de la concentration des entreprises au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine afin de permettre un contrôle efficace dans ce domaine. Il a décidé de reporter son adoption à une prochaine session.

Le Conseil a, en outre, validé la Décision portant adoption du Programme spécial d'appui technique et financier de l'UEMOA à la Guinée-Bissau qui a pour objectif principal le renforcement des capacités des ressources humaines et techniques de l'administration publique et des capacités productives du pays.

Le Conseil a enfin adopté la Directive portant harmonisation des dispositions relatives au droit à rémunération pour copie privée au sein des Etats membres de l'UEMOA dont l'objectif principal est de contribuer à l'amélioration des revenus des créateurs, notamment les titulaires du droit d'auteur et des droits voisins.

Par ailleurs, le Conseil a été informé de l'état d'avancement de la mise en place d'un Fonds de stabilisation macroéconomique au sein de l'UEMOA. Ce Fonds a pour objectif le renforcement de la surveillance multilatérale et la consolidation de la résilience des Etats membres face aux chocs exogènes.

Le Conseil a été également informé des propositions de la Commission pour une mobilisation optimale des recettes fiscales dans l'Union.

Au titre de l'AMF-UMOA

Après l'examen des principales conclusions des premiers rapports de suivi des Concessions de service public accordées à la BRVM et au DC/BR, le Conseil des Ministres a encouragé l'AMF-UMOA et les Structures Centrales, concessionnaires, à accélérer les diligences en cours, en vue de satisfaire aux exigences de performance attendues.

Examinant les conclusions du rapport sur la cartographie des risques du marché, le Conseil des Ministres a invité l'AMF-UMOA à se doter des mécanismes adaptés à la gestion des risques et à lui soumettre toute proposition pertinente à cet effet, pour approbation.

Le Conseil des Ministres a été informé de l'état de mise en œuvre des chantiers de réforme du marché financier régional de l'UMOA. Il a adressé ses félicitations à l'Organe pour la bonne prise en charge des actions

structurantes qui permettront de renforcer l'attractivité et le développement du marché.

Enfin, le Conseil a pris connaissance du Collectif budgétaire 2023 de l'AMF-UMOA, du rapport annuel 2022 de l'Organe ainsi que des principales conclusions du Colloque International sur la finance et l'investissement durables dans l'Union, organisé à Abidjan les 14 et 15 septembre 2023. Il a encouragé les Organes et Institutions communautaires à développer une synergie d'actions autour de la finance climat.

Au titre de la BOAD

Les Ministres ont approuvé la note relative à la mise en place d'un Fonds pour le financement d'études de faisabilité de projets « *climat* » dans les pays membres de l'UEMOA.

Au titre de la BCEAO

Le Conseil a examiné les propositions relatives à l'application de l'article 56 des Statuts de l'Institut d'émission.

Au cours de sa session ordinaire du 21 décembre 2023, dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Cotonou, les conclusions et recommandations ci-après ont été approuvées par le Conseil des Ministres :

Au titre de la BCEAO

Examinant l'évolution récente de la situation économique de l'Union, le Conseil des Ministres s'est félicité de la poursuite de la vigueur de l'activité économique au cours de l'année 2023, en dépit d'une conjoncture internationale difficile. En effet, l'activité économique au sein de l'Union est demeurée vigoureuse dans l'ensemble des secteurs. Le taux de croissance de l'Union ressortirait à 5,7 % en 2023.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6 - Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO

Les Ministres ont relevé que les tensions inflationnistes se sont atténuées, bien que les risques d'un retournement de situation ne soient pas à écarter. Le taux d'inflation dans la région est attendu à 3,7 % en 2023 contre 7,4 % en 2022.

Le Conseil a noté que les perspectives économiques de l'Union demeurent globalement favorables. Selon les dernières projections, la croissance du PIB de l'Union, en termes réels, ressortirait à 6,5 % en 2024 après 5,7 % en 2023, impulsée par une bonne tenue du secteur tertiaire ainsi que le regain d'activité dans le secteur secondaire, consécutif à l'accroissement de la production extractive et manufacturière.

En conséquence, les Ministres ont approuvé le Rapport sur la situation économique et monétaire de l'UEMOA au 30 septembre 2023 et le cadrage macroéconomique de l'UEMOA pour les années 2023 à 2028.

En outre, le Conseil a adopté le Projet de Loi uniforme portant réglementation de la microfinance dans l'UMOA. Le Conseil a également décidé du relèvement du capital social minimum des banques de l'UMOA, en vue de renforcer la résilience du secteur bancaire et de répondre aux besoins de financement des économies de l'Union.

De même, les Ministres ont procédé à la fixation des montants seuils pour la mise en œuvre de la Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive dans les Etats membres de l'UMOA.

Par ailleurs, le Conseil a approuvé les résultats de la Commission Spéciale pour la sélection

des Contrôleurs externes de la BCEAO au titre des exercices 2024 à 2029 et a procédé à la nomination du représentant du Mali au sein du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA).

Enfin, en application de l'article 56 des Statuts de la BCEAO, le Conseil des Ministres a procédé à la nomination de Monsieur Der Rogatien PODA, en qualité de Vice-Gouverneur de la Banque Centrale, pour un mandat de cinq ans, prenant effet le 5 février 2024.

Au titre de la BOAD

Le Conseil, après avoir adopté les procès-verbaux des réunions ordinaires du Conseil des Ministres de l'UMOA tenues le 31 mars 2023 à Dakar, en République du Sénégal, et le 22 septembre 2023 à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire, a approuvé les Perspectives financières actualisées 2024-2028 de la BOAD, la note relative à l'entrée au capital de la BOAD de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et celle relative à la levée des immunités et privilèges de la BOAD dans le cadre de l'octroi des concours par certains partenaires.

Le Conseil a également été informé de la proposition d'émission d'une dette hybride à souscrire par *Cassa Depositi e Prestiti* (CDP), sous forme de placement privé, de la proposition d'émission d'une dette hybride à souscrire par la BADEA, sous forme de placement privé ainsi que des conclusions des ateliers thématiques organisés par la BOAD dans le cadre de la commémoration de son cinquantenaire.

Au titre de la Commission de l'UEMOA

Le Conseil des Ministres a examiné et adopté le budget des Organes de l'Union, au titre de

l'exercice 2024 qui se chiffre en recettes et en dépenses à un montant de 142,0 milliards FCFA contre des prévisions révisées de 2023 de 145,5 milliards FCFA, soit une baisse de 3,5 milliards de FCFA correspondant à un taux relatif de 2,4 %.

Ce budget prend en compte notamment, l'accélération de la mise en œuvre du Cadre d'Actions Prioritaires (CAP-2025).

Ainsi, le Conseil a adopté le Règlement portant budget des Organes de l'Union, au titre de l'exercice 2024 et les Décisions subséquentes.

Les Ministres ont également examiné le rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2023.

S'agissant des perspectives économiques et financières à moyen terme, la consolidation budgétaire interviendrait à partir de 2025. Toutefois, ces perspectives seraient sujettes à l'environnement international marqué par la poursuite de la guerre en Ukraine, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, la volatilité des cours des matières premières et le durcissement des conditions de financement. Au plan régional, les risques concernent la persistance de la crise sécuritaire ainsi que les incertitudes liées aux crises socio-politiques dans certains Etats de l'Union.

Pour assurer la viabilité de l'Union et renforcer la résilience des économies, le Conseil a noté qu'il est impératif de rétablir ou de préserver les conditions d'un climat socio-politique apaisé dans tous les Etats membres et de poursuivre les efforts de mobilisation des ressources tant internes qu'externes.

Le Conseil a, en conséquence, adopté le rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2023 ainsi que la Recommandation relative aux perspectives économiques et financières à moyen terme des Etats membres, au titre de la période 2024-2028.

Au titre de la Cour des Comptes de l'UEMOA

Le Conseil a examiné et adopté le rapport définitif de contrôle des comptes des Organes de l'UEMOA au titre de l'exercice 2021.

A ce titre, il a adopté le Règlement portant approbation des comptes financiers des Organes de l'Union au titre de l'exercice 2021 ainsi que les Décisions donnant décharge respectivement aux ordonnateurs et comptables des Organes de l'Union au titre de l'exercice 2021.

Les Ministres ont également adopté une Décision donnant quitus de gestion au comptable principal sortant des Organes de l'Union.

Au titre de l'Autorité des Marchés Financiers

Le Conseil des Ministres a invité l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA) à finaliser le dossier relatif à la Réforme Institutionnelle et Organisationnelle de l'Organe en vue de son examen au cours de la session du mois de mars 2024, à laquelle sera également examiné le projet de budget de l'Organe au titre de l'année 2024.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO
au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6. Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121



Dakar, le 6 décembre 2023 : Réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire (CPM)

7.1.3 - COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO

En 2023, la composition du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a connu les changements ci-après :

Au titre de la République de Guinée-Bissau, Monsieur Jeremias António DA CRUZ PEREIRA, Coordinateur du Cabinet Technique du Ministre des Finances de la Guinée-Bissau a été désigné le 16 juin 2023 en remplacement de Monsieur José BIALI.

Au titre de la République du Sénégal, Monsieur Cheikh Tidiane DIOP, Directeur Général de la Comptabilité Publique et du Trésor a été désigné le 1er septembre 2023 en remplacement de Monsieur Moussa TOURE.

Au titre des membres intuitu personae, Monsieur Abdoulaye SOUMANA, Président du Conseil d'Administration de l'Université des Sciences et Technologies du Niger a été désigné le 16 juin 2023 en remplacement de Monsieur Maïna Boukar MOUSSA.

Au titre de la République du Mali, Monsieur Sidiki TRAORE, Inspecteur du Trésor a réintégré le Comité après le retour du Mali dans les instances de l'Union, suite à la décision de la Conférence des Chefs d'Etat de l'UEMOA,

tenu le 8 juillet 2023, en République de Guinée-Bissau.

Au cours de l'année 2023, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu quatre réunions ordinaires. Le 1er mars, le 6 septembre et le 6 décembre dans les locaux du Siège de la BCEAO et le 7 juin par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Au cours de sa session tenue le 1er mars 2023, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique dans l'Union.

Au titre de la conjoncture internationale, le Comité a noté la poursuite du ralentissement de l'activité économique mondiale au cours du quatrième trimestre 2022. Selon les dernières projections publiées par le Fonds Monétaire International (FMI) en janvier 2023, la croissance économique mondiale ralentirait de 3,4 % en 2022 à 2,9 % en 2023. Ces perspectives sont entourées, selon le FMI,

de facteurs de risque globalement baissiers, liés essentiellement à l'aggravation de la situation sanitaire en Chine, à l'enlisement de la guerre en Ukraine, ainsi qu'au durcissement plus prononcé des conditions financières qui pourraient accentuer les risques de défauts de paiement sur la dette extérieure.

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits énergétiques et non énergétiques ont globalement baissé au cours du quatrième trimestre 2022, après avoir culminé à des niveaux historiques aux deuxième et troisième trimestres 2022.

Toutefois, les tensions inflationnistes ont persisté dans la plupart des régions du monde, poussant les banques centrales à accentuer le resserrement de leur politique monétaire, en relevant leurs taux directeurs. En particulier, la Banque Centrale Européenne (BCE) et la FED ont engagé des mesures pour réduire la taille de leur bilan. Ces mesures devraient se traduire par une réduction de la liquidité dans le système financier.

Examinant la conjoncture économique dans l'UEMOA, le Comité a relevé le maintien du dynamisme de l'activité économique au quatrième trimestre 2022, avec une progression de 5,4 % du PIB en volume, sur un an, après une hausse de 5,7 % notée le trimestre précédent. Selon les dernières estimations, la croissance du PIB de l'Union, en termes réels, ressortirait à 5,6 % en 2022 et 6,5 % en 2023, après 6,1 % en 2021. Le Comité de Politique Monétaire a toutefois noté que ces perspectives de croissance favorables de l'Union sont entourées de risques essentiellement baissiers, en liaison avec les incertitudes sur la conjoncture internationale, une détérioration du climat sécuritaire dans la région, ainsi que de mauvaises conditions météorologiques.

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA s'est traduite au cours de l'année 2022 par une augmentation du déficit budgétaire, base engagements, dons compris, par rapport à l'année précédente, en raison des mesures prises visant à préserver le pouvoir d'achat des populations et à poursuivre l'exécution des programmes d'investissements publics. Le déficit budgétaire s'est établi à 6.971,7 milliards, soit 6,4 % du PIB à fin décembre 2022 contre 5.435,3 milliards ou 5,4 % un an auparavant.

Les échanges extérieurs des Etats membres de l'Union en 2022 se sont soldés par un déficit courant de 7,7 % du PIB, après 5,6 % en 2021. Le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 3.343,2 milliards contre un excédent de 475,7 milliards un an auparavant. Cette détérioration des comptes extérieurs intervient dans un contexte de renchérissement des produits alimentaires et énergétiques sur les marchés mondiaux, conjugué avec un repli des flux nets de capitaux au titre du compte financier.

Les conditions monétaires dans l'Union au cours du quatrième trimestre 2022 ont été marquées par une hausse des taux d'intérêt, du fait des trois relèvements successifs de 25 points de base des taux directeurs de la BCEAO intervenus depuis juin 2022. Les demandes de refinancement des banques de l'Union ont été servies au taux minimum de 2,50 % jusqu'au 15 décembre 2022, puis à 2,75 % durant le reste du trimestre. Le taux d'intérêt moyen auquel les banques se prêtent de l'argent, toutes maturités confondues, est passé de 2,62 % à 3,26 % au dernier trimestre 2022. En particulier, pour les prêts à une semaine qu'elles s'accordent entre elles, le taux d'intérêt est passé de 2,80 % à 3,10 %. Le taux d'intérêt moyen des crédits accordés par les banques à leurs clients est passé de 6,54 % au troisième trimestre 2022 à 6,70 % au quatrième trimestre 2022.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO
au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6 - Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO

L'encours des crédits à l'économie s'est accru, en rythme annuel, de 14,4 % à fin décembre 2022. En revanche, les avoirs extérieurs nets de l'Union se sont contractés de 3.288,7 milliards, en liaison avec la dégradation des comptes extérieurs. Ces évolutions ont induit une croissance en glissement annuel de 11,3 % de la masse monétaire à fin décembre 2022. A la même date, les réserves de change se sont établies à un niveau correspondant à un taux de couverture de l'émission monétaire de 63,2 % contre 67,9 % un trimestre plus tôt. Ces réserves assurent à l'Union 4,4 mois d'importations des biens et services contre 4,6 mois au trimestre précédent.

Le Comité de Politique Monétaire a noté la tendance à la baisse du taux d'inflation, qui est ressorti à 7,8 % au quatrième trimestre 2022 après 8,4 % un trimestre plus tôt. De même, l'inflation sous-jacente (inflation excluant les produits à prix volatiles) est ressortie à 5,2 % au cours du quatrième trimestre 2022, après 5,4 % un trimestre plus tôt. Cette décélération du niveau général des prix a été notamment soutenue par les bons résultats de la campagne agricole 2022/2023 ainsi que par les mesures de politique monétaire prises par la Banque Centrale et les efforts des Etats pour réduire l'inflation.

Selon les dernières prévisions, le taux d'inflation dans l'Union devrait poursuivre sa dynamique baissière, tout en se maintenant à un niveau élevé encore pour plusieurs trimestres. Il devrait ressortir à 5,6 % en 2023 et 2,9 % en 2024, après 7,4 % en 2022. A l'horizon de deux ans, soit au quatrième trimestre 2024, le taux d'inflation est projeté à 2,5 %, un niveau qui le situe dans la zone cible de la politique monétaire [1,0 % - 3,0 %]. Cette décélération du niveau général des prix sur la période de prévision serait liée notamment à la détente des cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers, à la poursuite de la normalisation de la politique monétaire et aux mesures budgétaires de lutte contre la vie chère.

Cependant, le maintien du taux d'inflation à des niveaux élevés sur plusieurs périodes et les risques de rebond de l'inflation à court terme liés aux relèvements récents des prix des produits pétroliers et de l'électricité dans certains pays laissent craindre un désancrage des anticipations d'inflation.

Le Comité de Politique Monétaire a donc jugé nécessaire de poursuivre le processus de normalisation graduelle de sa politique monétaire entamée depuis juin 2022. Il a, par conséquent, décidé de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, afin d'accélérer le retour progressif de l'inflation dans la zone cible. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité passe de 2,75 % à 3,00 % et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de 4,75 % à 5,00 %. Cette décision prend effet à compter du 16 mars 2023. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union reste inchangé à 3,0 %.

Au cours de sa session du 7 juin 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,00 %, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,00 %, niveaux en vigueur depuis le 16 mars 2023.

Cette décision intervient après les hausses des taux directeurs entamées depuis juin 2022 et au regard de l'atténuation progressive des tensions inflationnistes dans un contexte de croissance économique soutenue dans l'Union.

L'inflation dans les pays de l'Union a en effet baissé. Le taux d'inflation est passé de 8,4 % en septembre 2022 à 5,7 % en mars 2023 et 4,6 % en avril 2023. Ce recul a été soutenu par les bons résultats de la campagne agricole 2022/2023, la réduction des coûts de l'énergie ainsi que les mesures de politique

monétaire prises par la Banque Centrale et les efforts des Etats pour lutter contre la vie chère. Sur les périodes à venir, l'inflation devrait continuer à baisser pour revenir en dessous de 3,0 % conformément à l'objectif visé par la Banque Centrale.

Les crédits à l'économie ont progressé de 16,6 %, en rythme annuel, à fin mars 2023 après 14,4 % le trimestre précédent pour soutenir le financement des économies de l'Union.

Au cours de sa session du 6 septembre 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de relever de 25 points de base les taux directeurs de la Banque Centrale, à compter du 16 septembre 2023. Ainsi, le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques passe de 3,00 % à 3,25 %.

Cette décision intervient dans un contexte de montée des incertitudes au niveau régional, de persistance des tensions inflationnistes, de renchérissement des conditions financières sur les marchés internationaux et de moindre mobilisation de ressources extérieures. La hausse des taux directeurs vise donc à anticiper et à contenir l'impact de ces facteurs de risque sur les perspectives macroéconomiques de l'Union.

L'activité économique au sein de l'UMOA a maintenu sa dynamique de progression au deuxième trimestre 2023. Pour l'année 2023, la croissance économique est projetée à 5,6 %.

Le taux d'inflation, en rythme annuel, qui avait atteint 5,8 % au premier trimestre 2023, a baissé à 4,0 % au deuxième trimestre. En juillet 2023, il est ressorti à 3,4 %.

Par ailleurs, les crédits à l'économie ont évolué à un rythme soutenu, enregistrant une progression de 16,2 %, en rythme annuel, à fin

juin 2023 après 16,6 % à fin mars 2023. Cette bonne orientation permet de soutenir l'activité économique dans l'Union.

Au cours de sa session du 6 décembre 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de relever de 25 points de base les taux directeurs de la Banque Centrale, à compter du 16 décembre 2023. Ainsi, le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques passe de 3,25 % à 3,50 %. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques reste inchangé à 3,0 %.

Cette décision intervient dans un contexte où les risques d'un retour des tensions inflationnistes sont en hausse, en lien avec la montée des incertitudes tant au niveau international que régional. Elle tient également compte des tensions sur les comptes extérieurs de l'Union. La hausse des taux directeurs vise ainsi à anticiper et à contenir l'impact de ces facteurs de risque.

L'activité économique au sein de l'UMOA a maintenu sa dynamique de progression au troisième trimestre 2023 laissant augurer pour l'ensemble de l'année 2023, une croissance économique projetée à 5,7 %. Le taux d'inflation, en rythme annuel, devrait se situer à 3,7 % au terme de l'année 2023, après 7,4 % en 2022.

Par ailleurs, les crédits à l'économie continuent d'évoluer à un rythme soutenu, enregistrant une progression de 13,9 %, en rythme annuel, à fin septembre 2023 après 16,2 % à fin juin 2023. En particulier, le rythme de progression des crédits accordés aux entreprises privées est ressorti à 15,0 %, après une croissance de 18,9 % le trimestre précédent. Ceux octroyés aux ménages ont augmenté de 9,8 % après 11,3 % trois mois plus tôt. Cette orientation permet de soutenir l'activité économique dans l'Union.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UOEA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UOEA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6. Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO

Le Comité de Politique Monétaire, analysant l'évolution des risques qui entourent les perspectives macroéconomiques, prendra, si

nécessaire, les mesures idoines pour assurer la stabilité monétaire de la zone.



Réunion du Conseil d'Administration tenue le 15 décembre 2023 au Siège de la BCEAO

7.1.4 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

En 2023, la composition du Conseil d'Administration de la BCEAO a connu les évolutions ci-après :

Au titre du Burkina Faso, Monsieur Bruno Raymond BAMOUNI, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, a été désigné le 26 avril 2023 en remplacement de Monsieur Célestin Santéré SANON.

Au titre de la République de Côte d'Ivoire, Monsieur Arthur AHOUSI, Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité Publique a été désigné le 7 novembre 2023 en remplacement de Monsieur Konan Jacques ASSAHORE.

Au titre de la République de Guinée-Bissau, Monsieur Faustino DE PINA RODRIGUES, Trésorier Général a été désigné le 14 novembre 2023 en remplacement de Monsieur Carlos GOMES.

Au titre de la République du Mali, Monsieur Abdoulaye TRAORE, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances a

réintégré le Conseil après le retour du Mali dans les instances de l'Union, suite à la décision de la Conférence des Chefs d'Etat de l'UEMOA, tenue le 8 juillet 2023, en République de Guinée-Bissau.

Le Conseil a tenu deux sessions ordinaires, respectivement le 15 mars et le 15 décembre 2023 au Siège de la BCEAO à Dakar, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Au cours de sa session ordinaire du 15 mars 2023, le Conseil a examiné et arrêté les états financiers de la BCEAO au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) et aux règles spécifiques de la BCEAO. En outre, il a pris connaissance des Rapports du Commissaire Contrôleur au titre de l'exercice 2022.

Le Conseil a également examiné le Rapport d'autoévaluation du Comité d'Audit de la

BCEAO pour l'exercice 2022 et approuvé le relevé de conclusions de la réunion dudit Comité tenue le 14 mars 2023, au Siège de l'Institut d'émission.

Par ailleurs, les membres du Conseil d'Administration ont été informés des conclusions du Rapport annuel d'activités du Comité d'Audit, au titre de l'exercice 2022.

Au terme des travaux, le Conseil a félicité la Banque Centrale pour les résultats obtenus et décidé de soumettre les états financiers ainsi arrêtés à l'approbation du Conseil des Ministres de l'Union, conformément aux Statuts de la BCEAO.

Au cours de sa session ordinaire du 15 décembre 2023, le Conseil a examiné et

7.1.5 - COMITE D'AUDIT DE LA BCEAO

En 2023, la composition du Comité d'Audit de la BCEAO a connu les changements ci-après :

Au titre du Burkina Faso, Monsieur Bruno Raymond BAMOUNI, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, a été désigné le 23 janvier 2023 en remplacement de Monsieur Célestin Santéré SANON.

Au titre de la République de Côte d'Ivoire, Monsieur Arthur AHOUSI, Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité Publique a été désigné le 23 janvier 2023 en remplacement de Monsieur Konan Jacques ASSAHORE.

Au titre de la République du Mali, Monsieur Abdoulaye TRAORE, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances a réintégré le Comité après le retour du Mali dans les instances de l'Union, suite à la décision de la Conférence des Chefs d'Etat de l'UEMOA,

adopté le projet de budget de la BCEAO pour l'exercice 2024.

Les membres du Conseil ont également approuvé les Relevés de conclusions des réunions du Comité d'Audit de la BCEAO tenues en juillet et en décembre 2023, au Siège de l'Institut d'émission.

Le Conseil a, par ailleurs, été informé des résultats des travaux de la Commission Spéciale pour la sélection des Contrôleurs externes de la BCEAO au titre des exercices 2024 à 2029 et donné son avis favorable en vue de leur soumission à l'approbation du Conseil des Ministres de l'Union, conformément aux Statuts de la Banque Centrale.

tenue le 8 juillet 2023, en République de Guinée-Bissau.

Au 31 décembre 2023, le Comité d'Audit de la BCEAO a tenu trois sessions ordinaires dans les locaux du Siège de la BCEAO et de l'Agence Principale d'Abidjan respectivement le 14 mars 2023 et le 17 juillet 2023, sous la présidence de Monsieur Konan Jacques ASSAHORE, son Président statutaire ainsi que le 13 décembre 2023, dans les locaux du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Arthur AHOUSI.

Au cours de sa session du 14 mars 2023, le Comité d'Audit de la Banque Centrale a examiné notamment les états financiers de la Banque Centrale et les rapports du Commissaire Contrôleur au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Après examen des états financiers établis par les Services de la Banque et des rapports

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78
7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78
7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86
7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90
7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO au 31 décembre 2023 94
7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98
7.2.3 - Patrimoine immobilier 99
7.2.4 - Systèmes d'information 100
7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101
7.2.6 - Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103
7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO

d'audit présentés par le Commissaire Contrôleur, le Comité a noté, avec satisfaction, que l'exploitation de la Banque Centrale a dégagé un résultat net excédentaire de 125,306 milliards, en progression de 127 % par rapport à l'exercice précédent.

Le Comité a pris acte de l'opinion émise par le Commissaire Contrôleur sur les états financiers qui s'est traduite par sa certification sans réserve des comptes de la BCEAO au 31 décembre 2022. Le Commissaire Contrôleur a, par ailleurs, indiqué que le dispositif de contrôle interne de la Banque Centrale est satisfaisant. Il a toutefois formulé des recommandations visant son renforcement.

Le Comité d'Audit a adressé ses vives félicitations au Gouverneur et au personnel de la Banque Centrale pour les résultats obtenus et a recommandé qu'il plaise au Conseil d'Administration d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils lui sont soumis.

En outre, le Comité a noté avec satisfaction, l'état de mise en œuvre du plan d'actions issu de son auto-évaluation réalisée en 2019 et le résultat de l'évaluation des prestations du Commissaire Contrôleur et des Contrôleurs Nationaux au titre de l'exercice 2022.

Par ailleurs, le Comité d'Audit a examiné le rapport sur le dispositif de cybersécurité de la BCEAO ainsi que le rapport annuel sur les activités de contrôle de l'Institut d'émission. Le Comité a encouragé la mise en œuvre diligente des mesures envisagées en vue de la montée en maturité du dispositif susvisé.

Il a également pris connaissance des dossiers en information, notamment la lettre d'affirmation au titre de l'exercice 2022 et l'état de mise en œuvre des

recommandations formulées par les missions d'audit interne et externe.

Enfin, le Comité a félicité les Services de la Banque Centrale et le Commissaire Contrôleur pour la qualité des documents produits et la clarté des présentations.

Au cours de sa session du 17 juillet 2023, le Comité d'Audit de la Banque Centrale a examiné notamment l'état d'exécution des missions d'audit interne au 30 juin 2023 ainsi que le rapport annuel sur les risques opérationnels au titre de l'exercice 2022.

Le Comité a noté avec satisfaction la bonne exécution du programme des missions d'audit interne au titre du premier semestre de l'année 2023 et a félicité la BCEAO pour les performances atteintes.

Après examen du rapport annuel de la Banque Centrale sur les risques opérationnels au titre de l'exercice 2022, le Comité a apprécié la pertinence du rapport qui donne une assurance raisonnable sur la qualité de la gestion des risques à la BCEAO.

Par ailleurs, le Comité a pris connaissance de l'état de mise en œuvre, au 31 mai 2023, des recommandations formulées au cours de ses précédentes sessions ainsi que des plans d'actions issus de ses auto-évaluations.

Le Comité a suivi avec intérêt une présentation sur le dispositif de contrôle des opérations de la Direction Nationale de la BCEAO pour la Côte d'Ivoire. A l'issue de la présentation, il a félicité la Banque Centrale pour la qualité du dispositif existant.

En outre, le Comité a pris acte des conclusions issues de l'analyse comparative de la composition des Comités d'Audit d'un échantillon de banques centrales, relative à

la présence en leur sein, d'administrateurs indépendants.

Enfin, le Comité a félicité les Services de la Banque Centrale pour la qualité des documents produits et la clarté des présentations.

Au cours de sa session du 13 décembre 2023, le Comité d'Audit s'est réuni, à l'effet d'examiner notamment, les résultats des travaux de la Commission Spéciale pour la sélection des Contrôleurs externes de la BCEAO au titre des exercices 2024 à 2029, son rapport annuel d'activités au titre de l'année 2023, son programme de travail de l'exercice 2024 ainsi que le plan triennal d'audit interne de la BCEAO sur la période de 2024 à 2026.

Le Comité a examiné les conclusions des travaux de la Commission Spéciale pour la sélection du Commissaire Contrôleur et des Contrôleurs Nationaux de la BCEAO au titre des exercices 2024 à 2029.

Il a félicité la BCEAO et la Commission Spéciale pour la qualité du travail effectué, notamment la rigueur, la transparence et le respect des meilleures pratiques observés dans le processus de sélection. Il s'est assuré que les cabinets d'audit retenus disposent des ressources humaines et des compétences techniques requises pour le contrôle et la certification des comptes de la Banque Centrale, conformément aux dispositions des Statuts de l'Institut d'émission et des normes internationales admises.

En conséquence, le Comité d'Audit recommande au Conseil d'Administration d'émettre un avis favorable sur la liste des soumissionnaires titulaires et suppléants proposés pour le contrôle externe des comptes de la BCEAO au titre des exercices 2024 à 2029.

Le Comité d'Audit a par ailleurs adopté son rapport annuel d'activités au titre de l'exercice

2023, sous réserve de la prise en compte des observations formulées en séance, ainsi que l'état de mise en œuvre des plans d'actions issus de ses auto-évaluations. Le rapport annuel d'activités sera soumis à l'approbation du Conseil d'Administration lors de sa session de mars 2024.

Le Comité a également adopté son programme de travail au titre de l'année 2024, consacré notamment à l'examen des états financiers de la BCEAO au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, au plan d'action sur le renforcement du dispositif de cyber résilience de la BCEAO, à l'évaluation externe de la Direction de l'Inspection et des Audits et au suivi de l'exécution du programme des missions d'audit interne de l'année 2024. En outre, il a retenu trois (3) sessions de formation dans le cadre du renforcement des capacités de ses membres.

Il a noté avec satisfaction la bonne exécution du plan d'audit triennal 2021-2023 de la Banque Centrale. Le Comité a approuvé le plan d'audit interne au titre de la période 2024-2026, qui couvre les principaux domaines d'activités de la Banque et les risques émergents, notamment ceux liés à la cybersécurité ainsi qu'au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.

Le Comité a, en outre, pris acte de l'état de mise en œuvre des recommandations précédemment formulées ainsi que de celles des missions d'audit interne et externe.

Par ailleurs, il a apprécié la présentation du Commissaire Contrôleur sur l'audit des comptes au 31 octobre 2023 ainsi que sur le contrôle interne.

Enfin, le Comité a félicité les Services de la Banque Centrale pour la grande qualité des documents produits et la clarté des présentations.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO
au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6. Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

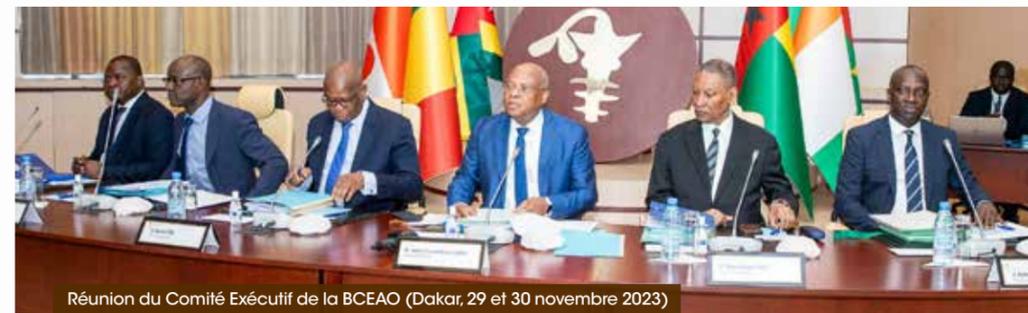
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO

7.2.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPERATIONNELLE DE LA BCEAO AU 31 DECEMBRE 2023



MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Gouverneur	M. Jean-Claude Kassi BROU
Vice-Gouverneur	M. Norbert TOE
Vice-Gouverneur	M. Mamadou DIOP
Secrétaire Général	M. Abdoulaye SECK
Directeur de Cabinet	M. Kouao Ephrem ENOH
Conseiller Spécial du Gouverneur	M. Bassambié Franck BATIONO
Conseiller du Gouverneur	M. Antoine TRAORE
Conseiller du Gouverneur	M. Gbégnon Alain M. KOMACLO
Conseiller du Gouverneur	M. Ahmadou Al Aminou LO
Conseiller du Gouverneur	M. Kossi TENOU
Conseiller du Gouverneur	M. Chalouho COULIBALY

CABINET DU GOUVERNEUR

Administrateur Délégué de la Fondation BCEAO-Abdoulaye FADIGA	M ^{me} Akouélé Sylviane MENSAH
Directeur au Cabinet du Gouverneur	M. Abdoulaye TRAORE
Directeur en charge de la Cellule de communication du Gouverneur	M ^{me} Adja Aminata NDIAYE

SECRETARIAT GENERAL

Secrétaire Général	M. Abdoulaye SECK
Conseiller du Secrétaire Général	M. Adrien Amadou Mactar DIOUF
Directeur au Secrétariat Général	M ^{me} Gisèle KENY NDOYE

CONTROLE GENERAL

Contrôleur Général	M. Gbégnon Alain Michel KOMACLO
	M. Coulibaly HORO
Conseillers du Contrôleur Général	M. Kora LILIOU
	M. Mahamadou Ali ISSOUFOU

DIRECTIONS GENERALES

Directeur Général des Activités Fiduciaires	M. Bwaki KWASSI
Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	M. Bassambié Franck BATIONO
Directeur Général des Opérations et de l'Inclusion Financière	M. Mahamane Alassane TOURE
Directeur Général de la Stabilité Financière et du Financement des Economies	M ^{me} Yaye Aminata SECK MBOW
Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	M. Ekoué Djro GLOKPOR
Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M. Alioune Blondin BEYE
Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB)	-

CONSEILLERS DES DIRECTEURS GENERAUX

Conseiller du Directeur Général des Activités Fiduciaires	M. Siaka KEITA
Conseiller du Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	M. Bléhoué Toussaint DAMOH
Conseiller du Directeur Général des Opérations et de l'Inclusion Financière	M. Charlie Jerry DINGUI
Conseiller du Directeur Général de la Stabilité Financière et du Financement des Economies	-
Conseiller du Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	M. Tiéguélé Abdoul F. COULIBALY
Conseiller du Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M. Fama Adama KEITA
Conseillers du Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires	- M. Patrick KODJO - M. Balibé Serge Auguste BAYALA

DIRECTIONS DES SERVICES CENTRAUX

Directeur des Affaires Juridiques et Institutionnelles	M. Abdourahmane NIANG
Directeur de la Documentation, des Publications et des Archives	M ^{me} Ndèye Fatou DIOP SECK
Directeur de l'Inspection et des Audits	M. Mouhamed DIOP
Directeur de la Surveillance et de la Prévention des Risques	M ^{me} Anastasie CARVALHO KODJO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6. Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Directeur des Etudes Fiduciaires	M. Mohamed Almountaka ALFIDJA
Directeur des Opérations de Caisse	M. Yamoussa M. KONE
Directeur du Centre de Traitement Fiduciaire	M. Salifou HAMANI
Directeur des Statistiques	M. Mahaman Tahir HAMANI
Directeur de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires	M. Bléhoué Toussaint DAMOH
Directeur des Etudes Economiques et de l'Intégration Régionale	M. N'Guessan Berenger Landry ABOU
Directeur des Opérations de Marché	M. Djibril DIAW
Directeur des Systèmes et Moyens de Paiement	M. Charlie Jerry DINGUI
Directeur de l'Inclusion Financière	M^{me} Niffone Jacqueline DABOU
Directeur des Activités Bancaires et des Financements Alternatifs	M. Bassirou Makha Racine KANE
Directeur de la Stabilité Financière	M. Banassi OUATTARA
Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion	M. Noël Doris HOUNDJI
Directeur des Systèmes d'Information	M. Tiéguélé Abdoul F. COULIBALY
Directeur du Budget et des Approvisionnements	M. Jean-François JOSSOU
Directeur de la Gestion Administrative et Sociale du Personnel	M. Vincent SEDALO
Directeur de la Gestion des Carrières et des Compétences	M. Jean-Blaise KOUAME
Directeur du Patrimoine et de la Sécurité	M. Ali SEINI OUMAR
Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation	M. Toukou Fernand ABOUTOU
Directeur de la Recherche et des Partenariats	M^{me} Ndèye Amy NGOM SECK
Directeur des Affaires Administratives et de la Communication	M^{me} Hadja Yelly KONE

DIRECTIONS NATIONALES

Directeur National pour le Bénin	M. Emmanuel ASSILAMEHO
Directeur National pour le Burkina	M. Armand BADIEL
Directeur National pour la Côte d'Ivoire	M. Chalouho COULIBALY
Directeur National pour la Guinée-Bissau	M^{me} Zenaida M. LOPES CASSAMA
Directeur National pour le Mali	-
Directeur National pour le Niger	M. Maman Laouali ABDOU RAFA
Directeur National pour le Sénégal	M. Ahmadou Al Aminou LO
Directeur National pour le Togo	M^{me} Akuwa DOGBE AZOMA

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CB-UMOA)

Secrétaire Général	M. Antoine TRAORE
Secrétaires Généraux Adjointes	- M. Habib THIAM - M. Thierry TOFFA
Directeur de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques	M^{me} Fatou Sy Mangane ANTWI-GYAMPEM
Directeur des Etudes et des Relations Internationales	M. Babacar FALL
Directeur de la Surveillance Permanente des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique	M. Josephate ZOLA
Directeur de la Surveillance Permanente des Systèmes Financiers Décentralisés	M. Saïdou SAYORE
Directeur du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique	M. Malick DIARRA
Directeur du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés	M. Kalidou Assane THIAM
Directeur des Moyens Généraux	M^{me} Aissa CHEFFOU N'DABIAN

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6 - Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO



Vue partielle de l'assistance lors de la cérémonie de présentation des vœux du personnel au Gouverneur édition 2023

7.2.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

A fin décembre 2023, l'effectif global du personnel de la BCEAO, tous corps confondus, s'est établi à 3.414 agents contre 3.401 agents au 31 décembre 2022, soit une progression nette de 13 agents (0,38 %).

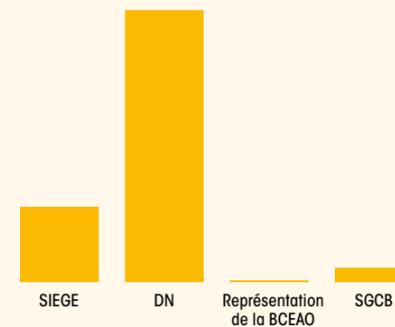
Cet effectif est constitué de 3.348 agents en activité au niveau des sites de la BCEAO et de 66 agents en position de détachement ou de disponibilité.

L'effectif total en activité sur les sites est réparti comme suit :

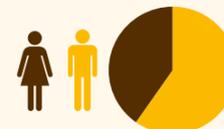
• Haut Management et Directeurs :	98 agents, soit 2,93 % ;
• Personnel d'encadrement :	1.173 agents, soit 35,04 % ;
• Personnel Administratif et Technique :	2.077 agents, soit 62,04 %.

La répartition de l'effectif global du personnel en activité, par site, se présente ainsi qu'il suit :

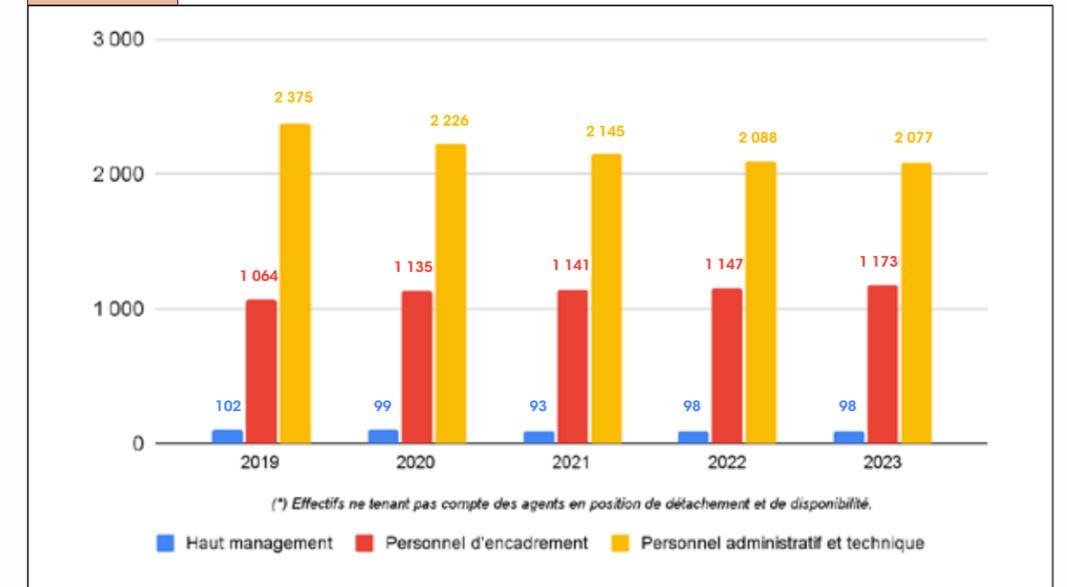
- Siège : **788 agents, soit 23,54 % ;**
- Directions Nationales (8 Agences Principales et 16 Agences Auxiliaires) : **2.410 agents, soit 71,98 % ;**
- Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA : **147 agents, soit 4,39 % ;**
- Représentation de la BCEAO auprès des Institutions Européennes de Coopération : **3 agents, soit 0,09 %.**



- La part du personnel féminin dans l'effectif en activité s'établit à **38,5 %**, soit **1.314 agents**, tandis que celle du personnel masculin représente **61,5 %**, soit **2.100 agents**.



Graphique 19 EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BCEAO DE 2019 A 2023



Source : BCEAO



Nouvelle Agence Auxiliaire de Saint-Louis du Sénégal

7.2.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER

En matière de gestion du patrimoine immobilier de la BCEAO, à la suite de l'achèvement en 2023 des travaux de construction des immeubles de l'Agence Auxiliaire de Saint-Louis, la mise en exploitation des ouvrages concernés devrait être effective en 2024.

Au titre du programme de consolidation des infrastructures, les travaux de réhabilitation et d'extension des immeubles des Agences

Auxiliaires de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso, Abengourou en Côte d'Ivoire, Maradi et Zinder au Niger se sont poursuivis en 2023 et ceux afférents à la ville de Ouahigouya au Burkina Faso ont démarré.

Par ailleurs, les travaux de surélévation de l'immeuble fonctionnel du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan se sont poursuivis.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO
au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6. Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO

7.2.4 - SYSTEMES D'INFORMATION

Amélioration de la gestion de la sécurité de l'information

Dans le cadre de ses efforts continus pour renforcer la gestion de la sécurité de l'information, la BCEAO a institué un Service Opérationnel de Cybersécurité (SOC) au sein de la Direction des Systèmes d'Information (DSI). Cette initiative vise à assurer une gestion efficace des activités relatives à la prévention, à la détection, au traitement et à la réaction aux incidents de sécurité informatique. A cet égard, il a été procédé au renforcement des compétences des agents affectés au SOC, afin notamment de leur permettre de maîtriser l'outil d'automatisation de réponse aux incidents, qui a été déployé avec succès au premier trimestre de l'année 2023.

Sécurisation des systèmes et réseaux

Sur le plan de la sécurisation des systèmes et des réseaux informatiques, la mise en œuvre d'une plateforme d'analyse comportementale pour la détection proactive des menaces a été achevée. En outre, une solution robuste de chiffrement des données a été déployée sur l'ensemble des micro-ordinateurs portables de l'Institut d'émission, en vue de prévenir les fuites d'informations sensibles. La gestion des accès aux systèmes informatiques a également été améliorée grâce à l'implémentation d'une plateforme

unifiée de gestion des identités, permettant d'optimiser l'authentification des utilisateurs du Système d'Information Bancaire (SIB).

Protection des données personnelles et conformité réglementaire

En matière de protection des données personnelles, la BCEAO a initié une procédure de consultation pour s'attacher les services d'une expertise externe afin d'identifier et de formaliser les processus en adéquation avec les législations en vigueur au sein de l'UMOA. De plus, la BCEAO a accompli les diligences nécessaires pour le renouvellement de la certification PCI DSS³, un standard essentiel pour la sécurité des données relatives aux cartes de paiement. Elle a procédé également à une évaluation approfondie des dispositifs de sécurité de la plateforme de messagerie financière SWIFT⁴, assurant ainsi un niveau de sécurité optimal des opérations financières.

Développement des applications

S'agissant du portefeuille applicatif, la BCEAO poursuit sa stratégie de consolidation des applications métiers, dans l'optique d'optimiser les processus internes, d'améliorer la productivité et d'accroître la qualité des services offerts.

3 : Payment Card Industry Data Security Standard

4 : Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication

A cet effet, plusieurs modules applicatifs ont été déployés, contribuant significativement à l'efficacité opérationnelle. Parmi ces modules, il convient de souligner le Système Intégré de planification et de Management des Activités (SIGMA), l'application dédiée à la gestion des affaires juridiques (AJUR), l'outil d'automatisation de la revue analytique (IROCO) et le système de gestion des réserves obligatoires (RO). De plus, l'ensemble des fonctionnalités de la plateforme de numérisation de chèques (CIC) et celles des composants clés de l'interface monétaire (INTERMON) ont été intégrés au SIB.

En outre, une nouvelle version de la Centrale des Incidents de Paiement a été déployée

au niveau de la communauté bancaire de l'Union en prenant en compte les demandes d'évolution formulées par les assujettis.

Les travaux de refonte des applications englobant le suivi des systèmes financiers décentralisés, la gestion des ressources humaines (SIRH), de la paie et des immobilisations (MIMOSA) ont aussi progressé, notamment avec la mise en production d'un module de gestion du parcours professionnel des agents.

Par ailleurs, le projet visant à reprendre dans une application spécifique les fonctionnalités de gestion des titres et de la liquidité relevant de la politique monétaire a été poursuivi.



7.2.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITES DE CONTROLE

Les activités menées au cours de l'année 2023 se sont inscrites dans le cadre du renforcement de la résilience de la BCEAO face aux situations de crise et de la consolidation des dispositifs de maîtrise des risques opérationnels et de contrôle interne.

Au titre des actions visant le renforcement de la capacité de la BCEAO à faire face aux crises, une campagne de mise à jour de la documentation du Plan de Continuité des Opérations (PCO) a été réalisée sur l'ensemble des sites. Cette campagne a été

précédée d'actions de sensibilisation et de formation des correspondants PCA⁵ désignés par les structures et sites pour servir de relais de la Direction de la Surveillance et de la Prévention des Risques (DSPR). Un guide de préparation et de réalisation des tests du PCA a également été élaboré et transmis aux sites distants⁶. Enfin, un test du PCA a été réalisé en décembre 2023.

Concernant la sécurité de l'information, la BCEAO a renforcé le cadre de gouvernance de son Système d'Information en procédant

5 : PCA = Plan de continuité des activités

6 : Les sites distants concernés sont les Directions Nationales de la BCEAO et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

7.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 78

7.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 78

7.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

7.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 86

7.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

7.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

7.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

7.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO
au 31 décembre 2023 94

7.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

7.2.3 - Patrimoine immobilier 99

7.2.4 - Systèmes d'information 100

7.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 101

7.2.6 - Plan stratégique 2022-2024 de la BCEAO 103

7.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 103

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO

à la désignation formelle d'un Responsable à la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI). Celui-ci a pour principale mission de définir la stratégie de cybersécurité de la BCEAO et de veiller à sa mise en œuvre. Des innovations ont également été introduites au niveau des actions de sensibilisation du personnel à la sécurité de l'information, notamment à travers la diffusion d'une plaquette mensuelle et d'un bulletin d'information de périodicité bimensuelle.

Dans le domaine de la sécurité des personnes et des biens, la veille sécuritaire s'est poursuivie grâce au recours notamment à des outils de suivi des niveaux d'alerte et des risques pays.

Pour sa part, la consolidation du dispositif de contrôle interne s'est traduite principalement par la mise en œuvre d'actions de formation notamment l'organisation de séminaires afin de renforcer les compétences des Contrôleurs des Opérations pour leur permettre de remplir efficacement leur rôle et d'œuvrer à la maîtrise des risques.

En outre, concernant le contrôle externe des comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2022, il en est ressorti que les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la BCEAO, de sa performance financière et de ses flux de trésorerie au 31 décembre 2022. Le Commissaire Contrôleur a également indiqué que le système de contrôle interne mis en place par la BCEAO est satisfaisant. Conformément aux dispositions contenues dans la Politique de sélection des contrôleurs externes, le Conseil des Ministres a procédé à la sélection du Commissaire Contrôleur et des Contrôleurs Nationaux pour la certification des

comptes de la BCEAO au titre des exercices 2024 à 2029. Par ailleurs, la mission du Fonds Monétaire International (FMI) pour l'évaluation des sauvegardes de la BCEAO a estimé que le dispositif de la BCEAO est globalement satisfaisant.

Au titre de l'audit interne, une cinquantaine de missions ont été réalisées, suivant le programme annuel de la Direction de l'Inspection et des Audits (DIA), dans le but de fournir, avec indépendance et objectivité, une assurance raisonnable sur le degré de maîtrise des activités de la BCEAO, notamment le respect des dispositions légales, réglementaires et contractuelles, l'efficacité et l'efficience des opérations, la sauvegarde du patrimoine ainsi que la sécurité et la fiabilité des données traitées par les systèmes d'information.

Une attention particulière a été accordée aux risques liés à la cybersécurité, aux activités fiduciaires, aux opérations de marché ainsi qu'à la sécurité des personnes et des biens.

En outre, des activités ont été entreprises dans le cadre du renforcement des capacités des auditeurs internes, afin d'assurer une couverture adéquate des principaux risques associés aux activités de la Banque Centrale. Ainsi, outre les actions du plan de formation de la BCEAO sur des thématiques relevant du domaine de l'audit, les auditeurs internes ont bénéficié des opportunités de renforcement des compétences offertes par des organisations professionnelles dont ils sont membres (actions de formation, partage d'expériences, conférences, etc.). La BCEAO a également participé à plusieurs rencontres internationales de haut niveau consacrées aux défis et perspectives des métiers du contrôle et de l'audit internes.

Par ailleurs, des actions d'amélioration ont été réalisées en vue de renforcer l'efficacité du processus d'audit interne et lui permettre de s'adapter aux évolutions de l'environnement interne et externe de la BCEAO. Elles ont notamment porté sur l'exploitation des outils digitaux mis en place par la Banque en réponse à la pandémie de Covid-19,

l'actualisation des guides d'audit des activités fiduciaires pour tenir compte de la mise en production du Centre de Traitement Fiduciaire, l'intégration systématique des contrôles généraux informatiques dans les audits de structures ainsi que sur les modalités de communication des résultats des missions d'audit interne.

7.2.6. PLAN STRATEGIQUE 2022-2024 DE LA BCEAO

La Banque Centrale a poursuivi au cours de l'année 2023, la mise en œuvre de son Plan Stratégique 2022-2024 qui comporte 14 objectifs stratégiques déclinés en 58 objectifs opérationnels et 72 projets. Ces projets devront permettre, à terme, à l'Institution de se doter d'outils modernes face aux menaces émergentes et de contribuer, notamment au renforcement de la connaissance de la dynamique des économies de l'Union ainsi que de la résilience et de la solidité du système bancaire et financier.

Au 30 septembre 2023, sur les 30 projets qui arrivent à échéance au 31 décembre 2023, 17 ont été réalisés ou connaissent un déroulement normal (56,67 %). Ils sont relatifs notamment à la mise en place d'une stratégie de veille et de réaction contre les fake-news,

à la réalisation d'une charte graphique et à la mise en place d'une cellule d'assurance-qualité pour le COFEB, à la mise en place d'une base de données des comptes nationaux des Etats membres de l'UEMOA. Il en est de même pour les projets liés à la réalisation d'une étude sur la mise en place dans l'Union d'un dispositif de fourniture de liquidité d'urgence par la BCEAO, à l'élaboration d'une note conceptuelle indiquant l'approche que la BCEAO pourrait adopter pour prendre en compte les impacts des changements climatiques sur la conduite de la politique monétaire, à la réalisation d'études sur l'impact de l'émission d'une Monnaie Digitale de Banque Centrale (MDBC) sur la politique monétaire. Les autres projets, en cours, connaissent un déroulement normal sans difficultés majeures en perspective.

7.2.7 - SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE DE LA BCEAO

La BCEAO a soumis, du 8 au 10 novembre 2023, conformément aux exigences normatives, son Système de Management de la Qualité à l'audit externe de suivi n° 1 réalisé par le Cabinet Bureau Veritas. Au terme de cette évaluation, le certificat de la BCEAO à la norme ISO 9001 a été maintenu, témoignant ainsi de la dynamique d'amélioration continue de son fonctionnement et de la qualité des services rendus à ses clients et partenaires via la conformité de ses pratiques aux standards internationaux.

Par ailleurs, après plus d'une dizaine d'années de mise en œuvre de la démarche qualité, l'Institution a initié en 2023 le bilan de son apport sur les activités. Des perspectives d'évolution du dispositif seront dégagées, en vue de consolider les acquis tout en ciblant une plus grande efficacité dans le fonctionnement des activités de la Banque et davantage de satisfaction de ses clients.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	106
8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO	106
8.1.2 - Formation diplômante	107
8.1.3 - Programme de formation des managers	108
8.1.4 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit et des administrations économiques et financières de l'UEMOA	109
8.1.5 - Autres activités de formation	110
8.2. RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS	111
8.2.1. Etudes réalisées par les équipes de chercheurs en interne	111
8.2.2. Etudes menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche	112
8.2.3. Outils d'aide à la décision	113
8.2.4. Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages)	113
8.2.5. Renforcement de capacités	114
8.2.6. Publications	114
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
ANNEXES	121



VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES 106

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 106

8.1.2 - Formation diplômante 107

8.1.3 - Programme de formation des managers 108

8.1.4 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 109

8.1.5 - Autres activités de formation 110

8.2. RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 111

8.2.1. Etudes réalisées par les équipes de chercheurs en interne 111

8.2.2. Etudes menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche 112

8.2.3. Outils d'aide à la décision 113

8.2.4. Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 113

8.2.5. Renforcement de capacités 114

8.2.6. Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES



- 66 SESSIONS DE FORMATIONS ORGANISEES ;
- 2.269 PARTICIPANTS ONT ETE ENREGISTRES AU SEIN DU PERSONNEL DE LA BANQUE CENTRALE ;
- 84 AGENTS NOUVELLEMENT RECRUTES ONT ETE FORMES A DISTANCE GRACE A LA PLATEFORME EN LIGNE (E-LEARNING), AVANT LA FORMATION RESIDENTIELLE AU COFEB ;
- 36 AGENTS ONT PARTICIPE AU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES SERVICES DE CAISSE ;
- 421 AGENTS ONT PRIS PART AU PROGRAMME DE FORMATION VIRTUELLE EN LANGUE ANGLAISE (PAFLA).

Au cours de l'année 2023, le COFEB a poursuivi la mise en œuvre de ses programmes de formation, aussi bien au profit de sa cible interne (66 sessions) qu'externe (37 sessions), apportant un soutien en matière de renforcement de capacités au personnel de la BCEAO, aux administrations des Etats membres de l'UEMOA, aux établissements de crédit, aux

établissements de monnaie électronique ainsi qu'aux Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Les actions entreprises ont mis un accent particulier sur le renforcement des capacités managériales des Responsables de la BCEAO ainsi que l'accompagnement du système bancaire et financier de l'Union, dans le cadre de la vulgarisation des réformes initiées.

8.1.1 - RECYCLAGE ET FORMATION DU PERSONNEL DE LA BCEAO

Le personnel de la BCEAO a bénéficié, au cours de l'année 2023, de séminaires organisés par le COFEB dans le cadre de la mise en œuvre du plan de formation interne. 66 sessions de formation ont été organisées au titre dudit exercice. Celles-ci ont enregistré la participation de 2.269 agents.

Le COFEB a élaboré un programme de formation spécifique sur la Réglementation des relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, dénommée R09, destiné

à tous les principaux acteurs intervenant dans le traitement et le contrôle des opérations financières extérieures, notamment les agents de la BCEAO, les assujettis concernés et les Administrations publiques.

L'objectif de ce programme de formation est d'expliquer les dispositions du Règlement R09 et les modalités de son application, telles que les diligences d'évaluation des créances et avoirs sur l'extérieur, les dispositions en matière de rapatriement des recettes d'exportation

et la constitution de dossiers de couverture en devises aux guichets de la BCEAO. Il vise également à assurer une meilleure connaissance de l'ensemble des principes de la réglementation des changes et à sensibiliser sur la nécessité de renforcer les dispositifs de contrôle interne en vigueur pour un meilleur suivi des prescriptions réglementaires. Deux sessions de formation ont été organisées, respectivement du 12 au 15 septembre 2023 en faveur de 192 agents de la BCEAO et du 10 au 13 octobre 2023 en faveur de 246 Responsables et cadres des établissements de crédit et des Administrations économiques et financières de l'Union.

La mise en œuvre de la formation d'intégration des agents nouvellement recrutés s'est poursuivie. Au total, 84 agents nouvellement recrutés ont terminé la première étape, qui s'est déroulée sous forme d'autoformation. La deuxième étape consiste en un séminaire résidentiel au COFEB, organisé en début d'année.

Le nouveau dispositif de formation en langue anglaise dénommé Programme Accélééré de Formation en Langue Anglaise (PAFLA), est entré dans sa phase de mise en œuvre effective.

8.1.2 - FORMATION DIPLOMANTE

Le COFEB a assuré l'encadrement académique des 44^e, 45^e et 46^e promotions du cycle diplômant. En effet, 23 auditeurs de la 44^e promotion ont soutenu leurs mémoires au cours de la période du 22 au 31 janvier 2023. Lors de sa réunion tenue le 1^{er} mars 2023, la Cellule pédagogique de validation des résultats a décidé de décerner le diplôme de Master II en Finances et Gestion Bancaire à l'ensemble de la promotion, soit un taux de réussite de 100 %.

Ce dispositif propose une solution de formation virtuelle, flexible, permettant aux apprenants de programmer leur formation en fonction de leur disponibilité, avec pour objectif principal de permettre aux agents d'être autonomes et opérationnels à brève échéance dans l'usage de la langue anglaise. Au total, 421 agents de la Banque ont entamé la formation.

Au cours de l'année 2023, un recrutement interne suivi d'une formation qualifiante à l'intention des lauréats, a été lancé en vue du renforcement des effectifs de Caisse sur tous les sites concernés de la BCEAO. Le processus de recrutement interne s'est déroulé en deux étapes, à savoir une phase de test écrit sous la forme d'une épreuve de dissertation de culture générale et une phase d'entretien oral avec un jury. A l'issue du processus, 36 agents ont été déclarés admis. Ils ont entamé une formation qualifiante visant à assurer leur promotion dans les emplois de niveau supérieur auxquels ils aspirent.

Enfin, le COFEB a mis en place durant l'année 2023 un programme de formation spécifique sur la finance digitale et la finance verte destiné à son personnel et validé par les Autorités de la Banque Centrale.

S'agissant des 26 auditeurs de la 45^e promotion, ils ont effectué leurs stages d'application du 28 août au 28 novembre 2023. La soutenance de leurs mémoires est prévue sur la période du 26 décembre 2023 au 16 janvier 2024.

Quant à la 46^e promotion, elle est composée de 31 auditeurs qui ont pu commencer leur formation le 6 novembre 2023, au titre de l'année académique 2023-2024.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES 106

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 106

8.1.2 - Formation diplômante 107

8.1.3 - Programme de formation des managers 108

8.1.4 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 109

8.1.5 - Autres activités de formation 110

8.2. RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 111

8.2.1. Etudes réalisées par les équipes de chercheurs en interne 111

8.2.2. Etudes menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche 112

8.2.3. Outils d'aide à la décision 113

8.2.4. Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 113

8.2.5. Renforcement de capacités 114

8.2.6. Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

8.1.3 - PROGRAMME DE FORMATION DES MANAGERS

Ce programme comporte deux volets, l'accompagnement des managers de la BCEAO et le renforcement des capacités des dirigeants et hauts cadres d'établissements de crédit et des administrations publiques.

Au titre du programme de développement personnel (management et leadership), 198 Managers de la BCEAO ont participé à 6 séminaires de formation organisés en 12 sessions, dont 11 en distanciel. L'objectif est de renforcer leurs compétences managériales et de les doter des meilleurs outils pour être des managers inspirants et impactants. Les thématiques développées au cours de ces formations sont : « *Devenir un manager de proximité* », « *Réussir sa prise de fonction* », « *Lecture rapide* », « *Gestion des réunions* », « *Réflexion stratégique pour de meilleures prises de décision* » et « *Perfectionnement au SMQ* ».

S'agissant des actions en faveur de la cible externe, elles ont été articulées autour de la première édition des deux parcours certifiants conjointement mis en place par le COFEB et HEC Paris :

- *le Certificat Executive Management Stratégique Bancaire niveau 1 (CEMSTRAT 1)* à l'intention des Directeurs techniques et opérationnels des établissements bancaires et financiers ainsi que des administrations publiques et organisations régionales. Un total de 30 participants ont été certifiés au cours de cette édition 2023 après avoir suivi un parcours articulé autour de sept modules ;
- *le Certificat Executive Management Stratégique Bancaire niveau 2 (CEMSTRAT 2)* à l'intention des Directeurs Généraux,



Le bâtiment du COFEB

Directeurs Généraux Adjoints, membres des comités de direction et cadres à hauts potentiels des banques et établissements financiers ainsi que des administrations publiques et des organisations régionales. Douze récipiendaires, dont quatre femmes, ont été certifiés au titre de cette édition 2023, au terme des cinq modules composant ce parcours.

Par ailleurs, le COFEB et HEC Paris ont organisé deux formations courtes à la carte en ligne dites « *Live webinaires* », destinées à l'écosystème bancaire et financier. Les deux thématiques d'actualité développées en faveur de 70 participants ont porté sur :

- *la Finance verte et durable : concepts, pratiques et perspectives ;*
- *le Financement des infrastructures en Afrique : quelle stratégie pour les banques ?*

8.1.4 - PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES INSTITUTIONS DE CREDIT ET DES ADMINISTRATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE L'UEMOA

Le COFEB a organisé 33 sessions de formation au profit des établissements de crédit, des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), des Etablissements de Monnaie Electronique (EME) et des Administrations publiques. Le nombre de participants s'élève à 2.020. Ces formations ont contribué à la vulgarisation des textes réglementaires relatifs au dispositif prudentiel Bâle II et III, à travers notamment l'organisation de la 6e édition du Parcours certifiant, en partenariat avec le Grand-Duché de Luxembourg, à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, à l'affacturation, à la comptabilisation des opérations de monnaie électronique, au reporting réglementaire et à la gouvernance bancaire.

Concernant en particulier l'affacturation dont le projet de loi uniforme a été adopté par le Conseil des Ministres de l'UEMOA en décembre 2020, les actions de sensibilisation et de formation initiées depuis 2021 en partenariat avec AFREXIMBANK et FCI (*Factors Chain International*) se sont poursuivies. Ainsi, une conférence internationale a été organisée, du 7 au 9 juin 2023 à l'hôtel Radisson Blu de

Dakar, à l'intention des sociétés d'affacturation, des banques, des institutions financières non bancaires et des entreprises.

Par ailleurs, dans le cadre de la poursuite des actions de sensibilisation et de promotion de l'innovation numérique au titre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière, un atelier régional sur la digitalisation des paiements publics a été organisé le 13 avril 2023. Parmi les participants figurent des partenaires techniques et financiers ainsi que des Administrations publiques de l'UEMOA.

L'année a également été marquée par le lancement de deux nouveaux programmes de formation certifiante, respectivement en mai et octobre 2023. Ils portent sur les thèmes suivants :

- *Réglementation bancaire et modélisation des paramètres bâlois : cette formation s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la vulgarisation du dispositif prudentiel. Il répond également au besoin de préparer les banques aux évolutions de la réglementation Bâle II et III, notamment la transition vers les modèles internes*

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES 106

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 106

8.1.2 - Formation diplômante 107

8.1.3 - Programme de formation des managers 108

8.1.4 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 109

8.1.5 - Autres activités de formation 110

8.2. RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 111

8.2.1. Etudes réalisées par les équipes de chercheurs en interne 111

8.2.2. Etudes menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche 112

8.2.3. Outils d'aide à la décision 113

8.2.4. Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 113

8.2.5. Renforcement de capacités 114

8.2.6. Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIATS

d'évaluation des risques bancaires. Elle est organisée conjointement avec l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan ;

- *Finance digitale* : cette formation renforce les initiatives prises par la BCEAO en appui au développement de la finance digitale, notamment la création d'un Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech dans l'UMOA (BCSF-UMOA) et la publication

de divers guides⁸. Elle bénéficie de l'appui du Grand-Duché du Luxembourg, à travers l'Agence de Transfert de Technologie Financière (ATTF) et permet aux participants d'approfondir leurs connaissances en termes de conception et de mise en œuvre de stratégies de développement numérique et de découvrir les actions mises en œuvre ou préconisées par la BCEAO pour favoriser un processus de transformation digitale.

8.1.5 - AUTRES ACTIVITES DE FORMATION

Le COFEB a organisé des conférences-actualités au cours de l'année 2023 sur les thèmes ci-après :

- « *Quelles mutations à venir des métiers et de l'emploi dans la banque et la finance ?* » : conférence animée en ligne le 6 février 2023, en marge de la rentrée solennelle de la 45^e promotion du COFEB, par Monsieur Jean-Michel SAHUT, Professeur de finance à l'IDRAC Business School de Lyon en France ;
- « *L'UEMOA et les facteurs de compétitivité "hors prix"* » : conférence en présentiel animée le 15 février 2023 par Monsieur Patrick PLANE, Directeur de recherche au CNRS (CERDI-FERDI), par ailleurs membre du Comité Scientifique du COFEB ;
- « *Evaluer les effets de la politique commerciale par le modèle de gravité* » : animée le 3 mai 2023 par Monsieur Charles Doucouré FE, Enseignant-chercheur à l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie

Appliquée (ENSEA) d'Abidjan et Chercheur associé à la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du Cires (CAPEC).

En outre, à l'instar de l'année précédente, un séminaire spécial a été organisé à l'intention des auditeurs de la 45^e promotion sur le thème « *Management et leadership* », afin de fournir aux apprenants les compétences managériales clés, indispensables à l'exercice du rôle de cadre dans la sphère professionnelle.

Par ailleurs, le COFEB a abrité, le 18 octobre 2023, la présentation de l'édition d'octobre 2023 des perspectives de l'économie mondiale par une délégation du Fonds Monétaire International (FMI). Elle a été effectuée par Messieurs Jean-Marc NATAL et Martin STUERMER, respectivement Chef de Division Adjoint au Département Afrique du FMI et Economiste.

⁸ : « Guide pour la digitalisation des paiements des Etats membres de l'UEMOA », « Guide pour la digitalisation des opérations financières des systèmes financiers décentralisés » et « Guide pour la constitution des dossiers pour l'émission de la monnaie électronique par les Trésors Publics des Etats membres de l'UMOA ».

8.2. RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS

Les activités du COFEB en matière de recherche, de partenariats et de publications ont essentiellement concerné la réalisation

d'études prévues au programme de l'année 2023.

8.2.1. ETUDES REALISEES PAR LES EQUIPES DE CHERCHEURS EN INTERNE

Elles ont porté sur les thèmes ci-après :

« *Cycle financier et politique budgétaire dans l'UEMOA* »

L'étude analyse l'impact des cycles financiers sur le comportement de la politique budgétaire dans l'UEMOA et évalue dans quelle mesure cet impact est distinct de celui exercé par le cycle économique.

« *Impact du mobile money sur l'efficacité de la politique monétaire : cas de l'UEMOA* »

Analysant l'impact du *mobile money* sur l'efficacité de la politique monétaire dans l'UEMOA, cette étude explore, en particulier, les mécanismes par lesquels le développement du *mobile money* est susceptible d'agir sur la monnaie et l'inflation dans l'Union.

« *Incertitude et financement dans la zone UEMOA : les banques rationnent-elles le crédit ?* »

A travers cette étude, il est proposé, d'une part, d'explorer la relation entre le financement des banques de l'UEMOA et l'incertitude et, d'autre

part, d'examiner la réaction des banques et la réponse de la politique monétaire en période d'incertitude.

« *Faut-il revoir la mesure de l'objectif de stabilité de prix : un aperçu sur un débat récent* »

L'étude analyse les contours du récent débat au plan international portant sur le relèvement ou non de la mesure de l'objectif de stabilité des prix, à savoir le niveau de taux d'inflation cible fixé à 2 % par un certain nombre de banques centrales dans la conduite de leur politique monétaire.

« *Inflation et politique monétaire dans un contexte de faible croissance : quels enseignements tirer de la pratique des pays développés* »

Le but de l'étude est d'identifier les facteurs explicatifs de l'inflation mondiale récente et d'analyser les mesures de politique monétaire mises en œuvre par les banques centrales des pays développés pour restaurer la stabilité des prix.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES 106

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 106

8.1.2 - Formation diplômante 107

8.1.3 - Programme de formation des managers 108

8.1.4 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit
et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 109

8.1.5 - Autres activités de formation 110

8.2. RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 111

8.2.1. Etudes réalisées par les équipes de chercheurs en interne 111

8.2.2. Etudes menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche 112

8.2.3. Outils d'aide à la décision 113

8.2.4. Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 113

8.2.5. Renforcement de capacités 114

8.2.6. Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

8.2.2. ETUDES MENEES DANS LE CADRE DE LA COOPERATION
ET DES SEJOURS DE RECHERCHE

Conformément au Plan Stratégique de la BCEAO (2022-2024), deux études conjointes sont en cours de finalisation sur les thèmes « *Effets de la volatilité du cours du pétrole sur la croissance économique : une analyse comparative entre les pays de l'UEMOA* » avec l'ENSEA-Abidjan et « *Compétitivité en UEMOA et dynamique des exportations de produits* » avec la FERDI (France).

En outre, dans le cadre de la coopération avec l'ENSEA d'Abidjan, le COFEB a accueilli en séjour de recherche deux chercheurs de ladite Ecole, au cours du premier semestre 2023. Ces séjours ont été programmés au titre du volet « *échanges de techniques et d'expériences* » prévu dans l'accord de coopération signé entre les deux institutions.

Par ailleurs, dans la continuité du processus d'organisation de l'édition 2022 du Prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique dans l'UEMOA, le COFEB a accueilli l'auteur du meilleur article pour un séjour de recherche. Lors de son passage, ce dernier a élaboré une étude sur le thème « *Construction d'un indice de stress financier pour l'UEMOA* ».

L'élaboration de cet indice permet d'identifier à temps les risques macroprudentiels et de proposer des mesures idoines. L'étude propose une méthodologie de calcul d'un indice permettant d'évaluer le bon fonctionnement et le degré de résilience du système financier, à savoir la stabilité financière.

8.2.3. OUTILS D'AIDE A LA DECISION

Au titre des travaux de modélisation et de conception d'outils de prévision et d'aide à la décision au profit des Directions Métiers de la BCEAO, les diligences accomplies ont concerné :

- l'automatisation du modèle SARIMAX de prévision des entrées et sorties des signes

monétaires aux guichets de la BCEAO pour la Direction des Etudes Fiduciaires, et

- l'opérationnalisation du modèle de réseau d'analyse du risque systémique et de contagion dans le système bancaire pour le compte de la Direction de la Stabilité Financière.

8.2.4. PARTICIPATION A DES RENCONTRES SCIENTIFIQUES INTERNATIONALES
(PARRAINAGES)

Au titre de la coopération avec les universités et centres de recherche, la BCEAO a coparrainé, avec l'AUDA-NEPAD et l'Ecole africaine d'économie, la Conférence annuelle de l'Université de Princeton qui s'est déroulée les 23 et 24 février 2023, aux Etats-Unis, sur le thème « *Catalyser la politique macro-économique pour le développement en Afrique sub-saharienne* ». A cet effet, outre la participation en streaming d'agents de la BCEAO ainsi que de certains partenaires du COFEB, deux chercheurs de l'Institut d'émission ont présenté leurs travaux au cours de l'atelier sur le financement du développement, qui a précédé ladite conférence. La BCEAO a également coparrainé l'édition 2023 de la Conférence africaine de l'Econometric Society (AFES, 2023) organisée par le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA) à Nairobi (Kenya), du 1^{er} au 3 juin 2023, sur le thème « *L'amélioration de*

l'environnement de la politique monétaire, la diversification et le renforcement des systèmes financiers et des capacités techniques et professionnelles dans le secteur financier ». En outre, l'Institut d'émission a pris part à la première Conférence Euroafricaine sur le thème : « *Monnaie, Transformations Structurelles et Politiques Publiques (MT2P)* », organisée par l'Association Internationale pour les Etudes et Recherches Macroéconomiques et Monétaires en Afrique (ERMA), du 29 novembre au 1^{er} décembre 2023, à l'Université de Tours (France). Les deux dernières conférences ont permis, d'une part, à la BCEAO de présenter les résultats du Document d'Etude et de Recherche (DER) élaboré en 2022 sur le thème « *Transition fiscale dans la zone UEMOA : analyse des effets sur le déficit budgétaire* » et, d'autre part, de promouvoir la Revue Economique et Monétaire (REM) publiée par la BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGÉ DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

8.1 FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES 106

8.1.1 - Recyclage et formation du personnel de la BCEAO 106

8.1.2 - Formation diplômante 107

8.1.3 - Programme de formation des managers 108

8.1.4 - Programme d'accompagnement des institutions de crédit et des administrations économiques et financières de l'UEMOA 109

8.1.5 - Autres activités de formation 110

8.2. RECHERCHE, PARTENARIATS ET PUBLICATIONS 111

8.2.1. Etudes réalisées par les équipes de chercheurs en interne 111

8.2.2. Etudes menées dans le cadre de la coopération et des séjours de recherche 112

8.2.3. Outils d'aide à la décision 113

8.2.4. Participation à des rencontres scientifiques internationales (Parrainages) 113

8.2.5. Renforcement de capacités 114

8.2.6. Publications 114

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

8.2.5. RENFORCEMENT DE CAPACITES

La BCEAO a mis en œuvre la troisième édition de son Programme de renforcement des capacités des chercheurs de l'UEMOA en méthodologie de recherche. L'atelier théorique portant sur « *Les fondamentaux de la méthodologie de recherche en sciences économiques et de la rédaction d'une proposition de recherche* » et l'atelier pratique consacré à l'évaluation des propositions d'articles ont été animés par une équipe de Professeurs de la FERDI, de l'AICFM, des Universités d'Ottawa (Canada), d'Abomey-Calavi (Bénin), Thomas Sankara de Ouagadougou (Burkina-Faso), Abdou MOUMOUNI de Niamey (Niger), Cheikh Anta DIOP de Dakar et Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal).

En 2023, les actions de coopération ont également porté sur l'organisation conjointe d'ateliers méthodologiques au profit d'agents de la BCEAO et de structures partenaires. A cet effet, les thèmes ci-après ont été développés : « *Modélisation à l'aide du logiciel R* » avec l'Université de Princeton du 13 au 16 mars 2023 ; « *Programmation du modèle de gravité*

à l'aide du logiciel Stata » avec l'ENSEA le 12 mai 2023 ; « *Programmation en Excel Visual Basic for Application* » avec l'African School of Economics (ASE), du 31 juillet au 4 août 2023, et « *Prévisions à court terme et nowcasting* » avec la Banque de France et l'Institut Bancaire et Financier International (IBFI), les 28 et 29 septembre 2023. Les participants à ces ateliers sont des agents de la BCEAO et des institutions partenaires, notamment la Banque d'Algérie, la Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC), la Banque Centrale du Congo (BCC), la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), l'African School of Economics (ASE) et l'Ecole Nationale de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA).

En outre, le COFEB a démarré, le 22 mai 2023, la première édition de la formation certifiante COFEB-ENSEA sur la réglementation bancaire et la modélisation des paramètres bñails. Les deux sessions qui se sont déroulées respectivement du 22 mai au 3 juin 2023 et du 20 novembre au 1^{er} décembre 2023, ont regroupé un total de 35 participants.

8.2.6. PUBLICATIONS

Au titre des publications, le COFEB a élaboré et diffusé au grand public des documents scientifiques sur des sujets économiques d'actualité et émergents. Il a veillé à la publication régulière de la Revue Economique et Monétaire (REM) de la BCEAO et procédé à l'élaboration des Actes du Symposium marquant la célébration du soixantième anniversaire de la BCEAO, dont il a assuré le Secrétariat du Comité Scientifique.



Actes du Symposium marquant la célébration du soixantième anniversaire de la BCEAO

A cet égard, les Documents d'Etude et de Recherche (DER) ainsi que les Notes et Etudes Thématiques produits en 2022 ont été diffusés sur le site internet du COFEB. Des Abrégés ont également été élaborés et publiés pour faciliter la compréhension des résultats issus des travaux de recherche aux lecteurs non avertis.

S'agissant de la REM, les numéros 33 et 34 ont été édités et publiés respectivement le 30 juin et le 29 décembre 2023. Les thèmes abordés dans le numéro 33 sont intitulés « *Evaluation et déterminants de la synchronisation des cycles économiques dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)* » et « *Relation dynamique entre les soldes du compte courant et budgétaire dans l'UEMOA : la prise en compte des changements de régime et des transmissions asymétriques* ». Ceux du numéro 34 s'intitulent : « *Intégration monétaire en Afrique de l'Ouest : évaluation des co-mouvements des mésalignements de taux de change effectifs réels* » et « *La Zone de Libre-Echange Continentale Africaine peut-elle améliorer l'industrialisation en Afrique de l'Ouest ?* ». En outre, la gestion de la REM a été marquée par l'organisation, le 28 mars 2023, de la deuxième Table ronde sur l'évaluation et l'orientation de cette Revue. Cette rencontre a permis au Comité Scientifique de faire le bilan du fonctionnement de la REM et de formuler des recommandations pour le renforcement de sa notoriété et de sa visibilité.



Publications périodiques du COFEB

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	118
9.2 - COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	119

ANNEXES..... 121



IX RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	118
---	-----

9.2 - COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	119
--	-----

ANNEXES	121
---------------	-----

RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

9.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Au cours de l'année 2023, le Bénin, la Guinée-Bissau et le Niger ont poursuivi la mise en œuvre des programmes économiques et financiers (PEF) appuyés par le FMI. De nouveaux accords de financement ont été conclus avec la Côte d'Ivoire (mai 2023), le Sénégal (juin 2023) ainsi que le Burkina (mars et septembre 2023) et une mission des Services du FMI, effectuée au Togo entre novembre et décembre 2023, a abouti à un accord préliminaire avec les Autorités nationales au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC). La situation du Mali n'a pas enregistré d'évolution particulière sur la période sous revue.

L'année 2023 a été particulièrement marquée par l'accès du Burkina au nouveau guichet de choc alimentaire du FMI, créé en septembre 2022. Ce financement, adossé à l'instrument de la Facilité de Crédit Rapide (FCR), consiste à accompagner les efforts du pays pour fournir une aide d'urgence aux populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire. Le Sénégal, pour sa part, a bénéficié le 26 juin 2023 du nouveau mécanisme de financement au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD), créée en mai 2022. L'appui financier accordé vise à soutenir les réformes structurelles du pays en vue de réduire les risques macroéconomiques associés notamment aux changements climatiques et aux pandémies.

Les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées au cours

de l'année 2023, par des entrées nettes de ressources de 1.085,44 millions de DTS (878,78 milliards de FCFA) contre 388,04 millions de DTS (328,82 milliards de FCFA) un an plus tôt. Cette augmentation est liée à la forte hausse du volume des tirages, ressortant à 1.546,96 millions de DTS (1.251,28 milliards de FCFA) contre 586,78 millions de DTS (486,51 milliards de FCFA) l'année précédente. S'agissant des remboursements, ils ont également progressé de 205,51 millions de DTS, passant de 183,96 millions de DTS (145,74 milliards de FCFA) à 389,46 millions de DTS (314,43 milliards de FCFA). En 2023, aucun allègement de dette n'a été accordé aux pays de l'Union.

Les charges supportées par la BCEAO et les Etats membres en 2023 se sont chiffrées à 175,04 millions de DTS (141,29 milliards de FCFA) contre 45,54 millions de DTS (36,57 milliards de FCFA) l'année précédente. Elles concernent les commissions versées par la BCEAO et les charges d'intérêt au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC), de l'Instrument de Financement Rapide (IFR) et de l'Accord de confirmation.

Au titre de la rémunération de leurs positions créditrices en 2023, le montant versé par le FMI aux Etats membres de l'UEMOA a enregistré une hausse de 72,22 millions de DTS, ressortant à 102,98 millions de DTS (83,22 milliards de FCFA) contre 30,76 millions de DTS (25,61 milliards de FCFA) l'année précédente. Ces ressources proviennent des intérêts sur les avoirs et de la rémunération de la position de réserve.

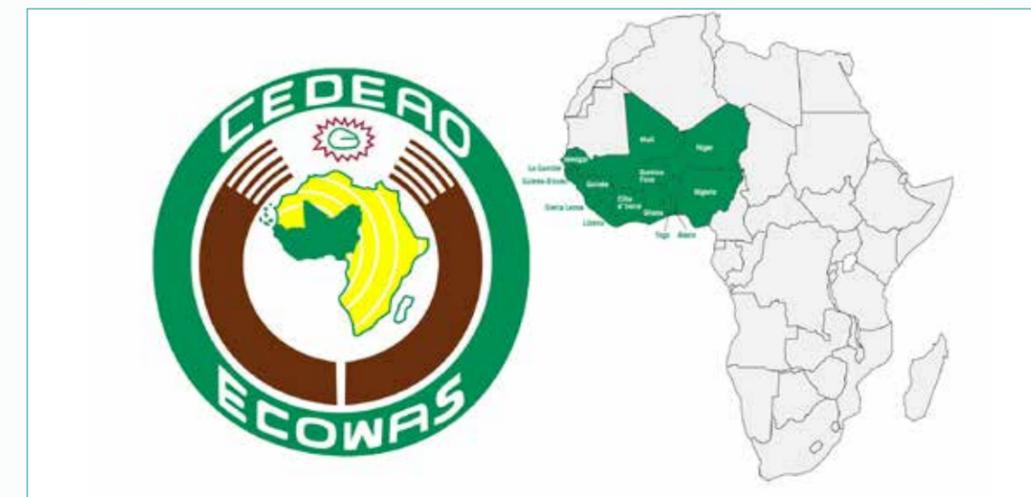
9.2 - COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

Dans le domaine de l'intégration régionale, l'évaluation des performances macroéconomiques des Etats membres s'est poursuivie en 2023, conformément aux dispositions du Pacte de convergence de la CEDEAO adopté en juin 2021. Les données disponibles indiquent qu'en 2023, tout comme en 2022, aucun Etat membre n'a rempli l'ensemble des critères de convergence macroéconomique de premier rang. Cette contre-performance de la région est notamment liée à la persistance de déficits budgétaires élevés, l'accélération de l'inflation et l'amenuisement des réserves de change dans la plupart des pays de la région.

Cependant, pour ce qui a trait au Programme de la monnaie unique de la CEDEAO, des progrès importants ont été enregistrés au cours de l'année 2023. A cet égard, il convient de mentionner l'accélération de la mise en œuvre des activités identifiées dans la feuille de route pour le lancement de l'Eco, adoptée le 19 juin 2021 à Accra, au Ghana. Dans

ce cadre, la BCEAO a présidé les sessions ordinaires du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des Etats membres de la CEDEAO, au titre de l'année 2023. Lors de ces rencontres, les Autorités monétaires de la région ont, entre autres, adopté les propositions ci-après : les critères relatifs à la mise en place de l'infrastructure sur le Système de Paiement et de Règlement de la CEDEAO, la répartition du montant du capital initial de la future Banque Centrale de l'Afrique de l'Ouest entre les Etats membres concernés, les réserves de change à mettre en commun pour la future union monétaire de la région et leur répartition, ainsi que la dotation du Fonds communautaire de Solidarité et de Stabilisation.

La BCEAO continuera de participer, avec l'ensemble des autres parties prenantes, à toutes les initiatives majeures d'intégration économique et monétaire impliquant les Etats membres de l'UEMOA au sein de la CEDEAO.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

ANNEXES

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

UMOA - COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION DE L'UNION

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2022				2023			
							T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<i>Prix moyen de la période en FCFA / kg, sauf indication contraire</i>														
CACAO	1 273,7	1 409,5	1 339,2	1 345,5	1 475,9	1 976,5	1 458,1	1 466,4	1 461,0	1 518,3	1 589,0	1 777,8	2 095,0	2 444,2
<i>Prix indicatif O.I.C.C.</i>														
CAFE	1 028,4	1 004,9	845,3	1 067,9	1 408,8	1 584,3	1 397,7	1 399,8	1 512,3	1 325,6	1 364,7	1 645,4	1 647,9	1 679,1
<i>Prix indicatif robusta O.I.C.</i>														
COTON	1 007,6	929,6	817,2	1 140,1	1 484,5	1 114,4	1 550,6	1 786,2	1 434,3	1 166,8	1 125,4	1 086,1	1 136,3	1 109,7
<i>Indice A Liverpool</i>														
HUILE DE PALME	339,5	433,1	406,3	664,6	830,2	581,6	905,8	1 016,7	723,3	675,1	617,4	571,8	572,4	565,0
HUILE DE PALMISTE	511,4	390,9	470,5	837,1	970,7	590,9	1 341,6	1 076,5	791,0	673,8	634,0	575,1	580,8	573,7
NOIX DE CAJOU	899,1	627,8	352,8	346,8	341,0	260,3	334,4	366,8	352,9	309,7	281,5	256,6	239,7	263,5
CAOUTCHOUC	807,2	874,4	813,3	1 157,4	1 237,5	957,7	1 307,0	1 323,9	1 263,8	1 055,6	946,0	947,5	928,3	1 009,1
PETROLE BRUT, NYMEX (tonne)	256 015,6	239 253,6	157 963,5	268 365,8	413 803,8	335 712,3	387 327,5	469 487,9	420 685,9	377 713,7	333 618,0	317 746,1	351 360,7	340 124,3
PHOSPHATES	49,0	51,5	43,7	68,7	167,5	189,9	102,2	162,6	208,4	197,0	197,2	207,7	208,3	146,3
URANIUM	30 212,4	33 453,2	37 310,9	40 231,6	56 088,1	65 522,7	50 851,4	58 730,7	57 305,9	57 464,3	54 869,2	57 959,7	64 225,7	85 036,1
OR BRUT (gramme)	24 853,0	28 800,7	36 063,2	35 201,3	39 563,1	41 562,1	38 640,5	40 696,8	39 691,6	39 223,7	40 705,9	42 009,2	41 010,0	42 523,2

INDICES DES COURS MONDIAUX EN FCFA DES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE EXPORTES PAR L'UMOA

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2022				2023			
							T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<i>Indices moyens – Base 100 en 2013</i>														
CACAO	105,7	113,8	113,3	113,8	113,8	152,4	121,0	121,7	121,2	125,9	131,8	147,6	173,8	202,7
CAFE	100,5	91,1	82,4	92,2	92,2	103,7	136,6	136,9	147,8	128,1	133,4	160,9	161,0	162,2
COTON	110,2	96,3	89,4	112,3	112,3	84,3	169,6	195,3	156,8	127,5	123,1	118,8	124,2	121,3
HUILE DE PALME	80,6	78,8	96,5	142,7	142,7	100,0	214,9	241,3	171,8	160,3	146,5	135,7	135,9	134,2
HUILE DE PALMISTE	116,0	88,7	106,7	189,8	189,8	115,5	303,9	244,3	179,4	152,9	143,6	130,5	131,7	130,2
NOIX DE CAJOU	255,2	178,2	103,3	101,5	101,5	77,5	105,1	104,2	100,2	87,8	88,5	72,8	68,0	74,7
CAOUTCHOUC	73,2	79,3	74,2	105,6	105,6	81,7	121,3	120,1	114,6	95,7	87,8	85,9	84,2	91,5
PETROLE BRUT, NYMEX	74,2	69,4	47,2	80,2	80,2	65,1	125,1	136,2	122,0	109,3	107,7	92,2	101,9	98,4
PHOSPHATES	69,6	69,6	60,2	97,5	210,7	238,8	138,4	209,0	253,3	242,1	267,0	267,0	253,2	179,8
URANIUM	63,6	67,2	76,3	85,2	105,7	127,0	102,2	112,3	103,4	104,9	105,5	113,1	125,1	164,2
OR BRUT	101,3	117,4	146,1	142,6	142,6	149,8	153,7	165,9	161,8	159,8	161,9	171,3	167,2	173,2

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2021	2022	2023
UMOA - Position globale				
Département des DTS	-Allocations -Disponibilités	2459,2 4396,9	2459,2 2554,3	2459,2 1949,3
Département général	-Quote-part -Positions de réserve	1711,6 249,5	1711,6 249,9	1711,6 250,2
Facilité Elargie de Crédit Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR) Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) Instrument de Financement Rapide (IFR) Facilité de Crédit de Confirmation (FCC) Accord de Confirmation Facilité pour la Résilience et la Durabilité	-Encours des prêts -Encours des prêts	1744,7 743,0 549,5 731,8 43,1 0,0	1558,8 696,7 659,3 731,9 140,2 280,4 0,0	1870,2 755,7 1416,0 677,9 194,2 388,3 48,5
Bénin				
Département des DTS	-Allocations -Disponibilités	177,8 404,4	177,8 395,2	177,8 164,4
Département général	-Quote-part -Positions de réserve	123,8 18,3	123,8 18,3	123,8 18,3
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR) Instrument de Financement Rapide (IFR) Facilité de Crédit de Confirmation (FCC) Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC)	-Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts	280,4 82,5 82,5 0,0	261,2 41,3 82,5 144,4	303,5 41,3 82,5 246,0
Burkina				
Département des DTS	-Allocations -Disponibilités	173,0 268,0	173,0 181,3	173,0 168,0
Département général	-Quote-part -Positions de réserve	120,4 23,1	120,4 23,3	120,4 23,5
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts	189,4 84,3	143,4 84,3	153,9 144,5
Côte d'Ivoire				
Département des DTS	-Allocations -Disponibilités	934,3 1637,5	934,3 899,8	934,3 606,1
Département général	-Quote-part -Positions de réserve	650,4 83,4	650,4 83,4	650,4 83,4
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR) Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) Instrument de Financement Rapide (IFR)	-Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts	541,0 216,8 549,5 433,6	382,4 216,8 514,9 433,6	552,5 216,8 954,3 433,6

Source : Fonds Monétaire International

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC)

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2021	2022	2023
Guinée-Bissau				
Département des DTS	-Allocations -Disponibilités	41,0 59,6	40,8 57,7	40,8 50,2
Département général	-Quote-part -Positions de réserve	28,4 4,1	28,4 4,1	28,4 4,1
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts	15,0 16,0	14,9 14,8	25,0 14,9
Mali				
Département des DTS	-Allocations -Disponibilités	268,0 550,0	268,2 276,1	268,2 250,3
Département général	-Quote-part -Positions de réserve	187,0 33,3	186,6 33,3	186,6 33,3
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts	270,8 151,9	231,7 148,1	219,2 146,7
Niger				
Département des DTS	-Allocations -Disponibilités	189,0 371,4	189,1 235,5	189,1 191,2
Département général	-Quote-part -Positions de réserve	131,6 25,1	131,6 25,2	131,6 25,2
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts	206,5 83,7	282,4 83,7	275,7 83,7
Sénégal				
Département des DTS	-Allocations -Disponibilités	465,0 755,6	465,0 289,9	465,0 312,2
Département général	-Quote-part -Position de réserve -Recours au crédit du Fonds dont : Tranches de crédits	323,6 42,7	323,6 42,7	323,6 42,7
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR) Instrument de Financement Rapide (IFR) Facilité de Crédit de Confirmation (FCC) Accord de Confirmation Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) Facilité pour la Résilience et la Durabilité	-Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts -Encours des prêts	0,0 107,9 215,7 43,1 0,0 0,0	0,0 107,9 215,7 140,2 280,4 0,0 0,0	107,9 161,8 194,2 388,3 215,7 48,5
Togo				
Département des DTS	-Allocations -Disponibilités	211,0 350,4	211,0 218,8	211,0 207,0
Département général	-Quote-part -Positions de réserve	146,8 19,5	146,8 19,6	146,8 19,6
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts -Encours des prêts	241,6	242,8	232,5

Source : Fonds Monétaire International

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC)

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union A1

Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire
International A2 à A3

Transferts nets des ressources du FMI A4

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB) A5 à A9

Production des principales cultures d'exportation A10

Production des principales cultures vivrières A11

Productions minières A12

Prix à la production des cultures d'exportation A13

Indice harmonisé des prix à la consommation A14

Tableaux des opérations financières des Etats A15 à A23

Balance des paiements A24 à A28

Agrégats de monnaie A29 à A33

Situation résumée de la Banque Centrale A34 à A38

Situation résumée des Banques A39 à A43

Créances nettes sur l'administration centrale A44 à A48

Utilisations déclarées aux Centrales des risques A49 à A57

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO A58

Adresses des sites de la BCEAO A59 à A64

Transferts nets des ressources du FMI (2021)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	BCEAO	UEMOA
Tirages	0	0	0	14,2	40	39,48	129,4	0		223,08
Remboursements	0	0	133,44	0	0	0	0	0		133,44
Allègement de dette	7,43	19,68	0	1,72	13,4	14,57	0	0,88		57,67
Commissions et intérêts versées au FMI	0,05	0,05	0,25	0,01	0,07	0,05	0,12	0,05	13,81	14,46
Rémunérations reçues du FMI	0,17	0,1	0,74	0,01	0,23	0,14	0,25	0,14	0,04	1,82
Solde net	7,55	33,93	-132,95	15,92	53,56	54,14	129,53	0,97	-13,77	134,68

Transferts nets des ressources du FMI (2022)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	BCEAO	UEMOA
Tirages	216,6	0	0	0	0	78,96	291,22	0		586,78
Remboursements	6,90	17,44	123,80	2,02	15,20	16,09	0,00	2,52		183,96
Allègement de dette	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Commissions et intérêts versées au FMI	1,35	1,31	7,09	0,31	2,04	1,44	3,53	1,60	26,87	45,54
Rémunérations reçues du FMI	3,26	1,97	10,37	0,47	3,77	2,72	5,21	2,50	0,49	30,76
Solde net	211,62	-16,79	-120,53	-1,86	-13,47	64,16	292,90	-1,62	-26,38	388,04

Transferts nets des ressources du FMI (2023)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	BCEAO	UEMOA
Tirages	152,4	84,28	743,314	13,27	0	19,74	533,96	0		1546,964
Remboursements	10,61	14,22	242,22	3,82	26,86	25,21	53,93	12,59		389,46
Allègement de dette	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Commissions et intérêts versées au FMI	6,38	6,21	33,51	1,46	9,62	6,78	16,68	7,57	86,83	175,04
Rémunérations reçues du FMI	8,17	7,12	32,89	1,82	10,66	7,96	16,33	8,34	9,69	102,98
Solde net	143,58	70,97	500,47	9,81	-25,82	-4,30	479,68	-11,81	-77,14	1085,44

UEMOA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2021	2022	2023(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	100 962,9	111 158,3	120 469,6
PIB marchand	89 827,3	98 734,9	107 169,4
Secteur primaire	21 574,7	24 704,8	26 789,2
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	21 574,7	24 704,8	26 789,2
Secteur secondaire	22 365,2	24 932,2	27 355,1
Industries extractives	5 206,9	5 688,6	6 046,9
Industries manufacturières	11 761,0	13 229,4	14 507,0
Electricité, Gaz, Eau	1 442,2	1 634,6	1 901,5
Bâtiment, Travaux Publics	3 955,1	4 379,6	4 899,7
Secteur tertiaire	45 887,4	49 097,8	53 025,1
Commerce de gros et de détail	12 778,7	14 068,7	14 583,4
Transports, Entrepôts et Communications	8 966,7	10 121,7	11 236,0
Autres services marchands	15 658,9	16 421,4	17 896,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	8 483,1	8 486,1	9 309,0
Services non marchands	11 135,7	12 423,4	13 300,2
Importation de biens et services	30 059,4	39 374,0	36 946,2
Ressources = Emplois	131 022,3	150 532,3	157 415,8
Consommation publique	13 410,1	15 091,7	15 990,6
Consommation privée	68 327,5	75 076,1	79 454,9
Formation brute du capital fixe	24 057,5	29 626,6	32 660,3
Variation des stocks	1 617,7	3 056,8	1 501,5
Exportation de biens et services	23 609,5	27 681,0	27 808,5
Variation du déflateur du PIB (%)	2,7%	4,3%	2,9%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,8%	10,1%	8,4%
Taux de croissance réel (%)	6,0%	5,5%	5,3%
Population (millions)	134,6	138,8	143,2
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	750,2	800,7	841,2

Source : Instituts Nationaux de la Statistique
(*) Estimation

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

BENIN - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2021	2022	2023(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	9 809,7	10 854,5	11 934,9
PIB marchand	8 586,6	9 504,6	10 450,3
Secteur primaire	2 798,6	2 919,5	3 031,7
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 798,6	2 919,5	3 031,7
Secteur secondaire	1 615,4	1 847,2	2 065,0
Industries extractives	40,4	44,0	46,9
Industries manufacturières	929,9	1 066,3	1 200,9
Electricité, Gaz, Eau	81,2	93,6	103,6
Bâtiment, Travaux Publics	563,9	643,4	713,5
Secteur tertiaire	4 172,6	4 738,0	5 353,6
Commerce de gros et de détail	1 160,1	1 247,7	1 339,7
Transports, Entrepôts et Communications	875,5	1 151,4	1 391,3
Autres services marchands	1 242,5	1 341,0	1 480,0
Droits et taxes à l'importation et TVA	894,5	997,8	1 142,6
Services non marchands	1 223,1	1 349,9	1 484,6
Importation de biens et services	2 731,7	3 298,8	3 463,0
Ressources = Emplois	12 541,4	14 153,3	15 397,9
Consommation publique	988,4	1 091,7	1 134,3
Consommation privée	6 419,1	6 626,0	6 715,4
Formation brute du capital fixe	2 790,6	3 732,4	4 782,7
Variation des stocks	39,6	42,6	47,5
Exportation de biens et services	2 303,7	2 660,6	2 718,1
Variation du déflateur du PIB (%)	1,6%	4,1%	3,4%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,9%	10,7%	10,0%
Taux de croissance réel (%)	7,2%	6,3%	6,4%
Population (millions)	12,9	13,3	13,7
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	761,0	815,6	868,5

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
(*) Estimation

BURKINA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2021	2022	2023(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	10 892,7	11 752,8	12 344,5
PIB marchand	8 855,1	9 510,5	10 039,7
Secteur primaire	1 883,4	2 598,3	2 757,4
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 883,4	2 598,3	2 757,4
Secteur secondaire	3 110,3	3 032,1	3 127,3
Industries extractives	1 620,7	1 621,6	1 686,1
Industries manufacturières	1 086,2	1 027,0	989,9
Electricité, Gaz, Eau	101,7	92,3	75,0
Bâtiment, Travaux Publics	301,7	291,2	376,4
Secteur tertiaire	3 861,5	3 880,2	4 154,9
Commerce de gros et de détail	1 103,3	1 190,4	1 321,4
Transports, Entrepôts et Communications	439,5	599,2	546,1
Autres services marchands	1 308,5	1 289,0	1 349,0
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 010,3	801,5	938,5
Services non marchands	2 037,6	2 242,3	2 304,8
Importation de biens et services	3 235,7	4 217,1	4 137,3
Ressources = Emplois	14 128,5	15 969,9	16 481,8
Consommation publique	2 209,7	2 520,6	2 593,7
Consommation privée	6 771,4	7 289,4	7 498,8
Formation brute du capital fixe	1 935,0	2 497,0	2 657,0
Variation des stocks	-244,5	36,7	74,5
Exportation de biens et services	3 456,9	3 626,3	3 657,7
Variation du déflateur du PIB (%)	-0,1%	6,0%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,8%	7,9%	5,0%
Taux de croissance réel (%)	6,9%	1,8%	3,0%
Population (millions)	22,2	22,9	23,6
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	490,7	513,5	523,0

Source : Institut National de la Statistique et de la Démographie
(*) Estimation

COTE D'IVOIRE - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2021	2022	2023(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	40 366,9	43 771,2	47 790,9
PIB marchand	36 917,7	39 944,7	43 702,7
Secteur primaire	6 531,6	6 908,8	6 868,4
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	6 531,6	6 908,8	6 868,4
Secteur secondaire	8 922,3	10 341,6	11 686,2
Industries extractives	1 190,2	1 352,8	1 483,9
Industries manufacturières	5 408,0	6 291,5	7 132,7
Electricité, Gaz, Eau	573,2	638,7	788,4
Bâtiment, Travaux Publics	1 750,9	2 058,6	2 281,3
Secteur tertiaire	21 463,8	22 694,3	25 148,1
Commerce de gros et de détail	6 059,9	6 556,8	7 220,8
Transports, Entrepôts et Communications	4 945,5	5 481,8	6 137,9
Autres services marchands	7 383,9	7 653,8	8 481,4
Droits et taxes à l'importation et TVA	3 074,5	3 001,9	3 308,1
Services non marchands	3 449,2	3 826,5	4 088,2
Importation de biens et services	8 978,3	12 443,2	11 840,0
Ressources = Emplois	49 345,1	56 214,4	59 630,9
Consommation publique	4 021,6	4 559,7	4 924,8
Consommation privée	26 806,6	29 384,1	31 450,1
Formation brute du capital fixe	8 500,1	11 027,0	12 173,7
Variation des stocks	1 016,5	508,0	141,0
Exportation de biens et services	9 000,2	10 735,6	10 941,3
Variation du déflateur du PIB (%)	3,9%	2,1%	2,5%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	11,3%	8,4%	9,2%
Taux de croissance réel (%)	7,1%	6,2%	6,5%
Population (millions)	27,1	27,9	28,7
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	1 487,7	1 569,2	1 666,7

Source : Institut National de la Statistique
(*) Estimation

GUINEE-BISSAU - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2021	2022	2023(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	1 028,0	1 120,7	1 242,5
PIB marchand	973,6	1 070,9	1 187,5
Secteur primaire	355,3	388,3	381,9
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	355,3	388,3	381,9
Secteur secondaire	155,7	179,6	233,3
Industries extractives	4,0	4,5	4,8
Industries manufacturières	101,2	113,6	147,8
Electricité, Gaz, Eau	19,4	26,4	40,4
Bâtiment, Travaux Publics	31,2	35,1	40,3
Secteur tertiaire	462,5	503,0	572,2
Commerce de gros et de détail	160,5	157,0	217,3
Transports, Entrepôts et Communications	67,2	76,9	91,4
Autres services marchands	84,8	94,2	99,5
Droits et taxes à l'importation et TVA	150,0	174,9	164,1
Services non marchands	54,4	49,7	55,0
Importation de biens et services	287,3	360,5	357,0
Ressources = Emplois	1 315,3	1 481,2	1 599,4
Consommation publique	203,2	223,1	203,9
Consommation privée	748,4	870,6	929,9
Formation brute du capital fixe	198,8	217,6	241,1
Variation des stocks	-20,7	-4,9	56,7
Exportation de biens et services	185,7	174,7	167,9
Variation du déflateur du PIB (%)	2,2%	4,2%	5,4%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,5%	9,0%	10,9%
Taux de croissance réel (%)	6,2%	4,6%	5,2%
Population (millions)	1,9	1,9	2,0
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	548,6	584,0	632,3

Source : Institut National des Statistiques et du Recensement
(*) Estimation

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

MALI - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2021	2022	2023(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	10 707,7	11 714,4	12 680,3
PIB marchand	9 581,6	10 437,2	11 314,6
Secteur primaire	3 765,7	4 141,5	4 605,2
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 765,7	4 141,5	4 605,2
Secteur secondaire	2 255,9	2 416,7	2 513,8
Industries extractives	1 035,1	1 130,9	1 195,8
Industries manufacturières	718,1	768,0	759,0
Electricité, Gaz, Eau	45,6	50,7	55,6
Bâtiment, Travaux Publics	457,1	467,0	503,4
Secteur tertiaire	3 560,0	3 879,0	4 195,6
Commerce de gros et de détail	1 077,0	1 239,1	1 349,0
Transports, Entrepôts et Communications	563,5	622,5	685,3
Autres services marchands	1 024,0	1 098,0	1 180,6
Droits et taxes à l'importation et TVA	895,4	919,4	980,7
Services non marchands	1 126,1	1 277,2	1 365,7
Importation de biens et services	4 212,4	5 153,6	4 451,3
Ressources = Emplois	14 920,0	16 868,0	17 131,6
Consommation publique	1 739,9	2 005,4	2 018,3
Consommation privée	7 863,8	8 757,5	8 913,5
Formation brute du capital fixe	2 157,2	2 324,6	2 394,6
Variation des stocks	175,2	128,4	54,8
Exportation de biens et services	2 983,9	3 652,1	3 750,5
Variation du déflateur du PIB (%)	3,4%	5,7%	2,9%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,5%	9,4%	8,2%
Taux de croissance réel (%)	3,1%	3,5%	5,2%
Population (millions)	22,7	23,6	24,5
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	470,9	496,2	517,4

Source : Institut National de la Statistique
(*) Estimation

NIGER - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2021	2022	2023(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	8 270,8	9 621,0	10 201,9
PIB marchand	7 478,7	8 724,2	9 215,2
Secteur primaire	3 017,3	3 980,3	4 877,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 017,3	3 980,3	4 877,8
Secteur secondaire	1 723,2	1 818,4	2 060,0
Industries extractives	567,0	586,1	712,7
Industries manufacturières	631,8	673,3	732,1
Electricité, Gaz, Eau	143,0	153,7	184,4
Bâtiment, Travaux Publics	381,3	405,3	430,9
Secteur tertiaire	2 738,2	2 925,5	2 277,3
Commerce de gros et de détail	937,8	1 046,3	279,7
Transports, Entrepôts et Communications	399,2	427,7	506,9
Autres services marchands	935,5	947,6	974,5
Droits et taxes à l'importation et TVA	465,7	503,9	516,2
Services non marchands	792,1	896,8	986,7
Importation de biens et services	2 235,0	2 765,9	2 190,4
Ressources = Emplois	10 505,8	12 386,9	12 392,3
Consommation publique	1 343,2	1 464,6	1 557,6
Consommation privée	5 945,2	6 795,9	7 583,9
Formation brute du capital fixe	2 372,8	2 613,9	2 502,6
Variation des stocks	18,1	654,2	0,0
Exportation de biens et services	826,5	858,3	748,3
Variation du déflateur du PIB (%)	3,1%	4,0%	3,4%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	4,5%	16,3%	6,0%
Taux de croissance réel (%)	1,4%	11,9%	2,5%
Population (millions)	24,2	25,1	26,1
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	342,0	382,9	390,8

Source : Institut National de la Statistique
(*) Estimation

SENEGAL - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2021	2022	2023(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	15 261,1	17 227,9	18 711,7
PIB marchand	13 389,6	15 058,7	16 397,8
Secteur primaire	2 373,3	2 815,2	3 258,2
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 373,3	2 815,2	3 258,2
Secteur secondaire	3 649,3	4 270,4	4 547,3
Industries extractives	698,3	892,2	855,3
Industries manufacturières	2 302,8	2 646,7	2 838,6
Electricité, Gaz, Eau	297,0	382,5	441,5
Bâtiment, Travaux Publics	351,1	349,0	411,8
Secteur tertiaire	7 367,0	7 973,1	8 592,4
Commerce de gros et de détail	1 918,0	2 232,3	2 420,9
Transports, Entrepôts et Communications	1 043,4	1 064,9	1 125,7
Autres services marchands	2 877,6	3 102,9	3 341,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 528,0	1 573,0	1 704,1
Services non marchands	1 871,5	2 169,2	2 313,8
Importation de biens et services	6 808,3	9 167,7	8 478,2
Ressources = Emplois	22 069,4	26 395,6	27 189,9
Consommation publique	2 314,0	2 568,0	2 858,1
Consommation privée	10 178,3	11 386,2	12 129,7
Formation brute du capital fixe	5 184,0	6 122,7	6 631,7
Variation des stocks	633,7	1 691,7	1 127,0
Exportation de biens et services	3 759,5	4 627,0	4 443,3
Variation du déflateur du PIB (%)	1,4%	8,7%	3,9%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,1%	12,9%	8,6%
Taux de croissance réel (%)	6,5%	3,8%	4,6%
Population (millions)	15,6	15,9	16,3
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	978,7	1 081,6	1 150,0

Source : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
(*) Estimation

TOGO - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2021	2022	2023(*)
	Milliards de FCFA		
PIB au prix du marché	4 626,0	5 095,8	5 563,0
PIB marchand	4 044,4	4 484,0	4 861,7
Secteur primaire	849,6	952,9	1 008,6
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	849,6	952,9	1 008,6
Secteur secondaire	933,0	1 026,4	1 122,1
Industries extractives	51,3	56,6	61,3
Industries manufacturières	582,9	643,0	706,0
Electricité, Gaz, Eau	181,0	196,7	212,5
Bâtiment, Travaux Publics	117,9	130,0	142,2
Secteur tertiaire	2 261,7	2 504,7	2 731,0
Commerce de gros et de détail	362,2	399,0	434,6
Transports, Entrepôts et Communications	632,9	697,1	751,5
Autres services marchands	801,9	894,9	990,2
Droits et taxes à l'importation et TVA	464,7	513,7	554,7
Services non marchands	581,7	611,8	701,4
Importation de biens et services	1 570,8	1 967,2	2 029,0
Ressources = Emplois	6 196,8	7 063,0	7 592,0
Consommation publique	590,2	658,7	699,9
Consommation privée	3 594,6	3 966,4	4 233,7
Formation brute du capital fixe	918,9	1 091,5	1 277,0
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0
Exportation de biens et services	1 093,1	1 346,4	1 381,5
Variation du déflateur du PIB (%)	2,5%	4,2%	2,6%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	8,6%	10,2%	9,2%
Taux de croissance réel (%)	6,0%	5,8%	6,4%
Population (millions)	8,0	8,2	8,3
PIB au prix courant par habitant (milliers de FCFA)	580,0	624,8	667,1

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
(*) Estimation

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES D'EXPORTATION

	2021	2022	2023
	Tonnes		
BENIN			
Arachides	177 876	163 837	174 487
Coton graine	766 036	588 110	612 504
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	11 640	12 207	12 897
Noix de cajou	150 602	187 033	197 000
Ananas	406 220	472 514	480 177
BURKINA			
Arachides	490 231	559 064	683 183
Coton graine	521 063	406 351	409 283
Karité	564 366	592 585	628 140
Sésame	259 049	272 001	288 321
Noix de cajou	87 988	92 387	97 931
COTE D'IVOIRE			
Café	61 312	94 900	46 902
Cacao	2 228 422	2 358 800	1 822 320
Coton graine	559 483	471 659	236 183
Régimes de palme			
Palmistes			
Caoutchouc	1 100 386	1 332 600	1 624 824
Canne à sucre	180 584	189 825	193 622
Tabac			
Bananes(2)	536 522	488 203	509 267
Ananas(2)	77 291	72 900	76 600
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Noix de cajou	968 676	1 028 200	1 225 935
Arachides	233 890	243 390	251 884
GUINEE-BISSAU			
Arachides	121 014	133 589	133 700
Noix de cajou	207 100	230 088	239 752
Palmistes	2 841	2 983	3 102
Coton graine	3 413	3 649	3 803
MALI			
Arachides	367 822	442 679	478 093
Coton graine	741 184	389 750	582 559
Karité			
Tabac			
NIGER			
Arachides	518 800	670 600	604 166
Coton graine			
Haricot et niébé	1 656 054	2 865 900	2 166 817
SENEGAL			
Arachides	1 677 804	1 501 500	1 727 700
Coton graine	15 700	16 765	17 871
Tomate industrielle			
TOGO			
Café	23 000	24 035	26 143
Cacao	15 700	16 454	17 474
Coton graine	50 463	52 986	54 576
Arachides	44 367	46 629	50 360
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	71 843	75 507	78 527
UMOA			
Cacao	2 244 122	2 375 254	1 839 794
Café	84 312	118 935	73 045
Coton graine	2 657 342	1 929 270	1 916 779
Régimes de palme			
Palmistes	86 324	90 697	94 526
Karité	564 366	592 585	628 140
Sésame	259 049	272 001	288 321
Arachides	3 631 804	3 761 288	4 103 573
Caoutchouc	1 100 386	1 332 600	1 617 500
Tabac			
Bananes(2)	536 522	488 203	509 267
Ananas	483 511	545 414	556 777
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Canne à sucre	180 584	189 825	193 622
Tomate industrielle			
Noix de cajou	1 414 366	1 537 708	1 760 617
Haricot et niébé	2 507 508	3 654 047	3 063 120

(1) : Milliers de m3

(2) : Exportations

Sources : Organismes nationaux de commercialisation

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES

	2021	2022	2023 (*)
	Milliers de tonnes		
BENIN			
Maïs	1 628,1	1 619,6	1 932,8
Mil et sorgho	156,5	148,2	176,9
Riz paddy	519,7	525,0	626,6
Igname	3 203,2	3 214,9	3 308,5
Manioc	4 219,0	4 350,1	4 433,8
Haricot et niébé	136,6	142,0	146,9
Autres	1 044,5	1 189,2	1 014,2
BURKINA			
Maïs	1 853,5	1 810,3	1 800,3
Mil et sorgho	2 349,1	2 921,6	2 905,5
Riz paddy	451,0	439,0	436,6
Fonio	7,6	8,2	8,1
Autres	3 252,6	3 724,7	4 047,2
COTE D'IVOIRE			
Maïs	1 139,6	1 199,3	1 400,1
Riz paddy	1 659,0	1 703,5	1 988,7
Mil et sorgho	137,6	143,5	167,5
Igname	7 589,8	7 786,1	8 292,2
Manioc	6 302,3	6 804,1	7 246,4
Banane plantain	2 030,6	2 109,3	2 246,4
Autres	505,8	380,8	508,1
GUINEE-BISSAU			
Riz paddy	213,9	223,5	226,4
Maïs	17,0	20,3	21,0
Mil et sorgho	47,7	55,5	58,4
Patate douce	45,1	49,7	51,8
Manioc	49,3	47,2	48,3
Autres	2,9	3,0	3,2
MALI			
Maïs	3 603,0	3 732,5	3 386,9
Mil et sorgho	2 727,3	3 415,3	3 500,6
Riz paddy	2 420,2	2 880,9	3 023,9
Manioc	167,9	181,5	191,4
Igname	142,7	162,9	171,9
Patate	731,4	748,7	789,8
Haricot/Niébé	263,8	250,3	264,1
Autres	304,9	347,7	336,8
NIGER			
Maïs	5,7	9,3	7,9
Mil et sorgho	3 353,9	5 757,7	4 891,2
Riz paddy	131,6	161,3	137,0
Haricot et niébé	1 656,1	2 865,9	2 166,8
Autres	462,2	1 125,8	1 105,6
SENEGAL			
Maïs	754,6	787,8	928,6
Mil et sorgho	1 392,3	1 460,2	1 797,7
Riz paddy	1 326,8	1 409,1	1 533,4
Manioc	1 328,9	1 322,8	1 388,7
Haricot et niébé	239,2	172,5	250,8
Pastèques	1 611,2	1 492,6	1 384,6
Autres	1 698,0	1 544,8	1 547,5
TOGO			
Maïs	929,0	977,3	1 059,8
Mil et sorgho	304,6	317,9	344,7
Riz paddy	165,5	171,8	186,3
Igname	960,4	1 008,5	1 046,8
Manioc	1 204,2	1 258,4	1 308,8
Haricot et niébé	211,9	223,3	234,5
Autres	2 292,3	2 488,7	2 583,5
UMOA			
Maïs	9 930,5	10 156,4	10 537,5
Mil et sorgho	10 469,2	14 220,0	13 842,6
Riz paddy	6 887,8	7 514,2	8 158,8
Fonio	7,6	8,2	8,1
Igname	11 896,1	12 172,5	12 819,4
Manioc	13 271,6	13 964,0	14 617,4
Patate douce	776,5	798,4	841,6
Banane plantain	2 030,6	2 109,3	2 246,4
Haricot et niébé	2 507,5	3 654,0	3 063,1
Pastèques	1 611,2	1 492,6	1 384,6
Autres	9 563,3	10 804,7	11 146,2
Total	68 951,8	76 894,2	78 665,7

Sources : Ministères de l'agriculture des Etats

(*) Estimations

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

UMOA - PRODUCTIONS MINIERES

Périodes	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire		Mali	Niger				Sénégal			Togo	
	Pétrole	Or	Pétrole	Or	Or	Or	Uranium	Pétrole	Phosphates de calcium	Or	Sel marin	Phosphates de calcium	Clinker	
	barils	kg	Milliers de barils	kg	kg	kg	tonnes	Milliers de barils	tonnes	kg	tonnes	tonnes		
PRODUCTION								(*)						
1991	1 352 700	2 926	73 050	3 137	4 597		2 777		1 740 500		100 000	2 964 702		
1992	933 300	2 404	69 371	3 765	5 467		2 966		2 283 501		95 000	2 030 702		
1993	1 061 900	2 140	63 035	1 907	5 939		2 851		1 667 000		85 000	1 800 000		
1994	884 577	1 640		1 872	4 599		2 956		1 587 350		87 600	2 121 489		
1995	653 615	1 900	2 294	2 008	6 291		2 974		1 483 700		110 000	2 591 213		
1996	552 144	1 384	5 815	2 054	6 584		3 322		1 376 807		100 000	2 730 869		
1997	456 127	1 365	5 266	2 496	18 521		3 499		1 584 405		110 000	2 631 353		
1998	355 900	1 600	3 806	2 009	21 156		3 516		1 514 897		137 197	2 253 411		
1999		1 800	3 547	2 967	25 265		2 948		1 797 150		145 000	1 714 530		
2000		1 000	2 578	3 444	28 278		2 896		1 846 306		124 000	1 370 136		
2001		339	2 099	3 672	53 658		2 917		1 708 000		141 000	1 066 581		
2002		624	5 297	3 570	66 068		3 024		1 547 000		183 000	1 280 609	943 700	
2003		780	7 506	1 313	51 598		3 149		1 761 924		159 223	1 471 328	1 650 928	
2004		1 008	7 952	1 272	41 585	1 531	3 089		1 753 833		174 000	1 115 180	1 553 534	
2005		1 257	14 566	1 638	49 058	5 326	3 000		1 689 040		156 138	1 020 868	1 675 779	
2006		1 010	22 194	1 327	58 382	2 627	3 432		766 771		198 561	1 171 261	1 307 265	
2007		1 579	17 503	1 466	52 753	2 615	3 155		747 614		212 394	750 059	1 162 339	
2008		6 270	16 520	2 884	52 753	2 375	3 072		625 842		240 576	842 508	915 172	
2009		13 274	18 542	7 055	48 533	1 929	3 242		903 000	4 975	222 297	725 547	1 050 198	
2010		24 435	14 562	5 080	42 033	1 989	4 198		1 055 075	3 800	231 625	695 150	1 059 972	
2011		33 173	12 391	12 357	42 038	1 872	4 159		1 283 000	3 200	216 587	868 616	1 200 551	
2012		29 961	10 770	12 164	46 273	1 581	4 770	4 639	1 380 000	6 200	237 385	1 110 416	1 167 564	
2013		33 747	9 141	15 516	46 997	1 016	4 259	6 536	881 453	6 500	238 888	1 213 657	911 030	
2014		36 283	6 902	18 600	45 869	673	3 992	6 256	752 245	6 700	249 224	1 108 820	837 250	
2015		36 451	10 735	23 540	46 503	1 206	4 115	5 459	1 006 000	5 600	268 176	1 150 194	1 565 646	
2016		47 783	15 426	25 055	46 938	881	3 495	6 014	1 466 000	6 200	262 914	843 466	2 047 779	
2017		55 956	12 441	25 396	49 622	843	3 485	6 665	1 575 416	7 400	268 160	732 503	2 117 652	
2018		62 231	11 785	24 457	60 893	22	2 911	6 065	1 782 000	14 810	264 744	1 020 121	2 060 177	
2019		60 396	13 194	32 568	71 190	269	2 981	6 607	1 701 000	16 070	286 103	703 573	2 224 259	
2020		72 455	10 642	38 523	71 238	2 362	2 991	6 273	1 649 000	16 237	290 873	1 321 345	2 322 406	
2021		77 402	8 771	41 857	69 460	2 454	2 281	6 402	1 618 000	19 120	280 599	1 456 368	2 266 241	
2022		68 219	9 301	48 317	72 227	3 352	2 020	6 341	1 904 078	18 610	320 628	1 541 772	1 814 243	
2023		67 860	10 752	50 453	72 593	2 424	1 130	6 355	1 841 221	17 286	272 615	1 517 478	1 855 316	
VENTES														
1991	1 366 600	835	73 050	1 245			2 945		1 304 030		71 373	3 046 599		
1992	979 700		69 371	1 776			2 841		1 185 553		67 688	2 081 436		
1993	1 085 100	2 140	63 035	1 907			3 748		959 354		68 535	1 567 391		
1994	971 115	1 640		1 872			2 787		603 136		105 425	2 181 489		
1995	664 419	1 900	2 294	2 008	6 291		3 116		857 884		88 713	2 906 900		
1996	569 235	1 384	6 934	2 054	6 584		2 970		836 410		81 481	2 633 725		
1997	408 527	1 365	5 366	2 485	16 323		3 921		615 063		131 495	2 686 640		
1998	419 900	1 600	3 385	1 995	20 589		3 627		373 463		126 024	2 242 641		
1999		1 800	3 183	2 967	25 265		2 960		657 325		107 508	1 616 751		
2000		1 000	2 490	3 444	28 278		3 040		513 900		119 914	1 219 859		
2001		339	2 126	3 672	53 658		2 960		510 409		146 287	1 304 177		
2002		624	4 417	3 570	66 068		2 960		486 000		157 263	1 327 710		
2003		780	6 910	1 313	51 598		2 830		203 900		149 400	1 355 986	1 653 632	
2004		1 008	7 526	1 272	41 585	611	3 048		197 900		149 000	1 235 642	1 585 143	
2005		1 257	9 601	1 638	49 058	2 961	3 590		174 400		114 500	1 047 893	1 528 483	
2006		1 010	22 482	1 452	58 382	2 627	3 160		177 900		171 700	1 173 260	1 280 567	
2007		1 579	15 135	1 478	52 753	2 615	3 551		181 600		173 700	737 166	1 068 423	
2008		6 270	17 811	3 087	52 753	2 375	3 129		209 100		195 700	686 472	533 752	
2009		13 274	19 882	7 992	48 533	1 929	3 200		208 090	4 975	184 851	681 127	1 129 620	
2010		24 435	14 861	5 419	42 033	1 989	4 200		198 428	3 800	190 188	857 772	1 060 864	
2011		33 173	12 840	13 114	42 038	1 872	4 171		189 338	3 200	183 858	894 341	1 068 740	
2012		29 961	11 608	13 120	46 273	1 581	4 690		177 329	6 200	202 980	1 033 390	1 140 300	
2013		33 747	9 009	17 291	48 092	1 016	4 230		163 930	6 500	190 940	1 142 692	987 767	
2014		36 283	6 481	19 141	45 869	673	3 992		155 720	6 700	205 782	1 182 043	846 251	
2015		36 451	10 648	22 295	46 503	673	4 026		293 882	5 600	202 318	939 025	1 594 600	
2016		47 783	15 426	25 055	46 938	1 206	2 984		158 045	6 200	204 858	845 900	2 062 900	
2017		55 956	12 441	25 396	46 938	843	3 562		115 580	6 200	112 704	794 000	2 061 471	
2018		62 231	11 785	24 457	60 893	22	2 879		114 230	7 400	204 471	1 045 433	2 023 146	
2019		50 808	13 194	32 233	65 670	675	2 923		125 555	16 072	237 641	825 139	2 241 243	
2020		62 672	10 642	38 674	65 423	1 472	2 904		135 689	14 594	257 723	1 332 101	2 490 611	
2021		67 360	9 909	41 857	63 909	4 027	2 178		152 307	18 818	274 780	1 386 811	2 245 049	
2022		58 191	9 301	48 317	65 694	2 465	1 919		142 560	18 308	256 762	1 583 180	1 963 918	
2023		57 238	9 672	50 453	66 027	2 265	1 553		145 206	16 984	22			

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

UMOA - INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Base 100=2014

	2021	2022	2023
BENIN			
1 ^{er} trimestre	102,59	106,82	112,09
2 ^e trimestre	106,60	106,19	110,32
3 ^e trimestre	107,34	106,34	108,98
4 ^e trimestre	107,38	110,29	109,98
Année	105,98	107,41	110,34
BURKINA FASO			
1 ^{er} trimestre	104,25	114,95	121,46
2 ^e trimestre	107,31	124,56	124,21
3 ^e trimestre	109,29	128,52	126,09
4 ^e trimestre	111,82	125,51	125,46
Année	108,17	123,39	124,30
COTE D'IVOIRE			
1 ^{er} trimestre	108,70	114,01	119,66
2 ^e trimestre	110,89	115,68	121,13
3 ^e trimestre	111,19	117,81	122,68
4 ^e trimestre	112,33	118,80	123,20
Année	110,78	116,57	121,67
GUINEE-BISSAU			
1 ^{er} trimestre	106,60	113,69	125,14
2 ^e trimestre	108,22	116,23	127,45
3 ^e trimestre	111,58	120,84	128,07
4 ^e trimestre	112,54	122,88	126,93
Année	109,73	118,41	126,90
MALI			
1 ^{er} trimestre	101,61	109,92	117,07
2 ^e trimestre	104,08	113,94	117,40
3 ^e trimestre	105,83	118,86	118,66
4 ^e trimestre	109,27	118,70	117,77
Année	105,20	115,35	117,73
NIGER			
1 ^{er} trimestre	106,06	111,51	113,19
2 ^e trimestre	107,67	113,24	114,34
3 ^e trimestre	110,86	114,70	120,66
4 ^e trimestre	109,20	112,71	120,68
Année	108,45	113,04	117,22
SENEGAL			
1 ^{er} trimestre	107,07	113,56	124,74
2 ^e trimestre	107,53	115,91	125,47
3 ^e trimestre	111,66	124,39	130,49
4 ^e trimestre	112,68	127,68	129,43
Année	109,74	120,38	127,53
TOGO			
1 ^{er} trimestre	107,23	116,06	123,35
2 ^e trimestre	110,95	119,20	126,62
3 ^e trimestre	112,82	120,66	126,23
4 ^e trimestre	112,33	121,19	126,22
Année	110,83	119,28	125,60
UEMOA			
1 ^{er} trimestre	106,00	112,79	119,31
2 ^e trimestre	108,25	115,84	120,52
3 ^e trimestre	110,04	119,31	122,75
4 ^e trimestre	111,16	119,85	122,61
Année	108,86	116,95	121,30

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique

UEMOA : TABLEAU CONSOLIDE DES OPERATIONS FINANCIERES DES ETATS

	2021	2022	2023 (*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONNS	17 614,4	19 283,3	21 350,7
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	16 155,1	17 922,7	20 111,3
Recettes fiscales	13 613,6	15 214,2	17 144,4
Recettes non fiscales	1 786,6	1 707,3	1 876,6
Autres recettes non classées	754,9	1 001,2	1 090,3
1.2 DONNS	1 459,3	1 360,6	1 239,4
Dons-projets	1 050,7	962,7	874,7
Appuis Budgétaires	408,6	397,9	364,7
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	23 240,1	26 916,2	27 578,8
2.1 DEPENSES TOTALES	23 203,6	26 851,4	27 522,8
2.1.1 DEPENSES COURANTES	14 647,4	16 772,1	17 562,2
Traitements et salaires	5 498,3	6 050,9	6 661,3
Autres dépenses de fonctionnement	7 291,6	8 530,7	8 102,8
dont subventions et autres transferts	3 785,1	5 219,7	4 453,6
Intérêts dus	1 857,5	2 190,5	2 798,1
Intérêts sur dette intérieure	956,9	1 113,5	1 352,5
Intérêts sur dette extérieure	900,6	1 077,0	1 445,6
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	7 531,4	8 647,0	8 500,5
Sur ressources intérieures	4 222,6	4 933,3	4 803,3
Sur ressources extérieures	3 308,8	3 713,7	3 697,2
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	1 024,8	1 432,3	1 460,1
2.2 PRETS NETS	36,5	64,8	56,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-7 085,0	-8 993,5	-7 467,5
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-5 625,7	-7 632,9	-6 228,1
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	142,7	528,4	-5,3
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-6 942,3	-8 465,1	-7 472,8
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-5 483,0	-7 104,5	-6 233,4

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

BENIN : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

	2021	2022	2023 (*)
(en milliards de FCFA)			
1- RECETTES ET DONNS	1 387,7	1 553,2	1 795,1
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 295,7	1 498,6	1 701,3
Recettes fiscales	1 082,3	1 320,7	1 537,9
Recettes non fiscales	213,4	177,8	163,4
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONNS	92,0	54,6	93,8
Dons-projets	54,6	54,6	84,0
Appuis Budgétaires	37,4	0,0	9,8
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	1 949,4	2 149,4	2 289,8
2.1 DEPENSES TOTALES	1 947,7	2 152,9	2 287,9
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 145,0	1 198,0	1 276,0
Traitements et salaires	407,8	458,5	509,8
Autres dépenses de fonctionnement	517,3	560,9	575,9
dont subventions et autres transferts	349,7	413,5	420,3
Intérêts dus	219,9	178,6	190,2
Intérêts sur dette intérieure	153,1	84,1	87,5
Intérêts sur dette extérieure	66,8	94,5	102,7
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	802,7	954,9	1 011,9
Sur ressources intérieures	519,0	577,9	584,3
Sur ressources extérieures	283,7	377,0	427,6
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)			
2.2 PRETS NETS	1,7	-3,6	1,9
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-561,7	-596,2	-494,7
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-148,4	-98,7	31,2
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	15,3	82,2	-86,3
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-638,4	-568,6	-674,8
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-546,4	-514,0	-581,0

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire

BURKINA : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

	2021	2022	2023 (*)
(en milliards de FCFA)			
1- RECETTES ET DONNS	2 189,1	2 505,6	2 694,4
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 928,8	2 242,5	2 490,9
Recettes fiscales	1 705,8	2 039,0	2 220,5
Recettes non fiscales	223,0	203,6	270,5
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONNS	260,2	263,1	203,5
Dons-projets	179,3	202,8	203,5
Appuis budgétaires	80,9	60,3	0,0
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	3 015,7	3 788,3	3 526,8
2.1 DEPENSES TOTALES	3 015,7	3 788,3	3 526,8
2.1.1 DEPENSES COURANTES	2 058,0	2 579,5	2 266,6
Traitements et salaires	942,6	937,9	968,8
Autres dépenses de fonctionnement	922,9	1 419,6	1 012,9
dont subventions et autres transferts	728,5	1 166,8	783,4
Intérêts dus	192,5	221,9	284,9
Intérêts sur dette intérieure	163,9	188,6	242,6
Intérêts sur dette extérieure	28,6	33,3	42,3
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	957,7	1 208,8	1 260,2
Sur ressources intérieures	486,8	811,3	849,6
Sur ressources extérieures	470,9	397,6	410,6
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)			
2.2 PRETS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-1 086,9	-1 545,8	-1 035,9
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-826,6	-1 282,9	-832,4
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	394,6	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-1 086,9	-1 151,2	-1 035,9
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-826,6	-888,3	-832,4

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

COTE D'IVOIRE : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

	2021	2022	2023 (*)
(en milliards de FCFA)			
1- RECETTES ET DONS	6 140,2	6 684,4	7 771,7
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	5 955,6	6 450,7	7 454,9
Recettes fiscales	4 887,0	5 260,3	6 069,6
Recettes non fiscales	859,6	834,0	946,9
Autres recettes non classées	209,0	356,4	438,4
1.2 DONS	184,6	233,7	316,8
Dons-projets	92,3	39,9	117,1
Appuis budgétaires	92,3	193,8	199,7
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	8 102,1	9 666,2	10 279,8
2.1 DEPENSES TOTALES	8 102,1	9 666,2	10 279,8
2.1.1 DEPENSES COURANTES	5 439,2	5 735,0	6 231,4
Traitements et salaires	1 859,6	2 007,2	2 246,4
Autres dépenses de fonctionnement	2 795,1	2 757,5	2 745,8
dont subventions et autres transferts	913,7	1 164,5	1 111,3
Intérêts dus	784,5	970,3	1 239,3
Intérêts sur dette intérieure	329,6	447,5	527,0
Intérêts sur dette extérieure	455,0	522,8	712,2
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	2 203,4	3 140,6	3 257,5
Sur ressources intérieures	1 271,0	1 667,8	1 719,2
Sur ressources extérieures	932,4	1 472,8	1 538,3
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	459,5	790,7	790,4
2.2 PRETS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-2 146,5	-3 215,6	-2 824,5
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-1 962,0	-2 981,8	-2 507,7
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	-26,3
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-2 146,5	-3 215,6	-2 824,5
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-1 962,0	-2 981,8	-2 507,7

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire

GUINEE-BISSAU : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

	2021	2022	2023 (*)
(en milliards de FCFA)			
1- RECETTES ET DONS	144,5	164,0	164,7
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	108,2	123,4	139,8
Recettes fiscales	92,4	98,0	109,6
Recettes non fiscales	15,8	25,4	30,3
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONS	36,4	40,6	24,9
Dons-projets	33,5	34,1	24,9
Appuis budgétaires	2,9	6,6	0,0
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	219,7	237,4	246,2
2.1 DEPENSES TOTALES	219,7	237,4	246,2
2.1.1 DEPENSES COURANTES	155,0	167,0	178,3
Traitements et salaires	57,9	65,1	57,6
Autres dépenses de fonctionnement	83,3	87,5	100,7
dont subventions et autres transferts	32,6	29,9	27,1
Intérêts dus	13,9	14,4	20,0
Intérêts sur dette intérieure	8,7	12,9	14,9
Intérêts sur dette extérieure	5,2	1,5	5,1
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	64,6	70,4	67,8
Sur ressources intérieures	7,1	15,2	14,1
Sur ressources extérieures	57,5	55,3	53,7
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	0,0	0,0
2.2 PRETS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-111,5	-114,0	-106,4
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-75,1	-73,3	-81,5
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-3,3	1,7	8,5
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-114,8	-112,3	-97,9
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-78,4	-71,6	-73,0

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

MALI : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

	2021	2022	2023 (*)
(en milliards de FCFA)			
1- RECETTES ET DONNS	2 360,8	2 701,0	2 974,6
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	2 317,7	2 645,3	2 888,2
Recettes fiscales	1 590,7	1 904,0	2 063,7
Recettes non fiscales	95,2	107,8	102,5
Autres recettes non classées	631,8	633,5	722,1
1.2 DONNS	43,1	55,7	86,3
Dons-projets	33,0	43,2	75,0
Appuis budgétaires	10,1	12,5	11,3
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	2 931,6	3 179,2	3 583,2
2.1 DEPENSES TOTALES	2 936,6	3 184,6	3 587,1
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 846,2	2 098,9	2 193,8
Traitements et salaires	878,0	943,3	1 055,0
Autres dépenses de fonctionnement	791,2	955,0	915,8
dont subventions et autres transferts	365,1	331,3	414,5
Intérêts dus	177,0	200,6	223,0
Intérêts sur dette intérieure	136,5	172,8	183,3
Intérêts sur dette extérieure	40,5	27,8	39,8
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	459,8	453,9	686,2
Sur ressources intérieures	365,2	353,3	513,6
Sur ressources extérieures	94,6	100,6	172,6
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	630,6	631,8	707,1
2.2 PRETS NETS	-5,0	-5,4	-3,9
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-613,8	-533,9	-694,9
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-570,7	-478,1	-608,6
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	13,0	159,7	-27,7
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-600,8	-374,1	-722,6
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-557,7	-318,4	-636,3

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire

NIGER : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

	2021	2022	2023 (*)
(en milliards de FCFA)			
1- RECETTES ET DONNS	1 502,1	1 424,1	1 063,3
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	896,9	971,8	888,3
Recettes fiscales	831,3	905,1	821,0
Recettes non fiscales	65,6	53,7	48,8
Autres recettes non classées	0,0	13,0	18,4
1.2 DONNS	605,1	452,3	175,0
Dons-projets	446,1	378,5	129,0
Appuis budgétaires	159,0	73,8	46,0
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	2 006,6	2 075,7	1 611,1
2.1 DEPENSES TOTALES	1 966,6	2 002,2	1 551,6
2.1.1 DEPENSES COURANTES	868,7	951,4	939,4
Traitements et salaires	317,7	346,1	366,5
Autres dépenses de fonctionnement	457,5	486,0	431,7
dont subventions et autres transferts	322,6	353,2	316,0
Intérêts dus	93,6	119,2	141,1
Intérêts sur dette intérieure	55,7	76,2	99,7
Intérêts sur dette extérieure	37,9	43,0	41,4
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 079,3	1 039,8	574,4
Sur ressources intérieures	450,9	456,2	227,5
Sur ressources extérieures	628,4	583,6	346,9
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	18,5	11,1	37,8
2.2 PRETS NETS	40,0	73,4	59,5
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-1 109,7	-1 103,9	-722,8
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-504,5	-651,6	-547,8
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	52,8	37,0	-87,2
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-1 056,9	-1 066,9	-810,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-451,7	-614,6	-635,1

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

SENEGAL : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

	2021	2022	2023 (*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONNS	2 979,4	3 536,4	3 888,2
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	2 848,8	3 390,5	3 699,6
Recettes fiscales	2 594,1	3 135,5	3 490,3
Recettes non fiscales	254,7	254,9	209,4
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONNS	130,6	145,9	188,6
Dons-projets	113,5	122,4	114,0
Appuis budgétaires	17,1	23,4	74,6
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	3 938,7	4 590,4	4 803,5
2.1 DEPENSES TOTALES	3 938,7	4 590,4	4 803,5
2.1.1 DEPENSES COURANTES	2 537,2	3 311,4	3 449,1
Traitements et salaires	885,8	1 102,9	1 267,0
Autres dépenses de fonctionnement dont subventions et autres transferts	1 344,9	1 824,4	1 613,1
Intérêts dus	306,5	384,1	569,0
Intérêts sur dette intérieure	52,4	61,3	79,1
Intérêts sur dette extérieure	254,1	322,8	489,9
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 401,6	1 279,0	1 354,5
Sur ressources intérieures	771,7	742,0	805,5
Sur ressources extérieures	629,8	537,0	549,0
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	0,0	0,0	0,0
2.2 PRETS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-1 089,9	-1 199,9	-1 103,9
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-959,3	-1 054,1	-915,3
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-1 089,9	-1 199,9	-1 103,9
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-959,3	-1 054,1	-915,3

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO

(*) Provisoire

TOGO : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

	2021	2022	2023 (*)
	(en milliards de FCFA)		
1- RECETTES ET DONNS	923,9	1 054,9	1 272,3
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	839,9	927,4	1 091,1
Recettes fiscales	779,6	864,8	991,6
Recettes non fiscales	60,3	62,6	99,6
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONNS	84,0	127,4	181,1
Dons-projets	83,0	97,4	159,0
Appuis budgétaires	1,0	30,0	22,1
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	1 139,4	1 477,2	1 642,8
2.1 DEPENSES TOTALES	1 139,5	1 477,3	1 642,8
2.1.1 DEPENSES COURANTES	757,4	983,7	1 122,5
Traitements et salaires	251,5	255,3	301,8
Autres dépenses de fonctionnement dont subventions et autres transferts	406,1	603,6	667,7
Intérêts dus	141,9	268,4	324,6
Intérêts sur dette intérieure	99,8	124,8	153,0
Intérêts sur dette intérieure	84,8	106,3	128,7
Intérêts sur dette extérieure	15,0	18,5	24,3
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	379,8	493,6	520,3
Sur ressources intérieures	220,7	297,8	249,7
Sur ressources extérieures	159,1	195,8	270,6
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	2,3	0,0	0,0
2.2 PRETS NETS	-0,1	-0,1	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-299,5	-549,8	-551,7
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-215,5	-422,3	-370,5
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-44,0	-0,1	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-343,5	-549,9	-551,7
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-259,5	-422,5	-370,5

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

UMOA(1) - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2021	2022	2023 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-5 973,6	-11 046,1	-9 107,7
Biens et services	-6 449,8	-11 705,7	-9 123,6
Balance commerciale	-1 111,4	-5 140,5	-3 071,0
Exportations	20 961,8	24 584,6	24 584,6
dont coton	1 083,8	1 267,7	762,5
cacao	3 322,2	3 098,0	3 424,8
Or	6 127,5	6 970,1	7 570,3
Pétrole	1 459,1	2 575,7	2 353,8
Importations	-22 073,2	-29 725,1	-27 655,6
Dont Pétrole	-4 940,8	-9 322,6	-7 876,5
Balance des services	-5 338,4	-6 565,2	-6 052,6
Dont fret et assurances	-3 679,7	-5 060,7	-4 727,1
Revenu primaire	-2 873,3	-3 303,9	-3 555,8
Dont intérêts sur la dette	-901,3	-1 071,0	-1 445,7
Revenu secondaire	3 349,5	3 963,6	3 571,6
- Administrations publiques	770,5	1 090,5	558,3
- Autres secteurs	2 579,0	2 873,1	3 013,3
Compte de capital	1 482,7	1 373,2	1 301,6
Solde des comptes des transactions courantes et de	-4 490,8	-9 672,9	-7 806,2
Compte financier	-5 317,5	-6 864,9	-4 028,5
Investissement direct	-2 773,8	-4 238,2	-3 393,1
Investissements de portefeuille	-1 688,2	-33,2	54,2
Dérivés financiers	132,7	5,7	0,0
Autres investissements	-988,2	-2 599,2	-689,7
Pour mémoire : financement exceptionnel	144,2	9,3	5,1
Erreurs et omissions nettes	30,7	-14,5	0,0
Ajustement statistique	-381,6	-520,7	247,3
SOLDE GLOBAL	475,7	-3 343,1	-3 530,4
Réévaluations et autres flux non transactionnels (2)	133,5	54,5	221,6
Variation des avoirs extérieurs nets	-609,2	3 288,7	3 308,8

(1) : Agrégation des balances des paiements nationaux

(2) : Rapprochement entre les statistiques monétaires et la BDP, notamment les réévaluations du stock d'or et des DTS et autres variations de volume d'actifs

Source : BCEAO

(*) Estimation

BENIN - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2021	2022	2023 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-407,5	-651,4	-716,8
Biens et services	-428,0	-638,2	-752,2
Balance commerciale	-195,4	-396,6	-461,5
Exportations	2 019,9	2 316,7	2 318,5
Dont Coton	400,6	421,6	345,1
Importations	-2 215,4	-2 713,3	-2 780,0
Dont Pétrole	-278,1	-445,2	-394,7
Balance des services	-232,6	-241,6	-290,6
Dont fret et assurances	-285,0	-347,5	-386,3
Revenu primaire	-105,0	-112,2	-126,3
Dont intérêts sur la dette	-66,8	-88,5	-102,7
Revenu secondaire	125,5	99,0	161,7
- Administrations publiques	48,9	-1,4	49,8
- Autres secteurs	76,6	100,4	111,9
Compte de capital	143,8	95,6	128,8
Solde des comptes des transactions courantes et de	-263,7	-555,8	-588,0
Compte financier	-858,3	-565,8	-170,9
Investissement direct	-168,1	-205,2	-177,8
Investissements de portefeuille	-503,8	-176,9	15,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-186,5	-183,6	-8,8
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,8	2,7	0,0
Solde global	597,5	12,7	-417,1

Source : BCEAO

(*) Estimation

BURKINA - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2021	2022	2023 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	42,8	-875,7	-801,3
Biens et services	221,1	-590,7	-479,6
Balance commerciale	698,2	-3,9	102,1
Exportations	3 148,8	3 312,2	3 322,3
Dont Coton	254,6	290,1	172,4
Or	2 400,6	2 343,6	2 448,6
Importations	-2 450,6	-3 316,1	-3 220,2
Dont Pétrole	-708,7	-1 301,5	-1 123,9
Balance des services	-477,0	-586,9	-581,7
Dont fret et assurances	-161,9	-645,8	-627,1
Revenu primaire	-512,0	-647,8	-586,9
Dont intérêts sur la dette	-28,6	-33,3	-42,3
Revenu secondaire	333,7	362,8	265,2
- Administrations publiques	146,2	169,5	54,6
- Autres secteurs	187,5	193,3	210,6
Compte de capital	235,7	261,0	263,0
Solde des comptes des transactions courantes et de	278,6	-614,8	-538,3
Compte financier	-374,5	47,5	-192,6
Investissement direct	20,4	-403,1	-173,6
Investissements de portefeuille	-440,5	-41,6	-291,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	45,6	492,1	272,1
Pour mémoire : financement exceptionnel	6,6	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-4,3	-4,4	0,0
Solde global	648,7	-666,7	-345,8

Source : BCEAO

(*) Estimation

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union A1

Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire
International A2 à A3

Transferts nets des ressources du FMI A4

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB) A5 à A9

Production des principales cultures d'exportation A10

Production des principales cultures vivrières A11

Productions minières A12

Prix à la production des cultures d'exportation A13

Indice harmonisé des prix à la consommation A14

Tableaux des opérations financières des Etats A15 à A23

Balance des paiements A24 à A28

Agrégats de monnaie A29 à A33

Situation résumée de la Banque Centrale A34 à A38

Situation résumée des Banques A39 à A43

Créances nettes sur l'administration centrale A44 à A48

Utilisations déclarées aux Centrales des risques A49 à A57

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO A58

Adresses des sites de la BCEAO A59 à A64

COTE D'IVOIRE - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2021	2022	2023 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-1 593,8	-3 364,4	-2 764,4
Biens et services	22,0	-1 707,6	-898,7
Balance commerciale	1 693,1	670,3	1 496,2
Exportations	8 495,5	10 166,1	10 349,1
Dont Cacao	3 314,1	3 087,2	3 411,6
Pétrole	891,4	1 841,0	1 613,8
Or	949,7	1 190,8	1 427,3
Importations	-6 802,4	-9 495,8	-8 852,9
Dont Pétrole	-1 335,5	-3 020,2	-2 529,3
Balance des services	-1 671,1	-2 377,9	-2 394,9
Dont fret et assurances	-1 260,1	-1 639,0	-1 562,3
Revenu primaire	-1 240,7	-1 434,0	-1 638,6
Dont intérêts sur la dette	-455,0	-522,8	-712,2
Revenu secondaire	-375,1	-222,8	-227,2
- Administrations publiques	10,5	99,8	109,9
- Autres secteurs	-385,7	-322,6	-337,0
Compte de capital	91,6	39,2	117,9
Solde des comptes des transactions courantes et de	-1 502,3	-3 325,2	-2 646,5
Compte financier	-2 595,3	-3 024,1	-1 394,8
Investissement direct	-614,0	-893,0	-896,7
Investissements de portefeuille	-751,5	-187,8	-20,4
Dérivés financiers	0,8	0,0	0,0
Autres investissements	-1 230,6	-1 943,3	-477,7
Pour mémoire : financement exceptionnel	16,6	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,6	-3,8	0,0
Solde global	1 095,6	-304,9	-1 251,7

Source : BCEAO

(*) Estimation

GUINEE-BISSAU - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2021	2022	2023 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-8,1	-91,8	-95,3
Biens et services	-101,6	-185,8	-189,1
Balance commerciale	-27,7	-95,8	-99,3
Exportations	166,3	152,9	142,6
Dont noix de cajou	110,3	117,9	132,8
Importations	-194,0	-248,8	-241,9
Dont Pétrole	-39,5	-61,7	-53,3
Balance des services	-73,9	-89,9	-89,8
Dont fret et assurances	-34,2	-43,8	-42,6
Revenu primaire	9,4	5,8	10,5
Dont intérêts sur la dette	-5,9	-1,5	-5,1
Revenu secondaire	84,1	88,2	83,3
- Administrations publiques	24,6	25,6	17,3
- Autres secteurs	59,5	62,6	66,0
Compte de capital	58,6	36,0	25,7
Solde des comptes des transactions courantes et de	50,4	-55,8	-69,6
Compte financier	-4,0	0,6	-47,5
Investissement direct	-9,8	-13,2	-13,9
Investissements de portefeuille	-50,8	-52,3	-10,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	56,6	66,0	-23,2
Pour mémoire : financement exceptionnel	-1,9	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	6,3	-7,5	0,0
Solde global	60,7	-63,8	-22,1

Source : BCEAO

(*) Estimation

MALI - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2021	2022	2023 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-814,3	-920,3	-377,4
Biens et services	-1 228,4	-1 501,5	-700,8
Balance commerciale	-169,2	-298,7	215,8
Exportations	2 693,8	3 353,6	3 443,8
Dont Coton	156,7	294,9	107,2
Or	2 129,4	2 726,3	2 943,9
Importations	-2 863,1	-3 652,3	-3 228,0
Dont Pétrole	-915,3	-1 602,3	-1 338,5
Balance des services	-1 059,2	-1 202,8	-916,6
Dont fret et assurances	-628,5	-801,7	-708,6
Revenu primaire	-456,5	-488,1	-465,8
Dont intérêts sur la dette	-38,0	-40,5	-27,8
Revenu secondaire	870,6	1 069,3	789,3
- Administrations publiques	336,3	504,9	188,8
- Autres secteurs	534,3	564,4	600,5
Compte de capital	76,6	71,7	82,3
Solde des comptes des transactions courantes et de	-737,7	-848,6	-295,1
Compte financier	-657,9	-406,9	259,3
Investissement direct	-323,9	-419,1	-369,3
Investissements de portefeuille	-392,9	-121,7	12,2
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	58,9	133,9	616,3
Pour mémoire : financement exceptionnel	8,8	9,3	5,1
Erreurs et omissions nettes	22,1	-17,4	0,0
Solde global	-57,8	-459,2	-554,4

Source : BCEAO

(*) Estimation

NIGER - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2021	2022	2023 (*)
	Milliards de FCFA		
Compte des transactions courantes	-1 164,0	-1 559,5	-1 256,7
Biens et services	-1 408,4	-1 907,5	-1 422,0
Balance commerciale	-893,3	-1 288,9	-920,3
Exportations	671,9	652,6	609,3
Dont uranium	105,0	99,0	123,9
Pétrole	130,8	85,8	63,7
Or	43,7	59,4	50,7
Importations	-1 565,2	-1 941,5	-1 529,6
Dont Pétrole	-105,8	-157,1	-135,1
Balance des services	-515,1	-618,6	-501,7
Dont fret et assurances	-407,3	-505,2	-398,0
Revenu primaire	-131,3	-140,0	-94,4
Dont intérêts sur la dette	-37,9	-43,0	-41,4
Revenu secondaire	375,7	488,0	259,7
- Administrations publiques	196,3	285,2	72,0
- Autres secteurs	179,4	202,8	187,7
Compte de capital	489,3	435,0	188,4
Solde des comptes des transactions courantes et de	-674,7	-1 124,5	-1 068,3
Compte financier	-822,4	-1 116,2	-769,0
Investissement direct	-308,1	-597,1	-391,5
Investissements de portefeuille	-382,4	-157,5	-195,3
Dérivés financiers	-0,1	0,0	0,0
Autres investissements	-131,8	-361,6	-182,2
Pour mémoire : financement exceptionnel	23,1	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-7,5	6,6	0,0
Solde global	140,2	-1,7	-299,3

Source : BCEAO

(*) Estimation

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

SENEGAL - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2021	2022	2023 (*)
	<i>Milliards de FCFA</i>		
Compte des transactions courantes	-1 845,0	-3 457,0	-2 961,1
Biens et services	-3 048,8	-4 540,7	-4 034,9
Balance commerciale	-1 662,5	-3 010,1	-2 658,0
Exportations	3 044,7	3 731,3	3 482,9
Dont produits halieutiques	313,0	423,3	395,7
Or	604,2	649,9	699,9
Importations	-4 707,2	-6 741,4	-6 140,9
Dont Pétrole	-1 359,1	-2 389,0	-1 994,7
Balance des services	-1 386,3	-1 530,6	-1 376,9
Dont fret et assurances	-694,0	-824,7	-751,2
Revenu primaire	-367,6	-558,3	-729,8
Dont intérêts sur la dette	-254,1	-322,8	-489,9
Revenu secondaire	1 571,4	1 642,0	1 803,7
- Administrations publiques	-11,5	-26,4	44,8
- Autres secteurs	1 582,9	1 668,4	1 758,9
Compte de capital	122,3	123,1	118,8
Solde des comptes des transactions courantes et de	-1 722,7	-3 333,9	-2 842,3
Compte financier	-1 860,9	-3 264,4	-2 926,3
Investissement direct	-1 406,5	-1 783,1	-1 482,6
Investissements de portefeuille	-562,2	-528,3	-463,2
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	107,9	-953,0	-980,6
Pour mémoire : financement exceptionnel	91,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	6,4	7,4	0,0
Solde global	144,6	-62,1	84,0

Source : BCEAO

(*) Estimation

TOGO - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2021	2022	2023 (*)
	<i>Milliards de FCFA</i>		
Compte des transactions courantes	-103,6	-176,8	-198,5
Biens et services	-477,7	-620,8	-646,3
Balance commerciale	-554,5	-716,8	-745,9
Exportations	720,8	899,2	916,1
Dont Coton	36,1	28,2	14,5
Importations	-1 275,4	-1 616,0	-1 662,0
Dont Pétrole	-198,8	-345,6	-307,0
Balance des services	76,9	96,0	99,6
Dont fret et assurances	-208,7	-252,9	-251,0
Revenu primaire	10,3	6,8	11,8
Dont intérêts sur la dette	-15,0	-18,5	-24,3
Revenu secondaire	363,8	437,1	436,0
- Administrations publiques	19,2	33,3	21,2
- Autres secteurs	344,6	403,9	414,7
Compte de capital	264,8	311,7	376,8
Solde des comptes des transactions courantes et de	161,3	134,9	178,3
Compte financier	39,5	155,9	125,7
Investissement direct	36,2	74,3	112,3
Investissements de portefeuille	-50,2	-6,7	-19,9
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	53,4	88,4	33,4
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,3	2,0	0,0
Solde global	124,1	-19,0	52,5

Source : BCEAO

(*) Estimation

UMOA - AGREGATS DE MONNAIE

	2021	2022	2023
	<i>Milliards de FCFA</i>		
	<i>A fin décembre</i>		
Circulation fiduciaire	9 424,7	10 338,2	10 673,8
Dépôts à vue	19 173,5	22 370,1	22 914,9
M1	28 598,2	32 708,3	33 588,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	12 860,6	13 453,8	14 189,7
MASSE MONETAIRE (M2)	41 458,8	46 162,1	47 778,4
Actifs extérieurs nets	7 746,6	4 458,0	1 149,2
<i>Banque Centrale</i>	8 878,4	5 814,3	3 080,4
<i>Banques</i>	-1 131,7	-1 356,3	-1 931,3
Créances intérieures	43 080,1	51 760,0	58 069,6
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	15 650,9	20 380,0	23 750,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	27 429,2	31 380,0	34 319,6
Passifs à caractère non monétaire (2)	10 607,5	10 346,6	13 079,5
Autres postes nets (3)	-1 239,6	-290,7	-1 639,2
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	41 458,8	46 162,1	47 778,4

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

BENIN - AGREGATS DE MONNAIE

	2021	2022	2023
	<i>Milliards de FCFA</i>		
	<i>A fin décembre</i>		
Circulation fiduciaire	758,0	862,0	811,0
Dépôts à vue	1 404,3	1 666,4	1 772,6
M1	2 162,3	2 528,3	2 583,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 048,2	1 099,9	1 030,3
MASSE MONETAIRE (M2)	3 210,5	3 628,3	3 613,9
Actifs extérieurs nets	2 137,2	2 146,9	1 729,8
<i>Banque Centrale</i>	144,1	-171,6	-563,6
<i>Banques</i>	1 993,1	2 318,4	2 293,4
Créances intérieures	1 706,2	2 119,7	2 527,8
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	-71,2	3,4	-24,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 777,4	2 116,3	2 551,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	548,7	625,4	697,2
Autres postes nets (3)	84,3	13,0	-53,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	3 210,5	3 628,3	3 613,9

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union **A1**

Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International **A2 à A3**

Transferts nets des ressources du FMI **A4**

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB) **A5 à A9**

Production des principales cultures d'exportation **A10**

Production des principales cultures vivrières **A11**

Productions minières **A12**

Prix à la production des cultures d'exportation **A13**

Indice harmonisé des prix à la consommation **A14**

Tableaux des opérations financières des Etats **A15 à A23**

Balance des paiements **A24 à A28**

Agrégats de monnaie **A29 à A33**

Situation résumée de la Banque Centrale **A34 à A38**

Situation résumée des Banques **A39 à A43**

Créances nettes sur l'administration centrale **A44 à A48**

Utilisations déclarées aux Centrales des risques **A49 à A57**

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO **A58**

Adresses des sites de la BCEAO **A59 à A64**

BURKINA - AGREGATS DE MONNAIE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	833,5	828,7	986,1
Dépôts à vue	2 783,6	2 813,9	2 491,8
M1	3 617,2	3 642,7	3 477,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 967,9	2 074,2	2 074,1
MASSE MONETAIRE (M2)	5 585,1	5 716,9	5 552,0
Actifs extérieurs nets	2 636,8	1 972,1	1 626,3
<i>Banque Centrale</i>	467,4	-624,1	-372,5
<i>Banques</i>	2 169,3	2 596,2	1 998,8
Créances intérieures	3 487,4	4 396,1	4 764,7
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	-66,5	281,6	443,5
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	3 553,9	4 114,5	4 321,2
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 020,1	1 107,9	1 370,5
Autres postes nets (3)	-481,1	-456,5	-531,5
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	5 585,1	5 716,9	5 552,0

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale
 (2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs
 (3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers
 (4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

COTE D'IVOIRE - AGREGATS DE MONNAIE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	3 721,1	3 973,3	4 019,0
Dépôts à vue	7 192,0	8 195,6	8 344,1
M1	10 913,1	12 168,9	12 363,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	4 574,3	4 709,7	5 077,0
MASSE MONETAIRE (M2)	15 487,4	16 878,6	17 440,1
Actifs extérieurs nets	4 206,3	3 886,0	2 634,3
<i>Banque Centrale</i>	2 944,2	2 303,6	1 641,9
<i>Banques</i>	1 262,1	1 582,4	992,4
Créances intérieures	13 761,8	15 705,9	17 667,6
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	4 614,6	5 891,5	6 261,9
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	9 147,2	9 814,5	11 405,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	2 404,0	2 772,3	3 130,2
Autres postes nets (3)	76,7	-59,0	-268,4
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	15 487,4	16 878,6	17 440,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale
 (2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs
 (3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers
 (4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

GUINEE-BISSAU - AGREGATS DE MONNAIE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	305,2	298,0	287,7
Dépôts à vue	105,3	120,8	129,5
M1	410,5	418,8	417,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	72,2	80,8	76,9
MASSE MONETAIRE (M2)	482,6	499,6	494,1
Actifs extérieurs nets	330,7	266,3	243,1
<i>Banque Centrale</i>	217,5	165,9	150,2
<i>Banques</i>	113,2	100,4	92,9
Créances intérieures	227,8	288,2	315,2
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	73,4	97,4	125,4
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	154,4	190,8	189,8
Passifs à caractère non monétaire (2)	47,8	66,7	74,5
Autres postes nets (3)	28,1	-11,8	-10,2
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	482,6	499,6	494,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale
 (2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs
 (3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers
 (4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

MALI - AGREGATS DE MONNAIE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	1 073,1	1 206,6	1 033,5
Dépôts à vue	2 030,1	2 273,5	2 299,3
M1	3 103,2	3 480,1	3 332,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 216,8	1 303,0	1 396,3
MASSE MONETAIRE (M2)	4 320,0	4 783,1	4 729,1
Actifs extérieurs nets	971,1	508,4	-46,0
<i>Banque Centrale</i>	525,2	8,5	-309,8
<i>Banques</i>	446,0	500,0	263,9
Créances intérieures	3 981,1	5 085,7	5 595,1
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	750,3	1 339,7	1 808,8
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	3 230,7	3 746,0	3 786,2
Passifs à caractère non monétaire (2)	769,2	890,7	883,6
Autres postes nets (3)	-137,0	-79,6	-63,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	4 320,0	4 783,1	4 729,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale
 (2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs
 (3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers
 (4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

NIGER - AGREGATS DE MONNAIE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	556,7	655,2	713,5
Dépôts à vue	725,2	825,9	770,3
M1	1 281,8	1 481,1	1 483,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	381,9	381,1	360,8
MASSE MONETAIRE (M2)	1 663,8	1 862,1	1 844,6
Actifs extérieurs nets	700,9	699,4	410,0
<i>Banque Centrale</i>	419,2	368,1	85,1
<i>Banques</i>	281,7	331,3	324,9
Créances intérieures	1 351,5	1 583,2	1 742,4
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	145,8	225,5	484,2
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 205,8	1 357,7	1 258,2
Passifs à caractère non monétaire (2)	320,4	381,6	310,5
Autres postes nets (3)	68,3	38,9	-2,8
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 663,8	1 862,1	1 844,6

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

SENEGAL - AGREGATS DE MONNAIE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	1 851,7	2 144,0	2 394,6
Dépôts à vue	3 400,0	4 465,6	4 994,3
M1	5 251,7	6 609,6	7 389,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 123,5	2 356,5	2 438,6
MASSE MONETAIRE (M2)	7 375,2	8 966,0	9 827,6
Actifs extérieurs nets	2 022,5	1 960,3	2 041,3
<i>Banque Centrale</i>	1 348,0	1 100,7	1 038,0
<i>Banques</i>	674,5	859,6	1 003,3
Créances intérieures	6 967,9	8 948,2	9 821,9
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	1 856,1	2 811,7	3 418,5
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	5 111,7	6 136,4	6 403,5
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 516,7	1 814,4	1 844,4
Autres postes nets (3)	98,5	128,0	191,3
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	7 375,2	8 966,0	9 827,6

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

TOGO - AGREGATS DE MONNAIE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Circulation fiduciaire	325,4	370,2	426,8
Dépôts à vue	922,0	1 178,8	1 136,9
M1	1 247,4	1 549,0	1 563,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 013,1	1 058,8	1 217,5
MASSE MONETAIRE (M2)	2 260,5	2 607,8	2 781,2
Actifs extérieurs nets	1 096,7	1 077,6	1 130,1
<i>Banque Centrale</i>	-23,1	-410,2	-259,1
<i>Banques</i>	1 119,7	1 487,8	1 389,2
Créances intérieures	1 432,2	1 847,8	1 953,2
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	7,2	184,3	214,5
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 425,0	1 663,5	1 738,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	287,9	363,3	401,4
Autres postes nets (3)	-19,6	-45,6	-99,3
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 260,5	2 607,8	2 781,2

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

UMOA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	8 878,4	5 814,3	3 080,4
<i>Créances sur les non-résidents</i>	14 044,6	11 411,6	9 496,6
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	5 166,3	5 597,4	6 416,1
Créances sur les banques	6 298,5	9 363,2	8 611,7
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	2 366,6	3 159,4	6 500,6
Créances sur les autres secteurs	567,0	607,5	707,5
TOTAL ACTIF	18 110,4	18 944,4	18 900,3
Base monétaire	15 213,2	15 933,6	15 119,5
<i>Circulation fiduciaire</i>	10 406,7	11 428,0	11 669,4
<i>Engagements envers les banques</i>	4 265,5	3 867,9	2 679,1
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	541,0	637,7	771,0
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	4,9	1,6	33,3
Actions et autres titres de participation	3 140,0	3 080,7	3 403,5
Autres postes (net)	-247,6	-71,5	343,9
TOTAL PASSIF	18 110,4	18 944,4	18 900,3

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

BENIN - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	144,1	-171,6	-563,6
<i>Créances sur les non-résidents</i>	962,6	814,3	268,8
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	818,5	985,8	832,4
Créances sur les banques	967,0	1 225,9	1 259,2
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	94,0	59,8	355,3
Créances sur les autres secteurs	3,5	3,1	2,9
TOTAL ACTIF	1 208,7	1 117,2	1 053,7
Base monétaire	1 157,2	1 114,7	1 044,4
<i>Circulation fiduciaire</i>	834,7	924,4	869,7
<i>Engagements envers les banques</i>	321,7	189,6	173,9
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	0,7	0,7	0,9
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	4,2	0,7	8,0
Actions et autres titres de participation	0,2	0,2	0,2
Autres postes (net)	47,1	1,6	1,1
TOTAL PASSIF	1 208,7	1 117,2	1 053,7

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

BURKINA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	467,4	-624,1	-372,5
<i>Créances sur les non-résidents</i>	1 044,1	168,7	524,4
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	576,7	792,8	896,9
Créances sur les banques	1 088,8	1 812,5	1 508,4
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	-88,8	67,1	206,3
Créances sur les autres secteurs	7,7	9,2	9,0
TOTAL ACTIF	1 475,1	1 264,7	1 351,2
Base monétaire	1 473,5	1 262,7	1 382,6
<i>Circulation fiduciaire</i>	953,4	967,1	1 147,2
<i>Engagements envers les banques</i>	517,9	294,9	234,0
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	2,2	0,8	1,3
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,6	0,8	3,7
Actions et autres titres de participation	0,5	0,5	0,5
Autres postes (net)	0,5	0,7	-35,5
TOTAL PASSIF	1 475,1	1 264,7	1 351,2

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	2 944,2	2 303,6	1 641,9
<i>Créances sur les non-résidents</i>	6 207,3	5 450,1	4 943,9
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	3 263,1	3 146,5	3 302,0
Créances sur les banques	1 581,8	2 546,1	2 049,4
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	1 505,0	1 458,7	1 862,9
Créances sur les autres secteurs	7,9	7,8	9,1
TOTAL ACTIF	6 039,0	6 316,2	5 563,2
Base monétaire	6 034,7	6 312,9	5 553,2
<i>Circulation fiduciaire</i>	4 063,0	4 362,1	4 387,6
<i>Engagements envers les banques</i>	1 967,6	1 946,6	1 161,3
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	4,1	4,1	4,3
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	1,7	1,7	1,6
Autres postes (net)	2,6	1,7	8,4
TOTAL PASSIF	6 039,0	6 316,2	5 563,2

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	217,5	165,9	150,2
Créances sur les non-résidents	295,0	234,8	232,5
Engagements envers les non-résidents	77,4	68,9	82,3
Créances sur les banques	62,5	89,9	83,1
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	66,8	64,8	75,0
Créances sur les autres secteurs	4,1	4,3	4,6
TOTAL ACTIF	350,9	324,9	312,8
Base monétaire	350,4	324,1	311,1
Circulation fiduciaire	313,8	309,9	298,2
Engagements envers les banques	36,4	13,9	12,7
Engagements envers les autres secteurs	0,2	0,3	0,3
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,2
Actions et autres titres de participation	0,1	0,1	0,1
Autres postes (net)	0,4	0,7	1,5
TOTAL PASSIF	350,9	324,9	312,8

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

MALI - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	525,2	8,5	-309,8
Créances sur les non-résidents	1 224,8	646,3	468,5
Engagements envers les non-résidents	699,6	637,8	778,3
Créances sur les banques	740,7	1 267,1	1 262,6
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	385,9	443,0	424,4
Créances sur les autres secteurs	4,6	4,2	4,4
TOTAL ACTIF	1 656,4	1 722,8	1 381,6
Base monétaire	1 651,3	1 717,4	1 373,0
Circulation fiduciaire	1 206,7	1 329,4	1 153,4
Engagements envers les banques	443,5	386,8	218,4
Engagements envers les autres secteurs	1,1	1,2	1,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	2,5
Actions et autres titres de participation	0,3	0,3	0,3
Autres postes (net)	4,8	5,0	5,8
TOTAL PASSIF	1 656,4	1 722,8	1 381,6

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

NIGER - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	419,2	368,1	85,1
Créances sur les non-résidents	1 075,7	918,6	671,4
Engagements envers les non-résidents	656,5	550,4	586,4
Créances sur les banques	306,2	384,5	665,3
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	-12,1	72,7	232,3
Créances sur les autres secteurs	4,0	3,6	3,6
TOTAL ACTIF	717,3	829,1	986,3
Base monétaire	715,1	827,3	790,6
Circulation fiduciaire	620,6	723,5	747,5
Engagements envers les banques	93,7	103,0	41,8
Engagements envers les autres secteurs	0,8	0,8	1,4
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,4
Actions et autres titres de participation	1,1	1,1	1,1
Autres postes (net)	1,1	0,6	194,2
TOTAL PASSIF	717,3	829,1	986,3

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	1 348,0	1 100,7	1 038,0
Créances sur les non-résidents	2 459,3	2 409,1	2 949,9
Engagements envers les non-résidents	1 111,3	1 308,4	1 911,8
Créances sur les banques	1 105,1	1 360,2	1 220,9
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	326,1	736,7	1 059,0
Créances sur les autres secteurs	4,2	4,0	4,4
TOTAL ACTIF	2 783,4	3 201,6	3 322,3
Base monétaire	2 797,0	3 199,1	3 317,2
Circulation fiduciaire	2 039,3	2 379,5	2 580,4
Engagements envers les banques	756,0	818,1	734,2
Engagements envers les autres secteurs	1,7	1,6	2,6
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,2
Actions et autres titres de participation	1,5	1,6	1,5
Autres postes (net)	-15,1	0,9	3,4
TOTAL PASSIF	2 783,4	3 201,6	3 322,3

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

TOGO - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	-23,1	-410,2	-259,1
Créances sur les non-résidents	1 373,6	1 299,2	1 142,6
Engagements envers les non-résidents	1 396,6	1 709,4	1 401,7
Créances sur les banques	446,4	677,0	562,8
Créances nettes sur l'administration centrale(*)	70,0	259,0	265,0
Créances sur les autres secteurs	14,3	27,2	36,4
TOTAL ACTIF	507,6	553,0	605,2
Base monétaire	506,4	551,7	591,2
Circulation fiduciaire	375,2	432,2	485,3
Engagements envers les banques	128,6	115,1	102,9
Engagements envers les autres secteurs	2,6	4,4	3,0
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,1	0,1	2,4
Actions et autres titres de participation	0,1	0,2	0,1
Autres postes (net)	1,0	1,0	11,4
TOTAL PASSIF	507,6	553,0	605,2

Source : BCEAO

(*) Ne tient pas compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

UMOA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	-1 131,7	-1 356,3	-1 931,3
Créances sur les non-résidents	1 028,0	1 106,0	1 183,1
Engagements envers les non-résidents	-2 159,7	-2 462,3	-3 114,3
Créances sur la banque centrale	5 160,7	5 013,6	3 829,4
Créances nettes sur l'administration centrale	13 315,0	17 251,0	17 279,8
Créances sur les autres secteurs	26 862,2	30 772,6	33 612,0
Créances sur les autres sociétés financières	822,4	871,3	907,1
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	156,3	453,8	425,8
Créances sur les sociétés non financières publiques	1 834,5	1 978,2	1 989,2
Créances sur le secteur privé	24 049,1	27 469,3	30 289,9
TOTAL ACTIF	44 206,3	51 680,9	52 790,1
Engagements envers la banque centrale	6 271,4	9 344,2	8 452,7
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	18 462,1	21 529,3	21 987,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	12 671,4	13 287,1	13 976,5
Dépôts exclus de la masse monétaire	1 511,9	2 070,1	2 093,5
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	21,1	13,9	6,9
Emprunts	1 073,1	1 363,7	1 276,3
Actions et autres titres de participation	4 856,5	3 816,8	6 266,0
Autres postes (net)	-661,3	255,9	-1 269,2
TOTAL PASSIF	44 206,3	51 680,9	52 790,1

Source : BCEAO

BENIN - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	1 993,1	2 318,4	2 293,4
Créances sur les non-résidents	2 340,6	2 677,6	2 643,9
Engagements envers les non-résidents	-347,5	-359,2	-350,5
Créances sur la banque centrale	392,0	235,4	232,7
Créances nettes sur l'administration centrale	-158,7	-49,9	-372,7
Créances sur les autres secteurs	1 773,9	2 113,3	2 548,8
Créances sur les autres sociétés financières	16,8	28,6	25,9
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	82,7	67,5	59,3
Créances sur les sociétés non financières publiques	149,0	164,1	245,7
Créances sur le secteur privé	1 525,4	1 853,1	2 218,0
TOTAL ACTIF	4 000,3	4 617,3	4 702,2
Engagements envers la banque centrale	966,9	1 225,3	1 262,3
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 393,3	1 655,4	1 761,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 048,0	1 099,7	1 030,1
Dépôts exclus de la masse monétaire	75,3	123,9	121,3
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	78,6	49,9	63,0
Actions et autres titres de participation	390,3	450,6	504,8
Autres postes (net)	47,8	12,5	-40,7
TOTAL PASSIF	4 000,3	4 617,3	4 702,2

Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union A1

Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire
International A2 à A3

Transferts nets des ressources du FMI A4

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB) A5 à A9

Production des principales cultures d'exportation A10

Production des principales cultures vivrières A11

Productions minières A12

Prix à la production des cultures d'exportation A13

Indice harmonisé des prix à la consommation A14

Tableaux des opérations financières des Etats A15 à A23

Balance des paiements A24 à A28

Agrégats de monnaie A29 à A33

Situation résumée de la Banque Centrale A34 à A38

Situation résumée des Banques A39 à A43

Créances nettes sur l'administration centrale A44 à A48

Utilisations déclarées aux Centrales des risques A49 à A57

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO A58

Adresses des sites de la BCEAO A59 à A64

BURKINA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	2 169,3	2 596,2	1 998,8
Créances sur les non-résidents	2 455,9	2 968,3	2 624,3
Engagements envers les non-résidents	-286,6	-372,1	-625,5
Créances sur la banque centrale	649,9	430,4	433,6
Créances nettes sur l'administration centrale	28,9	221,1	243,7
Créances sur les autres secteurs	3 546,2	4 105,3	4 312,2
Créances sur les autres sociétés financières	41,4	59,4	72,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,0	15,1	5,4
Créances sur les sociétés non financières publiques	289,4	360,0	347,8
Créances sur le secteur privé	3 215,4	3 670,9	3 886,6
TOTAL ACTIF	6 394,4	7 353,0	6 988,3
Engagements envers la banque centrale	1 088,2	1 812,5	1 508,3
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 480,2	2 511,9	2 189,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 967,6	2 073,9	2 073,8
Dépôts exclus de la masse monétaire	228,3	289,3	380,9
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	67,1	59,5	73,1
Actions et autres titres de participation	723,6	757,8	912,3
Autres postes (net)	-160,6	-151,9	-149,2
TOTAL PASSIF	6 394,4	7 353,0	6 988,3

Source : BCEAO

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	1 262,1	1 582,4	992,4
Créances sur les non-résidents	2 249,2	2 758,8	2 625,5
Engagements envers les non-résidents	-987,1	-1 176,3	-1 633,0
Créances sur la banque centrale	2 275,3	2 403,7	1 618,5
Créances nettes sur l'administration centrale	3 111,8	4 435,0	4 401,2
Créances sur les autres secteurs	9 139,3	9 806,7	11 396,6
Créances sur les autres sociétés financières	228,1	164,2	269,7
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	3,4	3,7	3,4
Créances sur les sociétés non financières publiques	440,2	421,0	399,1
Créances sur le secteur privé	8 467,6	9 217,7	10 724,3
TOTAL ACTIF	15 788,5	18 227,7	18 408,8
Engagements envers la banque centrale	1 581,1	2 545,2	2 049,1
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	7 188,5	8 192,2	8 340,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	4 573,7	4 709,0	5 076,3
Dépôts exclus de la masse monétaire	566,0	738,3	776,2
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,5	0,1	0,0
Emprunts	226,5	202,9	216,9
Actions et autres titres de participation	1 609,4	1 829,3	2 135,5
Autres postes (net)	42,9	10,7	-185,6
TOTAL PASSIF	15 788,5	18 227,7	18 408,8

Source : BCEAO

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	113,2	100,4	92,9
Créances sur les non-résidents	138,0	183,6	147,6
Engagements envers les non-résidents	-24,8	-83,3	-54,6
Créances sur la banque centrale	43,7	29,7	22,8
Créances nettes sur l'administration centrale	6,6	32,6	50,4
Créances sur les autres secteurs	150,3	186,5	185,2
Créances sur les autres sociétés financières	0,3	2,6	0,3
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	5,4	7,4	4,8
Créances sur les sociétés non financières publiques	8,2	11,9	9,4
Créances sur le secteur privé	136,5	164,6	170,8
TOTAL ACTIF	313,8	349,1	351,3
Engagements envers la banque centrale	86,0	89,9	83,0
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	105,0	120,5	129,3
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	72,2	80,8	76,9
Dépôts exclus de la masse monétaire	13,3	22,5	20,2
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	1,8	1,6	8,4
Actions et autres titres de participation	32,6	42,6	45,6
Autres postes (net)	2,9	-8,7	-12,1
TOTAL PASSIF	313,8	349,1	351,3

Source : BCEAO

MALI - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	446,0	500,0	263,9
Créances sur les non-résidents	1 111,6	1 204,6	1 129,2
Engagements envers les non-résidents	-665,6	-704,6	-865,3
Créances sur la banque centrale	536,3	494,2	343,5
Créances nettes sur l'administration centrale	372,4	904,7	1 392,4
Créances sur les autres secteurs	3 226,1	3 741,8	3 781,8
Créances sur les autres sociétés financières	27,0	41,4	44,1
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	5,0	55,9	23,8
Créances sur les sociétés non financières publiques	170,3	168,9	227,0
Créances sur le secteur privé	3 023,8	3 475,7	3 486,9
TOTAL ACTIF	4 580,7	5 640,6	5 781,6
Engagements envers la banque centrale	693,3	1 231,6	1 262,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 029,6	2 272,9	2 298,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 216,2	1 302,3	1 395,7
Dépôts exclus de la masse monétaire	100,2	95,3	114,2
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	102,8	140,5	49,4
Actions et autres titres de participation	565,9	654,6	717,1
Autres postes (net)	-127,2	-56,6	-55,8
TOTAL PASSIF	4 580,7	5 640,6	5 781,6

Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union A1

Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire
International A2 à A3

Transferts nets des ressources du FMI A4

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB) A5 à A9

Production des principales cultures d'exportation A10

Production des principales cultures vivrières A11

Productions minières A12

Prix à la production des cultures d'exportation A13

Indice harmonisé des prix à la consommation A14

Tableaux des opérations financières des Etats A15 à A23

Balance des paiements A24 à A28

Agrégats de monnaie A29 à A33

Situation résumée de la Banque Centrale A34 à A38

Situation résumée des Banques A39 à A43

Créances nettes sur l'administration centrale A44 à A48

Utilisations déclarées aux Centrales des risques A49 à A57

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO A58

Adresses des sites de la BCEAO A59 à A64

NIGER - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	281,7	331,3	324,9
Créances sur les non-résidents	511,0	574,7	565,4
Engagements envers les non-résidents	-229,3	-243,4	-240,4
Créances sur la banque centrale	148,7	175,5	80,3
Créances nettes sur l'administration centrale	160,6	155,5	254,7
Créances sur les autres secteurs	1 201,7	1 354,0	1 254,5
Créances sur les autres sociétés financières	14,8	15,7	10,2
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	3,9	29,0	26,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	109,8	110,7	100,4
Créances sur le secteur privé	1 073,2	1 198,7	1 117,9
TOTAL ACTIF	1 792,8	2 016,4	1 914,4
Engagements envers la banque centrale	306,2	384,7	507,1
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	722,4	823,1	767,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	381,8	380,9	360,7
Dépôts exclus de la masse monétaire	72,5	86,0	70,7
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	22,1	41,7	50,8
Actions et autres titres de participation	224,7	252,7	187,5
Autres postes (net)	63,1	47,2	-29,4
TOTAL PASSIF	1 792,8	2 016,4	1 914,4

Source : BCEAO

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	674,5	859,6	1 003,3
Créances sur les non-résidents	1 670,0	2 032,5	2 063,8
Engagements envers les non-résidents	-995,5	-1 172,9	-1 060,5
Créances sur la banque centrale	945,2	1 057,5	916,8
Créances nettes sur l'administration centrale	1 533,1	2 078,1	2 362,5
Créances sur les autres secteurs	5 107,6	6 132,4	6 399,1
Créances sur les autres sociétés financières	123,6	159,7	84,6
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	1,0	5,6	45,3
Créances sur les sociétés non financières publiques	423,9	394,0	418,1
Créances sur le secteur privé	4 559,1	5 573,2	5 851,1
TOTAL ACTIF	8 260,3	10 127,7	10 681,7
Engagements envers la banque centrale	1 103,4	1 378,0	1 220,5
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	3 390,9	4 456,6	4 984,3
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	2 123,0	2 356,0	2 438,1
Dépôts exclus de la masse monétaire	379,9	610,3	486,2
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	20,6	13,7	6,9
Emprunts	255,4	216,5	200,5
Actions et autres titres de participation	859,2	972,4	1 149,1
Autres postes (net)	127,8	124,2	196,1
TOTAL PASSIF	8 260,3	10 127,7	10 681,7

Source : BCEAO

TOGO - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Actifs extérieurs nets	1 119,7	1 487,8	1 389,2
Créances sur les non-résidents	1 435,3	1 811,3	1 727,5
Engagements envers les non-résidents	-315,6	-323,6	-338,3
Créances sur la banque centrale	169,6	188,3	181,2
Créances nettes sur l'administration centrale	-61,1	-73,2	-47,6
Créances sur les autres secteurs	1 410,7	1 636,4	1 702,3
Créances sur les autres sociétés financières	24,8	37,6	32,2
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,0	0,0	0,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	146,9	167,8	122,2
Créances sur le secteur privé	1 239,0	1 430,9	1 548,0
TOTAL ACTIF	2 638,9	3 239,3	3 225,0
Engagements envers la banque centrale	446,3	676,9	560,3
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	881,8	1 121,9	1 072,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 013,1	1 058,3	1 217,5
Dépôts exclus de la masse monétaire	68,4	94,7	97,8
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	22,2	23,1	29,0
Actions et autres titres de participation	197,1	245,3	272,0
Autres postes (net)	9,9	19,1	-24,4
TOTAL PASSIF	2 638,9	3 239,3	3 225,0

Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

UMOA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	2 335,8	3 129,0	6 470,2
Créances	4 759,1	5 100,1	8 057,4
Crédits	4 743,2	5 083,9	6 020,8
<i>Concours adossés aux DTS</i>	1 312,5	1 312,5	1 312,5
<i>Concours consolidés</i>	218,0	218,0	262,9
<i>Concours du FMI</i>	2 970,4	3 311,1	4 248,0
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	242,3	242,3	242,3
Portefeuille de titres du Trésor	0,0	0,0	2 020,0
Autres créances	15,9	16,2	16,6
Engagements	2 423,3	1 971,1	1 587,2
Encaisses du Trésor	30,7	30,4	30,4
Dépôts	2 304,3	1 834,0	1 451,4
Autres engagements	88,2	106,7	105,4
Créances nettes des banques	13 315,0	17 251,0	17 279,8
Créances	17 899,5	22 000,1	22 137,5
Crédits	3 026,2	4 362,4	4 318,4
Portefeuille de titres du Trésor	14 873,4	17 637,7	17 819,1
Engagements	4 584,5	4 749,1	4 857,7
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	15 650,9	20 380,0	23 750,0

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

BENIN - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	87,5	53,3	348,7
Créances	350,4	526,6	641,1
Crédits	350,4	526,6	641,1
<i>Concours adossés aux DTS</i>	94,2	94,2	94,2
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	256,1	432,4	546,9
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	262,8	473,4	292,3
Encaisses du Trésor	6,5	6,5	6,5
Dépôts	256,3	466,9	285,8
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	-158,7	-49,9	-372,7
Créances	576,2	779,0	810,8
Crédits	200,3	236,5	221,2
Portefeuille de titres du Trésor	375,9	542,5	589,7
Engagements	734,9	828,9	1 183,6
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-71,2	3,4	-24,0

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

BURKINA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	-95,4	60,6	199,8
Créances	290,0	276,1	333,2
Crédits	290,0	276,1	333,2
<i>Concours adossés aux DTS</i>	91,6	91,6	91,6
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	198,4	184,4	241,5
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	385,4	215,5	133,4
Encaisses du Trésor	6,6	6,6	6,6
Dépôts	378,8	208,9	126,8
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	28,9	221,1	243,7
Créances	874,1	1 158,8	1 154,7
Crédits	113,7	277,6	295,9
Portefeuille de titres du Trésor	760,4	881,2	858,8
Engagements	845,2	937,7	911,0
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-66,5	281,6	443,5

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

COTE D'IVOIRE - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	1 502,8	1 456,5	1 860,6
Créances	2 202,7	2 105,1	2 511,7
Crédits	2 202,7	2 105,1	2 511,7
<i>Concours adossés aux DTS</i>	495,0	495,0	495,0
<i>Concours consolidés</i>	216,7	216,7	216,7
<i>Concours du FMI</i>	1 349,1	1 251,5	1 658,1
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	141,9	141,9	141,9
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	699,9	648,6	651,1
Encaisses du Trésor	2,2	2,2	2,2
Dépôts	697,7	646,4	648,8
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	3 111,8	4 435,0	4 401,2
Créances	4 263,0	5 594,9	5 415,3
Crédits	952,4	1 525,0	1 154,5
Portefeuille de titres du Trésor	3 310,6	4 069,9	4 260,7
Engagements	1 151,2	1 159,9	1 014,0
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 614,6	5 891,5	6 261,9

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL,
EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT
DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE,
FINANCE VERTE 57VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES
ET MOYENS DE PAIEMENT 67VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES,
ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE
AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union A1

Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire
International A2 à A3

Transferts nets des ressources du FMI A4

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB) A5 à A9

Production des principales cultures d'exportation A10

Production des principales cultures vivrières A11

Productions minières A12

Prix à la production des cultures d'exportation A13

Indice harmonisé des prix à la consommation A14

Tableaux des opérations financières des Etats A15 à A23

Balance des paiements A24 à A28

Agrégats de monnaie A29 à A33

Situation résumée de la Banque Centrale A34 à A38

Situation résumée des Banques A39 à A43

Créances nettes sur l'administration centrale A44 à A48

Utilisations déclarées aux Centrales des risques A49 à A57

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO A58

Adresses des sites de la BCEAO A59 à A64

GUINEE-BISSAU - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	66,8	64,8	75,0
Créances	72,3	70,6	78,3
Crédits	72,3	70,6	78,3
<i>Concours adossés aux DTS</i>	31,5	31,5	31,5
<i>Concours consolidés</i>	1,3	1,3	1,3
<i>Concours du FMI</i>	25,9	24,2	31,8
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	13,6	13,6	13,6
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	5,5	5,8	3,3
Encaisses du Trésor	0,0	0,0	0,0
Dépôts	5,5	5,8	3,3
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	6,6	32,6	50,4
Créances	32,0	56,1	66,2
Crédits	19,3	31,8	36,1
Portefeuille de titres du Trésor	12,7	24,3	30,1
Engagements	25,4	23,5	15,8
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	73,4	97,4	125,4

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

MALI - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	378,0	435,0	416,5
Créances	471,2	459,1	437,6
Crédits	471,2	459,1	437,6
<i>Concours adossés aux DTS</i>	142,0	142,0	142,0
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	329,2	317,1	295,6
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	93,3	24,1	21,1
Encaisses du Trésor	7,9	7,9	7,9
Dépôts	85,3	16,1	13,2
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	372,4	904,7	1 392,4
Créances	1 049,4	1 362,1	1 744,1
Crédits	82,8	177,1	244,9
Portefeuille de titres du Trésor	966,6	1 185,0	1 499,2
Engagements	677,0	457,4	351,8
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	750,3	1 339,7	1 808,8

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

NIGER - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	-14,8	70,0	229,5
Créances	344,8	397,4	393,1
Crédits	344,8	397,4	393,1
<i>Concours adossés aux DTS</i>	100,2	100,2	100,2
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	244,7	297,2	292,9
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	359,7	327,4	163,5
Encaisses du Trésor	2,8	2,8	2,8
Dépôts	356,9	324,6	160,7
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	160,6	155,5	254,7
Créances	322,7	342,9	412,0
Crédits	76,6	58,7	85,7
Portefeuille de titres du Trésor	246,1	284,1	326,3
Engagements	162,1	187,3	157,3
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	145,8	225,5	484,2

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SENEGAL - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2021	2022	2023
	A fin décembre		
	Milliards de FCFA		
Créances nettes de la BCEAO(*)	323,0	733,7	1 055,9
Créances	612,8	852,2	1 239,1
Crédits	612,8	852,2	1 239,1
<i>Concours adossés aux DTS</i>	246,3	246,3	246,3
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	366,6	606,0	992,8
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	289,8	118,6	183,1
Encaisses du Trésor	3,1	3,1	3,1
Dépôts	286,7	115,5	180,0
Autres engagements	0,1	0,1	0,1
Créances nettes des banques	1 533,1	2 078,1	2 362,5
Créances	2 001,2	2 567,7	2 931,7
Crédits	1 091,3	1 249,2	1 525,8
Portefeuille de titres du Trésor	909,9	1 318,5	1 405,9
Engagements	468,1	489,6	569,2
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 856,1	2 811,7	3 418,5

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

TOGO - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2021	2022	2023
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de FCFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO(*)	68,3	257,7	262,1
Créances	312,1	310,1	300,0
Crédits	312,1	310,1	300,0
<i>Concours adossés aux DTS</i>	111,7	111,7	111,7
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	200,4	198,4	188,3
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	243,8	52,4	37,9
Encaisses du Trésor	1,7	1,3	2,9
Dépôts	242,2	51,1	35,0
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	-61,1	-73,2	-47,6
Créances	474,0	607,7	579,9
Crédits	46,3	109,1	147,8
Portefeuille de titres du Trésor	427,8	498,6	432,1
Engagements	535,2	680,9	627,5
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	7,2	184,5	214,5

Source : BCEAO

(*) Tient compte des encaisses de FCFA auprès des Trésors

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2021	2022	2023(*)
	<i>Millions de FCFA</i>		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	355 870	375 044	374 723
- Agriculture, chasse	343 987	330 028	328 290
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	114 780	108 951	116 805
Industries extractives	186 031	233 295	236 800
- Pétrole brut et gaz naturel	539 404	65 556	68 604
- Autres	165 108	167 739	168 196
Industries manufacturières	1 253 909	1 373 358	1 414 366
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	485 853	567 679	582 074
- Textiles, habillement, cuir	44 509	134 488	140 210
- Industries chimiques	292 639	315 142	322 123
- Autres	322 153	356 049	369 957
Electricité, gaz, eau	536 004	761 996	779 985
Bâtiment, travaux publics	846 441	1 122 469	1 168 940
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	3 314 117	3 894 575	3 969 825
- Commerce de gros	2 635 771	3 044 866	3 091 108
- Commerce de détail	601 748	780 368	807 388
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	76 598	69 342	71 331
Transports, entrepôts et communications	588 466	768 132	786 317
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	478 281	613 445	632 059
- Etablissements financiers, assurances	128 730	126 764	132 814
- Affaires immobilières, services aux entreprises	414 099	386 681	396 217
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	923 338	1 394 823	1 415 154
- Services divers fournis à la collectivité	98 176	118 539	126 100
- Prêts aux particuliers	270 919	299 837	310 073
- Autres	536 584	976 448	978 985
TOTAL	8 482 458	10 537 137	10 778 169

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations

Source : BCEAO.

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2021	2022	2023(*)
	<i>Millions de FCFA</i>		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	91 082	207 508	227 721
- Agriculture, chasse	87 100	90 520	97 712
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	3 981	116 988	130 009
Industries extractives	127 451	151 450	154 807
- Pétrole brut et gaz naturel	26 945	25 575	26 922
- Autres	100 506	125 875	127 884
Industries manufacturières	556 272	626 043	665 272
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	180 060	218 592	231 821
- Textiles, habillement, cuir	66 403	41 562	43 653
- Industries chimiques	152 710	151 359	165 163
- Autres	266 594	214 528	224 634
Electricité, gaz, eau	325 923	364 870	390 652
Bâtiment, travaux publics	655 674	628 264	655 443
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	821 402	1 025 330	1 069 191
- Commerce de gros	483 020	767 309	796 379
- Commerce de détail	101 671	185 915	200 090
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	55 784	106 104	112 642
Transports, entrepôts et communications	829 091	858 930	911 146
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	577 303	1 085 783	1 147 324
- Etablissements financiers, assurances	241 953	336 018	367 308
- Affaires immobilières, services aux entreprises	517 177	749 767	780 017
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	2 535 461	2 286 538	2 395 873
- Services divers fournis à la collectivité	306 447	307 967	327 155
- Prêts aux particuliers	1 427 037	1 067 857	1 143 956
- Autres	796 163	910 712	924 758
TOTAL	6 519 658	7 234 716	7 517 431

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations

Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2021	2022	2023(*)
<i>Millions de FCFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	46 266	7 146	7 865
- Agriculture, chasse	46 163	7 082	7 795
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	103 000	64 000	70 442
Industries extractives	2 347	11 318	12 457
- Pétrole brut et gaz naturel	519 000	6 622	7 289
- Autres	1 828	4 696	5 169
Industries manufacturières	66 060	76 001	83 651
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	22 414	41 063	45 196
- Textiles, habillement, cuir	20 660	8 633	9 502
- Industries chimiques	3 869	3 009	3 312
- Autres	19 117	23 296	25 641
Electricité, gaz, eau	2 236	2 831	3 116
Bâtiment, travaux publics	119 617	83 400	91 794
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	135 191	199 298	219 358
- Commerce de gros	105 108	148 330	163 260
- Commerce de détail	14 629	41 138	45 279
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	15 454	9 830	10 819
Transports, entrepôts et communications	15 376	41 733	45 934
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	35 453	51 943	57 171
- Etablissements financiers, assurances	21 979	22 534	24 802
- Affaires immobilières, services aux entreprises	13 474	29 409	32 369
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	97 776	167 878	184 775
- Services divers fournis à la collectivité	2 146	2 696	2 967
- Prêts aux particuliers	32 152	21 729	23 916
- Autres	63 478	143 453	157 892
TOTAL	520 322	641 548	706 122

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2021	2022	2023(*)
<i>Millions de FCFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	9 710	5 457	5 760
- Agriculture, chasse	9 657	5 419	5 720
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	53	38	40
Industries extractives	9 476	4 638	4 896
- Pétrole brut et gaz naturel	1 499	355	375
- Autres	7 977	4 283	4 521
Industries manufacturières	61 326	44 534	47 008
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	23 822	18 316	19 334
- Textiles, habillement, cuir	14 049	9 980	10 534
- Industries chimiques	1 573	1 397	1 475
- Autres	21 882	14 841	15 666
Electricité, gaz, eau	60 162	43 728	46 157
Bâtiment, travaux publics	227 545	159 524	168 387
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	88 711	76 050	80 275
- Commerce de gros	57 123	19 790	20 889
- Commerce de détail	23 319	5 841	6 166
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 269	50 419	53 220
Transports, entrepôts et communications	72 255	75 854	80 068
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	58 472	361 528	381 614
- Etablissements financiers, assurances	14 873	35 224	37 181
- Affaires immobilières, services aux entreprises	43 599	326 305	344 434
Services fournis à la collect., serv. Soc. et pers.	443 388	302 604	319 416
- Services divers fournis à la collectivité	79 631	61 347	64 755
- Prêts aux particuliers	201 917	133 686	141 113
- Autres	161 840	107 570	113 546
TOTAL	1 031 045	1 073 917	1 133 581

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2021	2022	2023(*)
<i>Millions de FCFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	33 513	55 205	57 597
- Agriculture, chasse	33 465	54 890	57 268
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	48	314	328
Industries extractives	82 361	106 012	110 605
- Pétrole brut et gaz naturel	3 662	45 087	47 040
- Autres	78 699	60 925	63 564
Industries manufacturières	210 559	262 130	273 486
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	31 407	61 251	63 904
- Textiles, habillement, cuir	12 084	105 997	110 589
- Industries chimiques	21 087	37 259	38 873
- Autres	37 226	57 623	60 119
Electricité, gaz, eau	45 305	19 246	20 080
Bâtiment, travaux publics	187 897	207 936	216 944
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	443 509	696 165	726 323
- Commerce de gros	394 675	629 484	656 754
- Commerce de détail	40 517	58 672	61 214
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 317	8 009	8 356
Transports, entrepôts et communications	64 583	109 189	113 919
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	81 799	71 393	74 486
- Etablissements financiers, assurances	18 926	10 824	11 293
- Affaires immobilières, services aux entreprises	62 873	60 569	63 193
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	82 453	106 633	111 252
- Services divers fournis à la collectivité	15 147	29 677	30 963
- Prêts aux particuliers	40 407	40 445	42 197
- Autres	26 899	36 511	38 093
TOTAL	1 231 980	1 633 908	1 704 690

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2021	2022	2023(*)
<i>Millions de FCFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	26 491	25 810	26 893
- Agriculture, chasse	26 018	25 012	26 062
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	472	798	831
Industries extractives	70 291	106 015	110 464
- Pétrole brut et gaz naturel	17 242	17 454	18 186
- Autres	53 049	88 561	92 277
Industries manufacturières	12 166	112 916	117 654
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	23 261	24 651	25 685
- Textiles, habillement, cuir	37 634	28 069	29 247
- Industries chimiques	5 708	6 532	6 806
- Autres	55 057	53 663	55 915
Electricité, gaz, eau	47 959	51 620	53 786
Bâtiment, travaux publics	242 489	206 800	215 478
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	134 235	227 922	237 486
- Commerce de gros	106 646	195 043	203 227
- Commerce de détail	12 274	16 847	17 554
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	15 315	16 032	16 705
Transports, entrepôts et communications	181 707	190 573	198 570
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	20 203	145 907	152 029
- Etablissements financiers, assurances	102 526	49 504	51 581
- Affaires immobilières, services aux entreprises	99 504	96 404	100 449
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	618 839	858 478	894 501
- Services divers fournis à la collectivité	144 328	172 263	179 491
- Prêts aux particuliers	381 973	321 359	334 844
- Autres	92 538	364 856	380 166
TOTAL	1 354 380	1 926 042	2 006 861

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2021	2022	2023(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	100 214	95 353	98 623
- Agriculture, chasse	96 744	60 045	62 104
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	3 470	35 308	36 519
Industries extractives	22 377	8 984	9 292
- Pétrole brut et gaz naturel	7 498	4 429	4 581
- Autres	14 879	4 555	4 711
Industries manufacturières	363 361	423 634	438 163
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	197 020	255 143	263 893
- Textiles, habillement, cuir	6 518	13 065	13 513
- Industries chimiques	88 059	84 658	87 561
- Autres	71 764	70 768	73 195
Electricité, gaz, eau	316 348	531 623	549 855
Bâtiment, travaux publics	160 939	166 874	172 597
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	1 020 801	1 100 807	1 138 560
- Commerce de gros	788 527	754 302	780 171
- Commerce de détail	220 583	340 531	352 210
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	11 691	5 974	6 179
Transports, entrepôts et communications	109 886	177 244	183 323
Assurances, aff. Immob., serv. aux entreprises	183 368	129 839	134 292
- Etablissements financiers, assurances	52 237	51 506	53 272
- Affaires immobilières, services aux entreprises	131 131	78 333	81 019
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	96 818	157 987	163 405
- Services divers fournis à la collectivité	26 769	28 215	29 183
- Prêts aux particuliers	19 539	29 969	30 997
- Autres	50 510	99 803	103 226
TOTAL	2 374 112	2 792 345	2 888 110

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2021	2022	2023(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	29 512	145 196	161 495
- Agriculture, chasse	29 112	32 481	36 127
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	400	112 715	125 368
Industries extractives	269	75	83
- Pétrole brut et gaz naturel	269	75	83
- Autres	0	0	0
Industries manufacturières	176 914	230 317	256 172
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	68 800	114 807	127 695
- Textiles, habillement, cuir	10 923	3 066	3 410
- Industries chimiques	71 217	88 503	98 438
- Autres	25 974	23 941	26 629
Electricité, gaz, eau	62 256	139 074	154 686
Bâtiment, travaux publics	28 472	82 148	91 370
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	150 177	218 315	242 822
- Commerce de gros	111 822	161 003	179 077
- Commerce de détail	37 216	56 178	62 484
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 139	1 134	1 261
Transports, entrepôts et communications	181 707	213 041	236 956
Assurances, aff. Immob, serv. aux entreprises	146 498	259 238	288 339
- Etablissements financiers, assurances	52 009	187 078	208 079
- Affaires immobilières, services aux entreprises	94 489	72 160	80 260
Services fournis à la collec., serv. soc. et pers.	130 554	112 610	125 251
- Services divers fournis à la collectivité	14 941	13 383	14 885
- Prêts aux particuliers	60 020	61 675	68 598
- Autres	55 593	37 552	41 767
TOTAL	906 359	1 400 014	1 557 176

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2021	2022	2023(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 540	1 551	1 569
- Agriculture, chasse	1 271	1 280	1 295
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	269	271	274
Industries extractives	831	1 293	1 308
- Pétrole brut et gaz naturel	48	504	510
- Autres	783	788	797
Industries manufacturières	21 458	30 882	31 244
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	794	799	808
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	150	151	153
- Autres	20 514	29 932	30 283
Electricité, gaz, eau	19	19	19
Bâtiment, travaux publics	0	9 258	9 367
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	67 140	67 614	68 407
- Commerce de gros	64 660	65 116	65 880
- Commerce de détail	217	219	222
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 263	2 279	2 306
Transports, entrepôts et communications	7 052	7 100	7 183
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	1 135	1 143	1 156
- Etablissements financiers, assurances	44	44	45
- Affaires immobilières, service aux entreprises	1 091	1 099	1 112
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	18 123	18 679	18 898
- Services divers fournis à la collectivité	2 846	2 866	2 900
- Prêts aux particuliers	13 096	13 187	13 342
- Autres	2 181	2 627	2 658
TOTAL	117 298	137 540	139 153

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2021	2022	2023(*)
	Millions de FCFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	600	1 807	3 448
- Agriculture, chasse	527	1 587	3 028
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	73	220	420
Industries extractives	0	0	0
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	0	0	0
Industries manufacturières	122	367	700
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	0	0	0
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	19	57	109
- Autres	103	310	592
Electricité, gaz, eau	1 472	1 433	2 734
Bâtiment, travaux publics	0	133	254
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	2 877	4 665	8 901
- Commerce de gros	2 255	6 791	12 958
- Commerce de détail	38	114	218
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	584	1 759	3 356
Transports, entrepôts et communications	2 271	2 840	5 419
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	140	422	805
- Etablissements financiers, assurances	0	0	0
- Affaires immobilières, service aux entreprises	140	422	805
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	11 465	15 087	28 788
- Services divers fournis à la collectivité	0	0	0
- Prêts aux particuliers	10 535	12 286	23 443
- Autres	930	2 801	5 345
TOTAL	18 947	26 754	51 050

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2021	2022	2023(*)
<i>Millions de FCFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	109 772	146 146	137 892
- Agriculture, chasse	109 192	145 105	136 909
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	580	1 041	982
Industries extractives	33 184	70 014	66 060
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	33 184	70 014	66 060
Industries manufacturières	168 864	197 521	186 365
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	100 524	99 348	93 737
- Textiles, habillement, cuir	897	4 454	4 202
- Industries chimiques	42 534	61 769	58 280
- Autres	24 909	31 950	30 145
Electricité, gaz, eau	29 403	51 939	49 005
Bâtiment, travaux publics	10 783	142 736	134 674
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	714 315	878 226	828 624
- Commerce de gros	652 775	813 614	767 661
- Commerce de détail	47 348	51 531	48 621
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	14 192	13 081	12 342
Transports, entrepôts et communications	136 394	148 169	139 800
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	7 172	80 437	75 894
- Etablissements financiers, assurances	5 516	6 269	5 915
- Affaires immobilières, services aux entreprises	66 204	74 168	69 979
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	26 523	112 981	106 600
- Services divers fournis à la collectivité	822	4 173	3 937
- Prêts aux particuliers	4 868	14 297	13 490
- Autres	20 833	94 511	89 173
TOTAL	1 236 410	1 828 169	1 724 914

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations

Source : BCEAO

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2021	2022	2023(*)
<i>Millions de FCFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 365	2 077	1 865
- Agriculture, chasse	733	1 445	1 298
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	632	632	568
Industries extractives	20 318	20 243	18 180
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	20 318	20 243	18 180
Industries manufacturières	58 727	55 184	49 561
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	31 914	34 862	31 310
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	7 762	5 011	4 500
- Autres	19 051	15 311	13 751
Electricité, gaz, eau	9 765	11 595	10 414
Bâtiment, travaux publics	64 431	71 736	64 426
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	106 643	163 910	147 208
- Commerce de gros	96 727	145 067	130 285
- Commerce de détail	3 392	7 795	7 001
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	6 524	11 048	9 922
Transports, entrepôts et communications	71 469	82 389	73 994
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	146 741	132 757	119 230
- Etablissements financiers, assurances	4 688	3 400	3 054
- Affaires immobilières, services aux entreprises	142 053	129 357	116 176
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	40 177	57 275	51 439
- Services divers fournis à la collectivité	6 837	5 075	4 558
- Prêts aux particuliers	20 469	26 882	24 143
- Autres	12 871	25 318	22 738
TOTAL	519 636	597 166	536 317

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations

Source : BCEAO

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2021	2022	2023(*)
<i>Millions de FCFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	4 745	7 186	6 670
- Agriculture, chasse	4 739	7 180	6 665
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	6	6	6
Industries extractives	6 571	48	45
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	6 571	48	45
Industries manufacturières	17 645	10 063	9 341
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	7 926	1 157	1 074
- Textiles, habillement, cuir	1 992	58	54
- Industries chimiques	3 708	1 712	1 589
- Autres	4 019	7 136	6 624
Electricité, gaz, eau	23 572	44 674	41 468
Bâtiment, travaux publics	76 349	98 785	91 696
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	179 184	197 371	183 207
- Commerce de gros	165 106	169 283	157 135
- Commerce de détail	12 106	26 322	24 433
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 972	1 766	1 639
Transports, entrepôts et communications	31 285	32 467	30 137
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	7 015	6 781	6 294
- Etablissements financiers, assurances	3 801	2 434	2 259
- Affaires immobilières, services aux entreprises	3 214	4 347	4 035
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	119 852	308 931	286 761
- Services divers fournis à la collectivité	2 787	1 737	1 612
- Prêts aux particuliers	1 962	14 979	13 904
- Autres	97 445	292 215	271 245
TOTAL	466 218	706 306	655 619

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations

Source : BCEAO.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2021	2022	2023(*)
<i>Millions de FCFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	3 911	4 896	4 280
- Agriculture, chasse	3 911	4 896	4 280
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	0
Industries extractives	7 395	5 439	4 755
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	7 395	5 439	4 755
Industries manufacturières	20 931	16 885	14 762
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	7 012	2 366	2 068
- Textiles, habillement, cuir	3 322	96	84
- Industries chimiques	326	1 273	1 113
- Autres	10 271	13 150	11 496
Electricité, gaz, eau	29 335	36 090	31 552
Bâtiment, travaux publics	28 629	25 571	22 355
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	47 554	86 784	75 871
- Commerce de gros	39 994	79 518	69 519
- Commerce de détail	5 108	5 809	5 079
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 452	1 457	1 274
Transports, entrepôts et communications	52 502	57 374	50 159
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	2 664	7 662	6 699
- Etablissements financiers, assurances	899	1 388	1 213
- Affaires immobilières, services aux entreprises	1 765	6 274	5 485
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	235 613	281 980	246 521
- Services divers fournis à la collectivité	646	4 435	3 877
- Prêts aux particuliers	98 648	78 124	68 300
- Autres	130 505	199 421	174 344
TOTAL	428 534	522 681	456 954

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations

Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2021	2022	2023(*)
	<i>Millions de FCFA</i>		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	59 433	61 370	63 228
- Agriculture, chasse	52 027	53 359	54 975
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	7 406	8 011	8 254
Industries extractives	36 041	33 388	34 399
- Pétrole brut et gaz naturel	9 195	8 914	9 184
- Autres	26 846	24 475	25 216
Industries manufacturières	386 206	320 637	330 346
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	121 449	100 418	103 459
- Textiles, habillement, cuir	2 358	2 281	2 350
- Industries chimiques	125 801	113 357	116 789
- Autres	136 598	104 581	107 748
Electricité, gaz, eau	106 835	102 134	105 227
Bâtiment, travaux publics	158 461	236 928	244 102
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	570 183	568 168	585 372
- Commerce de gros	329 545	318 417	328 058
- Commerce de détail	221 273	224 260	231 050
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	19 365	25 492	26 264
Transports, entrepôts et communications	178 132	210 234	216 600
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	147 594	254 003	261 694
- Etablissements financiers, assurances	21 393	25 839	26 621
- Affaires immobilières, services aux entreprises	126 201	128 164	132 045
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	462 838	481 255	495 827
- Services divers fournis à la collectivité	46 767	22 731	23 419
- Prêts aux particuliers	141 245	151 630	156 221
- Autres	274 825	306 894	316 187
TOTAL	2 105 723	2 268 117	2 336 794

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2021	2022	2023(*)
	<i>Millions de FCFA</i>		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	19 330	22 141	23 831
- Agriculture, chasse	16 980	19 556	21 048
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	2 350	2 585	2 782
Industries extractives	18 140	13 143	14 146
- Pétrole brut et gaz naturel	7 935	7 691	8 278
- Autres	10 205	5 452	5 868
Industries manufacturières	219 355	158 613	170 717
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	23 584	20 928	22 525
- Textiles, habillement, cuir	475	351	378
- Industries chimiques	62 317	45 214	48 664
- Autres	132 980	92 119	99 149
Electricité, gaz, eau	82 248	51 551	55 485
Bâtiment, travaux publics	28 024	46 680	50 242
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	216 467	168 712	181 587
- Commerce de gros	10 831	96 329	103 680
- Commerce de détail	9 272	84 405	90 846
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	15 437	17 977	19 349
Transports, entrepôts et communications	173 520	150 000	161 447
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	154 670	125 311	134 874
- Etablissements financiers, assurances	51 088	41 808	44 999
- Affaires immobilières, services aux entreprises	103 582	83 503	89 875
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	891 880	491 795	529 326
- Services divers fournis à la collectivité	20 566	18 460	19 869
- Prêts aux particuliers	533 266	303 609	326 779
- Autres	338 048	169 725	182 677
TOTAL	1 803 633	1 227 945	1 221 654

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2021	2022	2023(*)
	<i>Millions de FCFA</i>		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	387	1 087	1 279
- Agriculture, chasse	386	1 087	1 279
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	1	0	0
Industries extractives	2 319	2 238	2 634
- Pétrole brut et gaz naturel	1	0	0
- Autres	2 318	2 238	2 634
Industries manufacturières	19 756	52 490	61 770
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	4 319	8 500	10 003
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	7 431	13 227	15 566
- Autres	8 006	30 763	36 202
Electricité, gaz, eau	12 286	9 530	11 215
Bâtiment, travaux publics	132 395	176 552	207 766
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	183 794	186 926	219 974
- Commerce de gros	135 375	146 320	172 189
- Commerce de détail	45 075	37 695	44 359
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 344	2 911	3 426
Transports, entrepôts et communications	45 758	41 996	49 421
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	14 745	17 906	21 072
- Etablissements financiers, assurances	4 834	7 314	8 607
- Affaires immobilières, services aux entreprises	9 911	10 592	12 465
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	18 955	40 479	47 636
- Services divers fournis à la collectivité	892	26 444	31 119
- Prêts aux particuliers	17 650	13 601	16 006
- Autres	413	434	511
TOTAL	430 395	529 204	622 767

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2021	2022	2023(*)
	<i>Millions de FCFA</i>		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	163	124	149
- Agriculture, chasse	162	124	149
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	1	0	0
Industries extractives	1 562	1 897	2 283
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	1 562	1 897	2 283
Industries manufacturières	6 731	7 227	8 698
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	1 667	2 662	3 204
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	3 788	3 372	4 058
- Autres	1 276	1 193	1 436
Electricité, gaz, eau	32 726	29 779	35 838
Bâtiment, travaux publics	36 084	35 672	42 931
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	74 738	78 972	95 041
- Commerce de gros	57 622	63 768	76 744
- Commerce de détail	11 052	8 926	10 742
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	6 064	6 278	7 555
Transports, entrepôts et communications	93 660	86 859	104 533
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	47 915	52 958	63 734
- Etablissements financiers, assurances	15 870	17 166	21 201
- Affaires immobilières, services aux entreprises	32 045	35 342	42 533
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	163 545	166 709	200 631
- Services divers fournis à la collectivité	39 498	33 004	39 720
- Prêts aux particuliers	120 209	130 236	156 736
- Autres	3 838	3 469	4 175
TOTAL	457 124	460 197	553 838

(*) Les données à fin décembre 2023 sont des estimations
Source : BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR IX

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XIII

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023 XXI

VUE D'ENSEMBLE XXXV

I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA 1

II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE 27

III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES 39

IV STABILITE FINANCIERE 51

V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE 57

VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT 67

VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO 77

VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT 105

IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

ANNEXES

UMOA - MOUVEMENTS DE BILLETS ET PIECES AUX GUICHETS DE LA BCEAO

Coupures	Prélèvements		Versements	
	31/12/22	31/12/23	31/12/22	31/12/23
<i>Milliers de signes monétaires</i>				
Billets	3 459 170	3 367 868	3 354 388	3 309 925
10 000	2 162 873	2 052 940	2 055 673	2 050 954
5 000	649 744	684 855	668 330	644 952
2 500	0	0	0	0
2 000	208 720	199 137	186 520	197 085
1 000	220 656	221 197	244 629	224 511
500	217 178	209 739	199 236	192 424
Pièces	236 309	219 319	11 841	7 838
5 000	2	1	0	0
500	48	1	2 458	1 485
ANC 500 BC	0	0	12	18
250	14	7	844	368
200	60	263	3 449	2 264
100	117 693	94 068	2 748	2 083
50	62 578	82 926	979	641
25	19 077	16 162	500	398
10	20 218	14 218	779	489
5	16 536	11 533	48	40
1	84	140	25	52
Total	3 695 479	3 587 187	3 366 229	3 317 763
<i>Millions de FCFA</i>				
Billets	25 624 131	24 678 018	24 615 667	24 449 190
10 000	21 628 726	20 529 404	20 556 728	20 509 538
5 000	3 248 720	3 424 274	3 341 652	3 224 760
2 500	0	0	0	0
2 000	417 440	398 274	373 040	394 169
1 000	220 656	221 197	244 629	224 511
500	108 589	104 869	99 618	96 212
Pièces	15 709	14 220	2 480	1 552
5 000	10	7	0	0
500	24	1	1 229	742
ANC 500 BC	0	0	6	9
250	3	2	211	92
200	12	53	690	453
100	11 769	9 407	275	208
50	3 129	4 146	49	32
25	477	404	13	10
10	202	142	8	5
5	83	58	0	0
1	0	0	0	0
Total	25 639 840	24 692 238	24 618 146	24 450 742

Source : BCEAO

ADRESSES DES DIFFERENTS SITES DE LA BCEAO

SIEGE SOCIAL

Avenue Abdoulaye FADIGA

Boîte Postale : n° 3108 - Dakar (Sénégal)

Téléphone : (+221) 33 839 05 00

Télécopie : (+221) 33 823 93 35

Site internet : <https://www.bceao.int>

Courriel : courrier.bceao@bceao.int

BENIN

Cotonou

Avenue Jean-Paul II

01 Boîte Postale : n° 325 RP - Cotonou (Bénin)

Téléphone : (+229) 21 36 46 00 / 21 31 24 66 / 21 31 24 67

Télécopie : (+229) 21 31 24 65

Courriel : courrier.bdn@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Saturnin ASSESSOU-TOSSOU

Directeur de l'Agence Principale : M. Ayedjo Brice ONODJE

Parakou

Boîte Postale : n° 201 - Parakou (Bénin)

Téléphone : (+229) 23 61 03 25 / 29

Télécopie : (+229) 23 61 10 91

Courriel : courrier.b01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Matinou SOURADJOU

BURKINA

Ouagadougou

Avenue Gamal Abdel NASSER

Boîte Postale : 01 BP 356 - Ouagadougou (Burkina Faso)

Téléphone : (+226) 25 49 05 00 / 01

Courriel : courrier.cdn@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Richard KIMA

Directeur de l'Agence Principale : M. Guillaume A. Camille KABORE

Bobo-Dioulasso

Avenue Mamadou KONATE

Boîte Postale : 01 BP 603 - Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)

Téléphone : (+226) 20 97 04 44 / 45 / 46

Courriel : courrier.c01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Youssouf SAWADOGO

ANNEXES

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

COTE D'IVOIRE

Abidjan

Avenue Abdoulaye FADIGA angle Bd. ROUSSEL

Boîte Postale : 01 BP 1769 - Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)

Téléphone : (+225) 27 20 20 84 00 et 27 20 20 85 00

Télécopie : (+225) 27 20 22 00 40 et 27 20 22 28 52

Courriel : courrier.adn@bceao.int

Directeur de l'Agence Principale : M. Ningou Jacques HLYH GNELBIN

Abengourou

Voie Triomphale - Plateau

Boîte Postale : n° 905 - Abengourou (Côte d'Ivoire)

Téléphone : (+225) 27 35 91 37 15 et 27 35 91 38 15

Télécopie : (+225) 27 35 91 31 76

Courriel : courrier.a05@bceao.int

Bouaké

Boîte Postale : n° 773 - Bouaké (Côte d'Ivoire)

Téléphone : (+225) 27 31 65 87 00 et 27 31 65 87 01

Télécopie : (+225) 31 63 38 31

Courriel : courrier.a01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Issiaka KONE

Daloa

Route de Man Angle Rue du stade

Boîte Postale : n° 46 - Daloa (Côte d'Ivoire)

Téléphone : (+225) 27 32 78 38 85

Télécopie : (+225) 27 32 78 13 10

Courriel : courrier.a02@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Madigbe KABA

Korhogo

Avenue Peleforo GBON COULIBALY

Boîte Postale : n° 54 - Korhogo (Côte d'Ivoire)

Téléphone : (+225) 27 36 86 01 10 et 27 36 86 01 11

Télécopie : (+225) 27 36 86 15 30

Courriel : courrier.a06@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. N'goran Hyacinthe ZADJEHI

Man

Rue du Commerce

Boîte Postale : n° 1017 - (Côte d'Ivoire)

Téléphone : (+225) 27 33 79 02 67

Télécopie : (+225) 27 33 79 02 28

Courriel : courrier.a03@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Assémien Noël Aissan ACKAH

San Pédro

Avenue Félix HOUPHOUET BOIGNY

Boîte Postale : n° 387 - San Pédro (Côte d'Ivoire)

Téléphone : (+225) 27 34 71 21 84

Télécopie : (+225) 27 34 71 24 48

Courriel : courrier.a04@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Kouamé Landry KOUAKOU

Centre de Traitement Fiduciaire

Yamoussoukro

Zone administrative - TF n° 18695 des Lacs

Boîte Postale : 445 - Yamoussoukro (Côte d'Ivoire)

Téléphone : (+225) 27 30 6182 00

Courriel : courrier.z4dctf@bceao.int

Directeur : M. Salifou HAMANI

GUINEE BISSAU

Bissau

Avenida Combatentes da Liberdade da Pátria

Boîte Postale : n° 38 - Bissau (Guinée Bissau)

Téléphone : (+245) 95565 04 20/95 565 08 32

Télécopie : (+245) 325 63 00

Courriel : courrier.sdn@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Cheikh Ahmet Tidiane SALL

Directeur de l'Agence Principale : M. Wilson ALVES CARDOSO

MALI

Bamako

94, Avenue Moussa TRAVELE

Boîte Postale : n° 206 - Bamako (Mali)

Téléphone : (+223) 20 22 37 56

Télécopie : (+223) 20 22 47 86

Courriel : courrier.ddn@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Baréma BOCOUM

Directeur de l'Agence Principale : M^{me} Oumou TOURE TOUNKARA

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117

ANNEXES 121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

Mopti

Komoguel II, route de Sévaré

Boîte Postale : n° 182 - Mopti (Mali)

Téléphone : (+223) 21 43 01 02

Télécopie : (+223) 21 43 05 07

Courriel : courrier.d01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Adama DOUMBIA

Sikasso

Rue Mamadou TRAORE

Boîte Postale : n° 453 - Sikasso (Mali)

Téléphone : (+223) 21 62 00 77

Télécopie : (+223) 21 62 08 79

Courriel : courrier.d02@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Gaoussou BALLO

NIGER**Niamey**

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau

Boîte Postale : n° 487 - Niamey (Niger)

Téléphone : (+227) 20 72 24 91 / 92 / 93 et 20 72 33 40

Télécopie : (+227) 20 73 47 43

Courriel : courrier.hdn@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Abdourahmane ABOUBACAR ABANI

Directeur de l'Agence Principale : M^{me} Oumou BEMBELLO**Maradi**

Boîte Postale : n° 265 - Maradi (Niger)

Téléphone : (+227) 20 41 03 95

Télécopie : (+227) 20 41 00 45

Courriel : courrier.h02@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ganaye ALACHI

Zinder

Boîte Postale : n° 133 - Zinder (Niger)

Téléphone : (+227) 20 51 00 92

Télécopie : (+227) 20 51 07 24

Courriel : courrier.h01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Daouda BOUKARI

SENEGAL**Dakar**

Boulevard du Général De Gaulle x Rue 11

Boîte Postale : n° 3159 - Dakar (Sénégal)

Téléphone : (+221) 33 889 45 45

Télécopie : (+221) 33 823 57 57

Courriel : courrier.kdn@bceao.int

Conseillers du Directeur National : MM. Jean-Joachim SENE et François SENE

Directeur de l'Agence Principale : M. Babacar SENE

Kaolack

Léona Escale, Rue de France X Daloa

Boîte Postale : n° 79 - Kaolack (Sénégal)

Téléphone : (+221) 33 938 40 00

Télécopie : (+221) 33 941 33 23

Courriel : courrier.k01@bceao.int

Ziguinchor

Rue de Carabane

Boîte Postale : n° 317 - Ziguinchor (Sénégal)

Téléphone : (+221) 33 991 10 39 et 33 938 80 35

Télécopie : (+221) 33 991 16 59

Courriel : courrier.k02@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Papa Birahime SOW

TOGO**Lomé**

Rue Abdoulaye FADIGA

01 BP 120 Lomé 01 (Togo)

Téléphone : (+228) 22 23 50 00

Télécopie : (+228) 22 23 50 50

Courriel : courrier.tdn@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M^{me} Adjatougbe Améyo FIOKLOU

Directeur de l'Agence Principale : M. Agossa APEDASSOU

Kara

400 BP 75 - Kara (Togo)

Téléphone : (+228) 26 60 10 79

Télécopie : (+228) 26 60 14 69

Courriel : courrier.t01@bceao.int

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Kokouvi NYABO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGÉ DU GOUVERNEUR	IX
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XIII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2023	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXXV
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL, EVOLUTION ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA	1
II POLITIQUE MONETAIRE, RESERVES DE CHANGE	27
III SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, FINANCEMENT DES ECONOMIES	39
IV STABILITE FINANCIERE	51
V INCLUSION FINANCIERE, FINANCE ISLAMIQUE, FINANCE VERTE	57
VI GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT	67
VII ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES, ADMINISTRATION DE LA BCEAO	77
VIII FORMATION, RECHERCHE ET PARTENARIAT	105
IX RELATIONS AVEC LE FMI, COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	117
ANNEXES	121

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A3
Transferts nets des ressources du FMI	A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A64

REPRESENTATION DE LA BCEAO AUPRES DES INSTITUTIONS EUROPEENNES DE COOPERATION

29, rue du Colisée, 75008 - Paris (France)

Téléphone : (+33) 1 42 25 71 60

Télécopie : (+33) 1 42 56 00 37

Courriel : bceao@paris-bceao.org

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CBUMOA)

Boulevard Botreau ROUSSEL (Rue privée CRRAE-UMOA)

01 BP 7125 - Abidjan (Côte d'Ivoire)

Téléphone : (+225) 27 20 25 57 57

Télécopie : (+225) 27 20 22 45 52

Site web : www.cb-umoa.org

Courriel : courrier.z02sg@bceao.int